

CONSEIL COMMUNAL DU 1 OCTOBRE 2020
GEMEENTERAAD VAN 1 OKTOBER 2020

REGISTRE
REGISTER

Présents	Aleksandra Kokaj, <i>Présidente/De Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Boris Dilliès, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ; Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Lise Goetghebuer, Laurence Anne Vandeputte, Vanessa Issi, Michel Cohen, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman- Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, Patrick Zygas, Björn Becker, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> ; Laurence Vainsel, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Béatrice Fraiteur, Marion Van Offelen, Valérie Gillès de Pelichy, Cécile Egrix, Yaël Ariane Nour
Verontschuldigd	Haumont, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

01.10.2020/A/0001 **Démission d'un membre du Conseil communal.- Prise d'acte.**

Le Conseil,
Attendu que par courriel du 27 août 2020, M. Serge Minet, conseiller communal, présente sa démission comme conseiller communal,
Décide de prendre acte de la démission de ses fonctions de Conseiller communal, présentée par M. Serge Minet.

M. le Bourgmestre :

« Notre excellent collègue, M. Serge Minet, siège avec nous au Conseil communal depuis 2012.

Je souhaitais vraiment remercier notre ami Serge Minet pour le travail qu'il a effectué mais aussi pour tout ce qu'il a amené au sein de ce Conseil communal.

J'ai noté une phrase qui vous correspond très bien, M. Minet : « Pour être bienveillant, il ne suffit pas d'éviter d'être malveillant, agressif ou mesquin : la bienveillance demande du temps, de la patience, de la générosité et le désir de prendre soin de l'autre ».

À travers ces mots, je me fais le porte-parole de l'ensemble du Conseil communal.

Prends bien soin de toi, Serge, car nous t'aimons. »

M. Minet :

« Quitter, c'est abandonner une part réelle de son existence. Quitter, c'est se mettre encore en chemin dans l'aujourd'hui.

Quitter, c'est faire route vers cet autre lieu, cette utopie, en me laissant conduire par une joie tranquille.

Vieillir, c'est être là où je suis, comblé d'une paix du cœur que je tiens à vous partager ce soir.

Je n'ai eu de cesse de laisser grandir en moi cette part de solitude, désireux de rester loyal à l'homme que je fus en devenant.

Comment aurais-je pu finalement, comme le dit Maurice Zundel, être autre chose que moi-même ?

Maurice Zundel, un poète qui n'est pas repris dans le recueil de citations « Pensées à partager » de Marc Cools – je l'ai cherché mais je ne l'ai pas trouvé, désolé, Marc.

Je peux enfin ne plus consacrer tant d'efforts à ce que je veux être mais habiter vraiment ce que je suis. »

M. Desmet :

« Serge, mon ami, mon collègue, je tiens au nom du groupe Ecolo à t'exprimer toute notre reconnaissance pour ces années d'engagement et de combat. Mais rassure-toi, je ne tenterai pas de te faire revenir sur ta décision, même si nous aurions tous souhaité prolonger cette riche collaboration. Pour avoir eu la chance de t'avoir côtoyé, d'avoir pu apprécier la totale pertinence de tes analyses et de tes interventions, je sais que ce serait peine perdue d'essayer de te retenir. Je jette donc le gant.

La justesse de tes interventions et de tes réflexions, toujours totalement respectueuses de l'autre, nous manquent déjà et en cela, tu es irremplaçable.

Pour ma part, Je dirais que tu es un vrai poète qui n'a jamais pu s'adapter aux bassesses, au triste et vain jeu politique, trop souvent mesquin et parfois méchant.

Ton engagement en politique ne fut dicté que par l'espoir de trouver des solutions, des consensus, des réponses et stratégies pour arriver à inverser toutes ces catastrophes qui sont pourtant déjà à nos portes.

Les vils et stupides jeux politiques t'étonnaient, mais plus fondamentalement t'insupportaient car les réelles réponses aux urgences auxquelles nous sommes confrontés devraient nous mobiliser et nous amener à agir.

Jamais, tu n'as pensé à ta petite personne, à une utilisation de nos rendez-vous mensuels à des fins personnelles.

Tel un phare dans le brouillard, ta seule volonté était de nous guider, de nous éclairer et de nous informer.

J'espère que quelqu'un - peut-être moi - pourra reprendre le relais car le vrai combat doit se poursuivre.

Merci, Serge, merci pour ton humanisme, tes engagements, tes justes et riches réflexions. »

M. Hayette :

« S'il devait y avoir une retraite politique heureuse, ce devrait être pour lui.

Ses interventions m'ont plu directement. Elles ne blessaient pas, elles faisaient réfléchir.

Je pense qu'il aurait été un excellent et exigeant camarade mais dans n'importe quel parti, on l'aurait accueilli de la même façon.

Ses prises de parole vont me manquer. Et je vais probablement me sentir un peu orphelin sans ces moments de complicité où il m'arrivait simplement de rechercher son acquiescement d'un regard.

Je m'en voudrais de ne pas parler de son plus gros défaut, à savoir ne jamais cesser de penser aux autres.

Si tu me permets un conseil, Serge, le temps est venu de penser à toi et à tes proches.

Et si ton emploi du temps le permet, j'espère que nous aurons l'occasion de siroter un petit verre de rouge et de refaire le monde. »

Mme Culer :

« Très cher Serge, c'est avec beaucoup d'émotion que je t'adresse ces quelques mots. Des mots modestes adressés à un homme qui joue avec passion avec les mots. Toujours le mot juste, toujours le mot beau, toujours le mot bon.

Ta sagesse va nous manquer. Tu as ce talent unique de prendre de la hauteur et nous rappeler les belles valeurs que nous partageons.

Tu es aussi un homme d'une grande humanité pour lequel l'amitié n'est pas un vague concept.

Être ton ami est une chance parce qu'elle est tellement vraie qu'elle transcende les valeurs humaines et les conflits politiques.

Cher Serge, cher ami, t'avoir à nos côtés a été une chance et une richesse et au nom du groupe MR, je te souhaite bonne route avec ta douce épouse. »

M. Cools :

« Cher Serge, je partage tout à fait ce que viennent de dire et le bourgmestre et Pierre Desmet, et Bernard Hayette et Diane Culer. Cette unanimité montre combien nous t'apprécions.

Nous t'apprécions pour ton humanisme. En politique, nous sommes parfois des concurrents, dans des partis politiques différents, mais il faut aussi se respecter et ce respect de l'autre, tu l'as toujours eu.

Tu nous manqueras aussi parce que tes réflexions à caractère philosophique élevaient nos débats au sein de ce Conseil communal.

Et en tous cas, ce que je souhaite, c'est que tu t'occupes de toi pleinement, de ta santé. J'espère que nous nous reverrons encore à l'une ou l'autre occasion.

Merci pour tout ce que tu as fait pour ce Conseil et pour la commune en général. »

Mme Fremault :

« Serge, j'ai ressenti une émotion très profonde à la lecture du mail que tu nous as envoyé il y a quelques semaines.

Tes qualités sont connues ici parmi tes collègues : la sagesse, la loyauté et puis ce profond humanisme qui nous rassemblait.

Cet humanisme se caractérisait par une profonde gentillesse et une attention très délicate à l'autre dans tous ses moments de vie.

Tu avais cette touche de poésie si subtile que tu aimais mettre dans tes phrases, dans tes discours, dans tes petits mots, ici et là, à chaque séance du Conseil communal.

Tu avais aussi l'art de mettre de la douceur et de la légèreté dans les réalités politiques, qui sont parfois très dures.

Je m'associe à Daniel Hublet, avec qui tu as partagé une part de ce chemin politique et amical, pour te dire que nous garderons des souvenirs merveilleux de ton parcours avec

nous.

Merci d'avoir été là. »

M. De Bock :

« Cher Serge, la politique n'est pas un jeu, et pourtant j'ai l'impression que tu avais fait de ce Conseil communal un de tes terrains de jeu préférés.

Contrairement à ce que tu as pu faire croire aux uns et aux autres, tu n'es pas arrivé ici par hasard.

Alors, je garde évidemment en mémoire tous les merveilleux souvenirs que mes collègues ont évoqués, ainsi que d'autres qui sont parfois un peu plus rudes, mais j'ai toujours apprécié ta sagesse et ton compagnonnage ici, et notamment ta manière de remplacer les uns et les autres au pied levé en faisant circuler cette parole si sacrée au sein de ce Conseil communal.

J'espère qu'on te regrettera encore longtemps. »

M. Minet :

Je vous remercie tous et, vu que je suis vice-président de ce Conseil – fonction dont on parle peu car je ne l'ai guère exercée -, j'aimerais en particulier remercier Mme la Présidente, à qui je remets cette charge.

Je l'embrasse de loin et lui souhaite bon travail. »

M. le Bourgmestre invite M. Björn Becker à prêter serment en tant que nouveau conseiller communal, afin d'occuper le poste laissé vacant par M. Minet.

Le Conseil prend acte.

Ontslag van een Gemeenteraadslid.- Akteneming.

De Raad,

Aangezien de h. Serge Minete, gemeenteraadslid, per e-mail van 27 augustus 2020 zijn ontslag aanbiedt als gemeenteraadslid,

Beslist akte te nemen van het ontslag aangeboden door de h. Serge Minet, gemeenteraadslid.

De Burgemeester :

« Notre excellent collègue, M. Serge Minet, siège avec nous au Conseil communal depuis 2012.

Je souhaitais vraiment remercier notre ami Serge Minet pour le travail qu'il a effectué mais aussi pour tout ce qu'il a amené au sein de ce Conseil communal.

J'ai noté une phrase qui vous correspond très bien, M. Minet : « Pour être bienveillant, il ne suffit pas d'éviter d'être malveillant, agressif ou mesquin : la bienveillance demande du temps, de la patience, de la générosité et le désir de prendre soin de l'autre ».

À travers ces mots, je me fais le porte-parole de l'ensemble du Conseil communal.

Prends bien soin de toi, Serge, car nous t'aimons. »

De h. Minet :

« Quitter, c'est abandonner une part réelle de son existence. Quitter, c'est se mettre encore en chemin dans l'aujourd'hui.

Quitter, c'est faire route vers cet autre lieu, cette utopie, en me laissant conduire par une joie tranquille.

Vieillir, c'est être là où je suis, comblé d'une paix du cœur que je tiens à vous partager ce soir.

Je n'ai eu de cesse de laisser grandir en moi cette part de solitude, désireux de rester loyal à l'homme que je fus en devenant.

Comment aurais-je pu finalement, comme le dit Maurice Zundel, être autre chose que moi-même ?

Maurice Zundel, un poète qui n'est pas repris dans le recueil de citations « Pensées à partager » de Marc Cools – je l'ai cherché mais je ne l'ai pas trouvé, désolé, Marc.

Je peux enfin ne plus consacrer tant d'efforts à ce que je veux être mais habiter vraiment ce que je suis. »

De h. Desmet :

« Serge, mon ami, mon collègue, je tiens au nom du groupe Ecolo à t'exprimer toute notre reconnaissance pour ces années d'engagement et de combat. Mais rassure-toi, je ne tenterai pas de te faire revenir sur ta décision, même si nous aurions tous souhaité prolonger cette riche collaboration. Pour avoir eu la chance de t'avoir côtoyé, d'avoir pu apprécier la totale pertinence de tes analyses et de tes interventions, je sais que ce serait peine perdue d'essayer de te retenir. Je jette donc le gant.

La justesse de tes interventions et de tes réflexions, toujours totalement respectueuses de l'autre, nous manquent déjà et en cela, tu es irremplaçable.

Pour ma part, Je dirais que tu es un vrai poète qui n'a jamais pu s'adapter aux bassesses, au triste et vain jeu politique, trop souvent mesquin et parfois méchant.

Ton engagement en politique ne fut dicté que par l'espoir de trouver des solutions, des consensus, des réponses et stratégies pour arriver à inverser toutes ces catastrophes qui sont pourtant déjà à nos portes.

Les vils et stupides jeux politiques t'étonnaient, mais plus fondamentalement t'insupportaient car les réelles réponses aux urgences auxquelles nous sommes confrontés devraient nous mobiliser et nous amener à agir.

Jamais, tu n'as pensé à ta petite personne, à une utilisation de nos rendez-vous mensuels à des fins personnelles.

Tel un phare dans le brouillard, ta seule volonté était de nous guider, de nous éclairer et de nous informer.

J'espère que quelqu'un - peut-être moi - pourra reprendre le relais car le vrai combat doit se poursuivre.

Merci, Serge, merci pour ton humanisme, tes engagements, tes justes et riches réflexions. »

De h. Hayette :

« S'il devait y avoir une retraite politique heureuse, ce devrait être pour lui.

Ses interventions m'ont plu directement. Elles ne blessaient pas, elles faisaient réfléchir.

Je pense qu'il aurait été un excellent et exigeant camarade mais dans n'importe quel parti, on l'aurait accueilli de la même façon.

Ses prises de parole vont me manquer. Et je vais probablement me sentir un peu orphelin sans ces moments de complicité où il m'arrivait simplement de rechercher son acquiescement d'un regard.

Je m'en voudrais de ne pas parler de son plus gros défaut, à savoir ne jamais cesser de penser aux autres.

Si tu me permets un conseil, Serge, le temps est venu de penser à toi et à tes proches.

Et si ton emploi du temps le permet, j'espère que nous aurons l'occasion de siroter un petit verre de rouge et de refaire le monde. »

Mevr. Culer :

« Très cher Serge, c'est avec beaucoup d'émotion que je t'adresse ces quelques mots. Des mots modestes adressés à un homme qui joue avec passion avec les mots. Toujours le mot juste, toujours le mot beau, toujours le mot bon.

Ta sagesse va nous manquer. Tu as ce talent unique de prendre de la hauteur et nous rappeler les belles valeurs que nous partageons.

Tu es aussi un homme d'une grande humanité pour lequel l'amitié n'est pas un vague concept.

Être ton ami est une chance parce qu'elle est tellement vraie qu'elle transcende les valeurs humaines et les conflits politiques.

Cher Serge, cher ami, t'avoir à nos côtés a été une chance et une richesse et au nom du groupe MR, je te souhaite bonne route avec ta douce épouse. »

De h. Cools :

« Cher Serge, je partage tout à fait ce que viennent de dire et le bourgmestre et Pierre Desmet, et Bernard Hayette et Diane Culer. Cette unanimité montre combien nous t'apprécions.

Nous t'apprécions pour ton humanisme. En politique, nous sommes parfois des concurrents, dans des partis politiques différents, mais il faut aussi se respecter et ce respect de l'autre, tu l'as toujours eu.

Tu nous manqueras aussi parce que tes réflexions à caractère philosophique élevaient nos débats au sein de ce Conseil communal.

Et en tous cas, ce que je souhaite, c'est que tu t'occupes de toi pleinement, de ta santé. J'espère que nous nous reverrons encore à l'une ou l'autre occasion.

Merci pour tout ce que tu as fait pour ce Conseil et pour la commune en général. »

Mevr. Fremault :

« Serge, j'ai ressenti une émotion très profonde à la lecture du mail que tu nous as envoyé il y a quelques semaines.

Tes qualités sont connues ici parmi tes collègues : la sagesse, la loyauté et puis ce profond humanisme qui nous rassemblait.

Cet humanisme se caractérisait par une profonde gentillesse et une attention très délicate à l'autre dans tous ses moments de vie.

Tu avais cette touche de poésie si subtile que tu aimais mettre dans tes phrases, dans tes discours, dans tes petits mots, ici et là, à chaque séance du Conseil communal.

Tu avais aussi l'art de mettre de la douceur et de la légèreté dans les réalités politiques, qui sont parfois très dures.

Je m'associe à Daniel Hublet, avec qui tu as partagé une part de ce chemin politique et amical, pour te dire que nous garderons des souvenirs merveilleux de ton parcours avec nous.

Merci d'avoir été là. »

De h. De Bock :

« Cher Serge, la politique n'est pas un jeu, et pourtant j'ai l'impression que tu avais fait de

ce Conseil communal un de tes terrains de jeu préférés.

Contrairement à ce que tu as pu faire croire aux uns et aux autres, tu n'es pas arrivé ici par hasard.

Alors, je garde évidemment en mémoire tous les merveilleux souvenirs que mes collègues ont évoqués, ainsi que d'autres qui sont parfois un peu plus rudes, mais j'ai toujours apprécié ta sagesse et ton compagnonnage ici, et notamment ta manière de remplacer les uns et les autres au pied levé en faisant circuler cette parole si sacrée au sein de ce Conseil communal.

J'espère qu'on te regrettera encore longtemps. »

De h. Minet :

Je vous remercie tous et, vu que je suis vice-président de ce Conseil – fonction dont on parle peu car je ne l'ai guère exercée -, j'aimerais en particulier remercier Mme la Présidente, à qui je remets cette charge.

Je l'embrasse de loin et lui souhaite bon travail. »

De burgemeester *verzoekt de h. Björn Becker de eed als nieuw gemeenteraadslid af te leggen om de plaats van de h. Minet in te nemen.*

De Raad neemt akte.

01.10.2020/A/0002 **Démission d'un membre du Conseil communal.- Prestation de serment et installation d'un conseiller communal.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance de ce jour, l'Assemblée a pris acte de la démission de M. Serge Minet, conseiller communal;

Qu'il y a lieu de le remplacer;

Que le suppléant en ordre utile sur la liste à laquelle appartenait l'intéressé, M. Björn Becker, né le 24 juin 1972 et domicilié à Uccle, Rue Papenkasteel, 78, a accepté ce mandat par mail du 10 septembre 2020;

Que l'intéressé a déclaré sur l'honneur ne pas tomber sous l'application des cas d'inéligibilité, d'incompatibilité ou de prohibition résultant de parenté ou d'alliance et qu'il réunit les conditions requises,

En conséquence, M. le Bourgmestre invite l'intéressé à prêter le serment prévu à l'article 80 de la nouvelle loi communale.

M. Becker prête le serment en français.

M. le Bourgmestre en prend acte et le déclare installé en qualité de Conseiller communal.

Le Conseil prend acte.

Ontslag van een Gemeenteraadslid.- Eedaflegging en installatie van een gemeenteraadslid.

De Raad,

Aangezien in de zitting van vandaag de Vergadering akte genomen heeft van het ontslag van de h. Serge Minet, gemeenteraadslid;

Dat hij vervangen dient te worden;

Dat de eerste opvolger op de lijst waarop de voornoemde stond, namelijk de h. Björn Becker, geboren op 24 juni 1972 en gehuisvest in de Papenkasteelstraat, 78 per mail van 10 september 2020 het mandaat heeft aanvaard;

Aangezien de betrokkene op erewoord verklaard heeft dat hij niet valt onder één van de gevallen van onverkiesbaarheid, onverenigbaarheid of het verbod tot bloed- of aanverwantschap en dus aan de vereiste voorwaarden voldoet,

De Voorzitter nodigt de betrokkene bijgevolg uit om de eed af te leggen zoals voorzien in artikel 80 van de nieuwe gemeentewet.

De h. Becker legt de eed af in het Frans.

De Burgemeester neemt er akte van en verklaart hem aangesteld als gemeenteraadslid.

De Raad neemt akte.

01.10.2020/A/0003 **Interpellation citoyenne du Comité de quartier Bascule-Rivoli.**

M. Angelet représente le comité de quartier Bascule-Rivoli, constitué le 13 octobre 2018 pour répondre à l'inquiétude suscitée par la dégradation des abords de la chaussée de Waterloo dans le quartier de la Bascule.

Ce comité souhaite attirer l'attention des membres du Conseil communal sur les problèmes suivants : la propreté, l'état et l'encombrement des trottoirs, la mobilité des piétons, cyclistes et véhicules.

Les dix poubelles installées de l'avenue Molière à la rue Vanderkindere, du côté de l'Innovation, sont souvent taguées. En raison de leur modèle ancien, les mégots sont insérés entre les arceaux et le dessus de la poubelle. De l'autre côté de la chaussée, une des poubelles se trouve en face de l'entrée de la galerie Rivoli, et trois poubelles sont constituées de sacs en plastique transparent, ballotés par le vent quand ils sont vides et débordant de débris quand ils sont pleins. Malgré ce dispositif considérable, les sacs-poubelles traînent en rue. Le samedi soir, voire le vendredi, la plupart des sacs-poubelles se trouvent déjà sur le trottoir et y restent jusqu'au lundi matin. Le problème est flagrant en face du n° 671 de la chaussée de Waterloo, non loin du magasin C&A.

Sur ce même côté de la chaussée, il y a trois ensembles d'arceaux pour vélos, chacun comptant de 4 à 6 arceaux. De l'autre côté, il y en a deux. Le parking réservé aux taxis ne compte pas moins de 5 emplacements. Le long de ce parking, il est presque impossible de passer à deux. Vu que la Bascule est un quartier où le trafic est très dense, surtout le matin et le soir, il est quasi impossible de se frayer un chemin entre arceaux, poubelles et poteaux de signalisation (qui tous retiennent la saleté). Les cyclistes empruntent les trottoirs de peur de subir un accident de la route.

De nombreux soupiraux sont très endommagés. Partout, le pavement est de qualité médiocre et ne supporte pas la comparaison avec les beaux pavés situés quelques mètres plus loin, sur le territoire d'Ixelles.

Des caissons susceptibles de contenir des plantes ont été placés en face de l'Innovation, le long de l'entrée vers le parking. La boîte postale est couverte de tags.

Depuis le mois d'août, un panneau annonçant un projet de construction pour une enquête publique se trouve sur le trottoir. Un énorme tapis traîne par terre depuis de longs mois le long de la pizzeria située au coin de la chaussée et de l'avenue Legrand.

En dépit de son originalité et de sa beauté, la façade de l'Innovation est sale. Elle abrite une masse de pigeons qui souillent le trottoir précisément à l'endroit où, chaque jour, des

centaines de gens attendent le bus.

L'installation d'arbustes sur la rue de Praetere n'a pas eu lieu alors qu'elle était promise pour mars 2019, et le sol y est jonché de déjections canines.

Lorsque M. Angelet évoque cet environnement sale et insécurisé, qu'il arpente chaque fois qu'il conduit sa fille à l'école, on lui rétorque que ce secteur relève de la Région.

Le Collège pourrait-il enjoindre la Région d'améliorer la situation ?

La rue de la Bascule étant, quant à elle, une artère communale, l'administration communale ne pourrait-elle pas prendre des mesures afin d'y réduire les nuisances ?

M. Angelet a été en contact avec l'échevin Rouyet d'Ixelles, avec lequel il a évoqué l'établissement d'un rond-point au croisement de la rue du Général Patton, de l'avenue Molière, de la chaussée de Waterloo et de la chaussée de Vleurgat. Ce mandataire ixellois lui a dit qu'il pensait à cette solution et qu'il allait en parler avec ses homologues ucclois et les responsables de la Région. Ces discussions ont-elles abouti à des décisions concrètes ?

Tout en reconnaissant que des progrès – certes insuffisants – ont été accomplis en matière de propreté grâce à l'action des services de Mme l'Echevin Gol-Lescot, M. Angelet lance un appel à l'aide au nom de son comité de quartier.

M. Cools remercie le comité de quartier Bascule-Rivoli pour son interpellation citoyenne, qui, selon lui, constitue un modèle du genre, dans la mesure où elle ne se limite pas à des considérations générales mais énonce des solutions concrètes.

Le groupe Uccle en avant soutient les demandes exposées par M. Angelet et espère que le Collège y sera tout aussi favorable.

Echevin de l'Urbanisme sous la législature précédente, M. Cools a eu l'occasion de se rendre sur place en compagnie de son homologue d'Ixelles, Nathalie Gilson, et de membres de l'association des commerçants. Toutes les personnes présentes ont pu alors constater certains éléments mis en lumière par le comité de quartier Bascule-Rivoli, notamment à propos de l'énorme mare d'asphalte que constitue le carrefour Molière-Vleurgat-Waterloo.

Les communes d'Ixelles et d'Uccle doivent absolument se mobiliser pour cet indispensable réaménagement auprès de la Région.

Le projet relatif à l'aménagement d'itinéraires cyclables régionaux (ICR) sur la rue Vanderkindere ne semble guère avancer non plus, quoiqu'il présente l'avantage de limiter la suppression de places de parking. Vu le manque d'enthousiasme de la Région, la commune devrait prendre le relais.

M. Hayette précise que le groupe socialiste est aux côtés du comité de quartier Bascule-Rivoli pour convaincre le Collège de prêter plus d'attention à ce secteur historique de la commune d'Uccle, qui est devenu au fil du temps un lieu de transit mal entretenu.

Quoique les magasins dans et autour de la galerie soient de qualité et que le parking des grandes surfaces garantit un accès aisé aux clients, ce quartier a été délaissé, voire abandonné par les autorités communales.

Les travaux de remplacement des voies de tram à la Bascule sont aussi un des facteurs ayant conduit à la dégradation progressive de ce quartier. Cette situation doit alerter le Conseil communal sur le danger des improvisations en matière de travaux publics.

Ce quartier mériterait une visite de la part de Mme l'Echevin du Commerce et de son ASBL de promotion de l'économie locale.

M. De Bock a rencontré à plusieurs reprises les riverains de ce quartier, auquel il est très attaché, et quoique sa formation politique fût alors partie de la majorité, il s'était montré très critique à l'égard de l'évolution de ce quartier, où de trop nombreux impétrants abandonnent du mobilier urbain, qui traînerait indéfiniment si les riverains ou les élus ne se

mobilisaient pas.

M. De Bock souhaiterait qu'outre l'échevin concerné, l'administration communale compte un agent responsable dont la tâche spécifique consisterait à contrôler l'espace public afin d'éviter les négligences des impétrants actifs sur les voiries.

Le fait que ce quartier se trouve entre deux communes ne facilite pas la tâche des pouvoirs publics.

M. De Bock insiste aussi sur l'importance de la mixité des fonctions pour revitaliser ce quartier. Les propriétaires devraient être incités à convertir en logements les étages inoccupés situés au-dessus des commerces.

M. l'Echevin Wyngaard remercie M. Angelet pour sa patience, étant donné que son interpellation citoyenne, déposée le 10 mars dernier, a fait l'objet de plusieurs reports avant de pouvoir être présentée.

Le Collège partage dans une large mesure le constat du comité de quartier.

Vu qu'on a affaire à un axe régional, l'entretien et la gestion de cet espace incombent à la Région. Cela ne signifie évidemment pas que la commune doit demeurer les bras croisés.

Le Collège va intervenir officiellement auprès de la Région pour qu'un dispositif de sécurisation soit mis en place au carrefour Vleurgat-Molière-Waterloo.

Les services communaux sont intervenus rapidement pour nettoyer les tags qui souillaient la rue de la Bascule.

Le Collège va écrire à nouveau à la direction de l'Inno pour l'inciter à embellir sa façade.

Les palmiers ont été remplacés par d'autres décorations florales, conformément aux demandes exprimées.

De même, la poubelle qui gênait le passage à l'entrée de la galerie Rivoli a été déplacée.

La plantation d'arbres sur la rue de Praetere sera complétée par l'établissement de haies.

L'instauration d'une zone 30 dans ce secteur entre l'avenue Winston Churchill et la limite avec Ixelles est de nature à sécuriser les traversées piétonnes et le trafic des transports en commun.

Mme l'Echevin Gol-Lescot a signalé M. l'Echevin Wyngaard que la situation particulière de ce quartier est évoquée à chaque réunion de Bruxelles-Propreté. Les services communaux sont parfois amenés à intervenir pour pallier les carences des services régionaux dans ce domaine.

La commune soutient l'association visant à dynamiser le commerce dans le secteur et il en sera de même à l'égard de la nouvelle association qui sera bientôt constituée.

Dans le domaine culturel, l'administration communale soutient le projet de galerie ainsi que les projets « Art and Food » et « Projection Room ».

Le projet d'itinéraire cyclable régional (ICR) implique un réaménagement ainsi qu'une éventuelle verdurisation des carrefours afin de sécuriser les traversées piétonnes. Vu que ce projet est englué depuis 10 ans, la commune a l'intention de déposer un dossier auprès de la Région afin d'obtenir un financement qui lui permettrait de reprendre la situation en main.

La problématique des arrêts de bus et de tram fera l'objet d'un examen approfondi, en concertation avec la STIB, TEC, et De Lijn.

Il faut veiller à ce que la distance entre les commerces et les arrêts des transports en commun ne soit pas trop importante, pour ne pas gêner les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite (PMR) et les parents avec poussette.

En raison de ce paramètre, la STIB ne sera pas favorable à une suppression pure et simple de l'arrêt Patton.

Quoi qu'il en soit, le Collège reste à la disposition du comité de quartier Bascule-Rivoli.

M. Angelet est quelque peu déçu par la réponse du Collège, qui, selon lui, se limite à des

mesures partielles et ponctuelles, alors que ce problème requiert une réflexion approfondie.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie door het wijkcomité Bascule-Rivoli.

De h. Angelet vertegenwoordigt het wijkcomité Bascule-Rivoli, samengesteld op 13 oktober 2018, om een antwoord te bieden op de verslechtering van de directe omgeving van de Waterlooosesteenweg in de wijk Bascule. Dit comité wil de volgende problemen onder de aandacht brengen: de reinheid, de staat van de trottoirs, de mobiliteit van voetgangers, fietsers en voertuigen. Op de tien vuilnisbakken in de Molièrelaan en de Vanderkinderestraat staat vaak graffiti. Omwille van het oude model worden peuken vaak tussen de boog en de bovenkant van de vuilnisbak gestoken. Langs de andere kant van de steenweg staat een vuilnisbak tegenover de ingang van galerij Rivoli en drie vuilnisbakken bestaan uit zakken in transparant plastic en vaak liggen zakken op straat of zijn de vuilnisbakken overvol. Tegen zaterdagavond of al vrijdag liggen de meeste vuilzakken al op het trottoir en ze blijven er liggen tot maandagmorgen. Het probleem is flagrant tegenover nr. 671 van de Waterlooosesteenweg, vlakbij de C&A.

Langs dezelfde kant van de steenweg zijn er drie fietsboogsystemen (elk 4 tot 6 bogen). Aan de andere kant zijn er twee. De voorbehouden parking voor taxi's telt slechts 5 plaatsen. Langs deze parking is het bijna niet mogelijk om elkaar te kruisen. Aangezien er in de wijk Bascule erg veel verkeer is, vooral 's morgens en 's avonds, is er bijna geen doorkomen aan tussen de bogen, de vuilnisbakken en de verkeerspalen. Fietsers gebruiken de trottoirs uit schrik voor ongevallen.

Talrijke kelderramen zijn beschadigd. De bestrating is van een matige kwaliteit en staat in schril contrast met de mooie bestrating enkele meters verder, op het grondgebied van Elsene.

Er werden plantenbakken geplaatst voor de Innovation, langs de ingang naar de parking. Op de postbus staat vaak graffiti.

Sinds augustus staat er op het trottoir een aankondiging voor een bouwproject. Er ligt al maandenlang een enorm tapijt langs de pizzeria aan de hoek van de steenweg met de Legrandlaan.

Ondanks de originele en mooie gevel is de gevel van de Innovation vuil. Er zijn talrijke duiven die het trottoir bevuilen, op een plek waar honderden mensen op de bus wachten.

Er werden geen struiken geplaatst in de De Praeterestraat zoals beloofd werd tegen maart 2019 en de grond ligt vol hondenuitwerpselen.

Deze sector hangt af van het gewest. Kan het college het gewest opleggen de toestand te verbeteren? De Basculestraat is een gemeenteweg. Kan het gemeentebestuur maatregelen nemen om de overlast te verminderen?

De h. Angelet had contacten met schepen Rouyet van Elsene inzake de creatie van een rotonde aan het kruispunt Generaal Pattonstraat / Molièrelaan / Waterlooosesteenweg / Vleurgatsesteenweg die hierover met zijn Ukkelse ambtsgenoten zou spreken. Zijn hier concrete beslissingen uitgekomen?

Er is zeker vooruitgang geboekt - doch onvoldoende – inzake reinheid (dankzij de diensten van schepen Gol-Lescot) maar de h. Angelet lanceert een oproep tot hulp in naam van zijn wijkcomité.

De h. Cools bedankt het wijkcomité Bascule-Rivoli voor deze burgerinterpellatie omdat er

concrete oplossingen gegeven worden. Uccle en avant steunt vaak verzoeken van de h. Angelet en hoopt dat het college dit ook zal steunen.

Als voormalig schepen van Stedenbouw heeft hij zijn ambtsgenoot van Elsene Nathalie Gilson en leden van handelsverenigingen ontmoet. Alle aanwezigen hebben aspecten kunnen vaststellen die door het wijkcomité Bascule-Rivoli aangehaald worden.

De gemeentes Elsene en Ukkel moeten zich mobiliseren zodat het gewest zorgt voor een herinrichting.

De inrichting van gewestelijke fietsroutes in de Vanderkinderestraat lijkt helemaal geen vooruitgang te boeken. Als het gewest onvoldoende enthousiasme toont, zou de gemeente de fakkel moeten overnemen.

De h. Hayette geeft aan dat de PS het wijkcomité steunt om het college te overtuigen meer aandacht te besteden aan deze historische sector van de gemeente Ukkel die in de loop van de jaren een slecht onderhouden plaats is geworden. Hoewel er kwalitatieve winkels zijn en klanten vlot gebruik kunnen maken van de parking van de grootwarenhuizen, wordt deze wijk aan zijn lot overgelaten door de gemeentelijke overheid. De vervanging van de tramrails aan Bascule heeft ook bijgedragen aan de geleidelijke achteruitgang van deze wijk. De schepen van Handel zijn haar vzw die de lokale economie promoot moeten aandacht aan deze wijk besteden.

De h. De Bock heeft meermaals de wijkinwoners ontmoet en is erg kritisch over de evolutie van deze wijk, waar te veel concessiehouders stadsmeubilair achterlaten dat er zou blijven staan mochten de inwoners of de verkozenen zich niet mobiliseren. De h. De Bock wenst dat er naast de betrokken schepen een ambtenaar belast zou worden met de specifieke taak om de openbare ruimte te controleren op nalatigheid van concessiehouders. Het feit dat deze wijk tussen twee gemeentes ligt, maakt de taak van de overheid er niet gemakkelijker op.

De h. De Bock wijst ook op het belang van een gemengd karakter om deze wijk een nieuwe dynamiek te geven. Eigenaars zouden aangespoord moeten worden om leegstaande verdiepingen boven handelszaken om te vormen tot woningen.

Schepen Wyngaard antwoordt dat het college de vaststelling van het wijkcomité grotendeels deelt.

Het is een gewestweg en het gewest is aldus verantwoordelijk voor het onderhoud en beheer hiervan. Dit betekent niet dat de gemeente niets kan doen.

Het college zal officieel tussenkomen bij het gewest met het oog op de plaatsing van een veiligheidsinrichting aan het kruispunt Vleurgat-Molière-Waterloo.

De gemeentediensten zijn snel tussengekomen om de tags te verwijderen in de Basculestraat.

Het college zal opnieuw de directie van de Inno aanschrijven om hun gevel te verfraaien.

De palmbomen werden veranderen door andere aanplantingen, op basis van de verzoeken.

De hinderlijke vuilnisbak aan de ingang van de galerij Rivoli werd verplaatst.

De aanplanting van bomen in de De Praeterestraat zal aangevuld worden met struiken.

De invoering van een zone 30 in deze sector tussen de Winston Churchilllaan en de grens met Elsene zorgt voor veiligheid voor de oversteekplaatsen voor voetgangers en het openbaar vervoer.

Schepen Gol-Lescot heeft schepen Wyngaard gemeld dat de bijzondere toestand van deze wijk aangehaald wordt tijdens elke vergadering met Net Brussel. De gemeente moet soms tussenkomen voor lacunes van het gewest in dit domein.

Op cultureel vlak steunt het gemeentebestuur het galerijproject en de projecten Art and

Food en Projection Room.

Voor de gewestelijke fietsroutes is een herinrichting vereist en meer groen om de oversteekplaatsen voor voetgangers te beveiligen. Aangezien dit project al 10 jaar aansleept, heeft de gemeente de intentie om een dossier in te dienen bij het gewest om een financiering te verkrijgen om de situatie terug in handen te kunnen nemen.

De problematiek van de bus- en tramhaltes zal grondig onderzocht worden in overleg met de MIVB, TEC en De Lijn.

De afstand tussen winkels en haltes van het openbaar vervoer mag niet te groot zijn om ouderen, personen met een beperkte mobiliteit en ouders met kinderwagens niet te benadelen.

Om deze reden zal de MIVB geen voorstander zijn van een schrapping van de halte Patton. Het college blijft in elk geval ter beschikking van het wijkcomité Bascule-Rivoli.

De h. Angelet is wat ontgoocheld over het antwoord van het college omdat het zich beperkt tot gedeeltelijke en welbepaalde maatregelen terwijl dit probleem een grondige analyse vereist.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

Signatures interpellation citoyenne Bascule.pdf, Interpellation citoyenne Comité de quartier Bascule-Rivoli.pdf

Stefan Cornelis entre en séance / treedt in zitting.

Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.

Chiraz El Fassi entre en séance / treedt in zitting.

01.10.2020/A/0004 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 1er septembre 2020 - Fourniture et pose de nouveaux câbles pour les illuminations de fin d'année 2020 - 9.934,10 € (T.V.A. comprise) - Article 520/732-60/82;
- 1er septembre 2020 - Achat de petit matériel pour les centres récréatifs du troisième âge - 805 € (T.V.A. comprise) - Article 834/124-02/71;
- 8 septembre 2020 - Divers travaux d'aménagement et de maintenance sur différents sites - Approbation des travaux supplémentaires pour un montant de 10.929,60 € (hors T.V.A.);
- 8 septembre 2020 - Ecole Longchamp - Remplacement des carrelages de sol du 2ème étage - Approbation de la dépense supplémentaire de 8.603,77 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 15 septembre 2020 - Achat et livraison d'un perforelieur professionnel - 4.801 € (T.V.A. comprise) - Article 134/744-51/58 - Fonds de réserve;
- 22 septembre 2020 - Parking Saint-Pierre - Travaux de sécurisation - 36.300 € (T.V.A. comprise) - Article 424/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 22 septembre 2020 - Travaux de mise en conformité des installations électriques dans différents sites (Globe, Calevoet, Homborch et Verrewinkel) - Approbation de la dépense supplémentaire de 5.739,33 € (T.V.A. comprise) - Article 871/724-60/85;
- 22 septembre 2020 - Centre Opérationnel Stalle - Construction d'un nouveau bâtiment -

Raccordement auprès du concessionnaire - Nouveau raccordement à l'eau et fermeture de l'ancien - 17.505,22 € (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96;

- 22 septembre 2020 - Mission d'étude patrimoniale du cimetière du Dieweg - 5ième phase - 30.000 € (T.V.A. comprise) - Article 878/747-60/93;
- 22 septembre 2020 - Travaux de plantation le long du Geleytsbeek au niveau de la chaussée de Saint-Job entre les numéros (en face) 388 et 474 - 154.027,34 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83;
- 22 septembre 2020 - Fourniture et pose de clôtures à la rue du Melkriek - 4.477 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Fonds de réserve;
- 22 septembre 2020 - Marché public de services relatif à la consultance externe pour la mise en conformité des A.S.B.L. communales avec toutes les législations applicables - 120.000 € (T.V.A. comprise) - Article 104/122-02/10;
- 22 septembre 2020 - Achat d'une timbreuse - 36.000 € (T.V.A. comprise) - Article 104/744-51/58 - Fonds de réserve.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 1 september 2020 - Levering en plaatsing van nieuwe kabels voor de eindejaarsverlichting 2020 - 9.934,10 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 520/732-60/82;
- 1 september 2020 - Aankoop van klein materieel voor de seniorencentra - 805 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 834/124-02/71;
- 8 september 2020 - Verschillende inrichtings- en onderhoudswerken op verschillende plaatsen - Goedkeuring van bijkomende werken voor een bedrag van 10.929,60 € (excl. B.T.W.);
- 8 september 2020 - School Longchamp - Vervanging van vloerbetegeling op de 2de verdieping - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 8.603,77 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Reservefonds;
- 15 september 2020 - Aankoop en levering van een professionele perforleiator - 4.801 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 134/744-51/58 - Reservefonds;
- 22 september 2020 - Parking Sint-Pieter - Beveiliging - 36.300 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 424/724-60/85 - Reservefonds;
- 22 september 2020 - Conform maken van de elektrische installaties op diverse sites (Globe, Calevoet, Homborch en Verrewinkel) - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 5.739,33 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 871/724-60/85;
- 22 september 2020 - Operationeel Centrum Stalle - Oprichten van een nieuw gebouw - Aansluiting van de concessionaris - Nieuwe aansluiting en afsluiting van de oude - 17.505,22 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96;
- 22 september 2020 - Patrimoniale studie-opdracht begraafplaats van de Dieweg - 5de fase - 30.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 878/747-60/93;
- 22 september 2020 - Bepantingen langs de Geleytsbeek aan de Sint-Jobsesteenweg, tussen de nummers (rechtover) 388 en 474 - 154.027,34 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83;
- 22 september 2020 - Levering en plaatsing van afsluitingen Melkriekstraat - 4.477 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Reservefonds;

- 22 september 2020 - Openbare dienstenopdracht voor een externe consulting voor het conform maken van de gemeentelijke V.Z.W.'s met de geldende wetgevingen - 120.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 104/122-02/10;
- 22 september 2020 - Aankoop van een frankeringsmachine - 36.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 104/744-51/58 - Reservefonds.

De Raad neemt kennis.

01.10.2020/A/0005 **S.C. Intercommunale d'Inhumation.- Nouveaux statuts.**

Le Conseil,

Attendu la S.C. Intercommunale d'Inhumation propose au vote du Conseil communal le texte de ses nouveaux statuts;

Considérant que l'adaptation des statuts était nécessaire pour les raisons suivantes :

- adaptation des statuts à la loi du 23 mars 2019, publiée le 4 avril 2019, relative au Code des sociétés et associations;
- adaptation des statuts à l'ordonnance du 5 juillet 2018, publiée le 12 juillet 2018, relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale;
- la possibilité d'installer un organe de gestion restreint;

Qu'ils mentionnent également que les communes associées participent, chaque année, aux frais de fonctionnement de l'Intercommunale,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Marque son accord sur les nouveaux statuts de la S.C. Intercommunale d'Inhumation.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

CV Intercommunale voor Teraardebestelling.- Nieuwe statuten.

De Raad,

Aangezien de CV Intercommunale voor Teraardebestelling haar nieuwe statuten ter stemming voorlegt aan de Gemeenteraad;

Overwegende dat de aanpassing van de statuten noodzakelijk was :

- aanpassing van de statuten aan de wet van 23 maart 2019, bekendgemaakt op 4 april 2019, betreffende het wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- aanpassing van de statuten aan de ordonnantie van 5 juli 2018, bekendgemaakt op 12 juli 2018, betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten,
- de mogelijkheid om een beperkt bestuursorgaan te voorzien;

Dat ze ook vermelden dat de geassocieerde gemeenten jaarlijks tussenkomen in de werkingskosten van de Intercommunale,

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Verleent zijn goedkeuring aan de nieuwe statuten van de CV Intercommunale voor Teraardebestelling.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

01.10.2020/A/0006 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.- Démission d'un administrateur.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu que Mme Karima El Arrasi a présenté sa démission comme administrateur de l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle;

Que le groupe CdH auquel l'intéressée appartenait, propose son remplacement par Mme Juliette Absil,

Prend acte de la démission présentée par Mme Karima El Arrasi et désigne Mme Juliette Absil, domiciliée avenue de l'Hélianthe ,44 en qualité d'administrateur de l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle en remplacement de Mme El Arrasi.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- V.Z.W. Socio-Culturele Animatie Preventie.- Ontslag van een bestuurder.- Vervanging.

De Raad,

Aangezien Mevr. Karima El Arrasi haar ontslag heeft aangeboden als bestuurder bij de V.Z.W. Socio-Culturele Animatie Preventie;

Dat de groep CdH waartoe belanghebbende behoorde, voorstelt haar te vervangen door Mevr. Juliette Absil,

Neemt akte van ontslag aangeboden door Mevr. Karima El Arrasi en duidt Mevr. Juliette Absil, wonende Zonnebloemlaan, 44, aan als bestuurder van de V.Z.W. Socio-Culturele Animatie Preventie, ter vervanging van Mevr. El Arrasi.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Demission et designation Asbl LEPAS.pdf

01.10.2020/A/0007 **Politique de sécurité de l'information.- Cadre général.**

Le Conseil,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données;

Vu le cadre général de la politique de sécurité de l'administration comme décrit dans le document isms-organisation et isms - psi - administration communale;

Vu les explications complémentaires dans le document de présentation générale et l'explication du contexte,

Décide de valider le cadre général de la politique de sécurité de l'information générale et l'organisation interne de la sécurité de l'information.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Informatieveiligheidsbeleid.- Algemeen kader.

De Raad,

Gelet op verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op het algemene kader van het beveiligingsbeleid van het bestuur zoals beschreven in de documenten isms-organisatie en isms - ibb - gemeentebestuur;

Gelet op de bijkomende uiteenzetting in de algemene voorstelling en de uitleg over de context,

Beslist het algemene kader van het algemeen informatiebeveiligingsbeleid en de interne organisatie van de beveiliging van de informatie te valideren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

ISMS-organisation_admin_communale-v1.2-draft.docx, ISMS-

organisation_admin_communale-v1.2-draft (Nederlands).docx, ISMS-

psi_presentation_G%C3%A9n%C3%A9ral (Nederlands).pptx, ISMS-

psi_admin_communale-v1.3-draft.docx, ISMS-psi_presentation_Général.pptx, ISMS-

psi_admin_communale-v1.3-draft (Nederlands).docx,

information_security_data_protection-contexte_general (Nederlands).doc,

information_security_data_protection-contexte_general.docx

Communication - Communicatie

01.10.2020/A/0008 **Reconduction abonnement annuel à la plateforme online Gopress.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestres et échevins;

Vu l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et les articles 4, § 3 et 124 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu la décision du Collège en date du 12 février 2015 qui a marqué son accord pour la souscription à un abonnement annuel à la plateforme online Gopress avec 11 codes d'accès pour les journaux et magazines FR; couplé aux abonnements annuels de journaux FR

actuels en version digitale (uniquement pour les échevins), à un abonnement annuel en version digitale pour le journal NL "De Morgen" et à un abonnement annuel en version digitale pour le journal NL "De Standaard". Et ce, pour un budget de 6.143,40 € TVAC;
Vu que fin 2016, une fusion silencieuse a eu lieu entre Belga News Agency (29 Quai aux Pierres de Taille à 1000 Bruxelles - TVA : BE 0403.481.693) et la GIE Gopress (29 Quai aux Pierres de Taille à 1000 Bruxelles - TVA : BE 0556.787.225) et que depuis le 1^{er} janvier 2017, les factures sont établies au nom de l'Agence de presse Belga;
Considérant que Belga News Agency a indexé en 2020 le prix de l'abonnement annuel à la plateforme online Gopress avec 11 codes d'accès;
Considérant que ce prix s'élève désormais à 4.985,20 € TVAC;
Considérant que l'abonnement annuel en cours a pris fin le 31 juillet 2020;
Considérant que Belga News Agency nous demande de signer une convention pour pouvoir bénéficier de l'accès à la plateforme online Gopress du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2021.
Décide d'approuver :
- la reconduction de l'abonnement annuel à la plateforme online Gopress avec 11 codes d'accès pour les journaux et magazines FR du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2021 pour un montant de 4.985,20 € TVAC auprès de Belga News Agency (29 Quai aux Pierres de Taille à 1000 Bruxelles - TVA : BE 0403.481.693);
- ladite convention.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Verlenging jaarlijks abonnement online platform Gopress.

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234§3 en 236 inzake de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen;
Gelet op artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en artikel 4, § 3 en 124 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Gelet op de beslissing van het college van 12 februari 2015 tot goedkeuring van de inschrijving op een jaarabonnement voor het online platform Gopress met 11 toegangscodes voor Franstalige kranten en magazines; gekoppeld aan jaarabonnementen op momenteel digitale Franstalige kranten (enkel voor de schepenen), een jaarabonnement op de digitale versie van de Nederlandstalige krant "De Morgen" en een jaarabonnement op de digitale versie van de Nederlandstalige krant "De Standaard"; Een dit voor een bedrag van € 6.143,40 incl. btw;
Aangezien het college sinds 2016 elk jaar zijn goedkeuring verleent aan de verlenging van het jaarabonnement op het online platform Gopress met 11 toegangscodes voor kranten en magazines FR voor een bedrag van € 4.235 incl. btw;
Aangezien er eind 2016 een stille fusie heeft plaatsgevonden tussen Belga News Agency (Arduinkaai 29 te 1000 Brussel - BTW: BE 0403.481.693) en GIE Gopress (Arduinkaai 29 te 1000 Brussel - BTW: BE 0556.787.225) en de facturen sinds 1 januari 2017 op naam van het persagentschap Belga worden opgesteld;
Overwegende dat Belga News Agency in 2020 de jaarlijkse abonnementsprijs voor het online platform Gopress met 11 toegangscodes heeft geïndexeerd;
Overwegende dat deze prijs voortaan € 4.985,20 incl. btw bedraagt;
Aangezien het jaarabonnement 2019 - 2020 is verstreken op 31 juli 2020;

Aangezien Belga News Agency ons vraagt een overeenkomst te ondertekenen om toegang te hebben tot het online platform Gopress van 1 augustus 2020 tot 31 juli 2021,

Beslist :

- de verlenging van het jaarabonnement op het online platform Gopress met 11 toegangscodes voor de Franstalige kranten en magazines van 1 augustus 2020 tot 31 juli 2021, voor een bedrag van € 4.985,20 incl. btw, bij Belga News Agency (Arduinkaai 29 te 1000 Brussel – BTW: BE 0403.481.693) goed te keuren;
- zijn goedkeuring te verlenen aan deze overeenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convention Gopress 2020-2021.pdf

Sanctions administratives - Administratieve sancties

01.10.2020/A/0009 **Règlement Général de Police.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'avis du Conseil de Police du 16 décembre 2019;

Considérant que le 13 mai 1999, la première loi relative aux sanctions administratives communales, conférant une plus grande autonomie aux communes en vue de lutter contre les nuisances, a été votée. Les communes qui le désiraient reçurent les moyens de constater, de poursuivre et de sanctionner certaines infractions sur base de leur règlement de police;

Que la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales a toutefois apporté un certain nombre de modifications importantes en matière de sanctions administratives;

Que le système des sanctions administratives communales a donc été conçu pour lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes. Celles-ci ne dépendent ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour sanctionner ces petites incivilités. Un autre objectif de ce système étant de donner aux communes la possibilité de réduire le sentiment d'impunité présent chez le citoyen ;

Qu'au cours des dernières années les sanctions administratives communales ont gagné en importance comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements;

Que dans ce cadre, en sa séance du 22 janvier 2015, le Conseil Communal a adopté un nouveau Règlement Général de Police;

Considérant par ailleurs que la Conférence des Bourgmestres a souhaité, en sa séance du 6 novembre 2019, harmoniser les textes des Règlements Généraux de Police des différentes communes;

Que cela a pour but de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police qui, à l'heure actuelle, dressent leurs procès-verbaux sur la base de plusieurs Règlements Généraux de Police différents (tant sur le plan du contenu que sur

celui de la numérotation);

Que cela a également pour but de faciliter la lisibilité pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional;

Que l'adoption de ce Règlement Général de Police commun supposait toutefois l'avis du Conseil de Police, conformément à l'article 2, § 2, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Que cet avis a été obtenu en séance du 16 décembre 2019 au cours de laquelle le Conseil de Police a donné son avis favorable sur le texte;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins,

Décide de :

Article 1^{er}- Adopter le Règlement Général de Police de la Commune d'Uccle tel que repris en annexe.

Article 2 - Soumettre le Règlement à l'approbation de l'autorité de tutelle et assurer sa publication.

Article 3 - Mettre le Règlement en vigueur le 1^{er} octobre 2020.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Algemeen Politiereglement.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald de artikelen 119 en 135;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het advies van de Politieraad van 16 december 2019;

Overwegende dat op 13 mei 1999 de eerste wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties werd aangenomen, dewelke een grotere autonomie verleende aan de gemeenten met het oog op de strijd tegen overlast . De gemeenten die dit wensten, verkregen hierdoor de mogelijkheid om bepaalde inbreuken op basis van hun politiereglement vast te stellen, te vervolgen en te bestraffen;

Overwegende dat de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties opnieuw een aantal belangrijke wijzigingen heeft aangebracht aan het systeem van de administratieve sancties;

Overwegende dat het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties aldus werd ontworpen om op een snelle en efficiënte manier onburgerlijk gedrag op het grondgebied van de gemeenten te bestrijden. Deze hangen hierdoor niet langer af van de parketten voor de vervolging van de inbreuken, noch van de strafrechter voor de bestraffing van onburgerlijk gedrag. Een andere doelstelling van dit systeem bestaat erin aan de gemeenten de mogelijkheid te bieden het gevoel van straffeloosheid onder de burgers te verkleinen;

Overwegende dat de gemeentelijke administratieve sancties de voorbije jaren aan belang hebben gewonnen als effectief instrument in de strijd tegen overlast;

Overwegende dat in dit verband de Gemeenteraad tijdens haar zitting van 22 januari 2015 een nieuw Algemeen Politiereglement heeft goedgekeurd;

Overwegende dat de Conferentie der Burgemeesters, tijdens haar zitting van 6 november 2019, de wens heeft uitgedrukt de teksten van de politiereglementen te harmoniseren;

Overwegende dat de harmonisering ertoe strekt het werk van de politieagenten van de politiezones – die momenteel hun processen-verbaal opstellen op basis van verschillende politiereglementen (zowel op inhoudelijk vlak als op het vlak van de nummering) – te vergemakkelijken en te optimaliseren;

Overwegende dat een ander doel van de harmonisering erin bestaat de leesbaarheid te verbeteren voor de burgers die zich op het gewestelijk grondgebied verplaatsen;

Overwegende dat het aannemen van dit Algemeen Politierglement evenwel, overeenkomstig artikel 2 §2 van de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, een advies van de Politieraad veronderstelt;

Overwegende dat dit advies werd verkregen tijdens de zitting van 16 december 2019 tijdens dewelke de Politieraad een gunstig advies heeft verleend;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

Artikel 1 - Het Algemeen Politierglement van de Gemeente Ukkel in bijlage goed te keuren.

Artikel 2 - Het Reglement door de toezichhoudende overheid te laten goedkeuren en de publicatie te voorzien.

Artikel 3 - Het Reglement op 1 oktober 2020 in werking te laten treden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Avis Conseil de Police.pdf, Gemeenschappelijk APR.pdf, Advies Politieraad.pdf, RGP Commun.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

01.10.2020/A/0010 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Considérant que certains articles doivent être abrogés, demandent une rectification ou une nouvelle disposition;

Abrogations :

Article 5.6.1.- Le stationnement est limité dans le temps sur les voies ci-après :

5.6.4.- Chaussée de Drogenbos, des n°170-172, du lundi au vendredi, de 7h30 à 9h00 et de 15h20 à 17h00, sur 18m;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.22.- Dieweg : 1) côté pair, entre les avenues Circulaire et Wolvendael. (Abrogation : 22/09/1987) 2) côté impair, entre les rues Engeland et du Repos;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m

sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.237.- Rue du Ham, 71;

17.II.1.d.283.- Rue des Glaïeuls, côté impair, au carrefour avec l'avenue de Messidor;

17.II.1.d.360.- Rue de la Seconde Reine, 23;

17.II.1.d.397.- Avenue d'Homborchveld, 30, sur 12 m;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.2.- Rue de Linkebeek;

22.E.3.- Avenue Vanderaey;

22.E.4.- Rue Colonel Chaltin;

22.E.5.- Rue Henri Van Zuylen;

22.E.6.- Rue de la Pêcherie - avenue Den Doorn - clos du Drossart;

22.E.7.- Square Van Bever;

22.E.8.- Avenue de la Chênaie, tronçon compris entre le n° 1 et le n° 11;

22.E.9.- Rue Gatti de Gamond : - du carrefour avec l'avenue du Jonc jusqu'au n° 181 (école du Val Fleuri et I.E.S.T.E.); - du n° 172 au carrefour avec l'avenue Docteur Decroly (école du Val Fleuri et I.E.S.T.E.);

22.E.10.- Avenue de Messidor, tronçon de voirie compris entre le n° 135 et le n° 158;

22.E.12.- Drève du Caporal, de la chaussée de Waterloo au n°33;

22.E.14.- Rue du Merlo, entre le chemin de fer et la chaussée de Neerstalle;

22.E.15.- Rue du Doyenné, du n° 102 (cure) au mitoyen du n° 58 (collège Saint-Pierre et école communale du Centre);

22.E.17.- Avenue de Floréal, du n° 38 au n° 6, aux heures et sorties d'école (Floreal Bassisschool);

22.E.18.- Avenue Montana, du n° 7 à la chaussée de La Hulpe (école Decroly);

22.E.19.- Drève des Gendarmes, du mitoyen des n°s 7-9 au n° 51;

22.E.20.- Rue du Bourdon : - du carrefour avec la chaussée d'Alseberg jusqu'au côté opposé du n° 100, au-delà de l'accès carrossable; - du n° 100 jusqu'au carrefour avec la chaussée d'Alseberg, aux heures et sorties d'école (Vrije Autonome Vlaamse School);

22.E.21.- Avenue Jean et Pierre Carsoel : - du pont du chemin de fer jusqu'au n° 2; - du mitoyen des n°s 3-5 jusqu'au pont du chemin de fer (école Notre-Dame et Sint-Josefschool);

22.E.22.- Rue Jean Benaets (école communale de Saint-Job);

22.E.23.- Chaussée de Saint-Job : - de la rue de Wansijn à la rue Jean Benaets; - de la rue Jean Benaets à la rue de Wansijn (école communale de Saint-Job - préguardiennes);

22.E.25.- Avenue de la Floride;

22.E.26.- Rue des Polders (I.C.P.H.);

22.E.27.- Chaussée de Drogenbos : - du carrefour avec la rue du Melkriek jusqu'au n° 211; - du n° 196 jusqu'au carrefour avec l'avenue de Beersel, aux heures et sorties d'école (Basisschool Magnolia);

22.E.29.- Dieweg : - de l'avenue Hellevelt à la rue Papenkasteel; - de la rue Papenkasteel à l'avenue Hellevelt (écoles Plein-Air et Les Blés d'Or);

22.E.30.- Rue du Château d'Eau, de la chaussée d'Alseberg à la chaussée de Saint-Job;

22.E.32.- Avenue Nekkersgat (Koninklijk Atheneum et Middenschool Ukkel- Beersel);

22.E.35.- Place Jean Vander Elst, du n° 21 jusqu'au carrefour avec la rue Auguste Danse (Institut Saint-Vincent de Paul et Sint-Vincentius institut);

22.E.36.- Rue Auguste Danse;

22.E.37.- Rue Beeckman, du mitoyen des n°s 77-75 jusqu'à la place Jean Vander Elst (Institut Saint-Vincent de Paul);

- 22.E.40.- Rue François Vervloet;
- 22.E.41.- Rue Papenkasteel, tronçon de voirie compris entre le Dieweg et la chaussée de Saint-Job. ND 22/12/2005;
- 22.E.42.- Avenue Buysdelle. ND 22/12/2005;
- 22.E.43.- Avenue Chantemerle. ND 22/12/2005;
- 22.E.44.- Avenue Dolez, entre l'avenue des Hospices et la rue de Percke. ND 22/12/2005;
- 22.E.45.- Avenue Kamerdelle. ND 22/12/2005;
- 22.E.46.- Avenue du Manoir. ND 22/12/2005;
- 22.E.47.- Avenue des Archères. ND 22/12/2005;
- 22.E.48.- Avenue du Vieux Cornet. ND 22/12/2005;
- 22.E.49.- Avenue ten Horen. ND 22/12/2005;
- 22.E.50.- Avenue d'Homborchveld. ND 22/12/2005;
- 22.E.51.- Rue du Kriekenput. ND 22/12/2005;
- 22.E.52.- Rue Jean Ballegeer. ND 22/12/2005;
- 22.E.53.- Avenue Joseph Divoort. ND 22/12/2005;
- 22.E.54.- Homborch. ND 22/12/2005;
- 22.E.55.- Avenue des Biches. ND 22/12/2005;
- 22.E.56.- Parvis Chantecler. ND 22/12/2005;
- 22.E.57.- Rue des Cabris. ND 22/12/2005;
- 22.E.58.- Avenue des Belettes. ND 22/12/2005;
- 22.E.59.- Avenue Reinaert de Vos. ND 22/12/2005;
- 22.E.60.- Place du Chat Botté. ND 22/12/2005;
- 22.E.61.- Avenue des Faons. ND 22/12/2005;
- 22.E.62.- Chemin de l'Ecureuil. ND 22/12/2005;
- 22.E.63.- Chemin de la Forêt. ND 22/12/2005;
- 22.E.64.- Avenue du Furet. ND 22/12/2005;
- 22.E.65.- Allée Jean de La Fontaine. ND 22/12/2005;
- 22.E.66.- Avenue du Hérisson. ND 22/12/2005;
- 22.E.67.- Avenue des Tilleuls. ND 22/12/2005;
- 22.E.68.- Avenue Albert Lancaster. ND 22/12/2005;
- 22.E.69.- Rue Copernic. ND 22/12/2005;
- 22.E.70.- Rue de l'Equateur. ND 22/12/2005;
- 22.E.79.- Avenue du Vert Chasseur, du n° 52 au mitoyen des n°s 38-36 (école Européenne). ND 22/12/2005;
- 22.E.80.- Du carrefour formé par le Dieweg et l'avenue Paul Stroobant jusqu'au n° 41 de l'avenue Paul Stroobant (section fondamentale de l'Athénée Royal Uccle I et Athénée Madeleine Jacquemotte);
- 22.E.82.- Avenue d'Hougoumont, de la chaussée de Waterloo jusqu'au n° 15 (Servites de Marie et école communale des Ecureuils). ND 22/12/2005;
- 22.E.83.- Avenue d'Hougoumont, du côté opposé au n° 15 jusqu'à la chaussée de Waterloo (Servites de Marie et école communale des Ecureuils) ND 22/12/2005;
- 22.E.84.- Avenue de la Petite Espinette, du n° 10 jusqu'au carrefour avec l'avenue d'Hougoumont (Servites de Marie et école communale des Ecureuils). ND 22/12/2005;
- 22.E.85.- Avenue de la Petite Espinette, du carrefour avec l'avenue d'Hougoumont jusqu'au n° 1 (Servites de Marie et école communale des Ecureuils). ND 22/12/2005;
- 22.E.86.- Chemin des Pins, de la chaussée de Waterloo au mitoyen des n°s 23-25 (Servites de Marie). ND 22/12/2005;
- 22.E.87.- Avenue Houzeau, du square Charles Lagrange à la rue Groeselenberg, aux heures et sorties d'école (Athénée Royal Uccle I);
- 22.E.88.- Avenue Houzeau, de la rue Groeselenberg au square Charles Lagrange, aux heures et sorties d'école (Athénée Royal Uccle I);

- 22.E.89.- Rue du Bambou (Institut Decroly). ND 22/12/2005;
- 22.E.90.- Avenue Coghen, du square Coghen à l'avenue Brugmann, aux heures et sorties d'école (Collège Saint-Pierre);
- 22.E.94.- Rue Roberts Jones;
- 22.E.95.- Bosveldweg, à raison de voie sans issue, dans son tronçon débouchant sur la rue Edith Cavell (Notre-Dame des Champs). ND 22/12/2005;
- 22.E.96.- Rue Zeecrabbe;
- 22.E.97.- Rue Stanley, du mitoyen des n°s 80-82 au n° 54 (la petite école de l'Institut Montjoie). ND 22/12/2005;
- 22.E.98.- Rue Stanley, du n° 53 au mitoyen des n°s 77-79 (la petite école de l'Institut Montjoie). ND 22/12/2005;
- 22.E.99.- Rue Général Lotz, du mitoyen des n°s 84-86 au mitoyen des n°s 46-48 (Basisschool "De Bron" - Gemeenschapsonderwijs Sint-Gillis);
- 22.E.100.- Rue Général Lotz, du n° 45 au n° 77 (Basisschool "De Bron" - Gemeenschapsonderwijs Sint-Gillis);
- 22.E.101.- Rue Edith Cavell, du mitoyen des n°s 64-66 au carrefour avec la rue Marie Depage (école communale du Longchamp);
- 22.E.102.- Rue Edith Cavell, du carrefour avec la rue Marie Depage au mitoyen des n°s 39-41 (école communale du Longchamp);
- 22.E.103.- Rue Marie Depage, entre le rond-point Churchill et la rue Edith Cavell (école communale du Longchamp);
- 22.E.105.- Avenue des Sorbiers, du côté opposé au n° 3 au carrefour avec l'avenue d'Hougoumont (Servites de Marie et école communale des Ecureuils);
- 22.E.106.- Avenue des Sorbiers, du carrefour avec l'avenue d'Hougoumont au n° 3 (Servites de Marie et école communale des Ecureuils);
- 22.E.109.- Institut Saint-Paul : - chée de Neerstalle, du côté opposé au n°418 (terrain non bâti) au n°495 (VR); - chée de Neerstalle, du n°444B au n°418 (VR); - rue Baron Van Hamme;
- 22.E.110.- Victor-Emmanuel III, du carrefour avec la chée de Waterloo jusqu'au n°1 (VC); - Prince de Ligne, 20 mètres en deçà du carrefour avec la chée de Waterloo jusqu'audit carrefour (VC);
- 22.E.111.- - chée de la Hulpe, du carrefour avec la chée de Waterloo jusqu'au n°15 (VR); - avenue Casalta (VR);
- 22.E.112.- Avenue Hamoir, de la chaussée de Waterloo jusqu'à l'avenue de l'Observatoire;
- 22.E.114.- Rue de Calevoet;
- 22.E.115.- Place Homère Goossens (Collège Saint-Pierre);
- 22.E.116.- Rue Verhulst, de la rue du Doyenné au mitoyen des n°s 34-36 (école communale du Centre);
- 22.E.125.- Avenue de Beersel, entre la rue Steenvelt et le n° 62 (Basisschool Magnolia), bilatéralement;
- 22.E.127.- Avenue du Vossegat, tronçon de voirie compris entre l'avenue de l'Aulne et l'école du Val Fleuri (école du Val Fleuri);
- 22.E.128.- Rue du Melkriek;
- 22.E.129.- Rue du Chamois;
- 22.E.130.- Chemin de la Truite;
- 22.E.131.- Rue de l'Antilope;
- 22.E.132.- Rue du Lama;
- 22.E.133.- Square Georges Ugeux;
- 22.E.134.- Rue Keyenbempt;
- 22.E.136.- Avenue Joseph Jongen;
- 22.E.137.- Avenue Adolphe Wansart;

22.E.138.- Avenue Princesse Paola;
22.E.139.- Rue Victor Gambier, entre la rue de Stalle et la rue Jean- Baptiste Labarre;
22.E.143.- Rue des Griottes, de l'avenue des Tilleuls à la rue des Bigarreaux;
22.E.145.- Square des Mirabelles;
22.E.146.- Rue de l'Arbrisseau;
22.E.147.- Avenue d'Andrimont;
22.E.148.- Avenue Hoche;
22.E.149.- Vallon d'Ohain;
22.E.150.- Avenue du Directoire;
22.E.152.- Avenue Bonaparte;
22.E.153.- Avenue de l'Aiglon;
22.E.154.- Square Masséna;
22.E.155.- Rue Xavier De Bue, entre la chaussée d'Alseberg et le parvis Saint-Pierre;
22.E.156.- Rue Verhulst, du mitoyen des n°s 34-36 jusqu'au carrefour avec la rue Xavier De Bue;
22.E.157.- Parvis Saint-Pierre;
22.E.158.- Rue du Postillon;
22.E.159.- Rue des Fidèles;
22.E.160.- Rue de Nieuwenhove;
22.E.161.- Rue de la Fourragère;
22.E.162.- Rue du Doyenné : - du carrefour avec l'avenue Brugmann jusqu'au n° 102; - du mitoyen du n° 58 jusqu'au carrefour avec la chaussée d'Alseberg;
22.E.163.- Rue du Roseau;
22.E.164.- Rue des Griottes, tronçon de voirie compris entre la rue du Roseau et la rue des Bigarreaux;
22.E.165.- Avenue de Boetendael, tronçon de voirie compris entre l'avenue Brugmann et l'avenue De Fré;
22.E.166.- Avenue de la Ramée;
22.E.167.- Avenue de l'Echevinage;
22.E.168.- Rue du Repos, tronçon de voirie compris entre l'avenue Wolvendael et le Dieweg;
22.E.169.- Rue des Moutons;
22.E.170.- Rue du Coq;
22.E.171.- Rue des Poussins;
22.E.172.- Avenue Georges Lecointe;
22.E.173.- Avenue Louis Thévenet;
22.E.174.- Avenue François Folie;
22.E.175.- Rue Geleytsbeek;
22.E.176.- Chemin privé 't Cortenbosch;
22.E.177.- Avenue du Lycée Français;
22.E.178.- Chemin du Puits;
22.E.179.- Rue Papenkasteel, entre la chaussée de Saint-Job et la rue de Verrewinkel;
22.E.180.- Rue Kinsendael;
22.E.181.- Rue de Verrewinkel, entre la rue Kinsendael et le chemin de fer;
22.E.182.- Avenue des Alisiers;
22.E.183.- Avenue des Sophoras;
22.E.184.- Avenue Juliette;
22.E.185.- Avenue des Muses;
22.E.186.- Avenue René Lyr;
22.E.187.- Rue Ernest Gossart;
22.E.188.- Avenue du Beau-Séjour

22.E.189.- Rue du Framboisier;
22.E.190.- Avenue René Gobert;
22.E.191.- Rue Langeveld;
22.E.192.- Avenue Moscicki;
22.E.193.- Clos Dandoy;
22.E.194.- Bosveldweg, à raison de voie sans issue, dans le tronçon situé de part et d'autre de l'avenue Moscicki;
22.E.195.- Avenue Brunard;
22.E.196.- Avenue de Sumatra;
22.E.197.- Avenue du Hoef;
22.E.198.- Rue Lincoln;
22.E.199.- Rue Joseph Hazard;
22.E.200.- Avenue Bel-Air;
22.E.202.- Rue des Trois Arbres, entre la chaussée d'Alseberg et la rue de Stalle;
22.E.203.- Rue du Wolvenberg;
22.E.204.- Rue de Huldenberg;
22.E.205.- Rue Zwartebeek;
22.E.206.- Avenue Pierre d'Union;
22.E.207.- Rue de la Magnanerie;
22.E.208.- Rue du Roetaert;
22.E.209.- Avenue Latérale, de l'avenue Jean et Pierre Carsoel jusqu'au n° 165;
22.E.211.- Avenue de Beloeil;
22.E.212.- Avenue Hippolyte Boulenger;
22.E.213.- Rue Victor Allard, dans le tronçon compris entre la rue Gatti de Gamond et le carrefour avec les rues Beeckman et Victor Gambier;
22.E.215.- Rue Paul Hankar;
22.E.216.- Rue Klipveld;
22.E.217.- Avenue Groelstveld;
22.E.218.- Avenue Léo Errera;
22.E.219.- Avenue Adolphe Dupuich;
22.E.220.- Rue Rouge;
22.E.221.- Avenue d'Orbaix;
22.E.222.- Drève de Carloo;
22.E.223.- Avenue Legrand, dans son tronçon situé sur le territoire d'Uccle;
22.E.225.- Rue Groeselenberg;
22.E.226.- Rue Charles Bernaerts;
22.E.227.- Avenue Arnold Delvaux;
22.E.228.- Place Emile Danco;
22.E.229.- Rue Robert Scott;
22.E.230.- Avenue d'Overhem;
22.E.231.- Rue de la Fauvette;
22.E.232.- Avenue Ilya Prigogine;
22.E.233.- Avenue du Feuillage;
22.E.234.- Avenue des Ronces;
22.E.235.- Avenue Hellevelt;
22.E.236.- Rue Molensteen;
22.E.237.- Rue Pierre de Puyselaer;
22.E.238.- Cauter;
22.E.239.- Avenue Fond'Roy;
22.E.240.- Avenue des Cytises;
22.E.241.- Avenue du Fort-Jaco;

- 22.E.242.- Chaussée de Saint-Job dans la contre-allée entre le côté opposé au n°365 et le côté opposé au n°349;
- 22.E.244.- Avenue de l'Agneau;
- 22.E.245.- Rue Steenvelt;
- 22.E.246.- Rue Zandbeek, entre la rue Molensteen et le n°161;
- 22.E.247.- Rue des Bigarreux;
- 22.E.248.- Avenue Kersbeek, dans son tronçon situé sur le territoire d'Uccle;
- 22.E.249.- Avenue Achille Reisdorff;
- 22.E.250.- Rue Engeland, entre le carrefour avec l'avenue d'Homborchveld et le carrefour avec l'avenue de la Gazelle à hauteur du n°1;
- 22.E.251.- Square Coghen;
- 22.E.258.- Avenue du Silence;
- 22.E.260.- Chaussée d'Alseberg, de la chaussée de Drogenbos à la rue Egide Van Ophem;
- 22.E.261.- Rue Molenvelt;
- 22.E.263.- Avenue François Englert;
- 22.E.264.- Rue Egide Van Ophem;
- 22.E.265.- Rue Edith Cavell, de l'avenue Winston Churchill à l'avenue De Fré;
- 22.E.266.- Rue Edouard Michiels;
- 22.E.267.- Avenue Montjoie;
- 22.E.268.- Venelle du Boson;
- 22.E.269.- Rue des Myosotis;
- 22.E.270.- Rue Engeland, dans le tronçon compris entre l'avenue Dolez et l'avenue du Furet;
- 22.E.271.- Moensberg, entre la rue du Bourdon et la rue de Linkebeek;
- 22.E.272.- Chaussée de Saint-Job, de la chaussée d'Alseberg à la rue Engeland;
- 22.E.273.- Avenue Wellington;
- 22.E.274.- Avenue de Foestraets;
- 22.E.275.- Place de la Sainte-Alliance, entre l'avenue Maréchal Ney et l'avenue du Prince d'Orange;
- 22.E.276.- Avenue Maréchal Ney, entre l'avenue Blücher et l'avenue Napoléon;
- 22.E.277.- Avenue Blücher, entre l'avenue Jacques Pastur et l'avenue du Prince d'Orange;
- 22.E.278.- Avenue Napoléon;
- 22.E.279.- Rue de Praetere, sur le territoire ucclais;
- 22.E.280.- Vieille rue du Moulin, entre la chaussée de Waterloo et l'avenue Fond'Roy;
- 22.E.281.- Avenue des Hespérides;
- 22.E.282.- Avenue des Eglantiers;
- 22.E.283.- Avenue Jacques Pastur;
- 22.E.285.- Avenue de l'Hélianthe;
- 22.E.286.- Clos Andrée Dumont;
- 22.E.287.- Clos Jean-Pierre de Launoit;
- 22.E.288.- Avenue Jacqueline Harpman;
- 22.E.289.- Place Olivier Strebelle;

Rectifications :

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

- 13.J.603.- Avenue des Aubépines, 165;
- 13.J.613.- Avenue des Aubépines, 166;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

- 14.244.- Parvis Saint-Pierre, de la rue du Doyenné à la rue Xavier De Bue, de part et d'autre, le dimanche de 6h à 15h;

14.335.- Avenue des Aubépines, du n° 166 au n° 156, du n° 152 au n° 136, du n° 124 au n° 118, du n° 94 au n° 90, du n° 80 au n°72, du n° 64 au n° 48, du n° 40 au n° 32, du chemin des Pins au n° 22 et du n° 10 au carrefour avec la chaussée de Waterloo;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.395.- Avenue des Belettes, 15, sur 12 m;

Article 18.- Le stationnement est payant dans les emplacements de stationnement tracés dans les rues suivantes.

18.51.- Rue Victor Allard, aux n°s 112-114, du lundi au samedi, de 6h00 à 18h, sur 15 m;

18.57.- Rue Vanderkindere, 448, du lundi au samedi, de 6h à 17h, sur 10m;

Article 20.- Une zone de stationnement de 2 mètres minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :

20.146.- Avenue des Aubépines, du n° 159 au n° 165, à hauteur du n° 166, sur 35m, du n° 156 au n° 152, du n° 136 au n° 126, du n° 118 au n° 94, du n° 90 au n° 80, du n° 72 au n° 64, du n° 48 au n°40, du n° 32 au n° 28 et du n° 22 au n° 10;

Nouvelles dispositions :

Article 2.D.- Les endroits ci-après sont réservés au jeu durant certaines périodes:

2.D.9.- Rue de Boetendael, entre la rue des Carmélites et la rue Vanderkindere, le premier dimanche du mois, de mars à octobre, de 10h à 18h;

Article 5.6.1.- Le stationnement est limité dans le temps sur les voies ci-après:

5.6.6.- Dieweg, à hauteur du n°65A, de 7h30 à 8h45 et de 15h20 à 16h45, 10 minutes, sur 17m;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.770.- Dieweg, 65B;

13.J.771.- Drève de Carloo, 1;

13.J.772.- Dieweg, 54D;

13.J.773.- Rue Langeveld, à hauteur du n°41, sur 5m;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.348.- Dieweg, côté pair, du n°54D jusqu'au n°54/1;

14.349.- Rue Alphonse Asselbergs, jusqu'au n°92;

14.350.- Rue Joseph Bens, du n°80 jusqu'au n°72;

14.351.- Rue Joseph Bens, du n°43 jusqu'au n°59;

14.352.- Chaussée de Drogenbos, des n°170-172, du lundi au vendredi, de 7h30 à 9h00 et de 15h20 à 17h00, sur 18m;

14.353.- Rue Joseph Bens, du n°73 jusqu'au n°123;

14.354.- Dieweg, côté impair, de la rue Engeland jusqu'au n°65, du n°65B jusqu'à la rue du Repos;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.433.- Rue Beekman, du côté opposé au n°118;

17.II.1.d.434.- Rue François Vervloet, du côté opposé au n°14;

17.II.1.d.435.- Rue Vanderkindere, 381;

Création d'un nouvel article

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants:

17.II.7.- au chargement de véhicules électriques.

17.II.7.2.- Rue Rouge, 47;

17.II.7.3.- Avenue Van Bever, 2;
17.II.7.4.- Chaussée de Waterloo, 825, sur 12m;
17.II.7.5.- Rue du Château d'Or, 16, sur 12m;
17.II.7.6.- Rue de Stalle, 160, sur 13m;
17.II.7.7.- Chaussée de Waterloo, 1336, sur 12m;
Article 19.- Le stationnement est interdit aux endroits suivants :
19.193.- Rue Langeveld, du n° 32 au n° 36;
Article 20.- Une zone de stationnement de 2 mètres minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :
20.160.- Dieweg, à hauteur du n°54/1, sur 11m;
20.161.- Dieweg, du n°65 au 65B;
Article 23.- Une signalisation lumineuse tricolore conforme au plan des lieux et au schéma du fonctionnement des feux ci-joints est installée aux endroits suivants :
23.2- passages pour piétons :
23.2.b- en dehors des carrefours.
23.2.b.7.- Dieweg, à hauteur du n°65, au droit de l'école Plein Air;
Création d'un nouvel article :

Article 28.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 50km/h sont prévus aux endroits suivants:

28.17.- Avenue Wolvendael;
28.18.- Rue de Stalle, de la limite communale au carrefour avec la rue de l'Etoile et la chaussée de Neerstalle;
28.19.- Avenue Brugmann, du carrefour avec l'avenue Coghen et l'avenue de l'Echevinage à la place Vanderkindere;
28.20.- Avenue Winston Churchill, excepté le rond-point;
28.21.- Avenue des Hospices;
28.22.- Avenue Prince d'Orange;
28.23.- Chaussée de Waterloo, du carrefour avec l'avenue Hamoir au carrefour avec l'avenue Latérale;
28.24.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, du Dieweg au carrefour avec la rue de la Pêcherie;
28.25.- Avenue de Messidor, de l'avenue Brugmann au rond-point Churchill;
28.26.- La drève Saint-Hubert, de la chaussée de Waterloo à la drève de Lorraine;
28.27.- La drève de Lorraine;
28.28.- Avenue De Fré, excepté le carrefour avec la rue Edith Cavell et l'avenue Houzeau;
28.29.- Avenue Dolez, du carrefour avec l'avenue des Hospices et de la rue Engeland jusqu'au n°160;
28.30.- Chaussée de Waterloo, du carrefour avec l'avenue Winston Churchill jusqu'au n°1020;
28.31.- Chaussée de Waterloo, du carrefour avec l'avenue Prince d'Orange jusqu'à la limite communale;
28.32.- Avenue Van Bever;
28.33.- Avenue Albert, de la Place Vanderkindere à la limite communale.
Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

M. l'Echevin Wyngaard précise que les mesures prises s'inscrivent dans le cadre des dispositions qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier prochain, en vertu desquelles le 30 km/h (20 km/h en zone de rencontre) sera la norme, et le 50 km/h, l'exception.

La signalisation sera adaptée pour tenir compte de cette évolution. Suite aux débats du mois d'avril au Conseil communal, le Collège a proposé à la Région une liste de voiries ou de tronçons de voirie où le maintien du 50 km/h se justifierait. La Région a donné son assentiment aux choix du Collège, sauf pour ce qui concerne deux artères.

De nombreux acteurs communaux et régionaux ont été sollicités pour aboutir à la proposition qui a finalement été formulée : le service de la Mobilité, les services de police, le SIAMU, Bruxelles-Prévention, la STIB, le Conseil économique et social, etc.

La proposition témoigne de la volonté de retenir des critères objectifs. La limitation de vitesse demeure à 50 km/h sur les voiries « Auto Plus ». Pour les autres voiries, la sécurité des piétons a été le principal paramètre pris en considération : y a-t-il des feux de signalisation ? Les trottoirs ont-ils une largeur suffisante pour garantir la sécurité des piétons ?

Ces considérations ne plaidaient pas en faveur du maintien du 50 km/h sur la chaussée de Saint-Job, vu que, sur de nombreux tronçons de cette voirie, les trottoirs sont étroits, la circulation piétonne est dans une grande proximité avec le trafic automobile et la présence d'établissements scolaires impose un surcroît de prudence.

Les mesures prises visent aussi à assurer une certaine cohérence aux axes routiers, de manière à éviter que les automobilistes ne soient contraints de changer de vitesse tous les 100 mètres lors de leur parcours sur une même voirie. Dans la proposition formulée, seule la chaussée de Waterloo déroge à cette règle et comporte donc des tronçons à 30 km/h et d'autres à 50 km/h.

La volonté de rendre l'espace public plus convivial et de réduire les nuisances sonores a également inspiré les réflexions en ce domaine.

Plusieurs études ont démontré qu'une réduction de la vitesse de 50 km/h à 30 km/h diminue le nombre d'accidents graves mais ne modifie pas de manière significative le taux de pollution dans un environnement urbain.

Les deux voiries pour lesquelles la Région n'a pas consenti à maintenir le 50 km/h sont la chaussée d'Alseberg et la rue de Stalle.

Pour ce qui concerne la chaussée d'Alseberg, le Collège proposait le maintien du 50 km/h du Globe à la limite communale avec Linkebeek mais n'a pas été suivi par la Région, qui justifiait le passage au 30 km/h en raison de la présence sur ce parcours de l'Institut Jean Monnet, de l'école de Calevoet, des ateliers de la Roseraie, de maisons d'accueil pour personnes handicapées, d'une mosquée, de l'église Notre-Dame de la Consolation ainsi que du pôle multimodal de la gare de Calevoet, qui induit de nombreuses traversées de piétons.

En fonction de ces critères, la limitation à 50 km/h aurait pu être maintenue sur le tronçon compris entre le Globe et la gare de Calevoet, mais sur ce point précis, la Région s'est basée sur le principe de cohérence des axes pour généraliser le 30 km/h.

Pour ce qui concerne la rue de Stalle, la Région a autorisé le maintien du 50 km/h sur le tronçon compris entre le rond-point des Menhirs et le carrefour Etoile-Neerstalle et s'est prononcée en faveur du passage au 30 km/h pour le reste du parcours jusqu'au Globe en raison de la présence de l'Ecole Active.

M. l'Echevin Wyngaard admet toutefois qu'une partie de ce dernier tronçon est déjà de facto à 30 km/h et que l'installation des services communaux dans le nouveau centre administratif va entraîner une recrudescence du trafic piéton et cycliste dans ce quartier.

Il sera probablement opportun d'installer des dispositifs ralentisseurs pour réduire la densité du trafic sur les voiries dont les riverains ont déploré la vitesse des véhicules.

Les contrôles répressifs devront se concentrer sur les axes où la vitesse a été fixée à 50 km/h.

M. Cools *signale que le groupe Uccle en avant votera contre ce point car le Collège a manqué de courage et de fermeté face à la Région dans l'élaboration de la liste des voiries à 50 km/h.*

En consultant les procès-verbaux du Collège à la Maison communale, M. Cools a découvert que celui-ci avait approuvé seul, en septembre 2019, un plan proposant la liste

des voiries censées demeurer à 50 km/h.

Ceci a débouché sur une interpellation de M. Cools, qui a donné lieu à un débat au Conseil communal.

Selon M. Cools, il n'est pas raisonnable d'imposer le 30 km/h sur la rue de Stalle entre le Globe et la chaussée de Neerstalle ainsi que sur la chaussée d'Alseberg, à tout le moins entre le Globe et la limite de Beersel, et ce d'autant plus que ces artères figurent parmi les voiries « Auto Confort » dans le plan « Good Move ».

Certes, la Région a refusé ces positions de bon sens. Mais le Conseil communal pourrait décider aujourd'hui de maintenir ces voiries à 50 km/h et on verrait bien comment la Région motiverait une éventuelle annulation des délibérations du Conseil communal.

L'argument de la proximité des écoles ne tient pas car, de toute façon, ce problème demeure quelle que soit la vitesse des véhicules en circulation.

Et vu que les écoles sont fermées la nuit, on pourrait installer une signalisation lumineuse indiquant des limitations de vitesse différentes en fonction de l'heure.

Les citoyens se plaignent des excès de vitesse parce qu'un trop grand nombre d'automobilistes outrepassent la limite de 50 km/h. Avant d'instaurer de nouvelles règles, il faudrait appliquer les règles existantes !

M. Cools déplore que toute une série de plans ait été adoptée sans qu'il y ait eu un véritable débat public.

M. De Bock estime aussi que le Collège a manqué d'anticipation et de courage.

Les mesures sont incohérentes : comment expliquer que la limitation de vitesse soit à 30 km/h sur un axe aussi structurant que la chaussée de Saint-Job, et à 50 km/h sur l'avenue Jean et Pierre Carsoel, artère plus dangereuse en raison de la circulation du tram et de l'absence de piste cyclable ?

M. De Bock soulève aussi un problème de transparence. En réalité, les plans régionaux de mobilité sont conçus par Bruxelles-Mobilité avec le gouvernement régional et ne passent jamais au Parlement régional, contrairement aux plans communaux de mobilité, qui passent au Conseil communal. La négociation a déjà été effectuée entre le Collège et Bruxelles-Mobilité avant l'approbation par la Région bruxelloise.

M. Hayette constate qu'il est très difficile d'aboutir à un consensus en ce domaine.

M. Hayette est partisan, comme M. Cools, d'une vision intelligente et différenciée de la circulation car le trafic sur une voirie déterminée n'est pas le même à 3 heures du matin qu'à l'heure de la sortie des écoles.

Il partage aussi le point de vue selon lequel il convient d'appliquer les règles existantes avant d'en concevoir de nouvelles.

M. Cohen, s'exprimant en son nom personnel, signale qu'il va s'abstenir sur ce point car il est persuadé que la généralisation du 30 km/h sur tout le territoire régional décidée par le gouvernement bruxellois est une connerie monumentale (sic).

M. Cohen n'est pas opposé par principe à la limitation de vitesse à 30 km/h, dont il admet la nécessité dans certains secteurs pour apaiser les quartiers, mais l'instauration de zones 30 doit être décidée à l'échelon local par les bourgmestres, après consultation des populations concernées, et non imposée par la Région.

Il est pour le moins contradictoire de se prévaloir de la participation citoyenne tout en s'abstenant de solliciter l'avis des citoyens.

M. l'Echevin Wyngaard se réfère à des études selon lesquelles un changement de limitation de vitesse n'aurait pas d'impact sur la pollution en milieu urbain. Cependant, M. Cohen a lu d'autres études qui affirment au contraire que le passage de 50 km/h à 30 km/h augmente la pollution.

M. Cohen n'est en aucune manière partisan du « tout à la voiture » mais est excédé par cette hostilité systématique à l'égard des automobilistes, et ce d'autant plus que pour les personnes âgées ou handicapées, l'usage de la voiture est une nécessité et non un caprice. Toutefois, M. Cohen rend hommage au Collège, qui en défendant avec énergie son point de vue auprès de la Région, a permis de sauver les meubles.

M. Van de Cauter votera avec conviction avec l'ensemble de son groupe contre cette proposition.

Il regrette que la fixation des limitations de vitesse ne soit plus déterminée à l'échelon national car les disparités engendrées par la régionalisation de cette compétence sont source de confusion autant pour les nationaux que pour les étrangers qui voyagent ou résident en Belgique.

M. Van de Cauter rappelle que l'année dernière, il avait proposé au Conseil communal d'installer des panneaux lumineux qui permettraient d'afficher des limitations de vitesse différentes en fonction des heures ou des circonstances.

M. Godefroid comprend très bien l'attachement de certains citoyens à leur voiture mais estime que la recherche d'un équilibre requiert un recentrage sur la mobilité douce, dans la mesure où 56 % des voiries bruxelloises sont vouées à l'automobile.

Pour M. Godefroid, le vélo ne relève pas du loisir car il s'agit d'un moyen de transport professionnel.

M. De Bock estime que la critique de M. Cohen est tout à fait justifiée lorsqu'il dénonce le manque de concertation et de participation.

M. Cohen rétorque qu'il visait alors l'attitude de la Région. Il accuse M. De Bock de déformer ses propos.

M. De Bock aurait souhaité que ce plan fût soumis à la population, dans le cadre d'un grand débat public. Les positions auraient probablement été moins tranchées si des discussions dépassionnées avaient pu avoir lieu.

Quoi qu'il en soit, le groupe Défi s'abstiendra sur ce point.

Mme Vandeputte estime que le 30 km/h est une vitesse d'avenir, tout en comprenant les résistances au changement dans un contexte culturel qui glorifie la vitesse.

Cependant, les automobilistes des décennies précédentes ont bien fini par accepter le passage du 60 km/h au 50 km/h.

Les contestations relatives à la limitation de vitesse portent sur un nombre limité d'artères sur les 350 voiries que compte au total la commune d'Uccle.

L'adoption du 30 km/h contribue à l'homogénéisation du trafic et facilite une mobilité conforme à l'intérêt général grâce à l'apaisement des quartiers, l'amélioration de la sécurité et la réduction de la pollution sonore.

Les aménagements de voirie opérés dans cette perspective grâce aux aides régionales rendront la pratique du 30 km/h plus naturelle à l'avenir.

M. Cools réfute l'opinion selon laquelle ces mesures contribuent à l'apaisement de la circulation.

Il estime au contraire qu'elles attisent les oppositions entre les usagers.

Le territoire uclois compte déjà 60 % de voiries en zone 30. La part des zones 30 pouvait être augmentée mais il fallait en exclure les grands axes structurants.

M. Cools réfute aussi l'argument selon lequel la réduction de la vitesse permet d'éviter les

accidents. Il est d'ailleurs conforté dans son point de vue par la réponse qui lui a été donnée à une question posée dans le cadre du Conseil de police : aucun des accidents qui se sont produits n'est dû à la vitesse.

M. Cools demande que ce point donne lieu à un vote nominal, afin que la position de chaque membre du Conseil communal soit bien établie.

M. l'Echevin Wyngaard précise que le plan Good Move, piloté par Bruxelles-Mobilité et le Ministre de la Mobilité, et adopté par toute une série de formations politiques dans le cadre d'une procédure « inter-cabinets », a donné lieu à une enquête publique, effectuée, il est vrai, dans des conditions qui ne sont pas optimales.

Ce plan prévoit une déclinaison des régimes de vitesse, qui avait d'ailleurs été exposée lors de la séance d'information organisée par la Région.

Le plan communal de mobilité fera l'objet très prochainement d'un processus de consultation et de participation, qui permettra aux Ucclois d'exprimer leur avis sur les aménagements, les sens de circulation, etc.

L'intégration de trois carrefours de la rue de Stalle parmi les Zones à concentration d'accidents (ZACA), établies par les services de police et Bruxelles-Mobilité, ont incité, à tort ou à raison, la Région à prévoir le 30 km/h pour cette artère.

Parmi les organismes intervenus pour déterminer les normes de vitesse, la STIB a souvent plaidé pour le maintien du 50 km/h afin de préserver la vitesse commerciale de ses trams et bus.

Pour ce qui concerne la différence de traitement entre la chaussée de Saint-Job et l'avenue Jean et Pierre Carsoel, M. l'Echevin Wyngaard précise que la première voirie est dotée de trottoirs étroits et dangereux alors que la seconde comporte des trottoirs plus larges.

M. le Bourgmestre estime que la politique menée par le Ministre de la Mobilité de la Région bruxelloise est mauvaise.

Il aurait souhaité que sa propre famille politique fût associée aux affaires mais, étant un démocrate, il doit évidemment travailler dans le cadre des institutions telles qu'elles fonctionnent en vertu du résultat des élections, et celles-ci ont abouti à la constitution d'un gouvernement bruxellois composé, pour sa partie francophone, d'Ecolo, de Défi et du PS.

Tout en considérant que la généralisation du 30 km/h est une sottise, M. le Bourgmestre est allé négocier des aménagements auprès de la Région avec M. l'Echevin Wyngaard, qu'il remercie pour sa collaboration.

Grâce à cette négociation, Uccle a pu obtenir des concessions, telles que par exemple le maintien du 50 km/h sur l'avenue De Fré, même si le résultat final n'est pas totalement satisfaisant.

M. De Bock constate que M. le Bourgmestre avoue avec beaucoup d'honnêteté son hostilité aux zones 30, alors que la Déclaration de politique générale (DPC) prône leur généralisation.

Il est pour le moins contradictoire de se prononcer pour les zones 30 sur le territoire régional et contre les zones 30 sur le territoire communal.

M. l'Echevin Wyngaard conteste les propos de M. De Bock : la Déclaration de politique générale évoque une augmentation et non une généralisation des zones 30.

M. De Bock déplore la passivité du Collège face à la région.

Il estime aussi que l'âge moyen de la population uccloise justifie une attitude plus conciliante à l'égard du recours à l'automobile, et ce d'autant plus qu'Uccle est moins bien desservie en transports publics que d'autres communes bruxelloises.

***Mme la Présidente du Conseil** exhorte les membres de l'assemblée à respecter le temps de parole qui leur est concédé.*

Le point est adopté par 26 voix pour, 4 contre et 8 abstentions.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 26 votes positifs, 4 votes négatifs, 8 abstentions.

Non : Eric Sax, Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

Abstentions : Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Michel Cohen, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 en volgende van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens;

Overwegende dat bepaalde artikels ingetrokken moeten worden, een rechtzetting of een nieuwe bepaling vragen;

Intrekkingen :

Artikel 5.6.1.- Het parkeren is in de tijd beperkt op de volgende wegen :

5.6.4.- Drogenbossesteenweg, aan nr. 170-172, van maandag tot vrijdag van 7.30 tot 9.00 uur en van 15.20 tot 17.00 uur, over 18 meter.

Artikel 14.- Het parkeren is verboden op de volgende wegen of weggedeeltes :

14.22.- Dieweg: 1) even kant, tussen de Ringlaan en de Wolvendaellaan. (Intrekking: 22/09/1987) 2) oneven kant, tussen de Engelandstraat en de Ruststraat.

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd :

17.II.1- aan bepaalde voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.237.- Hamstraat 71.

17.II.1.d.283.- Lisbloemenstraat, oneven kant, op het kruispunt met de Messidorlaan.

17.II.1.d.360.- Tweede Koninginstraat 23.

17.II.1.d.397.- Homborchveldlaan 30, over 12 meter.

Artikel 22.E.- Op de volgende plaatsen worden zones 30 aangelegd :

22.E.2.- Linkebeekstraat.

22.E.3.- Vanderaeylaan.

22.E.4.- Colonel Chaltinstraat.

22.E.5.- Henri Van Zuylenstraat.

22.E.6.- Visserijstraat - Den Doornlaan - Drossartgaarde.

22.E.7.- Van Beverssquare.

- 22.E.8.- Eikenboslaan, gedeelte tussen nr. 1 en nr. 11.
- 22.E.9.- Gatti de Gamondstraat: - van het kruispunt met de Biezenlaan tot nr. 181 (school Val Fleuri en IESTE); - van nr. 172 tot het kruispunt met de Dokter Decrolylaan (school Val Fleuri en IESTE).
- 22.E.10.- Messidorlaan, weggedeelte tussen nr. 135 en nr. 158.
- 22.E.12.- Korporaaldreef, van de Waterlooosesteenweg tot nr. 33.
- 22.E.14.- Merlostraat, tussen de spoorweg en de Neerstallesteenweg.
- 22.E.15.- Dekenijstraat, van nr. 102 (pastorie) tot aan de scheiding van nr. 58 (College Saint-Pierre en gemeenteschool Le Centre).
- 22.E.17.- Floréallaan, van nr. 38 tot nr. 6, tijdens en vlak na de schooluren (Floreale Basisschool).
- 22.E.18.- Montanalaan, van nr. 7 tot de Terhulpensesteenweg (school Decroly).
- 22.E.19.- Gendarmendreef, van de scheiding van nr. 7-9 tot nr. 51.
- 22.E.20.- Horzelstraat: - van het kruispunt met de Alsebergsesteenweg tot de kant tegenover nr. 100, voorbij de oprit; - van nr. 100 tot het kruispunt met de Alsebergsesteenweg, tijdens en vlak na de schooluren (Vrije Autonome Vlaamse School).
- 22.E.21.- Jean en Pierre Carsoellaan: - van de spoorwegbrug tot nr. 2; - van de scheiding van nr. 3-5 tot de spoorwegbrug (school Notre-Dame en Sint-Jozefschool).
- 22.E.22.- Jean Benaetsstraat (gemeenteschool Saint-Job).
- 22.E.23.- Sint-Jobsesteenweg : - van de de Wansijnstraat tot de Jean Benaetsstraat; - van de Jean Benaetsstraat tot de de Wansijnstraat (gemeenteschool Saint-Job - peuterscholen).
- 22.E.25.- Floridalaan.
- 22.E.26.- Poldersstraat (I.C.P.H.).
- 22.E.27.- Drogenbossesteenweg : - van het kruispunt met de Melkriekstraat tot nr. 211; - van nr. 196 tot het kruispunt met de Beersellaan, tijdens en vlak na de schooluren (Basisschool Magnolia).
- 22.E.29.- Dieweg: - van de Helleveltlaan tot de Papenkasteelstraat; - van de Papenkasteelstraat tot de Helleveltlaan (school Plein-Air en Les Blés d'Or).
- 22.E.30.- Waterkasteelstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de Sint-Jobsesteenweg.
- 22.E.32.- Nekkersgatlaan (Koninklijk Atheneum en Middenschool Ukkel-Beersel).
- 22.E.35.- Jean Vander Elstplein, van nr. 21 tot het kruispunt met de Auguste Dansestraat (instituut Saint-Vincent de Paul en Sint-Vincentiusinstituut).
- 22.E.36.- Auguste Dansestraat.
- 22.E.37.- Beeckmanstraat, van de scheiding van nr. 77-75 tot het Jean Vander Elstplein (instituut Saint-Vincent de Paul).
- 22.E.40.- François Vervloetstraat.
- 22.E.41.- Papenkasteelstraat, weggedeelte tussen de Dieweg en de Sint-Jobsesteenweg. ND 22/12/2005
- 22.E.42.- Buysdellelaan. ND 22/12/2005
- 22.E.43.- Chantemerlelaan. ND 22/12/2005
- 22.E.44.- Dolezlaan, tussen de Godshuizenlaan en de de Perckestraat. ND 22/12/2005
- 22.E.45.- Kamerdellelaan. ND 22/12/2005
- 22.E.46.- Riddershofstedelaan. ND 22/12/2005
- 22.E.47.- Boogschutterinnenlaan. ND 22/12/2005
- 22.E.48.- Hof ten Horenlaan. ND 22/12/2005
- 22.E.49.- ten Horenlaan. ND 22/12/2005
- 22.E.50.- Homborchveldlaan. ND 22/12/2005
- 22.E.51.- Kriekenputstraat. ND 22/12/2005
- 22.E.52.- Jean Ballegeerstraat. ND 22/12/2005
- 22.E.53.- Joseph Divoortlaan. ND 22/12/2005

- 22.E.54.- Homborch. ND 22/12/2005
- 22.E.55.- Hindenlaan. ND 22/12/2005
- 22.E.56.- Canteclaervoorplein. ND 22/12/2005
- 22.E.57.- Geitjesstraat. ND 22/12/2005
- 22.E.58.- Wezelslaan. ND 22/12/2005
- 22.E.59.- Reinaert de Voslaan. ND 22/12/2005
- 22.E.60.- Gelaarsde Katplein. ND 22/12/2005
- 22.E.61.- Reebokjeslaan. ND 22/12/2005
- 22.E.62.- Eekhoornweg. ND 22/12/2005
- 22.E.63.- Woudweg. ND 22/12/2005
- 22.E.64.- Fretlaan. ND 22/12/2005
- 22.E.65.- Jean de La Fontainelaan. ND 22/12/2005
- 22.E.66.- Egellaan. ND 22/12/2005
- 22.E.67.- Lindenlaan. ND 22/12/2005
- 22.E.68.- Albert Lancasterlaan. ND 22/12/2005
- 22.E.69.- Copernicusstraat. ND 22/12/2005
- 22.E.70.- Evenaarstraat. ND 22/12/2005
- 22.E.79.- Groene Jagerslaan, van nr. 52 tot aan de scheiding van nr. 38-36 (Europese School). ND 22/12/2005
- 22.E.80.- Van het kruispunt van de Dieweg en de Paul Stroobantlaan tot de Paul Stroobantlaan 41 (basisafdeling van het Athénée Royal Uccle I en het Athénée Madeleine Jacquemotte).
- 22.E.82.- Hougoumontlaan, van de Waterloosesteenweg tot nr. 15 (Servites de Marie en gemeenteschool Les Ecureuils). ND 22/12/2005
- 22.E.83.- Hougoumontlaan, van de kant tegenover nr. 15 tot de Waterloosesteenweg (Servites de Marie en gemeenteschool Les Ecureuils). ND 22/12/2005
- 22.E.84.- Kleine Hutlaan, van nr. 10 tot het kruispunt met de Hougoumontlaan (Servites de Marie en gemeenteschool Les Ecureuils). ND 22/12/2005
- 22.E.85.- Kleine Hutlaan, van het kruispunt met de Hougoumontlaan tot nr. 1 (Servites de Marie en gemeenteschool Les Ecureuils). ND 22/12/2005
- 22.E.86.- Pijnbomenweg, van de Waterloosesteenweg tot aan de scheiding van nr. 23-25 (Servites de Marie). ND 22/12/2005
- 22.E.87.- Houzeaulaan, van de Charles Lagrangesquare tot de Groeselenbergstraat, tijdens en vlak na de schooluren (Athénée Royal Uccle I).
- 22.E.88.- Houzeaulaan, van de Groeselenbergstraat tot de Charles Lagrangesquare, tijdens en vlak na de schooluren (Athénée Royal Uccle I).
- 22.E.89.- Bamboestraat (Institut Decroly). ND 22/12/2005
- 22.E.90.- Coghenlaan, van de Coghensquare tot de Brugmannlaan, tijdens en vlak na de schooluren (College Saint-Pierre).
- 22.E.94.- Roberts Jonesstraat.
- 22.E.95.- Bosveldweg, ten belope van de doodlopende weg, in het gedeelte dat uitgaat op de Edith Cavellstraat (Notre-Dame des Champs). ND 22/12/2005
- 22.E.96.- Zeecrabbestraat.
- 22.E.97.- Stanleystraat, van de scheiding van nr. 80-82 tot nr. 54 (kleine school van het instituut Montjoie). ND 22/12/2005
- 22.E.98.- Stanleystraat, van nr. 53 tot aan de scheiding van nr. 80-82 (kleine school van het instituut Montjoie). ND 22/12/2005
- 22.E.99.- Generaal Lotzstraat, van de scheiding van nr. 84-86 tot aan de scheiding van nr. 46-48 (Basisschool "De Bron" - Gemeenschapsonderwijs Sint-Gillis).
- 22.E.100.- Generaal Lotzstraat, van nr. 45 tot nr. 77 (Basisschool "De Bron" - Gemeenschapsonderwijs Sint-Gillis).

- 22.E.101.- Edith Cavellstraat, van de scheiding van nr. 64-66 tot het kruispunt met de Marie Depagestraat (gemeenteschool Longchamp).
- 22.E.102.- Edith Cavellstraat, van het kruispunt met de Marie Depagestraat tot aan de scheiding van nr. 39-41 (gemeenteschool Longchamp).
- 22.E.103.- Marie Depagestraat, tussen de Churchillrotonde en de Edith Cavellstraat (gemeenteschool Longchamp).
- 22.E.105.- Lijsterbessebomenlaan, van de kant tegenover nr. 3 tot het kruispunt met de Hougoumontlaan (Servites de Marie en gemeenteschool Les Ecoureuls).
- 22.E.106.- Lijsterbessebomenlaan, van het kruispunt met de Hougoumontlaan tot nr. 3 (Servites de Marie en gemeenteschool Les Ecoureuls).
- 22.E.109.- Instituut Saint-Paul: - Neerstallesteenweg, van de kant tegenover nr. 418 (onbebouwd terrein) tot nr. 495 (gewestweg); - Neerstallesteenweg, van nr. 444B tot nr. 418 (gewestweg) - Baron Guillaume Van Hammestraat.
- 22.E.110.- Victor-Emmanuel III laan, van het kruispunt met de Waterlooosesteenweg tot nr. 1 (gemeenteweg); - Prins de Lignelaan, 20 meter voorbij het kruispunt met de Waterlooosesteenweg tot dit kruispunt (gemeenteweg).
- 22.E.111.- - Ter Hulpensesteenweg, van het kruispunt met de Waterlooosesteenweg tot nr. 15 (gewestweg); - Casaltalaan (gewestweg).
- 22.E.112.- Hamoirlaan, van de Waterlooosesteenweg tot de Sterrewachtlaan.
- 22.E.114.- Calevoetstraat.
- 22.E.115.- Homère Goossensplein (College Saint-Pierre).
- 22.E.116.- Verhulststraat, van de Dekenijstraat tot aan de scheiding van nr. 34-36 (gemeenteschool Le Centre).
- 22.E.125.- Beersellaan, tussen de Steenveltstraat en nr. 62 (Basisschool Magnolia), aan weerszijden.
- 22.E.127.- Vossegatlaan, weggedeelte tussen de Elzeboomlaan en school Val Fleuri (school Val Fleuri).
- 22.E.128.- Melkriekstraat.
- 22.E.129.- Gemsstraat.
- 22.E.130.- Forelweg.
- 22.E.131.- Antilopestraat.
- 22.E.132.- Lamastraat.
- 22.E.133.- Georges Ugeuxsquare.
- 22.E.134.- Keyenbemptstraat.
- 22.E.136.- Joseph Jongenlaan.
- 22.E.137.- Adolphe Wansartlaan.
- 22.E.138.- Prinses Paolalaan.
- 22.E.139.- Victor Gambierstraat, tussen de Stallestraat en de Jean-Baptiste Labarrestraat.
- 22.E.143.- Noordkriekenstraat, van de Lindenlaan tot de Vleeskersenstraat.
- 22.E.145.- Mirabellensquare.
- 22.E.146.- Heesterstraat.
- 22.E.147.- Andrimontlaan.
- 22.E.148.- Hochelaan.
- 22.E.149.- Ohaindal.
- 22.E.150.- Directoirelaan.
- 22.E.152.- Bonapartelaan.
- 22.E.153.- Aiglonlaan.
- 22.E.154.- Massénasquare.
- 22.E.155.- Xavier De Buestraat, tussen de Alsebergsesteenweg en het Sint-Pietersvoorplein.
- 22.E.156.- Verhulststraat, van de scheiding van nr. 34-36 tot het kruispunt met de Xavier

De Buestraat.
22.E.157.- Sint-Pietersvoorplein.
22.E.158.- Postiljonstraat.
22.E.159.- Gelovigenstraat.
22.E.160.- De Nieuwenhovestraat.
22.E.161.- Fourragèrestraat.
22.E.162.- Dekenijstraat: - van het kruispunt met de Brugmannlaan tot nr. 102; - van de scheiding van nr. 58 tot het kruispunt met de Alsebergsesteenweg.
22.E.163.- Rietstraat.
22.E.164.- Noordkriekenstraat, weggedeelte tussen de Rietstraat en de Vleeskersenstraat.
22.E.165.- Boetendaellaan, weggedeelte tussen de Brugmannlaan en de De Frélaan.
22.E.166.- Looflaan.
22.E.167.- Schepenijlaan.
22.E.168.- Ruststraat, weggedeelte tussen de Wolvendaellaan en de Dieweg.
22.E.169.- Schapenstraat.
22.E.170.- Haanstraat.
22.E.171.- Kippekensstraat.
22.E.172.- Georges Lecointelaan.
22.E.173.- Louis Thévenetlaan.
22.E.174.- François Folielaan.
22.E.175.- Geleytsbeekstraat.
22.E.176.- Private weg 't Cortenbosch.
22.E.177.- Frans Lyceumlaan.
22.E.178.- Borreweg.
22.E.179.- Papenkasteelstraat, tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Verrewinkelstraat.
22.E.180.- Kinsendaelstraat.
22.E.181.- Verrewinkelstraat, tussen de Kinsendaelstraat en de spoorweg.
22.E.182.- Meelbessenlaan.
22.E.183.- Sophoraslaan.
22.E.184.- Juliettelaan.
22.E.185.- Muzenlaan.
22.E.186.- René Lyrilaan.
22.E.187.- Ernest Gossartstraat.
22.E.188.- Schoon Verblijflaan.
22.E.189.- Frambozenstruikstraat.
22.E.190.- René Gobertlaan.
22.E.191.- Langeveldstraat.
22.E.192.- Moscickilaan.
22.E.193.- Dandoygaarde.
22.E.194.- Bosveldweg, ten belope van de doodlopende weg, in het gedeelte aan weerszijden van de Moscickilaan.
22.E.195.- Brunardlaan.
22.E.196.- Sumatralaan.
22.E.197.- Hoeflaan.
22.E.198.- Lincolnstraat.
22.E.199.- Joseph Hazardstraat.
22.E.200.- Schoon Uitzichtlaan.
22.E.202.- Drie Bomenstraat, tussen de Alsebergsesteenweg en de Stallestraat.
22.E.203.- Wolvenbergstraat.
22.E.204.- de Huldenbergstraat.
22.E.205.- Zwartebeekstraat.

22.E.206.- Pierre d'Unionlaan.
22.E.207.- Zijdeteelstraat.
22.E.208.- Roetaertstraat.
22.E.209.- Zijlaan, van de Jean en Pierre Carsoellaan tot nr. 165.
22.E.211.- Beloeillaan.
22.E.212.- Hippolyte Boulengerlaan.
22.E.213.- Victor Allardstraat, in het gedeelte tussen de Gatti de Gamondstraat en het kruispunt met de Beeckmanstraat en de Victor Gambierstraat.
22.E.215.- Paul Hankarstraat.
22.E.216.- Klipveldstraat.
22.E.217.- Groelstveldlaan.
22.E.218.- Léo Erreralaan.
22.E.219.- Adolphe Dupuichlaan.
22.E.220.- Rodestraat.
22.E.221.- d'Orbaixlaan.
22.E.222.- Carloodreef.
22.E.223.- Legrandlaan, in het gedeelte gelegen op het Ukkels grondgebied.
22.E.225.- Groeselenbergstraat.
22.E.226.- Charles Bernaertsstraat.
22.E.227.- Arnold Delvauxlaan.
22.E.228.- Emile Dancoplein.
22.E.229.- Robert Scottstraat.
22.E.230.- Overhemlaan.
22.E.231.- Grasmusstraat.
22.E.232.- Ilya Prigoginelaan.
22.E.233.- Gebladertelaan.
22.E.234.- Braamstruikenlaan.
22.E.235.- Helleveltlaan.
22.E.236.- Molensteenstraat.
22.E.237.- Pierre de Puysseleerstraat.
22.E.238.- Cauter.
22.E.239.- Vronerodelaan.
22.E.240.- Goudenregenlaan.
22.E.241.- Fort-Jacolaan.
22.E.242.- Sint-Jobsesteenweg, in de ventweg tussen de kant tegenover nr. 365 en de kant tegenover nr. 349.
22.E.244.- Lamlaan.
22.E.245.- Steenveltstraat.
22.E.246.- Zandbeekstraat, tussen de Molensteenstraat en nr. 161.
22.E.247.- Vleeskersenstraat.
22.E.248.- Kersbeeklaan, in het gedeelte gelegen op het Ukkels grondgebied.
22.E.249.- Achille Reisdorfflaan.
22.E.250.- Engelandstraat, tussen het kruispunt met de Homborchveldlaan en het kruispunt met de Gazellelaan, ter hoogte van nr. 1.
22.E.251.- Coghensquare.
22.E.258.- Stillelaan.
22.E.260.- Alsebergsesteenweg, van de Drogenbossesteenweg tot de Egide Van Ophemstraat.
22.E.261.- Molenveltstraat.
22.E.263.- François Englertlaan.
22.E.264.- Egide Van Ophemstraat.

- 22.E.265.- Edith Cavellstraat, van de Winston Churchilllaan tot de De Frélaan.
- 22.E.266.- Edouard Michielsstraat.
- 22.E.267.- Montjoielaan.
- 22.E.268.- Bosonsteeg.
- 22.E.269.- Vergeet-mij-nietjesstraat.
- 22.E.270.- Engelandstraat, in het gedeelte tussen de Dolezlaan en de Fretlaan.
- 22.E.271.- Moensberg, tussen de Horzelstraat en de Linkebeekstraat.
- 22.E.272.- Sint-Jobsesteenweg, van de Alsebergsesteenweg tot de Engelandstraat.
- 22.E.273.- Wellingtonlaan.
- 22.E.274.- de Foestraetslaan.
- 22.E.275.- Heilig Verbondplein, tussen de Maarschalk Neylaan en de Prins van Oranjelaan.
- 22.E.276.- Maarschalk Neylaan, tussen de Blücherlaan en de Napoléonlaan.
- 22.E.277.- Blücherlaan, tussen de Jacques Pasturlaan en de Prins van Oranjelaan.
- 22.E.278.- Napoléonlaan.
- 22.E.279.- De Praeterestraat, op het grondgebied van Ukkel.
- 22.E.280.- Oude Molenstraat, tussen de Waterlooosesteenweg en de Vronerodelaan.
- 22.E.281.- Hesperidenlaan.
- 22.E.282.- Wilderozelaarslaan.
- 22.E.283.- Jacques Pasturlaan.
- 22.E.285.- Zonnebloemlaan.
- 22.E.286.- Andrée Dumontgaarde.
- 22.E.287.- Jean-Pierre de Launoitgaarde.
- 22.E.288.- Jacqueline Harpmanlaan.
- 22.E.289.- Olivier Strebelleplein.

Rechtzettingen :

Artikel 13.J.- Op de volgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken aangelegd met een lengte van 1 tot 3 meter, behalve anders gespecificeerd :

13.J.603.- Hagedoornlaan 165.

13.J.613.- Hagedoornlaan 166.

Artikel 14.- Het parkeren is verboden op de volgende wegen of weggedeeltes :

14.244.- Sint-Pietersvoorplein, van de Dekenijstraat tot de Xavier De Buestraat, aan weerszijden, op zondag van 6 tot 15 uur.

14.335.- Hagedoornlaan, van nr. 166 tot nr. 156, van nr. 152 tot nr. 136, van nr. 124 tot nr. 118, van nr. 94 tot nr. 90, van nr. 80 tot nr. 72, van nr. 64 tot nr. 48, van nr. 40 tot nr. 32, van de Pijnbomenweg tot nr. 22 en van nr. 10 tot het kruispunt met de Waterlooosesteenweg.

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd :

17.II.1- aan bepaalde voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.395.- Wezelslaan 15, over 12 meter.

Artikel 18.- Het parkeren is betalend op de afgebakende parkeerplaatsen in de volgende straten :

18.51.- Victor Allardstraat, aan nr. 112-114, van maandag tot zaterdag van 6.00 tot 18.00 uur, over 15 meter.

18.57.- Vanderkinderestraat 448, van maandag tot zaterdag van 6.00 tot 17.00 uur, over 10 meter.

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minimaal 2 meter breed afgebakend worden :

20.146.- Hagedoornlaan, van nr. 159 tot nr. 165, ter hoogte van nr. 166, over 35 meter, van

nr. 156 tot nr. 152, van nr. 136 tot nr. 126, van nr. 118 tot nr. 94, van nr. 90 tot nr. 80, van nr. 72 tot nr. 64, van nr. 48 tot nr. 40, van nr. 32 tot nr. 28 en van nr. 22 tot nr. 10.

Nieuwe bepalingen :

Artikel 2.D.- De hierna opgesomde plaatsen zijn speelstraten tijdens bepaalde periodes :

2.D.9.- Boetendaelstraat, tussen de Karmelietenstraat en de Vanderkinderestraat, de eerste zondag van de maand, van maart tot oktober, van 10 tot 18 uur.

Artikel 5.6.1.- Het parkeren is in de tijd beperkt op de volgende wegen:

5.6.6.- Dieweg, ter hoogte van nr. 65A, van 7.30 tot 8.45 uur en van 15.20 tot 16.45 uur, 10 minuten, over 17 meter.

Artikel 13.J.- Op de volgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken aangelegd met een lengte van 1 tot 3 meter, behalve anders gespecificeerd :

13.J.770.- Dieweg 65B.

13.J.771.- Carlodreef 1.

13.J.772.- Dieweg 54D.

13.J.773.- Langeveldstraat, ter hoogte van nr. 41, over 5 meter.

Artikel 14.- Het parkeren is verboden op de volgende wegen of weggedeeltes :

14.348.- Dieweg, even kant, van nr. 54D tot nr. 54/1.

14.349.- Alphonse Asselbergsstraat, tot nr. 92.

14.350.- Joseph Bensstraat, van nr. 80 tot nr. 72.

14.351.- Joseph Bensstraat, van nr. 43 tot nr. 59.

14.352.- Drogenbossesteenweg, aan nr. 170-172, van maandag tot vrijdag van 7.30 tot 9.00 uur en van 15.20 tot 17.00 uur, over 18 meter.

14.353.- Joseph Bensstraat, van nr. 73 tot nr. 123.

14.354.- Dieweg, oneven kant, van de Engelandstraat tot nr. 65, van nr. 65B tot de Ruststraat.

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd :

17.II.1- aan bepaalde voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.433.- Beeckmanstraat, aan de kant tegenover nr. 118.

17.II.1.d.434.- François Vervloetstraat, aan de kant tegenover nr. 14.

17.II.1.d.435.- Vanderkinderestraat 381.

Aanmaak van een nieuw artikel

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen:

17.II.7.- Voor het laden van elektrische voertuigen.

17.II.7.2.- Rodestraat 47.

17.II.7.3.- Van Beverlaan 2.

17.II.7.4.- Waterloosesteenweg 825, over 12 meter.

17.II.7.5.- Gulden Kasteelstraat 16, over 12 meter.

17.II.7.6.- Stallestraat 160, over 13 meter.

17.II.7.7.- Waterloosesteenweg 1336, over 12 meter.

Artikel 19.- Het parkeren is verboden op de volgende plaatsen :

19.193.- Langeveldstraat, van nr. 32 tot nr. 36.

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minimaal 2 meter breed afgebakend worden:

20.160.- Dieweg, ter hoogte van nr. 54/1, over 11 meter.

20.161.- Dieweg, van nr. 65 tot nr. 65B.

Artikel 23.- Er wordt op de volgende locaties een driekleurig verkeerslicht geplaatst overeenkomstig het plan van de plaatsen en het werkingsschema van de verkeerslichten in de bijlage :

23.2.- Voetgangersoversteekplaatsen :

23.2.b.- Naast kruispunten.

23.2.b.7.- Dieweg, ter hoogte van nr. 65, aan school Plein-Air.

Aanmaak van een nieuw artikel

Artikel 28.- Op de volgende plaatsen worden zones 50 aangelegd :

28.17.- Wolvendaellaan.

28.18.- Stallestraat, van de gemeentegrens tot het kruispunt met de Sterstraat en de Neerstallesteenweg.

28.19.- Brugmannlaan, van het kruispunt met de Coghenlaan en de Schepenijlaan tot het Vanderkindereplein.

28.20.- Winston Churchilllaan, uitgezonderd de rotonde.

28.21.- Godshuizenlaan.

28.22.- Prins van Oranjelaan.

28.23.- Waterloosesteenweg, van het kruispunt met de Hamoirlaan tot het kruispunt met de Zijlaan.

28.24.- Jean en Pierre Carsoellaan, van de Dieweg tot het kruispunt met de Visserijstraat.

28.25.- Messidorlaan, van de Brugmannlaan tot de Churchillrotonde.

28.26.- Sint-Hubertusdreef, van de Waterloosesteenweg naar de Lorrainedreef.

28.27.- Lorrainedreef.

28.28.- De Frélaan, uitgezonderd het kruispunt met de Edith Cavellstraat en de Houzeaulaan.

28.29.- Dolezlaan, van het kruispunt met de Godshuizenlaan en de Engelandstraat tot nr. 160.

28.30.- Waterloosesteenweg, van het kruispunt met de Winston Churchilllaan tot nr. 1020.

28.31.- Waterloosesteenweg, van het kruispunt met de Prins van Oranjelaan tot de gemeentegrens.

28.32.- Van Beverlaan,

28.33.- Albertlaan, van het Vanderkindereplein tot de gemeentegrens.

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

***Schepen Wyngaard** geeft aan dat de norm vanaf 1 januari 30 km/h wordt (20 km/h in een woonerf) en dat 50 km/h de uitzondering wordt. De signalisatie zal hieraan aangepast worden. Ingevolge de debatten van de gemeenteraad in april heeft het college aan het gewest een lijst van wegen en weggedeeltes voorgesteld waar 50 km/h gerechtvaardigd zou blijven. Het gewest heeft deze lijst goedgekeurd, op 2 wegen na (Alsebergsesteenweg en Stallestraat).*

Talrijke gemeentelijke en gewestelijke actoren werden geraadpleegd om te komen tot het uiteindelijke voorstel (dienst Mobiliteit, politie, DBDMH, Brussel Preventie, MIVB, Economische en Sociale Raad van Brussel, enz.). Het voorstel toont aan dat de keuze is gebaseerd op objectieve criteria. De snelheid blijft 50 km/h op de wegen "Auto Plus". Voor de andere wegen was de veiligheid van de voetgangers de voornaamste factor: zijn er verkeerslichten? Zijn de trottoirs voldoende breed? Deze overwegingen pleiten niet voor het behoud van 50 km/h in de Sint-Jobsesteenweg omdat de trottoirs in talrijke gedeeltes van deze weg smal zijn en er scholen gelegen zijn waardoor nog meer voorzichtigheid geboden is.

De maatregelen moeten ook zorgen voor een zekere coherentie van de wegen zodat voertuigen niet steeds hun snelheid moeten veranderen op dezelfde weg. In het voorstel wijkt enkel de Waterloosesteenweg af van deze regel waar wel gedeeltes van 30 km/h en van 50 km/h zijn. De openbare ruimte gezelliger maken en overlast verminderen zijn eveneens elementen die hierin meegespeeld hebben.

Verskillende studies hebben aangetoond dat een verlaging van de snelheid van 50 km/h naar 30 km/h het aantal ernstige ongevallen vermindert maar het zorgt niet voor een significante daling van de vervuiling in een stedelijke omgeving.

Voor de Alsebergsesteenweg wou het college 50 km/h behouden vanaf Globe tot de grens met Linkebeek maar dat werd niet gevolgd door het gewest dat 30 km/h koos omwille van de aanwezigheid van het Institut Jean Monnet, de school Calevoet, de ateliers van la Roseraie, het opvanghuis voor mindervaliden, een moskee, de kerk Onze-Lieve-Vrouw van Troost en de multimodale pool van het station Kalevoet. Omwille van deze criteria zou 50 km/h behouden kunnen worden in het gedeelte tussen Globe en het station Kalevoet maar over dit punt heeft het gewest zich gebaseerd op het coherentieprincipe van wegen om 30 km/h te veralgemenen.

Voor de Stallestraat heeft het gewest 50 km/h behouden tussen de rotonde met de Menhirs en het kruispunt Ster-Neerstalle en 30 km/h voor de rest van het traject tot Globe omwille van de aanwezigheid van de Ecole Active. Schepen Wyngaard geeft toe dat een deel van dit laatste gedeelte de facto al 30 km/h is en dat de installatie van de gemeentediensten in het nieuwe gebouw meer voetgangers en fietsers zal genereren in deze wijk.

Het zal wellicht gepast zijn snelheidsremmers te voorzien in wegen waar inwoners klagen over de snelheid van de voertuigen. Repressieve controles zullen zich moeten concentreren op de wegen waarin 50 km/h werd vastgelegd.

***De h. Cools** geeft aan dat Uccle en avant tegen dit punt zal stemmen omdat het college gebrek aan moed en vastberadenheid t.o.v. het gewest toont in de opmaak van de lijst van wegen met 50 km/h. Het college heeft enkel in september 2019 een voorstel goedgekeurd van wegen waarin 50 km/h zou kunnen blijven.*

Volgens de h. Cools is het niet redelijk om 30 km/h in te voeren in de Stallestraat tussen Globe en de Neerstallesteenweg en in de Alsebergsesteenweg, minstens tussen Globe en de grens met Beersel, te meer omdat deze wegen in het plan “Good Move” als wegen “Auto Confort” opgenomen werden. Het gewest heeft deze voorstellen geweigerd maar de gemeenteraad zou vandaag kunnen beslissen 50km/h te behouden in deze wegen en men zou kunnen afwachten of de gewest de beraadslagingen van de gemeenteraad al dan niet zou annuleren. De nabijheid van scholen is geen argument omdat dit een probleem blijft, ongeacht de snelheid van de voorbijrijdende voertuigen. En 's nachts zou lichtgevende signalisatie er verschillende snelheden kunnen aangeven.

Inwoners klagen over snelheidsovertredingen. Men moet eerst de bestaande regels doen respecteren alvorens nieuwe regels op te leggen!

De h. Cools betreurt dat er een hele reeks plannen worden goedgekeurd zonder een echt openbaar debat.

***De h. De Bock** vindt eveneens dat het college gebrek aan vooruitziendheid en moed toont. De maatregelen zijn incoherent: waarom 30 km/h in een structurele weg zoals de Sint-Jobsesteenweg en 50 km/h in de Jean en Pierre Carsoellaan waar er meer gevaar is (doortocht tram en geen fietspad)?*

De h. De Bock wijst op een gebrek aan transparantie. In de realiteit worden gewestelijke mobiliteitsplannen opgesteld door Mobiel Brussel met de gewestelijke regering en gaan ze nooit naar het gewestelijke parlement, in tegenstelling tot gemeentelijke mobiliteitsplannen

die wel naar de gemeenteraad gaan.

De h. Hayette stelt vast dat een consensus op dit vlak erg moeilijk is. Hij is net zoals de h. Cools voorstander van een intelligente en gedifferentieerde visie op het verkeer omdat het verkeer niet hetzelfde is om 3 uur 's morgens als aan het einde van een schooldag. Hij vindt eveneens dat de bestaande regels eerst nageleefd moeten worden alvorens nieuwe maatregelen in te voeren.

De h. Cohen zegt dat hij zich zal onthouden voor dit punt omdat een algemene zone 30 km/h in het gewest een grote stommititeit is (sic). Hij is niet tegen 30 km/h - nodig in bepaalde sectoren - maar een zone 30 moet lokaal ingevoerd worden door de burgemeesters na raadpleging van de betrokken bevolkingsgroepen.

Schepen Wyngaard verwijst naar studies die aangeven dat een snelheidswijziging geen impact heeft op de vervuiling in stedelijke gebieden. De h. Cohen heeft andere studies gelezen die aangeven dat een overgang van 50 km/h naar 30 km/h meer vervuiling genereert. Hij is geen voorstander van het principe "alles voor de auto" maar men mag auto's niet systematisch benadelen omdat een auto voor ouderen of mindervaliden een noodzaak is.

De h. Van de Cauter zal samen met zijn fractie vastberaden tegen dit voorstel stemmen. Hij betreurt dat snelheidsbeperkingen niet op nationaal niveau vastgelegd worden omdat de regionalisering van deze bevoegdheid voor verwarring zorgt. Hij verwijst naar zijn voorstel van vorig jaar om lichtgevende borden te installeren om verschillende snelheden aan te geven naargelang het tijdstip of de omstandigheden.

De h. Godefroid begrijpt dat sommige burgers gehecht zijn aan hun auto maar vindt dat er een evenwicht moet zijn met zachte mobiliteit. Momenteel is 56% van de Brusselse wegen geweid aan de auto. Voor de h. Godefroid is de fiets een beroepsmatig verplaatsingsmiddel.

De h. De Bock vindt de kritiek van de h. Cohen gerechtvaardigd met betrekking tot het gebrek aan overleg en inspraak.

De h. Cohen zegt dat hij de houding van het gewest bedoelde. Hij beschuldigt de h. De Bock ervan zijn bewoordingen te vervormen.

De h. De Bock wou dat dit plan voorgesteld werd aan de bevolking in het kader van een groot openbaar debat. Défi zal zich voor dit punt onthouden.

Mevr. Vandeputte vindt dat 30 km/h de snelheid van de toekomst wordt, ondanks de tegenstand in een culturele context die snelheid verheerlijkt. De betwistingen over de snelheidsbeperkingen gaan over een beperkt aantal wegen van de 350 wegen waarover de gemeente Ukkel beschikt. De goedkeuring van 30 km/h draagt bij aan de homogenisering van het verkeer en verbetert de wijken, de veiligheid en de geluidsoverlast. De voorziene weginrichtingen, met gewestelijke steun, zullen ervoor zorgen dat 30 km/h in de toekomst vanzelfsprekend wordt.

De h. Cools weerlegt de mening dat deze maatregelen bijdragen aan een rustiger verkeer. Hij vindt daarentegen dat deze de gebruikers tegenover elkaar zetten. In Ukkel is 60% van de wegen al een zone 30. Er kunnen meer wegen toegevoegd worden aan zones 30 maar de grote structurele wegen moeten hiervan uitgesloten worden. Hij weerlegt eveneens dat een

sneldheidsbeperking voor minder ongevallen zorgt. Dit wordt bevestigd door het antwoord op zijn vraag in het kader van de politieraad: geen enkel ongeval dat gebeurd is, was te wijten aan snelheid. Hij vraagt een nominale stemming zodat het standpunt van elk raadslid duidelijk is.

Schepen Wyngaard geeft aan dat het plan Good Move het onderwerp heeft uitgemaakt van een openbaar onderzoek dat in niet optimale omstandigheden heeft plaatsgevonden. Het plan voorziet sneldheidsregimes die reeds voorgesteld werden tijdens een infosessie van het gewest. Het gemeentelijk mobiliteitsplan zal heel binnenkort het onderwerp uitmaken van overleg en inspraak zodat de Ukkelaars hun mening kunnen geven. De integratie van de drie kruispunten van de Stallestraat binnen de Ongevalgevoelige Zones (opgesteld door de politie en Mobiël Brussel) heeft het gewest - terecht of onterecht - aangezet om 30 km/h in deze weg in te voeren. De MIVB heeft vaak gepleit voor het behoud van 50 km/h om de reissnelheid van trams en bussen te beschermen. In verband met het verschil in behandeling tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Jean en Pierre Carsoellaan geeft schepen Wyngaard aan dat de eerste weg smalle en gevaarlijke trottoirs heeft en de tweede weg veel bredere trottoirs.

De burgemeester vindt het beleid van de Brusselse minister van Mobiliteit slecht. Aangezien de veralgemening van 30 km/h een stommiteit is, heeft de burgemeester onderhandeld over inrichtingen bij het gewest met schepen Wyngaard. Dankzij deze onderhandelingen heeft het gewest toegevingen kunnen bekomen, zoals het behoud van 50 km/h in de De Frélaan, ook al is het eindresultaat niet volledig bevredigend.

De h. De Bock stelt vast dat de burgemeester duidelijk zijn tegenstand tegen zones 30 laat blijken, terwijl de algemene beleidsverklaring de veralgemening hiervan aanprijst. Het is contradictorisch om voorstander te zijn voor zones 30 in het gewest en tegenstander van zones 30 in de gemeente.

Schepen Wyngaard betwist de bewoordingen van de h. De Bock: de algemene beleidsverklaring vermeldt een verhoging en geen veralgemening van de zones 30.

De h. De Bock betreurt de passiviteit van het college t.o.v. het gewest. Hij vindt dat men toegieflijker zou moeten zijn t.a.v. de auto, omwille van de gemiddelde leeftijd van de Ukkelse bevolking en het feit dat Ukkel minder goed bediend wordt door het openbaar vervoer dan andere Brusselse gemeentes.

De voorzitter van de raad verzoekt de leden van de vergadering om de toegekende spreektijd te respecteren.

Het punt wordt goedgekeurd met 26 stemmen voor, 4 tegen en 8 onthoudingen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 26 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 8 onthoudingen.

Nee : Eric Sax, Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

Onthoudingen : Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Michel Cohen, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

2 annexes / 2 bijlagen

2020 10 01_Cc_Annexes.pdf, 2020 10 01_Cc_NoteExplicative.docx

Voirie - Wegen

01.10.2020/A/0011 **Aménagement de carrefours et zones 30.- Exercice 2020.- Approbation de l'avant-projet, de la dépense, des documents du marché et du mode de passation du marché.**

Le Conseil,

Vu que le budget communal pour l'exercice 2020 prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires un crédit de 870.000 € pour l'aménagement de carrefours et de zones 30;

Attendu que le Service Technique de la Voirie propose l'aménagement du carrefour formé par les avenues de la Gazelle et Homborchveld et la rue Engeland;

Attendu qu'un avant-projet a été établi;

Attendu que l'estimation de la dépense de travaux s'élève à 866.543,53 € (TVA comprise), ce montant incluant 10 % supplémentaires pour révision et travaux imprévus;

Attendu que le mode de passation du marché sera par procédure négociée directe avec publication préalable;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver :

- l'avant-projet;
- la dépense de 866.543,53 € (TVA comprise);
- les documents du marché devant régir les travaux du présent dossier;
- le mode de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégorie C, classe 4 ou plus;
- l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Inrichting van kruispunten en zones 30.- Dienstjaar 2020.- Goedkeuring van de voorontwerp, de uitgave, de documenten en de gunningswijze van de opdracht.

De Raad,

Gezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2020 een bedrag van € 870.000 voorziet op artikel 421/731-60/82 voor de inrichting van kruispunten en zones 30;

Aangezien dat de technische Wegendienst de inrichting van het kruispunt gevormd door de Gazelle- en Homborchveldlanen en de Engelandstraat voorstelt;

Aangezien dat een voorontwerp vastgesteld werd;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken € 866.543,53 (BTW inbegrepen) oploopt, 10 % aanvullend bedrag voor herziening en onvoorziene werken inbegrepen;

Aangezien dat de opdracht gegund zal worden via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist het volgende goed te keuren :

- het voorontwerp;
- de uitgave van € 866.543,53 (BTW inbegrepen);
- de documenten van de opdracht waarvan de werken van het onderhavige dossier onderworpen zijn;
- de gunningswijze van de opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking en de inlichtingen betreffende de financiële, economische en technische draagkracht van de aannemer vast te stellen, meer bepaald : de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie C, klasse 4 of hoger voldoen;
- de aankondiging van opdracht.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

GAZELLE ENGELAND - Coupes C.01.pdf, CSCh FINAL NL - Carrefours 2020.pdf, Carrefours 2020 - Avis de marché_nl.pdf, Avaloir BXL.pdf, Carrefours 2020 - Descriptif-estimatif FR-NL.pdf, Aménagement_carrefours_2020_PSS.pdf, Carrefours 2020 - Descriptif-offre FR-NL.pdf, Carrefours 2020 - Avis de marché_fr.pdf, PU_Engeland-Homborchveld_Projet Final (003).pdf, CSCh FINAL FR - Carrefours 2020.pdf

01.10.2020/A/0012 **Aménagements pour cyclistes.- Exercice 2020.- Approbation de la dépense, des documents du marché et du mode de passation du marché.**

Le Conseil,

Vu que le budget communal pour l'exercice 2020 prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires un crédit de 940.000 € pour l'aménagement de carrefours et de zones 30;

Attendu que le service technique de la Voirie propose des aménagements ponctuels pour cyclistes;

Attendu que le marché comportera deux lots: Lot 1 - travaux d'infrastructure et Lot 2 - marquages routiers;

Attendu que l'estimation de la dépense de travaux s'élève à 905.491,40 € (TVA comprise);

Attendu que le mode de passation du marché sera par procédure négociée directe avec publication préalable;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver :

- la dépense de 905.491,40 € (TVA comprise);
- les documents du marché devant régir les travaux du présent dossier;
- le mode de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégorie C, classe 4 (ou classe 2 s'il ne remet offre que pour le Lot 2) ou plus;
- l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.

Inrichtingen voor fietsers.- Dienstjaar 2020.- Goedkeuring van de uitgave, de documenten en de gunningswijze van de opdracht.

De Raad,

Gezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2020 een bedrag van € 940.000 voorziet op artikel 421/731-60/82 voor inrichtingen voor fietsers;

Aangezien dat de technische Wegendienst plaatselijke inrichtingen voor fietsers voorstelt;

Aangezien dat de opdracht twee percelen bevat: Perceel 1 - infrastructuurwerken en Perceel 2 - wegmarkeringen;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken € 905.491,40 (BTW inbegrepen) oploopt;

Aangezien dat de opdracht gegund zal worden via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist het volgende goed te keuren :

- de uitgave van € 905.491,40 (BTW inbegrepen);
- de documenten van de opdracht waarvan de werken van het onderhavige dossier onderworpen zijn;
- de gunningswijze van de opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking en de inlichtingen betreffende de financiële, economische en technische draagkracht van de aannemer vast te stellen, meer bepaald: de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie C, klasse 4 (of klasse 2 als hij enkel een offerte voor Perceel 2 indient) of hoger voldoen;
- de aankondiging van opdracht.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

CSCCh FINAL NL - Cyclistes 2020.pdf, Aménagements_cyclistes_2020 - Avis de marché_fr.pdf, Avaloir BXL.pdf, Aménagements_cyclistes_2020__Récapitulatif FR-NL.pdf, Aménagements_cyclistes_2020_Estimatif FR-NL.pdf, CSCCh FINAL FR - Cyclistes 2020.pdf, Aménagements_cyclistes_2020 - Avis de marché_nl.pdf, Aménagements_cyclistes_2020_PSS.pdf, Aménagements_cyclistes_2020_Descriptif FR-NL.pdf

01.10.2020/A/0013 **Création d'une zone résidentielle conviviale chaussée de Saint-Job (tronçon entre la chaussée d'Alseberg et la rue du Château d'Or).- Exercice 2020.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 400.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget 2020 pour la Création d'une zone résidentielle conviviale chaussée de Saint-Job;

Attendu que le service technique a établi un cahier spécial des charges;

Attendu qu'en séance du 14 juillet 2020, le Collège a approuvé l'avant projet du dossier;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 425.442,78 € TVA comprise et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82 du budget

extraordinaire 2020;

Attendu que le mode de passation du marché sera par procédure négociée directe avec publication préalable,

Décide d'approuver :

- l'estimation d'un montant de 425.442,78 € TVA comprise;
- le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
- le mode de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;
- l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Aanleg van een gezellige woonzone Sint-Jobsesteenweg (deel tussen Alsebergsesteenweg en de Gulden Kasteelstraat).- Dienstjaar 2020.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2020 een bedrag van € 400.000,00 voorziet op artikel 421/731-60/82 voor het aanleg van een gezellige woonzone Sint-Jobsesteenweg;

Aangezien dat op datum van 14 juli 2020 het College heeft het voorproject goedgekeurd;

Aangezien dat de opdracht gegund zal worden via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken € 425.442,78, BTW inbegrepen belooft;

Aangezien dat deze uitgave geboekt zal worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2020;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist het volgende goed te keuren :

- de uitgave van € 425.442,78 BTW inbegrepen;
- de documenten van de opdracht die deze werken beheersen;
- de gunningswijze door vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten : de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 3;
- de aankondiging van opdracht.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

saint job descriptif.pdf, Saint job Bourdon 2020 CSC nl.pdf, Saint job Bourdon 2020 CSC fr.pdf, saint job estimatif.pdf, ACU_PU_BOURDON_SITEX__PROJET_OK (2)_vu par GS et corrigé par SM.pdf, VBO Chaussee de Saint-Job, 2020-JO-22 - final met bijlagen.pdf, 386851_nl.pdf, saint job recapitulatif.pdf, saint job formulaire d'offreNL.pdf,

**DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE -
DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

Urbanisme - Stedenbouw

01.10.2020/A/0014 **Réaménagement de la Chaussée d'Alseberg.- Permis d'urbanisme n°16-44914-2019.- Autorisation de se désister du recours introduit le 14 août 2020 auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.**

Le Conseil,

Vu la délivrance du permis d'urbanisme n° 16-44914-2019 ayant pour objet d'aménager la chaussée d'Alseberg entre la rue de Stalle et l'avenue des Sept-Bonniers (rénovation de la voirie, mise aux normes des quais de tram, des traversées, plantation d'un alignement d'arbres) par le Fonctionnaire délégué de la Région de Bruxelles-Capitale le 15/07/2020;

Vu l'accord de principe conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles-Mobilité) et le Collège des Bourgmestre et Echevins d'Uccle sur la création d'une douzaine d'emplacements de stationnement à hauteur de la rue alphonse Asselbergs, ces emplacements de stationnement étant intégrés dans la demande modifiée de permis d'urbanisme suite à l'avis émis par la Commission de concertation 04/12/2019 par Bruxelles-Mobilité;

Considérant que cet accord constitue un élément fondamental du permis d'urbanisme introduit et exerce un impact fondamental sur le stationnement dans le quartier ;

Vu le refus du Fonctionnaire-délégué de délivrer lesdits emplacements de parking;

Que le projet induit globalement une perte de 150 emplacements de parking;

Que conformément à la consultation publique organisée par la Stib et Bruxelles-Mobilité, Bruxelles-Mobilité s'est engagé à introduire un permis modificatif visant à l'extension de la zone de plain-pied qui entraînera également la suppression de plusieurs emplacements de stationnement;

Considérant la nécessité de maintenir la douzaine d'emplacements de parking identifiés afin de garantir un certain équilibre et de répondre à la pression du stationnement dans le quartier;

Considérant qu'en vertu de l'article 188/1 du COBAT, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre de la décision du fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de celle-ci;

Qu'en l'espèce, le permis susmentionné a été réceptionné le 17 juillet 2020;

Que le délai expirant le 17 août 2020 et vu l'absence de séances de Conseil communal durant les deux mois d'été, le Collège des Bourgmestre et Echevins, en vue de sauvegarder les droits de la Commune, a introduit le recours administratif auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Que l'autorisation d'introduire ledit recours a été approuvée par le Conseil Communal le 10 septembre 2020;

Considérant que ce recours est suspensif et empêche dès lors la mise en œuvre des travaux;

Considérant que suite à la réunion qui s'est tenue le 10 septembre 2020 en présence de Monsieur Boris Dillies, Bourgmestre de la Commune d'Uccle, Messieurs Jonathan Biermann et Thibaud Wyngaard, échevins de la Commune d'Uccle, Madame Elke Van den

Brandt, Ministre des travaux publics et de la mobilité de la région Bruxelles-Capitale, et Monsieur Pascal Smet, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Urbanisme, Bruxelles mobilité s'est engagé à :

- Augmenter le nombre de places de parking (environ 15) entre les numéros 709 et 731 de la chaussée, le trottoir sera localement réduit et de moins de 2 mètres mais d'une largeur minimale supérieure d'1,5m;
- Etendre la zone de plein pied (environ 250 mètres) entre la rue Asselbergs et l'avenue Floréal avec la suppression de quelques places de parkings ;

Considérant que Urban.brussels s'est engagée à instruire rapidement la demande de permis d'urbanisme introduite sur ces modifications;

Considérant que la Commune organisera l'enquête publique dès réception de l'accusé de dossier complet;

Considérant que cet accord présente suffisamment de garantie quant aux aménagements demandés par la Commune d'Uccle mais aussi par l'association des commerçants et le Comité de quartier;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de se désister du recours introduit le 14 août 2020 auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à l'encontre du permis d'urbanisme n° 16-44914-2019;

Vu les articles 123,8° et 270 de la Nouvelle Loi Communale,

Décide d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à se désister du recours introduit le 14 août 2020 auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à l'encontre du permis d'urbanisme n° 16-44914-2019.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

Heraanleg van de Alsebergsesteenweg.- Stedenbouwkundige vergunning nr. 16-44914-2019.- Toestemming om af te zien van het beroep ingediend op 14 augustus 2020 bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

De Raad,

Gelet op de afgifte van stedenbouwkundige vergunning nr. 16-44914-2019, met als voorwerp de heraanleg van de Alsebergsesteenweg tussen de Stallestraat en de Zeven Bunderslaan (renovatie van het wegdek, aanpassing van de tramperrons en van de oversteekplaatsen aan de normen, planten van een bomenrij), door de gemachtigde ambtenaar van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 15/07/2020;

Gelet op het principeakkoord gesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit) en het college van burgemeester en schepenen van Ukkel voor de aanleg van een twaalfstal parkeerplaatsen ter hoogte van de Alphonse Asselbergsstraat, die door Brussel Mobiliteit opgenomen zijn in de gewijzigde aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning ingevolge het advies van de Overlegcommissie van 04/12/2019;

Overwegende dat dit akkoord een essentieel onderdeel van de ingediende stedenbouwkundige vergunning vormt en een fundamentele impact uitoefent op het parkeren in de wijk;

Gelet op de weigering van de gemachtigde ambtenaar om deze parkeerplaatsen af te leveren;

Dat het project globaal gezien een verlies van 150 parkeerplaatsen teweegbrengt;

Dat Brussel Mobiliteit zich er overeenkomstig de openbare raadpleging georganiseerd door de MIVB en Brussel Mobiliteit toe verbonden heeft om een wijzigingsvergunning in te dienen strekkend tot de uitbreiding van de gelijkvloerse zone, wat ook leidt tot het schrappen van meerdere parkeerplaatsen;

Overwegende de noodzaak om de twaalf geïdentificeerde parkeerplaatsen te behouden om een zeker evenwicht te garanderen en een antwoord te bieden op de parkeerdruk in de wijk;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen krachtens artikel 188/1 van het BWRO beroep bij de regering kan instellen tegen de beslissing van de gemachtigde ambtenaar binnen dertig dagen na ontvangst ervan;

Dat in dit geval de voornoemde vergunning ontvangen werd op 17 juli 2020;

Dat de termijn afloopt op 17 augustus 2020 en gelet op het gebrek aan zittingen van de gemeenteraad tijdens de zomermaanden het college van burgemeester en schepenen het administratief beroep bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ingediend heeft om de rechten van de gemeente te vrijwaren;

Dat de toestemming om dit beroep in te stellen op 10 september 2020 goedgekeurd werd door de gemeenteraad;

Overwegende dat dit beroep opschortende werking heeft en bijgevolg de uitvoering van de werken verhindert;

Overwegende dat na de vergadering van 10 september 2020 in aanwezigheid van dhr. Boris Dilliès, burgemeester van de gemeente Ukkel, dhr. Jonathan Biermann en dhr. Thibaud Wyngaard, schepenen van de gemeente Ukkel, mevr. Elke Van den Brandt, minister van Openbare Werken en Mobiliteit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en dhr. Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Stedenbouw, Brussel Mobiliteit zich ertoe verbonden heeft :

- Het aantal parkeerplaatsen (ongeveer 15) tussen nummer 709 en 731 van de steenweg te verhogen, het trottoir zal plaatselijk verkleind worden en minder dan 2 meter bedragen, maar minstens 1,5 meter breed zijn;
- De gelijkvloerse zone (ongeveer 250 meter) tussen de Alphonse Asselbergsstraat en de Floréallaan uit te breiden, met de schrapping van enkele parkeerplaatsen;

Overwegende dat Urban.brussels zich ertoe verbonden heeft de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning die voor deze wijzigingen ingediend werd snel te behandelen;

Overwegende dat de gemeente het openbaar onderzoek organiseert onmiddellijk na het ontvangsbewijs van een volledig dossier;

Overwegende dat dit akkoord voldoende waarborg biedt voor de inrichtingen die gevraagd werden door de gemeente Ukkel, maar ook door de handelaarsvereniging en het wijkcomité;

Overwegende bijgevolg dat er afgezien moet worden van het beroep dat op 14 augustus 2020 bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ingesteld werd tegen stedenbouwkundige vergunning nr. 16-44914-2019;

Gelet op de artikelen 123, 8^o en 270 van de Nieuwe Gemeentewet,

Beslist het college van burgemeester en schepenen toe te staan af te zien van het beroep dat op 14 augustus 2020 bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ingesteld werd tegen stedenbouwkundige vergunning nr. 16-44914-2019.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de

Cauter.

1 annexe / 1 bijlage

Fwd herinrichting Alsebergsesteenweg .msg

Logement - Huisvesting

01.10.2020/A/0015 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Logement.- Composition de la commission d'attribution des logements communaux.- Modification.**

Le Conseil,

Vu l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale relatif aux règles applicables aux logement mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales du 21 décembre 2017, modifiant l'ordonnance du 11 juillet 2013, et l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code Bruxellois du logement, entrée en vigueur le 1er juillet 2014;

Attendu que une commission d'attribution indépendante pour les logements communaux et les logements du C.P.A.S. est prévue par ces Ordonnances et Arrêté mais pas le nombre de membres qui la compose (voir annexe);

Vu les délibérations du Conseil communal du 25 juin 2020 adoptant le nouveau règlement d'attribution pour les logements communaux et celle du 26 septembre 2019 désignant les fonctionnaires faisant partie de la commission d'attribution;

Attendu que la composition de la Chambre du C.P.A.S. reste inchangée;

Attendu que les trois fonctionnaires suivants font partie de la Chambre de la Commune à ce jour : le Secrétaire communal adjoint, la responsable du service logement et le responsable de la Régie foncière;

Attendu que le Secrétaire communal adjoint est actuellement absent pour maladie et ce jusqu'au 31 octobre 2020 inclus;

Attendu que la décision de la Commission représente la première étape de la procédure de mise en location, que plusieurs logements se sont libérés et que tout retard dans la procédure entrainera une perte financière en terme d'inoccupation de logements;

Attendu que le règlement d'octroi des logements communaux adopté par le Conseil communal du 25 juin 2020 ne prévoit pas la désignation de membres suppléants en cas d'absence d'un membre de la Commission et que celle-ci ne peut prendre de décision si elle n'est pas au complet;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article 9, § 2 en ce sens :

« §2. La chambre pour l'attribution des logements de la commune est composée de trois fonctionnaires communaux désignés par le Conseil communal. Le Conseil communal désigne trois fonctionnaires suppléants en cas d'absence d'un membre perturbant le bon fonctionnement de la tenue de la commission. En l'application du présent Règlement, la Commission se réunit dès qu'un logement vacant est mis en location et elle rend un avis désignant le candidat auquel le logement vacant est attribué. Cet avis est adopté à majorité simple et transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins. »,

Décide de modifier l'article 9, § 2 du règlement d'octroi des logements communaux afin de permettre la désignation de membres suppléants pour la Commission d'attribution des Logements (voir annexe).

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Samenstelling van de commissie voor de toewijzing van de gemeentelijke woningen.- Wijziging.

De Raad,

Gelet op het artikel 10 besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedbeheerders en door de sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld van 21 december 2017 tot wijziging van de ordonnantie van 11 juli 2013, en de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, in werking getreden op 1 juli 2014;

Aangezien deze ordonnanties en dit besluit een onafhankelijke toewijzingscommissie voor de gemeentelijke en OCMW-woningen voorzien maar niet het aantal leden ervan (zie in bijlage);

Gelet op de beraadslagingen van de gemeenteraad van 25 juni 2020 tot goedkeuring van het nieuwe toekenningsreglement voor de gemeentelijke woningen en de beraadslaging van 26 september 2019 tot aanwijzing van de ambtenaren die deel uitmaken van de toewijzingscommissie;

Aangezien de samenstelling van de kamer van het OCMW ongewijzigd blijft;

Aangezien de volgende drie ambtenaren momenteel deel uitmaken van de kamer van de gemeente : de adjunct-gemeentesecretaris, de verantwoordelijke van de dienst Huisvesting en de verantwoordelijke van de Grondregie;

Aangezien de adjunct-gemeentesecretaris momenteel wegens ziekte afwezig is t.e.m. 31 oktober 2020;

Aangezien de beslissing van de commissie de eerste stap vertegenwoordigt van de verhuurprocedure, dat meerdere woningen vrij zijn en elke vertraging in de procedure zal leiden tot een financieel verlies omwille van de onbezetting van woningen;

Aangezien het nieuwe toekenningsreglement voor de gemeentelijke woningen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 25 juni 2020, de aanwijzing van opvolgers niet voorziet in geval van afwezigheid van een lid van de commissie en deze enkel beslissingen kan nemen wanneer zij volledig is;

Aangezien artikel 9, § 2 in deze zin gewijzigd moet worden :

"§2. De kamer voor de toekenning van gemeentelijke woningen bestaat uit drie gemeenteambtenaren die door de gemeenteraad aangesteld werden. De gemeenteraad stelt drie ambtenaren-opvolgers aan in geval van afwezigheid waardoor de goede werking van de commissie verhinderd wordt. In toepassing van het onderhavige reglement komt de commissie bijeen zodra een vacante woning te huur gesteld wordt en geeft ze advies waarbij ze de kandidaat aanduidt aan wie de vacante woning toegewezen moet worden. Dit advies wordt met een gewone meerderheid aangenomen en overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen."

Beslist artikel 9, § 2 van het toekenningsreglement voor de gemeentelijke woningen te wijzigen om de aanduiding van opvolgers voor de toewijzingscommissie mogelijk te maken (zie in de bijlage).

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Modif régl attribution septembre 2020.doc.pdf, CBL Commission d'attribution 20130718

Extrait article 28bis.pdf, Modif régl attribution septembre 2020 NL.doc, AGRBC

20171221 Commission d'attribution Extrait article 10.pdf

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

01.10.2020/A/0016 **Propriétés communales.- Terrain à bâtir situé avenue Dolez, côté du n° 43 (anciennement numéro 39).- Adoption du compromis de vente et poursuite de la procédure.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232 ;

Vu la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2015, relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles ;

Vu la délibération n° 016/20.02.2020/A/0006 par laquelle le Conseil communal a approuvé le principe d'aliéner la parcelle décrite ci-après, de gré à gré, d'arrêter le prix minimal et d'approuver le cahier des charges contenant les autres conditions de la vente ;

Vu la lettre datée du 10 avril 2020, par laquelle Bruxelles Pouvoirs Locaux a notifié que la délibération susvisée du 20 février 2020 ne soulevait aucune objection de sa part ;

Vu la délibération n° 016/26.05.2020/B/0029 par laquelle le Collège échevinal a constaté la validité des offres déposées ainsi que l'obligation de procéder à une séance de surenchères ;
Considérant que le terrain situé avenue Dolez, à côté du numéro 43 (anciennement numéro 39), correspond à la parcelle cadastrée 4^e division, section E, sous le n° 361V, qui développe une superficie de 176 m²;

Que ce bien affecté au patrimoine géré par la Régie foncière communale, qui n'en avait aucun usage, a été présenté aux investisseurs et aux particuliers dans le courant des mois d'avril et mai 2020 ;

Considérant que 2 offres ont été réceptionnées, reprises dans le procès-verbal d'ouverture des offres, et déclarées recevables par le Collège car toutes deux valables ;

Considérant que les 2 sociétés (TMS Consult et Upgrade Immo) dépositaires des offres, ont été invitées à une séance de surenchères, en date du 5 juin 2020, vu que la différence de prix entre les 2 offres était inférieure à 10 %;

Considérant que la société Upgrade Immo a décidé, le matin de la séance de surenchères, de ne pas se présenter pour surenchérir ;

Considérant qu'en date du 25 juin 2020, le Conseil a approuvé l'offre d'achat émise par le candidat restant, TMS Consult ayant son siège social à 1180 Uccle, avenue Circulaire - 120, pour un prix total et définitif de 153.000 €;

Considérant qu'en date du 10 août 2020, Bruxelles Pouvoirs Locaux a notifié que la délibération susvisée du 25 juin 2020 ne soulevait aucune objection de sa part ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- d'adopter le projet de compromis établi conformément aux conditions de la vente ; à conclure avec la société TMS Consult, établie avenue Circulaire, 120 à 1180 Uccle et représentée par Messieurs Emmanuel Poznanski et Antoine Biot pour la société TMS Consult et la société Bio Invest;

- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de conclure le compromis de vente du terrain situé avenue Dolez, 43 (anciennement numéro 39) et à la signature de l'acte authentique par la suite.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Bouwgrond gelegen Dolezlaan, naast nr. 43 (vroeger nummer 39).- Goedkeuring van de verkoopovereenkomst en voortzetting van de procedure.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op het artikel 232;

Gelet op de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten inzake onroerende goederen;

Gelet op de beraadslaging nr. 016/20.02.2020/A/0006 waardoor de gemeenteraad het principe goedgekeurd heeft om het hierna beschreven perceel onderhands te verkopen, de minimumprijs vast te leggen en het bestek met de andere verkoopvoorwaarden goed te keuren;

Gelet op de brief van 10 april 2020 waardoor Brussel Plaatselijke Besturen bekendmaakte dat de bovenvermelde beraadslaging van 20 februari 2020 geen bezwaren opwierp;

Gelet op de beraadslaging nr. 016/26.05.2020/B/0029 waardoor het schepencollege de geldigheid van de ingediende offertes vastgesteld heeft, alsook de verplichting om over te gaan tot een verkoop per hoger bod;

Overwegende dat het terrein gelegen Dolezlaan, naast nummer 43 (vroeger nummer 39), overeenkomt met het gekadastreerd perceel 4 afdeling, sectie E, onder nr. 361V, met een oppervlakte van 176 m²;

Dat dit goed bestemd tot het erfgoed beheerd door de gemeentelijke Grondregie, die er geen gebruik van maakte, aan de investeerders en particulieren voorgesteld werd in de loop van april en mei 2020;

Overwegende dat er twee offertes ingediend werden, opgenomen in het proces-verbaal van opening van de offertes, en door het college ontvankelijk verklaard werden aangezien ze allebei geldig waren;

Overwegende dat de 2 firma's (TMS Consult en Upgrade Immo) die de offertes ingediend hebben, uitgenodigd werden voor een verkoop per hoger bod, op 5 juni 2020, aangezien het prijsverschil tussen de 2 offertes kleiner was dan 10 %;

Overwegende dat de firma Upgrade Immo de ochtend van de verkoop per hoger bod beslist heeft niet te verschijnen om een hoger bod te doen;

Overwegende dat het college op 25 juni 2020 het aankoopbod van de overblijvende kandidaat, TMS Consult, met maatschappelijke zetel te 1180 Ukkel, Ringlaan 120, voor een definitief totaalbedrag van € 153.000 goedgekeurd heeft;

Overwegende dat Brussel Plaatselijke Besturen op 10 augustus 2020 bekendgemaakt heeft dat de voornoemde beraadslaging van 25 juni 2020 geen bezwaren opwierp;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het ontwerp van overeenkomst, opgesteld overeenkomstig de verkoopvoorwaarden, te sluiten met de firma TMS Consult, gevestigd Ringlaan 120 te 1180 Ukkel en vertegenwoordigd door de heren Emmanuel Poznanski en Antoine Biot voor de firma TMS Consult en de firma Bio Invest, goed te keuren;
- het college van burgemeester en schepenen de opdracht te geven de verkoopovereenkomst van het terrein in de Dolezlaan 43 (vroeger nummer 39) te sluiten en vervolgens de authentieke akte te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
2020 compromis pour Conseil.doc.pdf

Régie foncière - Grondregie

01.10.2020/A/0017 **Régie foncière/Logement.- Accord de collaboration entre la Commune d'Uccle et l'Agence Immobilière Sociale d'Uccle, pour les cinq années à venir.- Approbation du projet de convention.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015, organisant les agences immobilières sociales;

Vu l'accord de collaboration entre l'A.I.S.U. et la Commune d'Uccle, conclu le 22 juin 2006;

Vu l'accord de collaboration entre l'A.I.S.U. et la Commune d'Uccle, conclue le 4 mars 2014;

Considérant qu'aux termes de l'arrêté du 17 décembre 2015 l'agrément est octroyé par le Gouvernement aux AIS, pour une durée maximale de cinq ans;

Considérant qu'en date du 18 août 2020, le président de l'Agence Immobilière Sociale d'Uccle a sollicité, auprès des autorités communales, que soit établie une nouvelle convention en vue de satisfaire aux exigences ministérielles récentes, de façon à obtenir le renouvellement de l'agrément pour son association;

Que le projet a été mis au point par l'A.I.S.U. puis soumis à l'avis du Service Juridique, ensuite relu en tenant compte des remarques de celui-ci, et finalisé en collaboration avec le Service de la Régie foncière et du Logement;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide d'approuver la convention de collaboration entre la Commune d'Uccle et l'Agence Immobilière Sociale d'Uccle, dont le siège est établi Place Jean Vander Elst, 29 à 1180 Uccle, à conclure pour les cinq années à venir, et prenant cours à la date de sa signature.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Grondregie/Huisvesting.- Samenwerkingsakkoord tussen de gemeente Ukkel en het Sociaal Woningbureau Ukkel voor de komende vijf jaar.- Goedkeuring van het ontwerp van overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en 232;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;
Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen het SWU en de gemeente Ukkel, gesloten op 22 juni 2006;
Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen het SWU en de gemeente Ukkel, gesloten op 4 maart 2014;
Overwegende dat luidens het besluit van 17 december 2015 de erkenning door de regering aan de SW's toegekend wordt voor een maximumduur van vijf jaar;
Overwegende dat de voorzitter van het Sociaal Woningbureau Ukkel op 18 augustus 2020 aan de gemeentelijke overheid gevraagd heeft dat er een nieuwe overeenkomst opgesteld werd om te voldoen aan de recente ministeriële vereisten om de vernieuwing van de erkenning voor zijn vereniging te bekomen;
Dat het ontwerp bijgewerkt werd door het SWU, daarna onderworpen werd aan het advies van de Juridische Dienst, vervolgens herlezen werd rekening houdend met de opmerkingen ervan en afgewerkt werd in samenwerking met de dienst Grondregie en Huisvesting;
Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,
Beslist de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en het Sociaal Woningbureau Ukkel, met maatschappelijke zetel gelegen Jean Vander Elstplein 29 te 1180 Brussel, te sluiten voor de komende vijf jaar en aanvangend op de dag van de ondertekening, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

2020 09 17 Proj. conv. collabor. Commune-AISU_nl.pdf, 2006 05 22 Accord 1 collabor. Commune-AISU.pdf, 2020 09 17 Proj. conv. collabor. Commune-AISU.pdf, 2014 03 04 Accord 2 collabor. Commune-AISU.pdf, 2015 12 17 AGRBC organisant les A.I.S..pdf

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Architecture - Architectuur

01.10.2020/A/0018 **Complexe des Griottes.- Remplacement du revêtement synthétique des deux terrains.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 25 juin 2020, l'Assemblée a approuvé le projet de remplacement du revêtement synthétique des deux terrains, l'estimation y relative s'élevant à 600.000,00 EUR majoration et TVAC, le mode de passation du marché et le financement de la dépense;

Attendu que lors de la remise des offres du 28 août 2020, notre service a constaté qu'un paramètre du cahier spécial des charges était trop restrictif et ne permettait pas à toutes les sociétés spécialisées de remettre prix et limitait donc fortement la mise en concurrence;

Considérant que le cahier spécial des charges rédigé et adapté par nos services prévoit une estimation de 391.784,40 EUR HTVA ou 474.059,12 EUR TVAC, cette dernière somme

étant encore à majorer pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels travaux imprévus, ce qui porte le montant à 530.000,00 EUR (majoration et TVAC);

Considérant que ces travaux sont subsidiables par la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de 400.000,00 EUR;

Attendu qu'une allocation de 600.000,00 EUR figure à l'article 764/725-60/96 du budget extraordinaire de 2020 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu l'article 234 alinéa 1er de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 35 1° et 36;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et notamment les articles 8 et 19,

Décide :

- de ne pas donner suite à l'ouverture des offres du 28 août 2020 pour les motifs invoqués ci-avant;
- d'approuver le cahier des charges dressé et modifié par les services communaux;
- d'approuver l'estimation arrondie à 530.000,00 EUR (majoration et TVAC);
- d'approuver le mode de passation du marché soit une procédure ouverte.

***M. Hayette** estime que le dossier des Griottes reflète de façon emblématique la gestion chaotique de la majorité.*

Les riverains se sont manifestés pour réclamer une baisse de la fréquentation des terrains ainsi que la préservation de la réserve naturelle du Kinsendael.

Le groupe socialiste est intervenu régulièrement pour proposer des solutions à des problèmes tels que les nuisances sonores ou le stationnement illicite des voitures.

Mais le Collège l'a caricaturé en le présentant comme un groupe « anti-foot », alors qu'il demandait juste un peu de respect pour les riverains.

Il faut installer un ou deux murs anti-bruit le long de la buvette, limiter la fréquentation des terrains et interdire l'usage des tambours et cornets durant les compétitions sportives, afin de réduire la pollution sonore.

Sous l'ancienne législature, la majorité avait décidé de transformer les terrains traditionnels en terrains synthétiques en remplaçant le gazon par des billes noires composées de granules de pneus. Ce procédé était censé réduire les frais d'entretien et donner un caractère plus professionnel au terrain de sport.

Le comité de quartier est venu exposer ses griefs à l'égard des nuisances sonores et lumineuses dans le cadre d'une interpellation citoyenne.

Les pelouses synthétiques ont montré leurs limites. Les études n'ont pas encore pu prouver de manière irréfutable que ces granules affectent la santé des sportifs mais leur effet néfaste sur la biodiversité est bien établi.

Les eaux de pluie qui s'écoulent du second terrain vers la réserve naturelle du Kinsendael contaminent de manière irrémédiable les eaux de source, et aucun membre de la majorité ne s'en émeut !

Ces terrains de sport constituent aussi de véritables îlots de chaleur en plein milieu d'un quartier résidentiel vert à proximité de la réserve naturelle.

Les surfaces en granules de pneus doivent être régulièrement renouvelées car elles ne sont pas durables.

De nombreuses communes wallonnes ayant opté pour le remplacement du plastique par le liège ont fini par alerter les autorités bruxelloises. Celles-ci ont voté un budget de 10 millions d'euros destiné au remplacement avant la fin 2020 des 36 terrains de sport de la Région bruxelloise.

Le Centre sportif André Deridder devrait bénéficier dans ce cadre d'un subside de 400.000 €. Quelles sont les montants déjà engagés depuis 5 ans en faveur de ce centre sportif ?

Selon M. Hayette, il serait plus logique pour les citoyens que la gestion de ce dossier soit confiée à l'échevin des Travaux, également échevin des Sports, plutôt qu'à l'échevin chargé du département Facility Management.

Quoiqu'il ne puisse enrayer la pollution causée antérieurement par le plastique, le remplacement des granules par du liège permettra de freiner la dégradation du site du Kinsendael.

L'octroi du subside est tributaire d'une condition sur le bilinguisme des clubs, dont l'effet sera d'accroître la fréquentation des infrastructures.

La fréquentation a d'ailleurs plus que doublé depuis l'installation des terrains synthétiques, quoique le permis d'urbanisme délivré en 2016 ait stipulé qu' « une augmentation significative de la fréquentation des terrains et des nuisances sonores en découlant n'est pas prévue ».

De manière générale, la cohabitation entre usagers des terrains de sport et riverains est loin d'être toujours harmonieuse, car on observe le même phénomène à proximité des terrains de football du Centre André Deridder, du centre de football du Dieweg ou des terrains de hockey du Royal Racing Club.

M. Hayette invite M. l'Echevin des Sports à trouver une solution structurelle à ces problèmes de voisinage.

M. Hayette signale encore que le 16 septembre dernier, le Tribunal administratif du Bade-Wurtemberg a donné raison à des habitants de Fribourg-en-Brigau, qui se plaignaient de nuisances analogues, et depuis lors, le club sportif local, qui a investi 76 millions d'euros dans un nouveau stade, n'est plus autorisé à organiser des matches le soir après 20h00 et le dimanche entre 13h00 et 15h00. La décision de cette juridiction allemande ne pourrait-elle pas faire jurisprudence ?

Quoi qu'il en soit, le groupe socialiste s'abstiendra sur ces deux points, car il ne veut pas pénaliser le quartier Kinsendael-Kriekenput en raison des choix hasardeux du Collège.

M. l'Echevin Biermann *répond que la Région avait prévu auparavant des subsides destinés à doter Les Griottes de deux terrains synthétiques.*

Quelques années plus tard, des études ont établi que les billes de caoutchouc utilisées dans les terrains synthétiques sont nuisibles pour l'environnement, et qu'elles sont donc inopportunes à proximité d'une zone Natura 2000. Elles pourraient peut-être avoir aussi un impact négatif sur la santé.

Ces considérations ont amené la Région à octroyer un subside pour remplacer les billes de caoutchouc par des billes de liège.

La matière des terrains de sport n'a pas d'incidence directe sur le taux de fréquentation des clubs.

Pour ce qui concerne la notion de bilinguisme évoquée par M. Hayette, M. l'Echevin Biermann précise que la Région a sollicité de la part de la commune une déclaration formelle selon laquelle celle-ci s'engage à garantir l'accès à ses infrastructures sportives à tous les clubs, qu'ils soient francophones ou néerlandophones, sans discrimination. Il ne s'agit donc pas d'imposer le bilinguisme aux clubs en tant que tels.

M. Desmet *estime que le problème sanitaire et environnemental posé par les terrains synthétiques, qu'il avait lui-même soulevé lorsqu'il siégeait dans l'opposition, est à présent résolu.*

M. Cools *considère que M. Hayette a eu raison de souligner les nuisances subies par les riverains en raison d'une utilisation par moments excessive des installations des Griottes. Mais ce dont le Conseil communal délibère à présent, ce n'est pas du mode de gestion des infrastructures sportives, mais de deux points bien précis : le remplacement des billes en*

plastique par des billes en liège grâce à des subsides régionaux et la demande régionale d'une déclaration communale exprimant l'engagement d'Uccle à respecter la loi et à refuser toute discrimination.

Le groupe Uccle en avant votera en faveur de ces deux points.

M. l'Echevin Wyngaard conteste les propos tenus par M. Hayette.

Le parking sauvage a été interdit sur la rue des Griottes. Des bollards ont été installés. Le trottoir a été élargi pour garantir la sécurité des enfants qui se rendent au stade. Le nombre de véhicules autorisés à stationner sur le site a été limité à 9. L'horaire des activités est désormais affiché à l'entrée du site et le club n'a pas le droit de le modifier en cours de semaine, afin de permettre aux riverains d'organiser leurs soirées et leurs week-ends comme ils le souhaitent. Les activités doivent s'achever avant 21h15 alors que pour d'autres sites uclois, la limite a été fixée à 22h00.

Des tests effectués par les services de Mme l'Echevine De Brouwer ont établi que la réserve du Kinsendael n'est pas contaminée. Toutefois, par mesure de précaution, la commune a décidé d'intervenir avec l'aide de la Région.

Une rencontre entre le club et les riverains a été organisée il y a quelques jours sous l'égide de la commune afin d'aplanir les griefs qui pourraient encore subsister.

Des solutions sont à l'étude pour réduire les nuisances sonores dues à la buvette.

Le Collège envisage le remplacement des souffleuses existantes par des souffleuses électriques, moins bruyantes, et a rappelé au personnel une série de précautions d'usage.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

Complex Les Griottes.- Vervanging van de kunstgrasbekleding van de twee terreinen.- Goedkeuring van het ontwerp, van de raming, van de plaatsingswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.

De Raad,

Overwegende dat de vergadering in zitting van 25 juni 2020 het project voor de vervanging van de kunstgrasbekleding van de twee terreinen, de desbetreffende raming die 600.000,00 EUR inclusief vermeerdering en btw belooft, de plaatsingswijze van de opdracht en de financiering van de uitgave goedgekeurd heeft;

Aangezien onze dienst bij de indiening van de offertes op 28 augustus 2020 vastgesteld heeft dat een parameter van het bestek te beperkend was, het niet alle gespecialiseerde firma's mogelijk maakte prijzen in te dienen en dus de mededinging sterk beperkte;

Overwegende dat het door onze diensten opgestelde en aangepaste bestek een raming voorziet van 391.784,40 EUR excl. btw of 474.059,12 EUR incl. btw, waarbij dit laatste bedrag nog vermeerderd moet worden om de toepassing te dekken van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken, wat het bedrag op 530.000,00 EUR (incl. vermeerdering en btw) brengt;

Overwegende dat deze werken subsidieerbaar zijn door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van 400.000,00 EUR;

Aangezien er een toelage van 600.000,00 EUR onder artikel 764/725-60/96 van de buitengewone begroting van 2020 is voorzien om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het bovenvermelde project;

Gelet op artikel 234, 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 35 1° en 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, meer bepaald artikel 8 en 19,

Beslist :

- geen gevolg te geven aan de opening van de offertes van 28 augustus 2020 om de hiervoor aangehaalde redenen;
- het door de gemeentediensten opgestelde en gewijzigde bestek goed te keuren;
- de op 530.000,00 EUR (incl. vermeerdering en btw) afgeronde raming goed te keuren;
- de plaatsingswijze van de opdracht, namelijk een openbare procedure, goed te keuren;
- de financiering van de uitgave goed te keuren door een lening aan te vragen + subsidies.

***De h. Hayette** vindt dat het dossier Griottes symbool staat voor het chaotische beheer van de meerderheid. De bewoners willen dat de terreinen minder bezet worden en dat het natuurgebied Kinsendael beschermd wordt. De PS komt regelmatig tussen om oplossingen voor te stellen, zoals voor geluidsoverlast en wildparkeren, maar wordt door het college karikaturaal voorgesteld als “antivoetbal” terwijl de PS enkel wat respect voor de bewoners vraagt. De voorstellen voor minder geluidsoverlast: één of twee geluidsmuren langs de kantine, lagere bezetting van de terreinen, verbod op trommels en hoorns tijdens sportcompetities.*

Tijdens de vorige legislatuur had de meerderheid beslist om de traditionele terreinen om te vormen tot synthetische terreinen (gazon vervangen door zwart bandengranulaat). Dit vereist minder onderhoud en maakt er een professioneler sportterrein van. Het wijkcomité heeft geklaagd over geluids- en lichtoverlast in het kader van een burgerinterpellatie. De synthetische bekleding heeft beperkingen. Er zijn nog geen bewijzen dat de gezondheid wordt aangetast maar het is wel aangetoond dat dit granulaat nefast is voor de biodiversiteit. Het regenwater stroomt van het tweede terrein naar het natuurgebied Kinsendael en vervuult het bronwater en geen enkel lid van de meerderheid die hierop reageert!

Deze sportterreinen zijn ontmoetingsplaatsen in een residentiële wijk vlakbij het natuurgebied. De oppervlaktes in bandengranulaat moeten regelmatig vernieuwd worden omdat ze niet duurzaam zijn. Talrijke Waalse gemeentes hebben plastic vervangen door kurk. De Brusselse overheid heeft een budget van 10 miljoen goedgekeurd om tegen eind 2020 36 sportterreinen van het Brusselse gewest te vervangen. Het sportcentrum André Deridder zou in dit kader moeten genieten van een subsidie van € 400.000. Welke bedragen werden reeds vastgelegd sinds 5 jaar ten bate van dit sportcentrum? Het zou logischer zijn dat dit dossier beheerd zou worden door de schepenen van Werken en Sport i.p.v. de schepenen van Facility Management. De vervanging van granulaat door kurk kan de beschadiging van de site Kinsendael afremmen. De toekenning van de subsidie is onderworpen aan een voorwaarde rond tweetaligheid van clubs, wat een stijging van bezettingen van de infrastructuur inhoudt.

De bezetting is verdubbeld sinds de installatie van de synthetische terreinen, hoewel de stedenbouwkundige vergunning uit 2016 had bepaald dat er geen significante stijging van de bezetting van de terreinen en de daarbij horende geluidsoverlast voorzien was. Sporters en inwoners verzoeken is niet altijd evident en dezelfde fenomenen zijn te merken in de nabijheid van de voetbalterreinen van het centrum André Deridder, het voetbalcentrum Dieweg of de hockeyterreinen van Royal Racing Club. De h. Hayette vraagt de schepenen van Sport om een structurele oplossing te vinden voor deze buurtproblemen. Als voorbeeld verwijst hij naar de beslissing van de rechtbank van Baden-Wurtemberg in het voordeel van de inwoners van Fribourg-en-Brigau omwille van overlast waarbij een lokale sportclub, die €76 miljoen heeft geïnvesteerd in een nieuw stadion, geen wedstrijden meer

mag organiseren na 20 uur en op zondagen tussen 13 en 15 uur.

De PS zal zich voor beide punten onthouden om de wijk Kinsendael-Kriekenput niet te bestraffen omwille van riskante keuzes van het college.

Schepen Biermann antwoordt dat het gewest al subsidies had voorzien voor de twee synthetische terreinen van Les Griottes. Enkele jaren later hebben studies aangetoond dat het rubbergranulaat schadelijk is voor de omgeving en aldus ongepast is in de nabijheid van een Natura 2000-gebied. Het zou ook een negatieve invloed kunnen hebben op de gezondheid. Deze overwegingen hebben het gewest aangezet om een subsidie toe te kennen om rubber te vervangen door kurk. De ondergrond van de sportterreinen heeft geen directe invloed op de bezettingsgraad van de clubs.

Inzake de vermelde tweetaligheid geeft de schepen aan dat het gewest een formele verklaring van Ukkel heeft gevraagd om zich te engageren om zijn sportinfrastructuur toegankelijk te houden voor alle sportclubs, zowel Nederlandstalig als Franstalig, zonder discriminatie. Het gaat er dus niet om tweetaligheid op zich op te leggen aan de clubs.

De h. Desmet vindt dat het probleem met de gezondheid en de omgeving van synthetische terreinen op heden opgelost is.

De h. Cools vindt dat de h. Hayette terecht de overlast door een overmatige bezetting van het complex Griottes heeft aangehaald. De gemeenteraad moet hier niet beraadslagen over het beheersbeleid van de sportinfrastructuur maar over twee welbepaalde punten: de vervanging van plastic door kurk via gewestelijke subsidies en de vraag van het gewest aan Ukkel om de wet te respecteren en discriminatie te verbieden. Uccle en avant zal voor deze twee punten stemmen.

Schepen Wyngaard betwist de bewoordingen van de h. Hayette.

Wildparkeren werd verboden in de Noordkriekenstraat, er werden paaltjes geplaatst en het trottoir werd verbreed. Op de site mogen max. 9 voertuigen parkeren. De bezettingen worden vooraf uitgehangen aan de ingang en de clubs mogen deze niet wijzigen tijdens de week zodat inwoners hun avonden en weekends kunnen organiseren. De activiteiten moeten stoppen vóór 21.15 uur terwijl op andere Ukkelse sites dit pas om 22 uur is.

De tests door de diensten van schepen De Brouwer hebben aangetoond dat het natuurgebied Kinsendael niet vervuild is. Uit voorzorg heeft de gemeente beslist om tussen te komen met gewestelijke hulp.

De clubs werden ontmoet om nog eventuele grieven te bespreken.

Er wordt momenteel gezocht naar oplossingen om de geluidsoverlast door de kantine te verminderen.

Het college overweegt om de bestaande bladblazers te vervangen door stillere elektrische versies.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

15 annexes / 15 bijlagen

clauses administratives nl.pdf, métrés descriptif NL.pdf, métrés récapitulatif nl.pdf, formulaire de soumission nl.pdf, métrés estimatif nl.pdf, formulaire de soumission.pdf, métrés descriptif FR.pdf, plan.pdf, clauses administratives.pdf, clauses techniques nl.pdf,

01.10.2020/A/0019 **Complexe des Griottes.- Remplacement du revêtement synthétique des deux terrains.- Approbation de l'engagement de la commune pour le libre accès aux deux communautés linguistiques des deux terrains synthétique.**

Le Conseil,

Considérant que le dossier de remplacement synthétique des deux terrains du complexe des Griottes fait l'objet d'une subvention de la part de la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de 400.000,00 EUR;

Attendu qu'une des conditions à remplir pour l'octroi de ce subside est de garantir l'accès libre aux équipements subsidiés par la Région;

Considérant dès lors, que la commune doit s'engager à garantir le libre accès aux utilisateurs et clubs des deux communautés linguistiques des deux terrains synthétique du complexe "Les Griottes",

Décide de s'engager à garantir l'accès libre des deux terrains synthétiques du complexe "Les Griottes", aux utilisateurs et clubs des deux communautés linguistiques.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

Complex Les Griottes.- Vervanging van de kunstgrasbekleding van de twee terreinen.- Goedkeuring van de verbintenis van de gemeente voor de vrije toegang tot de twee kunstgrasvelden voor de twee taalgemeenschappen.

De Raad,

Overwegende dat het dossier voor de vervanging van de kunstgrasbekleding van de twee terreinen van het complex Les Griottes het voorwerp uitmaakt van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van 400.000,00 EUR;

Aangezien een van de voorwaarden voor de toekenning van deze subsidie erin bestaat om de vrije toegang tot de door het gewest gesubsidieerde voorzieningen te garanderen;

Overwegende bijgevolg dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om de vrije toegang tot de twee kunstgrasvelden van het complex Les Griottes te garanderen voor de gebruikers en de clubs van de twee taalgemeenschappen,

Beslist zich ertoe te verbinden om de vrije toegang tot de twee kunstgrasvelden van het complex Les Griottes te garanderen voor de gebruikers en de clubs van de twee taalgemeenschappen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

01.10.2020/A/0020 **Complexe Neerstalle.- Remplacement du terrain synthétique.- Approbation de**

l'engagement de la commune pour le libre accès aux deux communautés linguistiques des deux terrains synthétique.

Le Conseil,

Considérant que le dossier de remplacement du terrain synthétique du complexe Neerstalle fait l'objet d'une subvention de la part de la Région de Bruxelles-Capitale pour un montant de 200.000,00 EUR;

Attendu qu'une des conditions à remplir pour l'octroi de ce subside est de garantir l'accès libre aux équipements subsidiés par la Région;

Considérant dès lors, que la commune doit s'engager à garantir le libre accès aux utilisateurs et clubs des deux communautés linguistiques du terrain synthétique du complexe "Neerstalle",

Décide de s'engager à garantir l'accès libre du terrain synthétique du complexe "Neerstalle", aux utilisateurs et clubs des deux communautés linguistiques.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Complex Neerstalle.- Vervanging van het kunstgrasveld.- Goedkeuring van de verbintenis van de gemeente voor de vrije toegang tot het kunstgrasveld voor de twee taalgemeenschappen.

De Raad,

Overwegende dat het dossier voor de vervanging van het kunstgrasveld van het complex Neerstalle het voorwerp uitmaakt van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van 200.000,00 EUR;

Aangezien een van de voorwaarden voor de toekenning van deze subsidie erin bestaat om de vrije toegang tot de door het gewest gesubsidieerde voorzieningen te garanderen;

Overwegende bijgevolg dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om de vrije toegang tot het kunstgrasveld van het complex "Neerstalle" te garanderen voor de gebruikers en de clubs van de twee taalgemeenschappen,

Beslist zich ertoe te verbinden om de vrije toegang tot het kunstgrasveld van het complex "Neerstalle" te garanderen voor de gebruikers en de clubs van de twee taalgemeenschappen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

01.10.2020/A/0021 **Projet Carbone : accord de collaboration.**

Le Conseil,

Vu que le projet Carbone entend expérimenter des techniques de recircularisation de tous les flux de déchets verts (feuilles, pelouses, branchages, gros bois) au sein de plusieurs administrations communales et régionale de la région bruxelloise ;

Vu que le coordinateur de la Plateforme Organisationnelle est le centre d'écologie urbaine asbl ;

Vu que les participants au projet sont les suivants : Commune d'Uccle, Commune d'Anderlecht, Commune de Saint-Gilles, Commune de Woluwe Saint Pierre, Bruxelles Mobilité et l'ULB ;

Vu qu'il s'agit pour ces acteurs, par un cycle itératif d'expériences, évaluations, et ajustements successifs, de reprendre en main la collecte et le traitement de leurs déchets verts en vue d'une écologisation de leurs pratiques sociotechniques et d'une transition dirigée qui concerne donc tout à la fois des éléments environnementaux, sociaux, économiques/financiers et de gouvernance ;

1. Environnementaux : diminution des trajets, arrêt de la contamination en plastiques de terres, enclenchement de pratiques régénératives ;

2. Sociaux : valorisation de profils de fonction peu attractifs ;

3. Economiques : diminution des dépenses (logistique, traitement) et activation potentielle d'activités locales de valorisation productive ;

4. Gouvernance : activation d'alliances nouvelles entre acteurs jusqu'ici cloisonnés (les propres services des administrations et les administrations, professionnels et citoyens) ;

Vu que le projet Carbone vise ;

1) à explorer avec les administrations concernées les innovations sociotechniques les plus efficaces aux plans social-écologique, économique et de la gouvernance permettant d'optimiser la valorisation locale des différents flux de déchets verts bruxellois (feuilles, pelouses, branchages, gros bois) ;

2) à étudier quels sont les agencements administratifs, sociotechniques, organisationnels, juridiques, sociologiques et territoriaux les plus adaptés pour optimiser les impacts de la valorisation locale des différents flux de déchets verts bruxellois des environnements tests des AA concernées ;

Vu que l'hypothèse fondamentale du projet Carbone consiste à avancer qu'il est possible, au travers des expérimentations prévues, d'atteindre les objectifs tangibles suivants ;

1. Environnementaux ;

1.1. Diminuer les trajets en camions : - des communes (AAC) vers Bruxelles Compost ; - des professionnels de jardins vers Bruxelles-Compost ou vers d'autres unités de compostage industriel hors de la Région ;

1.2. Cesser la contamination en micro plastiques de terres belges : - de flux purs de déchets verts des administrations/professionnels de jardins contaminés par les déchets verts des ménages contenant des microplastiques ; - des champs agricoles/jardins/espaces verts amendés par le compost de Bruxelles-Compost ;

1.3. Enclencher de pratiques régénératives des sols/recréer de la terre : - Le mulching/paillage, l'humus, le compost et le broyat produits pourront servir à de nombreux usages et configurations spatiales (aménagement de parcs, amélioration de la vitalité des sols) ;

2. Sociaux ;

2.1. Revaloriser de profils de fonction peu attractifs: - les ouvriers communaux en charge de l'entretien des espaces verts et de la propreté publique pourraient voir leur profil de fonction prendre davantage de sens au travers d'une écologisation d'un métier pénible ;

3. Economiques ;

3.1. Diminuer les dépenses des administrations pour la collecte et le traitement des DV : - à elle seule, une des communes du projet Carbone dépense plus de 250.000 euros/an pour le

transport de ses déchets verts à Bruxelles-Compost (trajet de 8km) ;

3.2. Diminuer les dépenses logistiques des petits professionnels de jardins : - actuellement, les professionnels de jardins et petits entrepreneurs paient 65 euros/tonne de déchets verts purs qu'ils acheminent plusieurs fois par mois jusqu'à Bruxelles-Compost. ;

3.3. Activer des activités économiques locales : - un certain nombre d'acteurs locaux sont potentiellement en mesure de recréer des filières de valorisation du bois local (Sonian Wood Cooperative, etc.) ;

4. Gouvernance ;

4.1. Activer d'alliances nouvelles entre acteurs ;

a) Internes : - entre les lignes hiérarchiques des administrations (alliances verticales) ; - entre les services des administrations (alliances horizontales) ;

b) Externes : - entre administrations et professionnels de jardins : les uns pourraient bénéficier de flux de déchets verts purs à des conditions (encore à explorer) plus optimales pour les professionnels de jardins ; - entre administrations et citoyens : les administrations pourraient proposer en bien ;

Vu que pour Uccle, l'objectif de participation au LL 1 sont les suivants ;

1. Environnementaux ;

1.1. Diminuer les trajets en camions ;

1.2. Cesser la contamination de terres ;

1.3. Enclencher de pratiques régénératives des sols ;

2. Sociaux ;

2.1. Revaloriser de profils de fonction peu attractifs ;

3. Economiques ;

3.1. Diminuer les dépenses des administrations pour la collecte et le traitement des déchets verts ;

3.2. Diminuer les dépenses logistiques des petits professionnels de jardins ;

3.3. Activer des activités économiques locales ;

4. Gouvernance ;

4.1. Activer des alliances nouvelles entre acteurs (internes et externes) ;

Vu que le rôle d'Uccle dans le LL est l'expérimentation des techniques de recircularisation des déchets verts des espaces de pelouse (parcs, squares etc.), espaces boisés, arbres d'alignement, arbustes, massifs de plantes annuelles et vivaces de la commune avec la possibilité d'expérimentation d'un compost communal ;

Vu que les activités suivantes seront envisagées :

- Expérimentation concrète de pratiques sociotechniques innovantes ;
- Alimentation de la base de données en vue de l'évaluation qualitative et quantitative des pratiques concernées ;
- Reporting des pratiques / Participation au monitoring réflexif en action. Ajustement des pratiques ;
- Intégration des pratiques sociotechniques les plus pertinentes au plan social écologique et économique ;
- Diffusion ;

Vu que pour Uccle, la transversalité est assurée par le service vert ; vu la collaboration avec les services de la propreté et de l'éducation ainsi que les services de l'environnement et des décès ;

Vu que les 4 expérimentations à Uccle seraient :

- Mulching des gazons du cimetière ;

- Compost communal méso ;
- Broyat communal optimisé en bien commun ;
- Revalorisation des gros bois ;

Vu l'accord de collaboration,

Décide :

- de marquer son accord sur la participation de la Commune d'Uccle dans le projet Carbone;
- de valider l'accord de collaboration entre les différents participants au projet Carbone.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Koolstofproject : samenwerkingsakkoord.

De Raad,

Aangezien het Koolstofproject wil experimenteren met technieken om alle groenafvalstromen (bladeren, gras, takken, ruw hout) opnieuw in circulatie te brengen binnen verschillende gemeente- en gewestbesturen van het Brussels gewest;

Aangezien de coördinator van het organisatieplatform de vzw Centre d'écologie urbaine is; Aangezien de deelnemers aan het project de volgende zijn: gemeente Ukkel, gemeente Anderlecht, gemeente sint-Gillis, gemeente Sint-Pieters-Woluwe, Brussel Mobiliteit en de ULB;

Aangezien het voor deze actoren zaak is om via een herhaalde cyclus van opeenvolgende experimenten, evaluaties en aanpassingen de ophaling en de verwerking van hun groenafval over te nemen met het oog op een ecologisering van hun socio-technische praktijken en een geleide transitie, die dus betrekking heeft op milieukundige, sociale, economische/financiële en bestuurlijke elementen;

1. Milieukundig : minder trajecten, stopzetten van de bodemvervuiling met plastic, opstarten van regeneratieve praktijken;
2. Sociaal: opwaardering van weinig aantrekkelijke functieprofielen;
3. Economisch : minder uitgaven (logistiek, verwerking) en mogelijks stimuleren van lokale activiteiten van productieve energierugwinning;
4. Bestuurlijk : stimuleren van nieuwe bondgenootschappen tussen actoren die tot nu toe versnipperd waren (de eigen diensten van de besturen en de besturen, professionals en burgers);

Aangezien het Koolstofproject ertoe strekt :

- 1) Met de betrokken besturen de efficiëntste socio-technische vernieuwingen op sociaalecologisch, economisch en bestuurlijk vlak te bestuderen die het mogelijk maken de lokale opwaardering van de verschillende Brusselse groenafvalstromen (bladeren, gras, takken, ruw hout) te optimaliseren;
- 2) Te onderzoeken wat de meest geschikte administratieve, socio-technische, organisatorische, juridische, sociologische en territoriale inrichtingen zijn om de impact van de lokale opwaardering van de verschillende Brusselse groenafvalstromen van de testomgevingen van de betrokken besturen te optimaliseren;

Aangezien de fundamentele hypothese van het Koolstofproject erin bestaat te beweren dat het mogelijk is de volgende tastbare doelstellingen te bereiken door middel van de geplande experimenten;

1. Milieukundig :
 - 1.1. Minder trajecten van de vrachtwagens : - van de gemeentes (gemeentebesturen) naar Brussel Compost; - van tuinprofessionals naar Brussel Compost of naar andere industriële

composteereenheden buiten het gewest;

1.2. Stopzetten van de vervuiling van de Belgische bodem met microplastic : - van zuivere groenafvalstromen van de besturen/tuinprofessionals die verontreinigd zijn door het groenafval van de gezinnen dat microplastic bevat; - van de landbouvvelden/tuinen/groene ruimtes die verbeterd zijn door het compost van Brussel Compost;

1.3. Opstarten van regeneratieve praktijken van de bodem/aarde herscheppen : - het mulchen/bedekken met stro, de teelaarde, het compost en de gemalen houtschors kunnen dienen voor talrijke gebuiken en ruimtelijke vormen (inrichting van parken, verbetering van de levensvatbaarheid van de bodem);

2. Sociaal :

2.1. Weinig aantrekkelijke functieprofielen opwaarderen : - de gemeentearbeiders belast met het onderhoud van de groene ruimtes en de openbare reinheid zouden hun functieprofiel meer zin zien krijgen door een ecologisering van een zwaar beroep;

3. Economisch :

3.1. De uitgaven van de besturen voor de ophaling en de verwerking van groenafval verminderen: - een van de gemeentes van het Koolstofproject geeft in haar eentje meer dan 250.000 euro/jaar uit voor het transport van haar groenafval naar Brussel Compost (traject van 8 km);

3.2. De logistieke uitgaven van de kleine tuinprofessionals verminderen: - momenteel betalen de tuinprofessionals en kleine aannemers 65 euro/ton zuiver groenafval, dat ze meermaals per maand naar Brussel Compost voeren;

3.3. Lokale economische activiteiten stimuleren: - een aantal lokale actoren is mogelijks in staat om nieuwe opwaarderingsketens van lokaal hout te creëren (Sonian Wood Cooperative, enz.);

4. Bestuurlijk :

4.1. Nieuwe bondgenootschappen tussen actoren stimuleren :

a) Intern: - tussen de hiërarchische lijnen van de besturen (verticale bondgenootschappen); - tussen de diensten van de besturen (horizontale bondgenootschappen);

b) Extern: - tussen besturen en tuinprofessionals: de ene kan genieten van zuivere groenafvalstromen met optimalere omstandigheden (nog te onderzoeken) voor de tuinprofessionals; - tussen besturen en burgers: de besturen zouden een goed kunnen voorstellen;

Aangezien voor Ukkel de participatiedoelstellingen in living lab 1 de volgende zijn :

1. Milieukundig :

1.1. Minder trajecten met de vrachtwagen;

1.2. De bodemvervuiling stopzetten;

1.3. Opstarten van regeneratieve praktijken van de bodem;

2. Sociaal :

2.1. Weinig aantrekkelijke functieprofielen opwaarderen;

3. Economisch :

3.1. Minder uitgaven van de besturen voor de ophaling en verwerking van groenafval;

3.2. Minder logistieke uitgaven van kleine tuinprofessionals;

3.3. Lokale economische activiteiten stimuleren;

4. Bestuurlijk :

4.1. Nieuwe bondgenootschappen tussen (interne en externe) actoren stimuleren;

Aangezien de rol van Ukkel in het living lab erin bestaat te experimenteren met de technieken om het groenafval van de grasperken (parken, squares, enz.), beboste ruimtes, laanbomen, struiken, eenjarige en vaste plantenmassieven van de gemeente opnieuw in circulatie te brengen, met de mogelijkheid om te experimenteren met een gemeentelijke compost;

Aangezien de volgende activiteiten overwogen worden :

- Concreet experimenteren met vernieuwende socio-technische praktijken;
- Aanvullen van de databank met het oog op de kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van de betrokken praktijken;
- Reporting van de praktijken / Deelname aan de actieve reflexieve monitoring. Aanpassing van de praktijken;
- Integratie van de relevantste socio-technische praktijken op sociaal, ecologisch en economisch vlak;
- Verspreiding;

Aangezien de transversaliteit voor Ukkel verzekerd wordt door de Groendienst;
Gelet op de samenwerking met de diensten Reinheid, Opvoeding, Milieu en Overlijdens;
Aangezien de 4 experimenten in Ukkel de volgende zouden zijn :

- Mulchen van de grasperken van de begraafplaats;
- Gemeentelijke mesocompost;
- Geoptimaliseerde gemeentelijke gemalen houtschors in gemeenschappelijke goederen;
- Opwaardering van ruw hout;

Gelet op het samenwerkingsakkoord,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de deelname van de gemeente Ukkel aan het Koolstofproject;
- het samenwerkingsakkoord tussen de verschillende deelnemers aan het Koolstofproject te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

20200831_Accord de collaboration Carbone.doc

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

01.10.2020/A/0022 **Culture.- Subside aide à la création artistique.- Règlement.**

Le Conseil,

Attendu que le Collège, en séance du 1 septembre 2020, a marqué son accord pour la création d'un dispositif d'aide à la création sous la forme d'un subside;

Attendu que le règlement pour le subside à la création se trouve en pièce jointe à ce rapport de même que le formulaire;

Attendu que ce règlement et le formulaire ont été revus par le service juridique;

Attendu que le dispositif d'aide à la création vise surtout à soutenir les artistes professionnels ucclois qui ont souffert de la crise sanitaire en leur offrant la possibilité de recevoir un subside pour une création artistique;

Attendu que le montant global prévu pour le dispositif d'aide à la création est de 10.000 € et que ce montant est prévu à l'article 140/332-02/ 35 - Subsidies aux organismes au service des ménages;

Que les projets feront l'objet d'une sélection selon les critères prévus par le règlement et que la liste des projets sélectionnés sera soumise au Collège et au Conseil communal pour accord après réception des différentes propositions;

Qu'un jury composé de représentants politiques ucclois et du monde culturel feront la sélection des projets;

Que la composition détaillée du jury se trouve dans le règlement en pièce jointe,

Décide:

- de marquer son accord pour le lancement de l'appel à projets "aide à la création" pour un montant total de 10.000 € maximum en 2020 qui sera réparti entre les demandeurs remplissant les conditions de l'appel à projets;

- d'approuver le règlement du dispositif d'aide à la création en annexe et de le soumettre pour approbation au Conseil communal lors de sa prochaine séance.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Cultuur.- Subsidie steun aan de artistieke creatie.- Règlement.

De Raad,

Aangezien dat het College in zitting van 1 september 2020 heeft ingestemd op de invoering van een steunregeling in de vorm van een subsidie;

Aangezien dat het reglement alsook het formulier voor de creatieve subsidies in bijlage aan deze verslag te vinden zijn;

Aangezien dat deze reglement en het formulier door de juridische dienst zijn herzien;

Aangezien dat de creatieve steunregeling vooral ten doel heeft Ukkelse beroepskunstenaars die hebben geleden onder de gezondheids crisis te steunen door hen de mogelijkheid te bieden een subsidie te ontvangen voor een artistieke creatie;

Overwegende dat het totale bedrag dat voor de regeling inzake de creatiesteun 10.000 € voorziet op het artikel 140/332-02/35 - subsidies aan instanties die huishoudens dienen;

Dat de projecten geselecteerd zullen worden volgens de criteria van het reglement en dat de lijst van de geselecteerde projecten ter goedkeuring aan het College en de Gemeenteraad zal worden voorgelegd na ontvangst van de verschillende voorstellen;

Dat een jury bestaande uit Ukkelse politieke vertegenwoordigers en de culturele wereld de projecten zal selecteren;

Dat de gedetailleerde samenstelling van de jury te vinden is in bijlage,

Beslist :

- akkoord te gaan met de lancering van de oproep tot projecten "Creatiesteun" voor een totaalbedrag van maximaal € 10.000 € in 2020, die verdeeld zal worden onder de aanvragers die voldoen aan de voorwaarden van de oproep tot het indienen van projecten;

- het reglement van de verordening voor de creatiesteun in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Formulaire aide à la création.pdf, Règlement Aide à la création.pdf, reglement

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Service juridique - Juridische dienst

01.10.2020/A/0023 **Dossier Bois de la Cambre.- Ordonnance de police temporaire de circulation routière relative à la circulation routière adoptée par le Collège des Bourgmestres et Echevins de la Ville de Bruxelles lors de sa séance du 3 septembre 2020, publiée sur le site internet de la Ville de Bruxelles le 10 septembre 2020 et entrée en vigueur le 14 septembre 2020.- Autorisation d'ester en justice.**

Le Conseil,

Considérant que la Ville de Bruxelles a procédé à la fermeture totale du Bois de la Cambre dès le 19 mars 2020 lors du confinement imposé au plus fort de la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus du Covid-19 ;

Que dès le déconfinement progressif, la chaussée de la Hulpe, la chaussée de Waterloo et les quartiers limitrophes ont connu un flux intense et anormal de voitures provenant du sud de la région et de sa périphérie ;

Que M. le Bourgmestre a demandé un rendez-vous auprès du Bourgmestre de la Ville de Bruxelles afin de procéder à tout le moins à une réouverture partielle du Bois ;

Que lors de cette réunion qui s'est tenue le 26 mai 2020 en présence de l'échevin de la mobilité, M.Thibaud Wyngaard, de l'échevine du commerce, Mme Valentine Delwart, des représentants de la Ville de Bruxelles et de la ministre de la mobilité, Mme Elke Vandenbrandt, M. le Bourgmestre a sollicité une réouverture du bois et que l'on trouve une solution pérenne aux problèmes de mobilité suite à l'intention de la Ville de piétonner le bois avec les bourgmestres des communes concernées (Ixelles, Boitsfort, Rhode et Linkebeek) ;

Qu'à la sortie de cette réunion, la Ville a accepté de rouvrir le bois aux voitures, à l'exception du dimanche où toutes les rues du Bois de la Cambre restent fermées à la circulation, de la partie nord du Bois de la Cambre à la circulation routière ainsi que l'avenue du Ceres, la partie sud restant fermée comme c'était déjà le cas durant les week-ends avant le confinement ;

Qu'il fut enfin décidé qu'une nouvelle réunion se tiendrait durant l'été pour se mettre d'accord sur la solution concernant la rentrée de septembre ;

Considérant que le 25 juin 2020, le Conseil communal de la Commune d'Uccle vota une motion à l'unanimité des groupes politiques dans laquelle il a été entre autres sollicité une solution pour la boucle sud du bois avec a minima une ouverture de son accès via la chaussée de La Hulpe et une ouverture de l'avenue du Brésil pour atteindre l'avenue Roosevelt et ce conformément au plan régional de circulation routière « good move », un réaménagement du carrefour Hulpe-Roosevelt, un comptage du trafic dans les quartiers subissant les débits de fuite, des aménagements cyclistes dans le bois et une étude de la qualité de l'air chaussée de Waterloo ;

Considérant que lors d'une nouvelle entrevue du 8 juillet 2020, Bruxelles-Mobilité a présenté des comptages qui selon les représentants de la Commune d'Uccle ne pouvaient pas refléter ceux du retour « à la normale » puisque l'on comparait des chiffres de 2019,

sans autre précision de date « avant Covid » (sic) à des chiffres du 25 juin 2020, soit sans reprise réelle du travail, de l'économie et des écoles ;

Que cependant, tout le monde autour de la table a reconnu que des embouteillages anormaux impactaient la chaussée de Waterloo et la chaussée de la Hulpe ;

Que dans son ordonnance de police du 28 mai 2020, lors de la phase de déconfinement et alors que le trafic routier n'était pas en pleine capacité, la Ville de Bruxelles admettait que « *Considérant cependant que la fermeture complète à la circulation du bois a un impact sur les voiries (régionales) qui entourent celui-ci ; Que notamment, des perturbations de la circulation ont été constatées sur la chaussée de Waterloo* »

Que dès cette réunion, Bruxelles-Mobilité a annoncé entamer les études pour commencer le réaménagement du carrefour Hulpe-Roosevelt pour y permettre un stockage de voitures plus important ;

Qu'en outre, il fut obtenu de la STIB que les bus scolaires desservant les écoles du quartier (Ecole UE et Lycée Français) pourront emprunter le trajet du bus 41 (Villa Lorraine vers avenue du Brésil) ;

Considérant que le 15 juillet 2020, cinq scénarii furent présentés aux parties dont 3 proposés par les soins de la commune d'Uccle en sachant que la Ville de Bruxelles s'opposait fermement à une demande de réouverture complète du bois dès lors qu'elle souhaitait piétonniser une grande majorité du bois ;

Que les deux premières propositions de la Commune d'Uccle consistaient l'une en la mise en double sens de l'avenue de Diane et de l'avenue de Groenendael (scénario 5 - soit de Louise vers Lorraine-partie ouest du bois) avec des accès vers Churchill et De Fré et l'autre à celle prévue dans la motion (scénario 4 - Accès via chaussée de la Hulpe et sortie sur avenue du Brésil) ;

Que le troisième scénario consistait en la possibilité d'ouvrir le bois selon des horaires tenant compte les heures de pointe a également été émise par le Bourgmestre ;

Qu'enfin, la ville de Bruxelles proposait trois options (fermeture totale, réouverture, à l'exception du dimanche où toutes les rues du Bois de la Cambre restent fermées à la circulation, de la partie nord du Bois de la Cambre à la circulation routière ainsi que l'avenue du Ceres, la partie sud restant fermée, comme c'était déjà le cas durant les week-ends avant le confinement et avenue de Diane en double sens de Louise à De Fré avec accès à Churchill) ;

Qu'il était évident que plusieurs solutions devaient être testées mais la Ville en a décidé autrement en ne testant qu'une seule solution à savoir le schéma 3, soit Diane en double sens de Louise à De Fré;

Considérant que M. le Bourgmestre a fait savoir par email du 17 juillet 2020 et lors de la 4^{ème} réunion du 5 août 2020 qu'il était hors de question qu'il ne soit procédé qu'à un seul test qui plus est celui de l'option de la Ville de Bruxelles et qu'il fallait effectuer un deuxième test ou à tout le moins tester la solution prévue dans le plan good move concernant la Boucle sud ;

Qu'à ce stade, la Ville a maintenu sa décision de ne procéder qu'à un seul test comme cela a été confirmé lors de la dernière réunion du 2 septembre dernier ;

Considérant que lors de sa séance du 23 juin 2020, l'Assemblée a désigné Me Michel Kaiser, avocat spécialisé en droit administratif, afin d'établir une consultation juridique portant sur les leviers/arguments que la Commune d'Uccle pourrait mobiliser face à toute décision unilatérale qui serait prise par la Ville de Bruxelles en matière de mobilité/circulation routière, par exemple une fermeture de voirie dans le Bois de la Cambre ; que pour rappel, à ce stade du dossier, une ordonnance de police temporaire de circulation routière avait été adoptée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville de Bruxelles en date du 28 mai afin de permettre la réouverture, à l'exception du dimanche où toutes les rues du Bois de la Cambre restent fermées à la circulation, de la

partie nord du bois de la Cambre) la circulation routière ainsi que l'avenue du Ceres, la partie sud restant fermée, comme c'était déjà le cas durant les week-ends avant le confinement ; Que cette ordonnance était d'application jusqu'au 15 septembre 2020 ; Que Me Kaiser a rendu une première consultation juridique en date du 7 juillet 2020 afin de donner certains arguments à la Commune d'Uccle susceptibles d'appuyer une position moins attentatoire à la qualité de vie des riverains ucclois du Bois de la Cambre et ce, dans le cadre d'une réunion entre la Ville de Bruxelles, Ixelles, Watermael-Boitsfort, Rhode-Saint-Genèse, la Région et la Commune d'Uccle qui s'est tenue le 8 juillet 2020 ;

Considérant qu'en date du 31 août 2020, Me Kaiser a rendu une nouvelle consultation juridique relative aux recours juridictionnels qui s'offrent à la Commune à l'encontre de l'ordonnance de police temporaire, valable jusqu'au 15 novembre 2020, que le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville de Bruxelles comptait alors adopter pour procéder à une phase de test en vue de la fermeture définitive de la boucle sud du Bois de la Cambre, via un règlement complémentaire de circulation routière ;

Que cette ordonnance de police temporaire de circulation routière relative à la circulation routière adoptée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville de Bruxelles lors de sa séance du 3 septembre 2020, publiée sur le site internet de la Ville le 10 septembre 2020, est entrée en vigueur le 14 septembre 2020 ;

Que le dispositif de cette ordonnance prévoit que :

« Article 1:

Prendre les mesures suivantes, conformément au plan ci-annexé :

- *Instaurer la circulation routière en double sens sur l'avenue de Diane, entre l'avenue Louise et l'avenue de la Belle Alliance, avec une seule bande de circulation dans le sens nord-sud et deux bandes de circulation dans le sens sud-nord ;*

- *Mettre en place sur l'avenue de Diane, entre l'avenue Louise et l'avenue de la Belle Alliance, une piste cyclable unidirectionnelle, en direction nord-sud ;*

- *A hauteur des carrefours concernés, délimiter des bandes de présélection ; - Maintenir le stationnement latéral en voirie, au côté du parc ;*

- *Créer des poches de stationnement sur l'avenue de Diane, entre le carrefour des Attelages et l'avenue de la Laiterie, et sur l'avenue de Flore, entre l'avenue de la Laiterie et l'avenue de l'Orée (accès via l'avenue de l'Orée) ;*

- *Fermer à la circulation la boucle dit « sud », autorisant toutefois le passage du bus 41 de la STIB, des véhicules prioritaires, de transport PMR organisé et des bus scolaires ;*

- *Fermer à la circulation la boucle dit « nord-est »: entre l'avenue de la Laiterie et l'avenue de Flore.*

Article 2:

Les mesures prévues à l'article 1 de la présente ordonnance entrent en vigueur le 14 septembre 2020 et sont d'application jusqu'au 15 novembre 2020 inclus. À dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'ordonnance du 28 mai 2020 relative à la fermeture du Bois de la Cambre pour la circulation routière, suite aux mesures fédérales liées à la pandémie COVID-19, n'est plus d'application » ;

Considérant qu'il ressort de la dernière consultation juridique de Me Kaiser que deux voies d'actions sont possibles : un recours devant le Conseil d'Etat selon la procédure de suspension d'extrême urgence ou une action en référé devant le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles ;

Considérant que lors de sa séance du 17 septembre 2020, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'introduire, sur la base de la combinaison de l'article 123, 8° et de l'article 270, al. 1^{er} de la NLC, un recours judiciaire en référé devant le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles à l'encontre de la Ville de Bruxelles et de la Région de Bruxelles-Capitale afin notamment et sous réserve d'évolution en cours de préparation de la citation :

de tenter d'obtenir dès l'audience d'introduction ou à très bref délai les mesures avant-dire droit suivantes :

- l'injonction à la Région de Bruxelles-capitale de produire l'ensemble des données de mesurage des effets sur la circulation au sein du Bois de la Cambre et dans les quartiers avoisinants pour diverses périodes (test en cours, année précédente...);
- l'injonction à la Ville de Bruxelles d'une part, de produire, les outils d'évaluation qu'elle a adoptés pour évaluer la phase de test ainsi que ses intentions, sur la base de différents scénarios, en termes de mobilité au sein du bois de la Cambre, à partir du 15 novembre 2020 en fonction de l'évaluation du test ainsi mis en œuvre ;

d'obtenir après un bref échange de conclusions vu l'urgence impérieuse :

- l'injonction à la Ville de Bruxelles, première partie citée, de cesser de mettre en œuvre, en l'état, l'arrêté de son Collège des Bourgmestre et Echevins du 3 septembre 2020 « Bois de la Cambre – Ordonnance temporaire de police – Phase test à partir du 14/09/2020 » et d'y apporter les modifications requises, et spécialement en vue de le rendre conforme au plan régional de mobilité « Good move » s'agissant de la boucle sud;
- l'injonction à la Ville de Bruxelles et pour autant que de besoin, à la Région de Bruxelles-capitale, seconde partie citée de permettre le retour au plan de mobilité pour le Bois de la Cambre antérieur à la situation actuelle le plus rapidement possible et en tout cas la désignation d'un expert, bureau d'étude spécialisé en mobilité et évaluation des incidences environnementales, en lui confiant une mission complète (rapport d'évaluation des incidences) d'examen et d'évaluation des données et des différents scénarios et de conseil à la prise de décision politique pour l'avenir de la mobilité au sein du Bois de la Cambre et une mission de tentative de concertation complète entre la Ville et les des communes impactées ;

Que Me Kaiser a été désigné afin de représenter les intérêts de la Commune d'Uccle dans ce nouveau contentieux judiciaire et qu'il a été chargé d'introduire la citation en référé dans les plus brefs délais et ce, pour le 22 septembre 2020 au plus tard ;

Considérant que lors de cette séance du 17 septembre 2020, le Collège des Bourgmestre et Echevins a également décidé d'introduire une action au fond devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles à l'encontre de la Ville de Bruxelles et de la Région de Bruxelles-Capitale afin notamment :

- de confirmer, si nécessaire, les mesures qui auraient été ordonnées en référé ;
- de solliciter, si elle n'a pas été décidée en référé, la mission d'expertise précitée ;
- d'enjoindre la Ville de Bruxelles, et pour autant que de besoin, à la Région de Bruxelles-Capitale de n'adopter de nouvelle décision relative à la mobilité au sein du Bois de la Cambre qu'en tenant compte du rapport d'expertise et qu'après avoir mené une concertation complète et équilibrée avec les différentes communes limitrophes du Bois de la Cambre ;

Que cette action au fond permettra en effet avec certitude la désignation d'un expert si le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles n'y fait pas droit lors de l'action en référé ;

Que le Collège des Bourgmestre et Echevins sollicite dès lors l'autorisation du Conseil communal lors de sa séance du 1^{er} octobre 2020 afin d'introduire cette action judiciaire au fond et ce, dans le respect de la combinaison de l'article 123 8° et de l'article 270 al.2 de la NLC;

Que moyennant l'autorisation du Conseil communal, Me Kaiser a été chargé d'introduire la citation au fond dès le lendemain du Conseil communal autorisant le Collège Echevinal à ester en justice soit, dès le 2 octobre 2020 ;

Vu les articles 123 8° et 270 al. 2 de la NLC,

Décide :

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins d'introduire une action au fond devant

le Tribunal de Première Instance de Bruxelles à l'encontre de la Ville de Bruxelles et de la Région de Bruxelles-Capitale afin notamment :

- de confirmer, pour autant que de besoin, les mesures qui auraient été ordonnées en référé ;
- de solliciter, si elle n'a pas été prononcée en référé, la mission d'expertise précitée ;
- d'enjoindre la Ville de Bruxelles, et pour autant que de besoin, la Région de Bruxelles-Capitale de n'adopter de nouvelle décision relative à la mobilité au sein du Bois de la Cambre qu'en tenant compte du rapport d'expertise et qu'après avoir mené une concertation complète et équilibrée avec les différentes communes limitrophes du Bois de la Cambre.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 24 votes positifs, 13 votes négatifs.

Non : Thibaud Wyngaard, Maëlle De Brouwer, Perrine Ledan, François Jean Jacques Lambert, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Lise Goetghebuer, Laurence Anne Vandeputte, Aleksandra Kokaj, Blaise Godefroid, Caroline Van Neste, Cédric Didier Norré, Björn Becker.

Dossier Ter Kamerenbos.- Tijdelijke politieverordening op het wegverkeer goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van de Stad Brussel in zitting van 3 september 2020, gepubliceerd op de website van de Stad Brussel op 10 september 2020 en in werking getreden op 14 september 2020.- Toestemming om een rechtszaak aan te spannen.

De Raad,

Overwegende dat de Stad Brussel overgegaan is tot de volledige sluiting van het Ter Kamerenbos vanaf 19 maart 2020 tijdens de lockdown, opgelegd tijdens de piek van de gezondheidscrisis te wijten aan de verspreiding van het coronavirus COVID-19;

Dat de Terhulpensteeweg, de Waterlooesteeweg en de aangrenzende wijken vanaf de geleidelijke afbouw van de lockdown een grote en abnormale toestroom van voertuigen uit het zuiden van het gewest en van de rand ervan gekend hebben;

Dat de burgemeester een ontmoeting met de burgemeester van de Stad Brussel gevraagd heeft om het bos op zijn minst gedeeltelijk te heropenen;

Dat de burgemeester tijdens deze ontmoeting van 26 mei 2020, in aanwezigheid van de schepenen van Mobiliteit, dhr. Thibaud Wyngaard, de schepenen van Handel, mevr. Valentine Delwart, vertegenwoordigers van de Stad Brussel en de minister van Mobiliteit, mevr. Elke Vandenbrandt, een heropening van het bos gevraagd heeft en dat er een duurzame oplossing gezocht zou worden voor de mobiliteitsproblemen ingevolge de intentie van de Stad met de burgemeesters van de betrokken gemeentes (Elsene, Bosvoorde, Sint-Genesius-Rode en Linkebeek) om het bos voor te behouden voor voetgangers;

Dat de Stad na deze vergadering aanvaard heeft het noordelijk deel van het Ter Kamerenbos en de Cereslaan voor het wegverkeer heropenen, met uitzondering van zondag, wanneer alle straten van het Ter Kamerenbos afgesloten blijven voor het verkeer, waarbij het zuidelijk deel gesloten blijft zoals al het geval was tijdens de weekends voor de lockdown;

Dat tot slot beslist werd dat in de zomer een nieuwe vergadering zou plaatsvinden om het eens te worden over de oplossing voor het nieuwe schooljaar in september;

Overwegende dat de gemeenteraad van de gemeente Ukkel op 25 juni 2020 met eenparigheid van stemmen van de politieke fracties een motie gestemd heeft waarin onder andere een oplossing voor de zuidelijke lus met minstens een opening van de toegang via de Terhulpensteeweg, een opening van de Braziliëlaan om de Rooseveltlaan te bereiken

overeenkomstig het gewestelijk mobiliteitsplan Good Move, een heraanleg van het kruispunt Terhulpen-Roosevelt, een verkeerstelling in de wijken die de uitlaatdebieten ondergaan, fietsinrichtingen in het bos en een studie van de luchtkwaliteit in de Waterlooosesteenweg gevraagd werd;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit tijdens een nieuwe ontmoeting van 8 juli 2020 tellingen voorgesteld heeft die volgens de vertegenwoordigers van de gemeente Ukkel de terugkeer "naar normaal" niet konden weerspiegelen aangezien cijfers van 2019, zonder verdere verduidelijking van datum "voor COVID", vergeleken werden met cijfers van 25 juni 2020, hetzij zonder werkelijke hervatting van het werk, van het economisch leven en van de scholen;

Dat iedereen rond de tafel echter erkend heeft dat de Waterlooosesteenweg en de Terhulpensteenweg getroffen worden door abnormale files;

Dat de Stad Brussel in haar politieverordening van 28 mei 2020, tijdens de fase van afbouw van de lockdown en terwijl het wegverkeer niet op volle capaciteit verliep, toegaf: *"Overwegende echter dat de volledige sluiting van het bos voor het verkeer een impact heeft op de omringende (gewest)wegen; Dat er meer bepaald verkeersstoringen vastgesteld werden op de Waterlooosesteenweg"*;

Dat Brussel Mobiliteit na deze vergadering aangekondigd heeft de studies op te starten om de heraanleg van het kruispunt Terhulpen-Roosevelt aan te vangen voor een grotere capaciteit van voertuigen;

Dat bovendien van de MIVB bekomen werd dat de schoolbussen die de scholen in de wijk (EU-school en Frans Lyceum) bedienen het traject van bus 41 mogen gebruiken (Villa Lorraine naar Braziliëlaan);

Overwegende dat op 15 juli 2020 vijf scenario's voorgesteld werden aan de partijen, waarvan 3 voorgesteld door de gemeente Ukkel, aangezien de Stad Brussel zich hevig verzet tegen een vraag tot volledige heropening van het bos, aangezien ze een grote meerderheid van het bos wil voorbehouden voor voetgangers;

Dat het eerste voorstel van de gemeente Ukkel erin bestaat het verkeer in de Dianalaan en de Groenendaalselaan in twee richtingen te laten verlopen (scenario 5 - hetzij van Louiza naar Lorraine - westelijk deel van het bos) met toegangen via Churchill en De Fré, en het tweede voorzien is in de motie (scenario 4 - ingang via de Terhulpensteenweg en uitgang via de Braziliëlaan);

Dat het derde scenario, bestaande uit de mogelijkheid om het bos te openen volgens openingsuren rekening houdend met de spitsuren, eveneens door de burgemeester voorgesteld werd;

Dat de Stad Brussel tot slot drie opties voorstelde (volledige sluiting, heropening, met uitzondering van zondag, wanneer alle straten van het Ter Kamerenbos afgesloten blijven voor het verkeer, van het noordelijk deel van het Ter Kamerenbos en de Cereslaan voor het wegverkeer, waarbij het zuidelijk deel gesloten blijft zoals al het geval was tijdens de weekends voor de lockdown en verkeer in de Dianalaan in beide richtingen van Louiza naar De Fré met toegang via Churchill);

Dat het evident was dat meerdere oplossingen getest moesten worden, maar de Stad er anders over beslist heeft door slechts een oplossing te testen, meer bepaald schema 3, hetzij Diana in dubbele richting van Louiza naar De Fré;

Overwegende dat de burgemeester per e-mail van 17 juli 2020 en tijdens de 4e ontmoeting van 5 augustus 2020 heeft laten weten dat er geen sprake van was dat er slechts een test verricht werd, die bovendien de optie van de Stad Brussel is, en dat er een tweede test verricht moest worden of dat op zijn minst de oplossing voorzien in het Good Moveplan voor de zuidelijke lus getest moest worden;

Dat de Stad in dit stadium bij haar beslissing bleef om slechts een test uit te voeren zoals bevestigd werd tijdens de laatste vergadering van 2 september;

Overwegende dat de vergadering in zitting van 23 juni 2020 meester Michel Kaiser, advocaat gespecialiseerd in bestuursrecht, aangesteld heeft om juridisch advies op te stellen over de beweegredenen/argumenten waarop de gemeente Ukkel een beroep zou kunnen doen tegenover elke eenzijdige beslissing van de Stad Brussel inzake mobiliteit/wegverkeer, bijvoorbeeld een weg afsluiten in het Ter Kamerenbos; dat ter herinnering in dit stadium van het dossier een tijdelijke politieverordening op het wegverkeer op 28 mei goedgekeurd werd door het college van burgemeester en schepenen van de Stad Brussel om de heropening, met uitzondering van zondag, wanneer alle straten van het Ter Kamerenbos gesloten blijven voor het verkeer, van het noordelijk deel van het Ter Kamerenbos en de Cereslaan voor het wegverkeer mogelijk te maken, waarbij het zuidelijk deel gesloten blijft zoals al het geval was tijdens de weekends voor de lockdown; Dat deze verordening van toepassing was tot 15 september 2020; Dat meester Kaiser op 7 juli 2020 een eerste juridisch advies geformuleerd heeft om de gemeente Ukkel bepaalde argumenten te geven die een standpunt kunnen steunen dat minder inbreuk maakt op de levenskwaliteit van de Ukkelse buurtbewoners van het Ter Kamerenbos, en dit in het kader van een vergadering tussen de Stad Brussel, Elsene, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Genesius-Rode, het gewest en de gemeente Ukkel op 8 juli 2020;

Overwegende dat meester Kaiser op 31 augustus 2020 een nieuw juridisch advies geformuleerd heeft met betrekking tot de rechtsmiddelen die de gemeente heeft tegen de tijdelijke politieverordening, geldig tot 15 november 2020, die het college van burgemeester en schepenen van de Stad Brussel dan wou goedkeuren om over te gaan tot een testfase met het oog op de definitieve sluiting van de zuidelijke lus van het Ter Kamerenbos via een aanvullend reglement op het wegverkeer;

Dat deze tijdelijke politieverordening op het wegverkeer, goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van de Stad Brussel in zitting van 3 september 2020 en gepubliceerd op de website van de Stad op 10 september 2020, in werking getreden is op 14 september 2020;

Dat de bepalingen van deze verordening het volgende voorzien:

"Artikel 1:

De volgende maatregelen nemen, overeenkomstig het bijgevoegde plan:

- Verkeer toelaten in twee richtingen op de Dianalaan, tussen de Louizalaan en de Belle Alliancelaan, met één rijstrook in de noord-zuidrichting en twee rijstroken in de zuid-noordrichting;

- Een eenrichtingsfietspad voorzien op de Dianalaan, tussen de Louizalaan en de Belle Alliancelaan, in noord-zuidrichting;

- Ter hoogte van de betrokken kruispunten, voorsorteerstroken aanbrengen;

- Parallel parkeren behouden op straat, aan de kant van het park;

- Parkeerruimtes voorzien op de Dianalaan, tussen Gespanhoek en de Melkerijlaan en op de Floralaan, tussen de Melkerijlaan en de Zoomlaan (met toegang via de Zoomlaan);

- De zogenaamde "zuidlus" afsluiten voor het wegverkeer, waarbij evenwel de doorgang van bus 41 van de MIVB, van prioritaire voertuigen, van georganiseerd transport van mindervaliden en van schoolbussen wordt toegelaten;

- De zogenaamde "noordlus" afsluiten voor het wegverkeer, tussen de Melkerijlaan en de Floralaan.

Artikel 2:

De maatregelen voorzien in artikel 1 van de huidige verordening treden in werking op 14 september 2020 en zijn van toepassing tot en met 15 november 2020. Vanaf de inwerkingtreding van de huidige verordening is de verordening van 28 mei 2020 met betrekking tot de sluiting van het Ter Kamerenbos voor het wegverkeer, als gevolg van de federale maatregelen met betrekking tot de COVID-19 pandemie, niet meer van toepassing."

Overwegende dat uit het laatste juridisch advies van meester Kaiser blijkt dat er twee rechtsvorderingen mogelijk zijn: een beroep voor de Raad van State volgens de procedure tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid of een zaak in kort geding voor de voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 17 september 2020 beslist heeft, op basis van de combinatie van artikel 123 8° en artikel 270, 1e lid van de NGW, een gerechtelijk beroep in kort geding voor de voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel in te dienen tegen de Stad Brussel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om meer bepaald, onder voorbehoud van veranderingen tijdens de voorbereiding van de dagvaarding:

Te trachten onmiddellijk na de inleidende zitting of op erg korte termijn de volgende maatregelen alvorens recht te doen te bekomen:

- Het rechterlijk bevel aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om alle meetgegevens van de gevolgen voor het verkeer in het Ter Kamerenbos en in de naburige wijken voor verschillende periodes (lopende test, vorig jaar, ...) voor te leggen;

- Het rechterlijk bevel aan de Stad Brussel om enerzijds de evaluatietools voor te leggen die ze ingevoerd heeft om de testfase te beoordelen, alsook haar intenties, op basis van verschillende scenario's, op vlak van mobiliteit in het Ter Kamerenbos, vanaf 15 november 2020 op basis van de beoordeling van de test die zo uitgevoerd wordt;

Na een korte uitwisseling van conclusies wegens de hoogdringendheid het volgende te bekomen:

- Het rechterlijk bevel aan de Stad Brussel, de eerste gedagvaarde partij, om een einde te stellen aan de uitvoering in de huidige toestand van het besluit van haar college van burgemeester en schepenen van 3 september 2020 "Ter Kamerenbos - Tijdelijke politieverordening - Testfase vanaf 14/09/2020" en er de vereiste wijzigingen in aan te brengen, in het bijzonder om zich te schikken naar het Gewestelijk Mobiliteitsplan Good Move, wanneer het gaat om de zuidelijke lus;

- Het rechterlijk bevel aan de Stad Brussel en voor zover nodig aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de tweede gedagvaarde partij, om zo snel mogelijk terug te kunnen keren naar het mobiliteitsplan voor het Ter Kamerenbos van voor de huidige toestand en in elk geval een deskundige, studie bureau gespecialiseerd in mobiliteit en milieueffectenbeoordeling, aan te kunnen stellen door hem een volledige opdracht van onderzoek (verslag van effectenbeoordeling), beoordeling van de gegevens en van de verschillende scenario's en advies bij de politieke beslissing over de toekomst van de mobiliteit in het Ter Kamerenbos en een opdracht voor een poging tot volledig overleg tussen de Stad en de getroffen gemeentes toe te vertrouwen;

Dat meester Kaiser aangesteld werd om de belangen van de gemeente Ukkel te vertegenwoordigen in dit nieuw gerechtelijk geschil en dat hij ermee belast werd de dagvaarding in kort geding zo snel mogelijk in te dienen, en dit uiterlijk voor 22 september 2020;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in deze zitting van 17 september 2020 beslist heeft een principiële rechtsvordering voor de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel in te dienen tegen de Stad Brussel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om meer bepaald :

- Desgevallend de maatregelen te bevestigen die in kort geding opgelegd zouden worden;

- De voornoemde expertiseopdracht te vragen indien er niet toe beslist werd in kort geding;

- De Stad Brussel en voor zover nodig het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te gelasten pas een nieuwe beslissing over de mobiliteit in het Ter Kamerenbos goed te keuren door rekening te houden met het expertiseverslag en na een volledig en evenwichtig overleg met de verschillende grensgemeenten van het Ter Kamerenbos;

Dat deze principiële rechtsvordering immers met zekerheid de aanstelling van een

deskundige mogelijk maakt indien de voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel er geen gevolg aan geeft tijdens de zaak in kort geding;

Dat het college van burgemeester en schepenen bijgevolg de toestemming van de gemeenteraad in zitting van 1 oktober 2020 vraagt om deze principiële rechtsvordering in te dienen, met naleving van de combinatie van artikel 123 8° en artikel 270 2e lid van de NGW;

Dat middels de toestemming van de gemeenteraad meester Kaiser ermee belast werd de principiële dagvaarding in te dienen vanaf de dag na de gemeenteraad die het schepencollege toestaat een rechtszaak aan te spannen, hetzij vanaf 2 oktober 2020;

Gelet op artikel 123 8° en 270 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet,

Beslist :

Het college van burgemeester en schepenen toe te staan een principiële rechtsvordering voor de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel in te dienen tegen de Stad Brussel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om meer bepaald :

- voor zover nodig de maatregelen te bevestigen die in kort geding opgelegd zouden worden;

- de voornoemde expertiseopdracht te vragen indien er geen uitspraak over gedaan werd in kort geding;

- de Stad Brussel en voor zover nodig het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te gelasten pas een nieuwe beslissing over de mobiliteit in het Ter Kamerenbos goed te keuren door rekening te houden met het expertiseverslag en na een volledig en evenwichtig overleg met de verschillende grensgemeenten van het Ter Kamerenbos.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 24 positieve stemmen, 13 negatieve stemmen.

Nee : Thibaud Wyngaard, Maëlle De Brouwer, Perrine Ledan, François Jean Jacques Lambert, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Lise Goetghebuer, Laurence Anne Vandeputte, Aleksandra Kokaj, Blaise Godefroid, Caroline Van Neste, Cédric Didier Norré, Björn Becker.

3 annexes / 3 bijlagen

Note juridique avant concertation du 8 juillet pdf.pdf, Ordonnance Ville de Bruxelles du 03 09 2020.pdf, Consultation Commune d'Uccle (rec jctionnels).pdf

01.10.2020/A/0024 **Ordonnance de police du Conseil communal du 1er octobre 2020 limitant le public à 14 personnes maximum lors de la séance du Conseil communal du 22 octobre 2020 en vue de respecter la distanciation sociale.- Adoption.**

Le Conseil,

Vu les articles 119 et 135, § 2 de la Nouvelles Loi Communale;

Que l'article 119 al.1er de la Nouvelle Loi Communale plus particulièrement dispose que « *le conseil fait les règlements communaux d'administration intérieure et les ordonnances de police communale, à l'exception des ordonnances de police temporaires visées à l'article 130 bis* »;

Vu la circulaire ministérielle- Covid-19- Mesures organisationnelles dans le cadre de la crise sanitaire-fonctionnement des instances de décision du 18 mars 2020;

Vu l'arrêté ministériel portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 du 30 juin 2020 tel que modifié par l'arrêté ministériel du 22 août 2020;

Considérant que le coronavirus COVID-19 continue à se propager sur le territoire européen et en Belgique ; qu'à Bruxelles, le nombre de nouvelles contaminations est particulièrement inquiétant;

Considérant le risque sanitaire du fait de la rapidité de la propagation de la pandémie du coronavirus COVID-19, de la nécessité de la contenir et de l'atténuer sur le territoire ucclois afin de préserver la santé des citoyens;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires;

Considérant que seules les mesures promulguées par le Gouvernement fédéral pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 relatives entre autres à la distanciation sociale sont de nature à endiguer la propagation du coronavirus COVID-19 et ainsi garantir la santé publique;

Considérant que pour répondre à l'urgence et pallier aux risques que présente le coronavirus COVID-19 pour la santé publique, les mesures ainsi promulguées par les autorités doivent être scrupuleusement respectées;

Considérant en l'espèce, que la salle du Conseil communal sise au 1^{er} étage de la Maison Communale, Place Jean Vander Elst, 29 a été réaménagée afin que les séances du Conseil communal puissent se tenir en présentiel et ce, dans le respect des règles sanitaires et notamment le respect de la distanciation sociale;

Qu'à cet égard, pour respecter la règle de la distanciation sociale, vu la configuration des lieux, le nombre de conseillers et la présence de membres du secrétariat communal afin d'effectuer le travail administratif, seules 14 personnes maximum pourront être accueillies dans le public (citoyens/ presse);

Que le maintien de la possibilité d'accueillir le public, même en nombre réduit, est primordial pour le respect du débat démocratique;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'adopter une ordonnance de police limitant le public à 14 personnes maximum lors de la séance du Conseil communal du 22 octobre 2020 en vue de respecter la distanciation sociale,

Décide d'adopter l'ordonnance de police ci-annexée limitant le public à 14 personnes maximum lors de la séance du Conseil communal du 22 octobre 2020 en vue de respecter la distanciation sociale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Politieverordening van de gemeenteraad van 1 oktober 2020 ter beperking van het publiek tot hoogstens 14 personen tijdens de zitting van de gemeenteraad van 22 oktober 2020 om de social distancing na te leven.- Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op artikel 119 en 135, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Aangezien artikel 119, 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet meer in het bijzonder bepaalt: "*De gemeenteraad maakt de gemeentelijke reglementen van inwendig bestuur en de gemeentelijke politieverordeningen, met uitzondering van de tijdelijke politieverordeningen bedoeld in artikel 130bis*";

Gelet op de ministeriële omzendbrief - COVID-19 - Organisatorische maatregelen in het kader van de gezondheidscrisis - werking van de besluitvormende organen van 18 maart 2020;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 22 augustus 2020;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 zich blijft verspreiden op het Europees grondgebied en in België; dat het aantal nieuwe besmettingen in Brussel bijzonder verontrustend is;

Overwegende de hoogdringendheid en het gezondheidsrisico wegens de snelle verspreiding van de pandemie van het coronavirus COVID-19, de noodzaak om ze in bedwang te houden en te verzwakken op het Ukkelse grondgebied om de gezondheid van de burgers te beschermen;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een besmettelijke ziekte is die gewoonlijk de longen en luchtwegen aantast;

Overwegende dat enkel de maatregelen afgekondigd door de federale regering om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, onder andere de social distancing, geschikt zijn om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 in te dijken en zo de volksgezondheid te verzekeren;

Overwegende dat de door de overheden afgekondigde maatregelen strikt nageleefd moeten worden om te beantwoorden aan de hoogdringendheid en de gevolgen van de risico's van het coronavirus COVID-19 voor de volksgezondheid te verzachten;

Overwegende dat in het onderhavige geval de gemeenteraadzaal op de 1e verdieping van het gemeentehuis, Jean Vander Elstplein 29, heringericht werd zodat de zittingen van de gemeenteraad kunnen plaatsvinden met fysieke aanwezigheid en dit met naleving van de gezondheidsregels en meer bepaald de naleving van de social distancing;

Dat in dit opzicht, gelet op de inrichting van de locatie, het aantal raadsleden en de aanwezigheid van leden van het gemeentesecretariaat om het administratief werk te verrichten, hoogstens 14 personen in het publiek mogen plaatsnemen (burgers/pers) om de regel van social distancing na te leven;

Dat het behoud van de mogelijkheid om het publiek te ontvangen, zelfs in beperkt aantal, uiterst belangrijk is voor de naleving van het democratisch debat;

Overwegende dat bijgevolg een politieverordening goedgekeurd moet worden ter beperking van het publiek tot hoogstens 14 personen tijdens de zitting van de gemeenteraad van 22 oktober 2020 om de social distancing na te leven,

Beslist de bijgevoegde politieverordening goed te keuren ter beperking van het publiek tot hoogstens 14 personen tijdens de zitting van de gemeenteraad van 22 oktober 2020 om de social distancing na te leven.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Ordonnance+de+police-

limitation+du+public+à+14+personnes+lors+du+Conseil+du+22+octobre+2020+

(NL).pdf, Ordonnance+de+police-

+limitation+du+public+à+14+personnes+Conseil+du+22+octobre+2020 (1).pdf

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

**DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE
EN ECONOMISCHE ZAKEN**

Action sociale - Sociale actie

01.10.2020/A/0025 **A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.- Compte 2019.**

Le Conseil,

Attendu que le l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle a été constituée par le Conseil communal en date du 27 juin 1991;

Vu que l'A.S.B.L. présente son rapport d'activité et son compte 2019 approuvé par l'Assemblée Générale en séance du 23 juin 2020?

Prend acte du compte 2019 de l'A.S.B.L. Animation prévention Socio-Culturelle.

Le Conseil prend connaissance.

36 votants : 36 votes positifs.

V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.- Rekening 2019.

De Raad,

Aangezien dat de V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie opgericht werd door een beslissing van de Gemeenteraad, genomen in zitting van 27 juni 1991;

Gezien dat de V.Z.W. zijn activiteitsverslag en de rekening voor 2019, door de Algemene Vergadering goedgekeurd in zitting van 23 juni 2019, voorstelt;

Neemt kennis van de rekening 2019 van de V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.

De Raad neemt kennis.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Compte 2019.pdf, Rapport d'activités 2019 - Le Pas.pdf

Prévention - Preventie

01.10.2020/A/0026 **Approbation de la convention d'occupation de la salle de sport de l'Athénée Royal Uccle II pour les deux années scolaires 2020-2021 et 2021-2022.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 9 novembre 2017 qui approuve le principe du projet multisports pour les jeunes du Homborch;

Vu la décision du Conseil du 27 septembre 2018 d'approuver la convention d'occupation de la salle de sport de l'Athénée Royale Uccle II;

Vu la décision du Conseil du 24 Octobre 2019 qui approuve la convention pour la prolongation de l'occupation de la salle de sport de l'Athénée Royal Uccle II jusqu'au 30 juin 2020;

Attendu que le projet est un succès et qu'il continue à mobiliser des jeunes du quartier;

Attendu que ce projet répond à la priorité régionale de promouvoir le travail social de rue visant à permettre aux personnes et collectivités de sortir ou d'échapper à toute forme de souffrance sociale dans une démarche à visée préventive et émancipatrice et à agir de manière collective pour le renforcement d'une cohésion sociale ;

Considérant qu'il convient de reconduire la convention pour les années scolaires 2020-

2021 et 2021-2022;

Considérant que la bonne tenue de ce projet est conditionnée à la signature d'une convention type d'occupation de salle de l'Athénée Royal Uccle II;

Considérant que la direction de l'école, contactée en Juillet 2020 a marqué son accord sur la prolongation de la convention sur deux années scolaires;

Sur proposition du Collège,

Décide d'approuver la nouvelle convention d'occupation de la salle de sport de l'Athénée Royal Uccle II pour les deux années scolaire 2020-2021 et 2021-2022.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Goedkeuring van de bezettingsovereenkomst van de turnzaal van het Athénée Royal Uccle II voor de twee schooljaren 2020-2021 en 2021-2022.

De Raad,

Gelet op de beslissing van het college van 9 november 2017 tot goedkeuring van het principe van het multisportproject voor de jongeren van Homborch;

Gelet op de beslissing van de raad van 27 september 2018 tot goedkeuring van de bezettingsovereenkomst van de turnzaal van het Athénée Royal Uccle II;

Gelet op de beslissing van de raad van 24 oktober 2019 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de verlenging van de bezetting van de turnzaal van het Athénée Royal Uccle II tot 30 juni 2020;

Aangezien het project succesvol is en de jongeren van de wijk blijft mobiliseren;

Aangezien dit project voldoet aan de gewestelijke prioriteit inzake aanmoediging van sociaal straathoekwerk om personen en gemeenschappen de kans te bieden elke vorm van sociaal leed te ontvluchten via een preventieve en emancipatieve aanpak en een versterking van de sociale cohesie op een collectieve manier;

Aangezien de overeenkomst verlengd moet worden voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022;

Aangezien het goede verloop van dit project onderworpen is aan de ondertekening van een bezettingsovereenkomst van de zaal van het Athénée Royal Uccle II;

Aangezien de schooldirectie, gecontacteerd in juli 2020, zijn goedkeuring heeft verleend aan de verlenging van de overeenkomst voor twee schooljaren;

Op voorstel van het College,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe bezettingsovereenkomst voor de turnzaal van het Athénée Royal Uccle II voor de twee schooljaren 2020-2021 en 2021-2022.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

2020-2022+Convention+ARU+II.pdf

Joëlle Maison quitte la séance / verlaat de zitting.

Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Cultes - Erediensten

01.10.2020/A/0027 Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity.- Compte de 2019.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses				Résultat
Ordinaires	Extrao	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extra	Totaux	Excéder
128.992,88	71.496,78	200.489,66	21.196,49	126.740,39	833,97	148.770,85	51.718,81

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2019 de la fabrique d'église anglicane unifiée Holy Trinity.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Verenigde Anglicaanse Kerk Holy Trinity.- Rekening 2019.- Advies.

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
128.992,88	71.496,78	200.489,66	21.196,49	126.740,39	833,97

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2019 van de verenigde anglicaanse kerk Holy Trinity.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

1 annexe / 1 bijlage

Compte 2019 - Holy Trinity.pdf

01.10.2020/A/0028 Fabrique d'église Notre Dame de la Consolation.- Compte de 2018.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer le montant de 25.230,88 eur repris au récapitulatif des recettes extraordinaires à la page 4 du compte par le montant de 13.542,15 eur;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer le montant de 35.715,35 eur repris en recettes à la page 9 du compte par le montant de 35.796,25 eur;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	T
22.254,10	13542,15	35.796,25	16.813,45	14.612,12	0,00	3

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2018 de la fabrique d'église Notre-Dame de la Consolation.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Kerkfabriek Onze Lieve Vrouw van Troost.- Rekening 2018.- Advies.

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende dat het bedrag van € 25.230,88 in de samenvatting van de buitengewone ontvangsten op pagina 4 van de rekening vervangen moet worden door het bedrag van € 13.542,15;

Overwegende dat het bedrag van € 35.715,35 in de ontvangsten op pagina 9 van de rekening vervangen moet worden door het bedrag van € 35.796,25;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
22.254,10	13542,15	35.796,25	16.813,45	14.612,12	0,00

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2018 van de kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Troost.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

1 annexe / 1 bijlage

ND Consolation Comptes 2018.pdf

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu que le compte 2019 approuvé par le Conseil de Fabrique en date du 26 mars 2020 a été modifié par une note du trésorier en date du 22 avril 2020. Les modifications apportées ont été approuvée par les membres du Conseil.

Considérant les montants modifiés des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses		
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires
23.570,14	600	24.170,14	15.434,42	5.378,20	0,00

Décide :

- d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2019 de la fabrique d'église Notre Dame de la Consolation.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Kerkefabriek Onze Lieve Vrouw van Troost.- Rekening 2019.- Advies.

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Aangezien de rekening 2019, goedgekeurd door de raad van de kerkefabriek op 26 maart 2020, gewijzigd werd door een nota van de schatbewaarder van 22 april 2020. De aangebrachte wijzigingen werden goedgekeurd door de leden van de raad.

Overwegende de gewijzigde bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel:

Ontgavsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
23.570,14	600	24.170,14	15.434,42	5.378,20	0,00

Beslist :

- een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2019 van de kerkefabriek Onze Lieve Vrouw van Troost.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.
Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

1 annexe / 1 bijlage
Compte 2019 - Fabrique d'Eglise ND Consolation.pdf

01.10.2020/A/0030 **Fabrique d'église Sacré Coeur.- Compte de 2019.- Avis.**

Le Conseil,
Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;
Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;
Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;
Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	T
31.251,15	32.874,84	64.125,99	8.978,64	22.445,44	0,00	3

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2019 de la fabrique d'église du Sacré Coeur.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.
Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Kerkfabriek Heilig Hart.- Rekening 2019.- Advies.

De Raad,
Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;
Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;
Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;
Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	T
31.251,15	32.874,84	64.125,99	8.978,64	22.445,44	0,00	3

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2019 van de kerkfabriek van het Heilig Hart.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.
Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

1 annexe / 1 bijlage

01.10.2020/A/0031 **Fabrique d'église Saint-Job.- Compte de 2019.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux
32.526,86	13.044,99	45.571,85	11.052,43	23.114,74	0,00	34.167,17

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2019 de la fabrique d'église de Saint-Job.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Kerkfabriek Sint-Job.- Rekening 2019.- Advies.

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
32.526,86	13.044,99	45.571,85	11.052,43	23.114,74	0,00

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2019 van de kerkfabriek van Sint-Job.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

1 annexe / 1 bijlage

Compte 2019 - Fabrique d'Eglise Saint Job.pdf

01.10.2020/A/0032 **Fabrique d'église Saint-Marc.- Compte de 2019.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux
70.643,23	56.277,03	126.920,26	11.377,94	54.273,91	39,593,74	111.377,94

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2019 de la fabrique d'église de Saint-Marc.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Kerkefabriek Sint-Marcus.- Rekening 2019.- Advies.

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen
70.643,23	56.277,03	126.920,26	11.377,94	54.273,91	39,593,74	111.377,94

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2019 van de kerkefabriek van Sint-Marcus.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

1 annexe / 1 bijlage

Compte 2019 - Fabrique d'Eglise Saint Marc.pdf

01.10.2020/A/0033 **Fabrique d'église Saint-Pie X.- Compte de 2019.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses		
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires
15.174,67	23.269,06	38.443,73	2.260,23	14.480,15	12.281,50

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2019 de la fabrique d'église de Saint-Pie X.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Kerkfabriek Sint-Pius X.- Rekening 2019.- Advies.

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
15.174,67	23.269,06	38.443,73	2.260,23	14.480,15	12.281,50

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2019 van de kerkfabriek Sint-Pius X.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

1 annexe / 1 bijlage

Compte 2019 - FE Saint-Pie X.pdf

01.10.2020/A/0034 Fabrique d'église Sainte-Anne.- Compte de 2019.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	T
32.732,46	35.095,15	67.827,61	12.304,23	37.130,16	15.000	6

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2019 de la fabrique d'église de Sainte-Anne.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Kerkefabriek Sint-Anna.- Rekening 2019.- Advies.

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven				Re
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen	Ov
32.732,46	35.095,15	67.827,61	12.304,23	37.130,16	15.000	64.434,39	3,3

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2019 van de kerkefabriek van Sint-Anna.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

1 annexe / 1 bijlage

Compte 2019 - Fabrique d'Eglise Sainte Anne.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Santé - Gezondheid

01.10.2020/A/0035 **Convention de partenariat entre la Commune d' Uccle et l'A.S.B.L. Think Pink dans le cadre du projet "Uccle Ville Rose".**

Le Conseil,

Considérant que la déclaration de politique communale 2018-2024 mentionne que la majorité s'engage à développer un rôle de proximité en matière de sensibilisation de la

population aux questions de santé et que le collège aura pour action :

- de soutenir activement les campagnes de prévention (dépistage cancer) et en assurer la coordination ;
- de systématiser une action spécifique liée au cancer du sein à travers la mise en place d'une campagne de communication (octobre rose) ;

Vu la Motion relative à la désignation de la Commune d'Uccle comme « Ville Rose » déposée par Mmes Céline Fremault, Diane Culer, Valérie Gillès de Pélichy, Shiraz El Fassi et Véronique Lederman et Monsieur Emmanuel De Bock ;

Attendu qu'en séance du 25 juin 2020 le Conseil communal a votée à l'unanimité cette motion et a décidé de demander au Collège des Bourgmestre et échevins : que la commune d'Uccle s'engage activement dans la campagne nationale de lutte contre le cancer du sein « Think Pink » et d'entreprendre les démarches pour obtenir la désignation d'Uccle comme « Ville Rose » auprès de l'association Think Pink ;

Attendu que le service Santé propose de signer une Convention de partenariat entre la Commune d'Uccle et l'asbl « Think Pink » dans le cadre du projet « Uccle Ville Rose » ;

Que cette convention a pour objet de régler les modalités pratiques de collaboration dans le cadre du projet « Uccle Ville Rose » ;

Attendu que l'implication de la commune pour devenir « rose » est :

- de soutenir et de promouvoir le dépistage organisé du cancer du sein;
- de faire « bouger » la commune en promotionnant la campagne « Think Pink » lors des d'évènements sportifs organisés par ou dans la Commune ;
- d'habiller la Commune de rose au mois d'octobre, mois du cancer du sein, éclairage de la maison communal en rose ;

Que dans le souci d'une communication rapide entre les différentes parties, l'article 3 de la convention prévoit la constitution d'un comité de supervision du projet « Uccle Ville Rose » composé de l'Echevin de la Santé, d'un délégué du centre de santé, du service santé et de l'asbl Think Pink ;

Que l'objet de ce comité de supervision sera d'établir le programme d'actions réalisé sur le territoire d'Uccle et l'implication de chaque partenaire ;

Considérant que Think Pink organise du 25/9 au 27/9 la « Race for the Cure digitale », le service Communication (externe et interne) prendra en charge la promotion de l'évènement via les réseaux sociaux et le site de la commune ;

Que dans le cadre d'octobre Rose, mois du cancer du sein, le service Santé propose durant le mois d'octobre :

- de participer à la campagne de rubans roses (ruban vendu au prix de 1 euro), les boîtes à rubans seront fournies par Think Pink à placées à minimum 5 endroits de la commune (accueil de la maison communale et dans les crèches) ;
- de mettre des stands explicatifs et d'information dans des endroits clés de la commune (le matériel de visibilité c'est-à-dire : display, flyers, affiches etc..., sera mis à disposition par Think Pink) ;
- d'éclairer la maison communale en rose et de pendre le drapeau Think Pink à la maison communale;

Qu'une conférence santé sur le dépistage du cancer du sein sera organisée au CCU le 2 décembre 2020 ;

Qu'un rapport complémentaire relatif aux dépenses concernant l'organisation de la conférence sera établi ultérieurement ;

Que le service Communication (externe et interne) prendra en charge la promotion des évènements via les réseaux sociaux et le site de la commune ;

Considérant que la signature de la Convention pourrait avoir lieu le mardi 22 septembre 2020 à 14h30 avant le Collège et sera suivie d'un communiqué de presse prise en charge conjointement par le service Communication et l'asbl Think Pink,

Décide d'approuver la Convention de partenariat entre la Commune d'Uccle et l'asbl «Think Pink» dans le cadre du projet «Uccle Ville Rose».

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Ukkel en de V.Z.W. "Think Pink" in het kader van het project "Ukkel Pink City".

De Raad,

Aangezien de gemeentelijke algemene beleidsverklaring 2018-2024 aangeeft dat de meerderheid zich ertoe verbindt een nabijheidsrol te spelen inzake sensibilisering van de bevolking rond gezondheidskwesties en het college de volgende taken zal hebben:

- actieve ondersteuning van preventiecampagnes (kankeropsporing) en coördinatie hiervan;
- systematiseren van een specifieke actie rond borstkanker via de organisatie van een communicatiecampagne (roze oktober);

Gelet op de motie inzake de aanduiding van de gemeente Ukkel als "Pink City", ingediend door mevr. Céline Fremault, Diane Culer, Valérie Gillès de Pélichy, Shiraz El Fassi en Véronique Lederman en de h. Emmanuel De Bock;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 25 juni 2020 zijn unanieme goedkeuring heeft verleend aan deze motie en beslist heeft aan het college van burgemeester en schepenen te vragen dat de gemeente Ukkel actief meewerkt aan de nationale campagne rond de strijd tegen borstkanker "Think Pink" en de nodige stappen onderneemt opdat Ukkel aangeduid zou worden als "Pink City" door de vereniging Think Pink;

Aangezien de dienst Gezondheid voorstelt om een samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw "Think Pink" in het kader van het project "Ukkel Pink City" te ondertekenen;

Aangezien deze overeenkomst de praktische samenwerkingsmodaliteiten moet regelen in het kader van het project "Ukkel Pink City";

Gelet op de implicatie van de gemeente om "roze" te worden :

- ondersteuning en promotie van de georganiseerde opsporing van borstkanker;
- de gemeente "in beweging zetten" via promotie van de campagne "Think Pink" tijdens sportevenementen, georganiseerd door of in de gemeente;
- de stad in het roze zetten in de maand oktober, de maand van borstkanker, verlichting van het gemeentehuis in het roze;

Aangezien er met het oog op een snelle communicatie tussen de verschillende partijen artikel 3 van de overeenkomst een supervisie commissie voorziet voor het project bestaande uit de Schepenen voor Gezondheid en een afgevaardigde van het gezondheidscentrum, de dienst gezondheid en de vzw Think Pink;

Dat het doel van deze supervisie commissie de realisatie van het actieprogramma op grondgebied van Ukkel is en de implicatie van elke partner;

Overwegende dat Think Pink van 25/9 tot 27/9 "Race for the Cure digitale" organiseert en de dienst Communicatie (extern en intern) de promotie van het evenement ten laste zal nemen via de sociale netwerken en de website van de gemeente;

Overwegende dat de dienst Gezondheid in het kader van roze oktober, de maand van borstkanker, tijdens de maand oktober het volgende voorstelt:

- deelname aan de campagne roze linten (lint verkocht aan 1 euro); dozen met linten worden geleverd door Think Pink en op min. 5 plaatsen binnen de gemeente plaatsen (onthaal van het gemeentehuis en in de kinderdagverblijven);
- voorziening van infostands op strategische plaatsen van de gemeente (promomateriaal: display, flyers, affiches enz., ter beschikking gesteld door Think Pink);

- verlichting van het gemeentehuis in roze en uithangen van de vlag Think Pink;
Aangezien er een gezondheidsconferentie rond de opsporing van borstkanker georganiseerd zal worden in het CCU op 2 december 2020;
Aangezien er later een bijkomend verslag opgesteld zal worden inzake de uitgaven van de organisatie van de conferentie;
Aangezien de dienst Communicatie (extern en intern) de promotie van het evenement ten laste zal nemen via de sociale netwerken en de website van de gemeente;
Overwegende dat de ondertekening van de Overeenkomst zou kunnen plaatshebben op dinsdag 22 september 2020 om 14u30 voor het College en zal gevolgd worden door een persdededeling door de dienst Communicatie en de vzw Think Pink,
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de "Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Think Pink in het kader van het project "Ukkel Pink City".

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention_ville_rose_Uccle+(003)+(Nederlands)+(003).pdf,

Convention_ville_rose_Uccle+(003).pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

01.10.2020/A/0036 **Questions orales et interpellations transformées en questions écrites lors du Conseil du 10 septembre 2020. (1)**

Question écrite de Mme El Fassi sur les aménagements prévus avenue d'Homborchveld

J'ai déjà eu, à quelques reprises, l'occasion de vous évoquer les problèmes de passage à l'Avenue du Homborchveld où se situe l'école communale. Le matin et l'après-midi, aux heures d'arrivée et de sortie des élèves, les parents peuvent mettre jusqu'à 45 minutes pour traverser cette rue. Comme vous le savez, cette école comprend énormément d'élèves n'habitant pas dans le quartier et, pour qui, il est difficile de s'y rendre à pieds ou à vélo.

C'est pourquoi, le comité des parents de l'école communale du Homborch réfléchit actuellement à un projet de réaménagement de cette rue afin d'en améliorer les conditions de passage. Néanmoins, ce dernier souhaiterait être informé des projets de la commune à cet égard.

La commune a-t-elle un projet de réaménagement de l'Avenue du Homborchveld ? Si oui, avez-vous ou comptez-vous consulté(er)/impliqué(er) les habitants du quartier et le comité des parents de l'école communale du Homborch ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Réponse :

A ce jour, aucune étude n'a été entamée par le Service Voirie - Mobilité.

Un projet de réaménagement du carrefour Homborchveld-Gazelle est, par contre, déjà bien avancé.

Nous n'avons pas reçu de demande officielle de la part d'un comité de quartier ou du comité des parents de l'école mais nous sommes tout naturellement disposés à les rencontrer.

Pour être tout à fait complet, sachez que la voirie a été entièrement asphaltée il y a 2 ans sans modification du profil.

Question écrite de Mme Lederman Bucquet sur les échafaudages sur la voie publique

Où doit-on signaler un échafaudage que l'on constate dangereux ? Pourquoi la police, quand elle est alertée et se rend sur place ne relaie-t-elle pas à qui de droit la situation dangereuse qu'elle constate ou qui est signalée par un citoyen ? Le service de la voirie dans le cadre de l'application du règlement de taxe sur l'occupation de voirie constate le placement d'échafaudages, est-il attentif à leur dangerosité éventuelle ?

Réponse :

Le signalement d'un échafaudage dangereux peut être effectué soit au service réservations de stationnement qui assure la partie administrative des demandes, (échafaudages, réservations de stationnement, containers), soit au service de la voirie. Dans les cas complexes, un avis technique est demandé au service technique de la voirie.

Le contrôle sur place est effectué par deux agents du service de la voirie.

En cas de problèmes, ceux-ci interviennent auprès de l'entrepreneur concerné afin de faire cesser les éventuelles infractions.

En présence d'entrepreneurs récalcitrants, il n'est pas rare que l'agent communal fasse appel aux services de police.

En cas de non mise en conformité, un constat d'infraction au règlement général police est dressé.

Question écrite de M. Cohen sur l'éventuelle interdiction aux véhicules de plus de 3,5 T au Dieweg

J'ai été contacté par des riverains de la rue de Dieweg entre la chaussée de Dieweg et l'avenue JP Carsoel à propos du trafic de la rue et plus précisément le passage de nombreux camions.

Je me suis rendu plusieurs fois sur place et je n'ai pu que constater qu'effectivement un grand nombre de camions empruntaient cette artère.

Or dans cette portion de rue, il y a une école, un club de sport et plusieurs clos résidentiels.

La commune pourrait-elle envisager d'interdire les véhicules de plus de 3,5T entre la chaussée d'Alseberg et l'avenue JP Carsoel ou au moins jusqu'à la rue du Repos au cas il faudrait desservir les commerces.

Réponse :

Cette question a été débattue au sein du Groupe de Travail de Mobilité (GTM) qui est

composé de représentants du service Voirie-Mobilité mais également de représentant de la Police. Sachez que la Police a donné un avis défavorable par rapport à la mise en place d'une interdiction des 3,5T sur le Dieweg.

Pareille interdiction nécessiterait en effet une étude préalable plus large dans le cadre d'un plan de circulation à l'échelle du quartier, voire de la Commune. Cet élément sera intégré dans le cadre des réflexions liées à la révision du Plan Communal de Mobilité dans les mois à venir.

Si la tranquillité des riverains constitue bien évidemment un important point d'attention pour le Collège, il ne faut pas perdre de vue que les véhicules d'un certain tonnage participent à l'activité urbaine et offrent des services à la ville (bus scolaires, transport de marchandises, charroi communal...).

Question écrite de M. Desmet sur le bus 70

Afin de rendre la voirie plus accessible et plus confortable pour tous ses usagers et d'offrir un environnement de qualité, la rénovation inévitable du tronçon de la chaussée d'Alseberg entre Globe et Coghen a débuté et cela pour de longs mois.

Les trams 51 ne pouvant desservir chaque arrêt, les bus navette n° 70 ont été mis en service et tentent depuis le 31 août de pallier aux inconvénients liés à ce long et nécessaire chantier. Ils relient ainsi Albert au Homborch et inversement uniquement du lundi au vendredi jusqu'à 20h00. J'ose affirmer que cette plage horaire est insuffisante pour beaucoup d'utilisateurs réguliers de la ligne 51.

Toutes les études ont souligné que cette ligne de tram est fortement utilisée y compris les week-end. Pourquoi donc avoir limité la circulation des bus 70 à cet horaire réduit ?

Je me permets d'inviter le Collège à relayer ce questionnement auprès des décideurs de la STIB et de tenter d'accroître l'offre actuelle.

En vous remerciant pour votre attention.

Réponse :

Comme vous le savez, durant les travaux de réaménagement de la ch. d'Alseberg, le tram 51 sera dévié par l'avenue Brugmann à partir de Globe et ce jusqu'à la station de pré-métro Albert. Divers arrêts ne seront ainsi pas desservis par le tram : Coghen, Bens etc...

Afin de compenser quelque peu l'absence du tram 51 dans le quartier « Floreal-Messidor-Roosendael », la STIB a mis en place une ligne de bus temporaire, le 70. Elle vise à garantir une fine desserte locale. Elle s'ajoute au bus 37 qui relie depuis plus d'un an maintenant la station Albert à la gare de Linkebeek, en empruntant notamment l'avenue Coghen.

Le passage cumulé des bus 37 et 70 en semaine offre une fréquence assez importante : 8 bus par heure (soit un passage toutes les 7 minutes environ).

En fonction des chiffres de fréquentation dont nous disposons, le passage du bus 70 ne semble pas s'avérer nécessaire le week-end.

Il va sans dire que si nous devons constater que le bus 37 (sans parler des trams 4, 92, 51 dévié) ne devait pas suffire pour desservir correctement le quartier le week-end, le Collège demanderait une adaptation des fréquences ou le passage du bus 70 à la STIB.

Question écrite de Mme Margaux sur la prévention du cancer

Poursuivre le Combat contre le Cancer ! Nous avons pu lire dans la presse cet été qu'en

avril dernier le nombre de diagnostics de cancers en Belgique a diminué de 44%. Cela signifie qu'environ 2.500 personnes de moins que d'habitude ont été dépistées en avril. Maintenant que l'on nous parle chaque jour des chiffres du Coronavirus - actuellement 4 morts en moyenne par jours et presque 10.000 depuis le début de la pandémie il y a un peu plus de 6 mois - rappeler qu'il y a près de 30.000 morts du cancer dans notre pays chaque année et qu'il n'y a aucun dépistage obligatoire est essentiel. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une maladie contagieuse et imposer les mêmes mesures que celle prises pour le coronavirus n'aurait aucun sens. Il n'empêche que nous avons appris à respecter des mesures qui nous auraient paru surréalistes il y a quelques mois à peine, pour « prendre soin de nous et des autres » et qu'il est plus que temps d'en mettre en place pour organiser enfin une prévention et un dépistage du cancer qui soient efficaces. Vous le savez, avec des exemples au sein même de votre conseil communal, un dépistage précoce permet de sauver des vies et ce même dans le cas des cancers les plus agressifs. La médecine a fait des avancées telles que si les spécialistes reçoivent des patients à temps ils peuvent leur proposer un traitement salvateur. Outre les dépistages, l'activité physique qui joue un rôle crucial dans la prévention contre le cancer a également diminué pendant la période de confinement. Nos 10 km ont dû être annulés et les plaines de sports, fermées. Notre commune a dans ses attributions la prévention et la promotion de la santé et, par le biais de son centre de santé, le dépistage du cancer. Je lis sur le site de la commune que le centre de santé organise dans le courant des mois de février et mars une campagne de dépistage pour les hommes de plus de 50 ans et les femmes de plus de 25 ans. Ne serait-il pas utile d'accélérer et d'étendre cette campagne ? Vous nous aviez parlé de contact avec l'association Think Pink qui s'occupe de la prévention du cancer du sein, pourriez-vous nous dire où en sont vos contacts ? Cette association organise prochainement une course ou une marche qui cette année devra avoir lieu par « bulles ». Ne serait-il pas positif d'inciter les habitants de notre commune à participer, au sein de leurs bulles respectives, à cette activité physique accessible à tous ? Merci de nous informer des mesures que vous prendrez pour promouvoir la reprise d'une activité physique accessible à tous et exhorter la population uccloise à reprendre de toute urgence un dépistage systématique et vital.

Réponse :

La pandémie du Coronavirus nous aura permis de prendre conscience de l'importance pour nous tous de « **prendre soin de nous et des autres** ». On nous a de nombreuses fois rappelé quels étaient les groupes à risque (les personnes âgées, celles porteuses de handicap, les insuffisants cardiaques et respiratoires, les hypertendus, les asthmatiques, les obèses, les diabétiques, etc...) de développer non seulement le Covid-19 mais aussi d'autres maladies.

Conscient de ces facteurs de risques, le Collège s'est engagé dans la déclaration de politique générale à soutenir des campagnes d'information et de prévention de ces pathologies.

Il a organisé l'année passée, un **cycle de conférence** traitant des impacts sur la santé respiratoire, infectieuse et auditive de la pollution atmosphérique. Un deuxième cycle était programmé cette année. Il devait porter sur la prévention des maladies cérébrales (autisme, burn-out et maladie d'Alzheimer). Il a malheureusement été reporté à 2021 pour cause de Covid-19.

Toujours dans le cadre de la prévention, un car était présent à la foire de St. Job en septembre dernier. Il a permis à de nombreux participants de faire mesurer leur taux de CO, de réaliser des tests d'audition, de prise de tension artérielle, de dosage du sucre sanguin etc... Vu le succès, il était prévu de proposer à nouveau cette activité à la population lors de la foire de cette année mais le Covid-19 est passé par là ...

Vous évoquez les activités du Centre de santé. En plus de ses missions de promotion de santé à l'école (PSE), il est en charge de plusieurs missions de prévention de la santé auprès de nos concitoyens ucclois. Durant les mois de confinement et d'été, une **permanence téléphonique** a été mise en place. De très nombreux appels de personnes, parfois en grande détresse psychologique ou physique, ont été reçus. Actuellement, nous recevons encore quotidiennement des appels. Le collège pourrait pérenniser ce service à la population.

En matière de prévention également, nous organisons au Centre de Santé, en octobre et novembre prochains, une nouvelle campagne de **vaccination contre la grippe** pour les Ucclois de 60 ans et plus. Au printemps dernier, vu la pandémie et le risque que la grippe puisse augmenter les cas d'hospitalisation, le Collège a prévu d'augmenter la commande habituelle de vaccins disponibles pour notre population la plus démunie. Nous aurons à disposition 600 doses.

Nous avons également organisé en 2019 une campagne de promotion de la vaccination des jeunes contre le papillomavirus (conférence, affiches, brochure distribuée dans les clubs sportifs et les écoles secondaires), qui a rencontré un franc succès.

Toujours au Centre de Santé et depuis plusieurs années (20 ans), une campagne de **dépistage du cancer** pour les hommes de plus de 50 ans et les femmes de plus de 25 ans est réalisée dans le courant des mois de février et mars (168 examens en 2020). Elle était effectuée en collaboration avec des médecins du Centre de dépistage de l'Institut Bordet. Vu le succès de ces séances de dépistage, nous en avons augmenté le nombre au fur et à mesure des demandes.

Malheureusement, en juin dernier, en perspective de son prochain déménagement fin 2021 dans le New Bordet à Anderlecht/Erasmus, la clinique nous a avisés qu'elle cessait ses activités de consultations à l'extérieur de l'Institut Bordet. Nous sommes actuellement en pourparlers avec d'autres structures pouvant éventuellement prendre le relais de ce type de dépistage au sein du Centre de Santé.

Enfin, en ce qui concerne le **dépistage du cancer du sein**, nous vous rappelons qu'à l'initiative de Mme Fremault, le Conseil Communal du 25 juin dernier a voté à l'unanimité une motion demandant que la Commune s'engage à adhérer à la campagne nationale de lutte contre le cancer du sein « Think Pink » et que des démarches soient entreprises pour obtenir la désignation d'Uccle comme « Ville rose » auprès de cette même association. Le Collège signera fin de ce mois la **convention de partenariat avec l'ASBL « Think Pink »**. Malheureusement, le Coronavirus est une nouvelle fois passé par là et durant le mois d'« octobre rose », les activités devront être réduites. Néanmoins, nous ferons la promotion via nos réseaux sociaux de la « Race for the Cure » digitale organisée par Think Pink, nous participerons à la campagne rubans roses et éclairerons la maison communale en rose.

Si la situation sanitaire le permet, une séance d'information sur le dépistage du cancer du sein sera organisée par le service Santé le 2 décembre prochain, au Centre Culturel d'Uccle.

De nombreuses activités sportives ou autres sont organisées au sein de notre commune pour inciter la population à bouger et faire de l'exercice physique afin de prévenir les nombreuses maladies que je viens d'évoquer : les cours de gymnastique organisés, à bureaux fermés, par le service des sports, les activités organisées par le SUTA au bénéfice des seniors, l'importante fréquentation par les Ucclois de la piscine Longchamp et bien évidemment les 10 km d'Uccle. IL y en a d'autres et nous vous incitons à consulter régulièrement le site communal.

Question écrite de Mme Margaux sur la projection du 17 juillet 2020 "Uccle fait son cinéma"

Le 17 juillet dernier vous organisiez au Parc de Wolvendael la projection en plein air du film *Tel Aviv On Fire* réalisé par le cinéaste palestinien Sameh Zoabi. Cette comédie très réussie parvient à montrer certains côtés surréalistes du conflit Israélo-palestinien vécu au quotidien depuis beaucoup trop d'années par une population qui aspire à une vie sereine et partage des deux côtés des check points les mêmes goûts ainsi que de nombreux points communs. Le réalisateur, comme il le dit lui-même, utilise la comédie pour faire de l'éducation par l'humour et c'est très réussi. Je vous félicite pour ce choix. Néanmoins, plusieurs spectateurs présents n'ont pas pu aborder la projection sereinement et certains ont même quitté les lieux, juste avant le début du film. En effet, alors qu'ils étaient venus pour voir une comédie progressiste et d'ouverture ils ont assisté en première partie à la projection de la bande annonce d'un documentaire pour le moins engagé. Ce documentaire qui s'intitule « Le Char et l'Olivier» <https://www.liberationfilms.be/fiche-film-general.php?films=6242> arrive dans les 2m16 de sa bande annonce à construire un montage qui délégitimise l'Etat d'Israël pour ensuite créer une empathie telle avec la souffrance des palestiniens qu'il finit par justifier leur résistance dans tous ses aspects. La bande annonce commence par une citation de David Ben Gourion dont seule une partie est reproduite et dont le sens en est dès lors totalement altéré : selon la présentation du film il aurait affirmé que « les juifs » ont volé volontairement la terre des palestiniens et tel que présenté, si c'est David Ben Gourion qui le dit... c'est que c'est nécessairement vrai.

Ensuite, le montage malhonnête de quatre extraits d'interviews mis bout-à-bout fait croire que le projet de remplacement des palestiniens par les juifs était un projet fomenté par Herzl et le 1er congrès Sioniste de Bâle à la fin du 19ème siècle, ce qui est totalement faux ! Cette idée a existé mais elle était extrêmement minoritaire et n'était pas celle d'Herzl. Que celles et ceux qui souhaitent s'en convaincre lisent son livre « Alte Neue Land ».

On passe juste après à la déclaration d'indépendance unilatérale d'Israel de Ben Gourion en omettant toutefois de dire qu'il y a eu un vote à l'ONU le 27/11/1947 et en mettant en exergue la résolution de l'ONU de 1967 sur le retrait des territoires comme s'il s'agissait la 1ère résolution après 1948 !

Or, entre 1948 et 1967 il y en a eu des dizaines, dont celle de la reconnaissance des frontières d'Israel après la guerre de 48-49.

Enfin, un interviewé affirme que l'état d'Israël aurait été créé sur 55% de la Palestine Mandataire, ce qui n'est pas exact puisqu'il ne compte pas la Jordanie qui faisait partie de la Palestine mandataire ; Encore une fois, la manière dont c'est exposé induit que Ben Gourion se serait approprié unilatéralement ces fameux 55%, alors que le partage a été voté le 27/11/1947 à l'ONU.

Le terme juif revient à plusieurs reprises dans la bande annonce. Comme vous le savez des Juifs bruxellois et ucclois ont eu à subir dans des écoles, sur leurs lieux de travail ou même à l'occasion de l'attentat contre le Musée juif, les conséquences d'actes qu'on leur attribue même s'ils ont lieu à des milliers de kilomètres. Était-il judicieux de rajouter ces deux minutes seize de propagande contre les Juifs et de délégitimisation de l'état d'Israël ? Si vous n'avez pas la maîtrise du choix des bandes annonces comment faire pour que cela ne se reproduise plus ? Le public qui s'est déplacé n'était pas nécessairement un public averti alors pourquoi leur servir un tel discours pour le moins orienté ? Il est clair que voir le film *Tel Aviv On Fire* contextualisé par cette courte mais virulente propagande n'avait plus le même goût.

Réponse :

En effet, le 17 juillet 2020, nous avons eu le grand plaisir, alors que la situation sanitaire s'améliorait de pouvoir organiser une projection en plein air de « *Tel aviv on Fire* ». Cette projection a été organisée au parc de Wolvendael dans le cadre de Bruxelles fait son

cinéma, une manifestation initiée par Libération films avec l'appui de la Fédération Wallonie Bruxelles dans différentes communes de Bruxelles. En 2020, ces projections ont été organisées dans 10 communes au lieu de 15 comme prévu en raison du COVID.

Bruxelles fait son cinéma, ce sont chaque été, depuis 20 ans, des projections gratuites en plein air, dans différentes communes... C'est l'occasion de découvrir des espaces méconnus, mais surtout des films le plus souvent réalisés par des cinéastes originaires du Proche-Orient ou du Maghreb, car Libération Film est expert en la matière et organise à ce titre également le Festival du cinéma méditerranéen chaque année au Botanique. Ces projections sont subsidiées par la Fédération Wallonie Bruxelles et l'apport des communes est essentiellement un apport logistique, en matériel, en personnel et en communication.

Ces projections ont un grand succès et j'espère que nous pourrons organiser plus de cinéma en plein air dans les années à venir dans notre commune et que nous poursuivrons cette belle collaboration.

Ce soir-là, j'avais en effet choisi de programmer la comédie israélienne *Tel Aviv on fire*, du réalisateur Sameh Zoabi. J'ai découvert le film avec les spectateurs et je n'ai pas regretté ce choix, tant le film allie avec talent et finesse humour noir et suspense pour aborder un sujet brûlant. Comme les spectateurs, j'ai également découvert les bandes annonces de deux documentaires programmés par Libération Films et qui ont donc été diffusées dans ces 10 communes en amont de chaque projection : « On a le temps » de Luc Deschamps qui évoque les jeunes manifestant pour le climat et « Char et olivier, une autre histoire de la Palestine » de Roland Nurier. C'est de cette bande annonce dont il est question dans votre question. On y entend différentes interventions comme celles notamment de Dominique Vidal, ex rédacteur en chef du Monde diplomatique, de Pierre Istanbul, porte-parole de l'Union juive française pour la paix, du journaliste Alain Gresh, de l'historien palestinien Elias Sanbar.

Je ne commenterai ni le contenu historique, ni la forme de cette bande-annonce, qui ne reflète peut-être pas correctement le film qui semble t-il se veut pédagogique. Néanmoins, je peux partager quelques réflexions. Bien que je n'ai eu aucun écho sur celle-ci depuis lors, je peux comprendre que cette bande-annonce ait pu déranger certains spectateurs en raison de leurs opinions, de leur appartenance à une communauté, de leur passé ou de l'actualité. En effet, les juifs bruxellois et au-delà subissent encore des discriminations qui peuvent être liées à des événements qui se déroulent hors de nos frontières. J'y suis, croyez-moi extrêmement sensible, tout comme je suis également très sensible au sort des populations palestiniennes dans certains territoires, et à toutes les discriminations et violences subies par des minorités quelles qu'elles soient. J'attache une grande importance à notre devoir de mémoire ainsi qu'à notre devoir de justice. Je pense que nous devons œuvrer pour le rapprochement entre les peuples et pour la paix. A ce titre, je rappelle que dans le cadre de l'appel à projets solidarité internationale 2019, la commune a soutenu le projet Action in mediteranean qui a permis à des jeunes Ucclois de se rendre en Israël et dans les territoires palestiniens afin de mieux comprendre la situation et de devenir ambassadeurs de paix.

Dans une autre vie, j'ai été journaliste et reporter, je me suis rendue en Israël comme à Gaza et j'ai suivi de près le conflit israélo-palestinien. Dans une vie encore plus lointaine, j'ai étudié à l'université l'histoire du judaïsme. Ce que je veux vous dire, sans vous raconter ma vie, c'est que je suis très loin d'être indifférente à ces questions.

Je n'ai pas la maîtrise des bandes annonces projetées par Libération Films dans le cadre de Bruxelles fait son cinéma car je n'ai pas la maîtrise de la programmation de Libération films qui est une société indépendante de distribution de films. A moins d'arrêter cette

collaboration mise en place il y a déjà plus de 15 ans, et soutenue par la Fédération Wallonie Bruxelles, il n'est pas possible de vous assurer que de prochaines bande annonces projetées avant les films ne vont pas déranger certains spectateurs, pour de tout autres raisons d'ailleurs, et qui dans leur chef, pourraient leur sembler tout aussi légitimes. Néanmoins, je ferais part de votre réaction à Libération films et discuterais de la question des bandes annonces, un choix dans lequel les communes ne peuvent à ce jour pas intervenir.

Question écrite de M. Van de Cauter sur les frais scolaires et les interventions médicales à l'école

En ce début d'année scolaire, il est important de se pencher sur la question des frais scolaires et de clarifier le sujet. La Constitution belge prévoit en son article 24 la gratuité de l'enseignement : « L'accès à l'enseignement est gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire ». Un décret du 14 mars 2019 visant à renforcer la gratuité d'accès à l'enseignement a été voté unanimement au parlement de la communauté française de Belgique afin d'appliquer ce principe constitutionnel sur le terrain puisqu'on sait qu'il y avait de nombreuses exceptions pour les repas, les sorties scolaires, les activités sportives et culturelles etc..

Or, je voudrais savoir comment ce décret est appliqué concrètement dans les écoles communales d'Uccle sachant que l'obligation scolaire vaut désormais à partir de l'âge de 5 ans, donc à partir de la 3^{ème} maternelle. J'ai compris que le potage obligatoire est supprimé, mais peut-on encore obliger les parents à épargner pour des sorties scolaires, des repas, des livres etc.. ?

En effet, encore à l'heure actuelle, les parents dont les enfants fréquentent la troisième maternelle à Uccle reçoivent un formulaire sur lequel la cotisation de 10 € par mois pour les activités culturelles et sportives est « pré-cochée ». Il s'agit donc d'une obligation ou en tout cas, c'est l'impression que l'on donne aux parents.

Concernant les interventions médicales, l'école demande aussi aux parents de donner l'autorisation au médecin de l'école de poser tout acte médical en cas d'urgence, y compris l'administration de médicaments contre la méningite. Cela peut se comprendre en cas d'extrême urgence, mais de tels cas sont rares. Quelle est la procédure qui est suivie en cas d'accident grave à l'école ? Les parents sont-ils immédiatement contactés ?

Enfin, une telle autorisation générale est-elle bien compatible avec la loi du 22 août 2002 qui prévoit le consentement libre et éclairé du patient ou des parents dans le cas d'un mineur pour chaque acte médical lorsque ce consentement peut être librement donné ?

Réponse :

Il faut distinguer deux éléments :

D'une part, le décret gratuité qui est d'application pour toutes les années et interdit ou conditionne certains frais. En découle notamment l'obligation de diffuser une note d'information concernant les frais scolaires aux parents préalablement à la rentrée scolaire. Les frais obligatoires, autorisés ou interdits ainsi qu'une estimation des montants y sont précisés (CF annexe).

D'autre part, Le subventionnement spécifique dans l'enseignement maternel qui se met en place par phases successives

- 2019/2020 : M1
- 2020/2021 : M1 + M2
- 2021/2022 : M1 + M2 + M3

Les grands principes peuvent être synthétisés de la sorte :

- • Distinction claire entre les frais extrascolaires (repas, potage, garderies, surveillance du temps de midi, activités extrascolaire ...) et frais scolaires (activités et fournitures en lien avec le projet pédagogique de l'école) ;
- • Estimation des frais scolaires à donner aux parents (voir en pièce jointe) ;
- • Subventions FWB pour les manuels scolaires, journaux de classe ... ;
- • Ventes diverses (photos, marches parrainées ...) autorisées si liberté de participation ;

Pour les sections maternelles :

- • Subventions pour les fournitures scolaires jusqu'en M2 en 2020-2021 à plus aucun frais réclamé aux parents ;
- • Ne concerne pas le cartable, le plumier non garni, les langes, lingettes et mouchoirs, les collations et les tenues vestimentaires et sportives ;
- • Interdiction des frais scolaires « facultatifs » en temps scolaire (d'où la suppression du potage proposé en collation à 10h) ;
- • Séjours avec nuitées : à financer par les parents mais plafond de 100 € pour toute la scolarité maternelle (d'application jusqu'en M2 en 2020-2021) ;
- •
- • **Pour les sections primaires :**
- • Frais facultatifs autorisés si liés au projet pédagogique et proposés au prix coûtant ;
- • Fournitures scolaires à financer par les parents sous conditions (pas de marques ...) : pas de subventions actuellement ;
- • Activités scolaires en lien avec le projet pédagogique à financer par les parents : pas de subventions actuellement mais plafonnés à 150€/an par la PO) ;
- • Séjours avec nuitées à financer par les parents - pas de subventions actuellement.

Il est interdit d'obliger ou de proposer, sous quelque forme que ce soit, une collation à l'école maternelle. Cette collation dépend intégralement de la prérogative des parents. Dès lors, il n'est plus autorisé, même si cela fait partie du « projet d'école » de proposer de la soupe aux enfants en maternelle.

Les activités scolaires en lien avec le projet pédagogique restent à charge des parents mais plafond de MAX. 45 €/an jusqu'en 2ème maternelle. Ces frais seront plafonnés en M3 à partir de 2021-2022 mais le PO a décidé de les plafonner à 100€/an.

Les repas n'entrent pas dans la catégorie des frais scolaires puisque « hors temps scolaire ». Ils peuvent donc être réclamés.

Les manuels scolaires sont fournis par l'école (primaire) par contre l'école peut encore proposer (frais facultatifs) l'achat de ressources pédagogiques.

L'école peut (et doit) continuer à organiser des activités culturelles et sportives pendant le temps scolaire qui sont financées par les parents avec les plafonds suivants :

- 45 €/an en M1/M2
- Actuellement sans plafond en M3 et P1 à P6 mais notre PO a pris la décision de déjà limiter ces montants à maximum 10 €/mois en M3 et 15 €/mois en primaire

Ces frais sont dus à partir du moment où un enfant participe à l'activité MAIS les parents confrontés à des difficultés financières sont systématiquement aidés.

Concernant les interventions médicales, le principe à appliquer est clairement un principe de précaution.

Accident grave : on appelle les secours et on prévient les personnes responsables.

Les parents sont contactés dès que la situation est gérée et sous contrôle (en fonction de la situation : services d'urgence appelés, ...).

Il n'y a pas de « médecin de l'école », l'autorisation est destinée au médecin qui prendra le patient en charge dans la gestion des secours.

La circulaire 4888 précise :

Les situations de danger potentiel pour l'élève doivent, autant que possible, être anticipées. Les modalités d'intervention seront précisées dans la fiche de prise en charge spécifique. Toutefois, dans le cas où une intervention s'avère nécessaire pour secourir l'élève et qu'il n'est pas possible de respecter ces modalités (par exemple, lorsque l'urgence est telle qu'il est impossible de prévenir les parents ou de présenter l'élève à un médecin), le personnel peut et doit intervenir dans la mesure de ses moyens. C'est le sens de l'article 422bis du Code pénal qui a trait à la non-assistance à personne en danger et de la théorie de l'état de nécessité. Il n'est toutefois pas demandé au personnel de poser des actes médicaux qu'il ne maîtrise pas, ni de se mettre ou de mettre autrui en danger. En d'autres termes, la sécurité de l'élève est primordiale et passe avant toute autre considération. Il ne sera jamais reproché à un membre du personnel d'avoir fait le nécessaire pour le secourir.

Question écrite de M. Desmet : que d'eau, que d'eau

Notre belle commune peut se réjouir de ses nombreux espaces verts, des installations et parterres floraux et plus généralement des nombreuses plantations qui participent non seulement à l'esthétique urbaine mais aussi à la régulation des fortes chaleurs de plus en plus récurrentes.

Néanmoins, lorsque le thermomètre grimpe, d'importants apports d'eau par arrosages réguliers s'avèrent obligatoires. Il me semble que jusqu'à présent, l'essentiel (si pas l'entièreté) de ceux-ci se fait avec de l'eau de ville, ce qui certainement représente, pour notre commune, une facture annuelle non négligeable que je pense néanmoins évitable... outre que le monde végétal préfère l'eau de pluie que celle que nous fournit Vivaqua.

Pourriez-vous, je vous prie, m'informer quant à cette réalité ; peut-on, bon an mal an estimer le volume d'eau pour ces arrosages par les services communaux ?

D'autre part, est-il envisageable de créer des réservoirs d'eau de pluie qui pourraient en tout ou en partie offrir gratuitement et en quantité, cette abondante richesse naturelle mais si précieuse?

En vous remerciant pour l'intérêt que vous apporterez à ces réflexions,

Réponse :

Le Plan Nature d'Uccle dit notamment dans son objectif spécifique 2.7 (p. 106) : Prendre les mesures nécessaires afin de permettre l'arrosage des plantations communales avec de l'eau de pluie :

- Diverses mesures de gestion des eaux de pluie devraient être progressivement implémentées et généralisées lors de chaque opportunité de chantier.
- Le site du service Vert doit faire l'objet d'un réaménagement complet d'un point de vue des évacuations des eaux, notamment parce qu'il est traversé par la future conduite du réseau d'égout à poser dans l'avenue Paul Stroobant. Divers aménagements de surface destinés à améliorer la gestion des eaux de pluie sont également prévus. La mise en place de citernes de réutilisation de l'eau de pluie pour l'arrosage de la pépinière et des serres est nécessaire.
- A terme, le personnel du service Vert devrait disposer de différents points de remplissage et d'une carte de ces points, pour une gestion plus durable de l'eau servant à l'arrosage.

Pour l'eau, voici une estimation de ce que nous utilisons en période estivale :

- 20 000 litres par jour pour les arrosages en semaine
- 8000 litres par jour pour les arrosages le WE

A cela, il faut ajouter :

- 2500 litres par jour pour la désherbeuse à eau chaude (8 mois par an environ)

Pour le budget 2021,

Le service vert a demandé au service des bâtiments communaux de prévoir un budget de 30.000 EUR pour l'installation de cuves d'eau de pluie sur les bâtiments communaux et à destination notamment des potagers collectifs car nous recevons chaque année et surtout en période de sécheresse beaucoup de demandes.

Question écrite de M. Desmet sur le parc public Paola

Grâce à la nouvelle dynamique qui guide, aujourd'hui, notre Collège, le mois d'août 2020 a vu l'ouverture au public de deux jardins : celui de la maison des Arts, rue du Doyenné qui ne pouvait jusque-là être fréquenté que lors d'événements culturels et le parc Raspail. Ce dernier, soustrait depuis plus de 10 ans aux Ucclois.es, l'a été à la demande expresse des riverain.nes qui ont, depuis, retroussé les manches et entrepris les premiers travaux d'assainissement... à suivre !

Mais à quelques pas de l'espace Raspail, j'ai été surpris de découvrir au carrefour des avenues de la Princesse Paola et Joseph Jongen, un étonnant très petit parc annoncé public, le Parc Public Paola. De fait, il ressemble plus à un triste jardin en pente d'une habitation privée qu'à un espace officiellement dédié au public.

Je me permets donc de vous demander s'il s'agit bel et bien d'un espace public communal, quoique rien ne montre le contraire !

Le cas échéant, quelles sont, à court ou moyen terme, les intentions du Collège afin de réellement donner une vraie et intéressante affectation à cet espace qui, en dehors des entretiens nécessaires, me semble objectivement oublié par l'autorité publique.

En vous remerciant pour l'intérêt que vous apporterez à ces réflexions

Réponse :

Il s'agit effectivement d'un espace public, aussi surprenant que cela puisse paraître. Il est entretenu par le service vert.

Avec le chef du service vert, nous avons rencontré les nouveaux voisin·e·s de ce jardin pour un autre sujet et avons finalement échangé avec eux à propos de celui-ci.

Dans la philosophie du projet ARBRES avec le Centre d'Ecologie urbaine, qui veut qu'on travaille sur les arbres fruitiers en ville et la mise en bien commun de leurs fruits, nous souhaitons développer un projet de plantations de fruitiers, sous forme d'un verger collectif où les habitant·e·s pourront soigner les arbres, récolter les fruits et redistribuer leur production. Il nous semble intéressant d'aller sur du petit fruit et du basse tige, et pourquoi pas sur du raisin puisque la pente et l'orientation du site le permettent. Ces choix sont à co-construire avec les personnes intéressées de s'investir dans un tel projet lequel se développerait en collaboration avec la pépinière citoyenne.

Le timing du projet dépendra de la charge de travail des services communaux : s'ils ont réussi à absorber le retard dû au covid, nous pourrions planter déjà cet hiver après organisation des réunions préliminaires.

Question écrite de M. De Bock concernant le bilan des chèques commerces-locaux

Je souhaiterais faire un pré-bilan depuis le vote de notre conseil communal sur le lancement de ce chèque commerce locaux. Combien d'affiliés y a-t-il déjà eu ? **46 commerçants affiliés (prospection en cours)**

Combien de chèques sont ou seront émis ? **20.000 chèques imprimés**

Quelles sont les valeurs faciales retenues finalement. **10 eur**

Y a-t-il une vente de chèques pour des valeurs faciales moindres ? **Non**

Pouvez-vous me dire également à combien s'élève la dépense en personnel et frais divers pour cette opération ? Quel est le budget final retenu ? Quel est le coût pour la commune ?

Budget indicatif 2020 : Recette 80.000 eur – Dépenses : 180.000 eur

Détails :

Impression de 20.000 chèques : 14.471,60 € TVAC

Graphisme : 786,50 €

Personnel = agents communaux. Travail presté dans les horaires de bureau.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vragen en interpellaties omgevormd tot schriftelijke vragen tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 10 september 2020. (1)

Schriftelijke vraag van Mevr. El Fassi over de voorziene inrichtingen in de Homborchveldlaan

Ik meld hierbij verkeersproblemen in de Homborchveldlaan waar zich een gemeenteschool bevindt. 's Morgens en 's avonds (begin en einde school) doen ouders er tot 45 minuten over om deze laan door te rijden. Er gaan naar deze school veel leerlingen die niet in de wijk wonen en het is niet evident om er met de fiets naartoe te gaan.

Het oudercomité van de gemeenschap Homborch denkt momenteel na over de herinrichting van deze laan om de doorgang te bevorderen. Dit comité wenst ook op de hoogte gebracht te worden van projecten van de gemeente op dit vlak.

Voorziet de gemeente een herinrichting van de Homborchveldlaan? Zullen de inwoners van de wijk en het oudercomité desgevallend betrokken worden in dit project?

Antwoord :

Er is momenteel geen studie aan de gang door de dienst Wegen - Mobiliteit.
De herinrichting van het kruispunt Homborchveld-Gazelle boekt daarentegen grote vooruitgang.

We hebben geen officiële verzoeken vanwege een wijk- of oudercomité ontvangen maar we zijn uiteraard bereid tot een gesprek.

Om volledig te zijn melden we nog dat de weg twee jaar geleden volledig geasfalteerd werd, zonder wijziging van het profiel.

Schriftelijke vraag van Mevr. Lederman Bucquet over steigers op de openbare weg

Waar kan men gevaarlijke steigers melden ? Waarom geeft de politie bij een vaststelling van een gevaar - door de politie zelf of een burger - dit niet door ? Heeft de Wegendienst, in het kader van het belastingreglement inzake steigers op de weg, oog voor het eventuele gevaar hiervan ?

Antwoord :

Een gevaarlijke steiger kan gemeld worden aan de dienst Reserveren van Parkeerplaatsen die zorgt voor de administratieve opvolging van de aanvragen, (steigers, parkeerplaatsen, containers) of aan de Wegendienst. In complexe gevallen wordt het technische advies gevraagd bij de technische dienst van de Wegendienst.

De controle ter plaatse wordt uitgevoerd door twee ambtenaren van de Wegendienst.

Bij problemen contacteren zij de betrokken aannemer.

In geval van een weerspannige aannemer gebeurt het vaak dat de ambtenaar een beroep doet op de politie.

In geval van niet-conformiteit wordt voor de inbreuk een vaststelling opgesteld.

Schriftelijke vraag van de h. Cohen over een eventueel verbod voor voertuigen +3,5 T in de Dieweg

Ik werd gecontacteerd door inwoners van de Dieweg tussen de Alsebergsesteenweg en de Jean en Pierre Carsoellaan over de doorgang van talrijke vrachtwagens.

Ik heb zelf ter plaatse vastgesteld dat vele vrachtwagens deze weg gebruiken.

In dit weggedeelte bevinden zich echter een school, een sportclub en meerdere residentiële blokken.

De gemeente kan een verbod voor +3,5T instellen tussen de Alsebergsesteenweg en de Jean en Pierre Carsoellaan, of minstens tot de Ruststraat indien men winkels zou moeten bevoorraden.

Antwoord :

Deze kwestie werd besproken binnen de werkgroep Mobiliteit (wegen-mobiliteit-politie). De politie heeft een negatief advies gegeven aan een verbod op +3,5T in de Dieweg. Een dergelijk verbod moet kaderen in een bredere studie over het verkeer op niveau van de wijk of zelfs de gemeente. Dit element zal aangehaald worden tijdens de analyses in het kader van de herziening van het gemeentelijk mobiliteitsplan de komende maanden. De rust van de inwoners is belangrijk maar men mag niet vergeten dan zwaar verkeer deelneemt aan de stedelijke activiteit en dienstverlening aanbiedt (schoolbussen, goederenvervoer, gemeentevoertuigen ...).

Schriftelijke vraag van de h. Desmet over bus 70

Het gedeelte van de Alsebergsesteenweg tussen Globe en Coghen wordt eindelijk gerenoveerd zodat deze weg toegankelijker en comfortabeler kan worden voor alle weggebruikers.

Tram 51 kan niet meer elke halte aandoen en pendelbus 70 werd voorzien om ongemakken te verzachten die door deze lange maar nodige renovatie worden veroorzaakt. Albert wordt hiermee verbonden met Homborch en omgekeerd enkel van maandag tot vrijdag tot 20 u. Deze periode is echter onvoldoende voor vele regelmatige gebruikers van lijn 51.

Alle studies geven aan dat deze tramlijn veel gebruikt wordt, ook tijdens weekends. Waarom werd het aanbod van bus 70 beperkt?

Ik verzoek het college dit punt door te geven aan de MIVB om te proberen het huidige aanbod te verhogen.

Antwoord :

Tijdens de herinrichting van de Alsebergststeenweg wordt tram 51 omgeleid via de Brugmannlaan vanaf Globe en dit tot het pr metrostation Albert. Verschillende tramhaltes (Coghen, Bens, ...) worden niet bediend.

Ter compensatie heeft de MIVB in de wijk Floreal-Messidor-Roosendael een tijdelijke buslijn 70 voorzien, als toevoeging op bus 37 die nu al een jaar het station Albert met het station van Linkebeek verbindt, o.a. via de Coghenlaan.

De gecumuleerde doorgang van bussen 37 en 70 tijdens de week bieden een aanzienlijke frequentie:

8 bussen per uur (ofwel om de ± 7 minuten een bus).

Op basis van de frequentiecijfers waarover we beschikken, lijkt de doorgang van bus 70 niet nodig tijdens weekends.

Indien bus 37 (zonder te spreken over trams 4, 92, 51 omgeleid) onvoldoende zou zijn om de wijk tijdens weekends correct te bedienen, zal het college aan de MIVB vragen de frequentie of de doorgang van bus 70 aan te passen.

Schriftelijke vraag van Mevr. Margaux over kankerpreventie

De pers heeft aangegeven dat het aantal kankerdiagnoses in april ll. met 44% is gedaald in België (± 2.500 minder tests dan normaal in april). We spreken dagelijks over de coronacijfers (gemiddeld 4 overlijdens per dag en bijna 10.000 overlijdens sinds het begin

van de pandemie) maar er zijn in ons land elk jaar ook zo'n 30.000 overlijdens door kanker. Dit is geen besmettelijke ziekte en vereist ook geen maatregelen zoals het coronavirus maar in deze tijd dragen we zorg dragen voor elkaar, ook al lijken sommige maatregelen soms surrealistisch, en het is tijd om een efficiënte preventie en opsporing van kanker te organiseren. Vroegtijdige opsporing kan levens redden, ook bij agressieve kankers. Naast opsporing is lichaamsbeweging eveneens cruciaal om kanker te voorkomen en dit is verminderd door de lockdown. De 10 km werd geannuleerd en sportterreinen werden gesloten. Onze gemeente zet zich in ten bate van preventie en promotie van de gezondheid, en via haar gezondheidscentrum voor de opsporing van kanker. Ik lees op de gemeentelijke website dat het gezondheidscentrum in februari en maart een opsporingscampagne organiseert voor mannen (+50) en vrouwen (25+). Kan deze campagne uitgebreid worden? Hoe staat het met de contacten met de vereniging Think Pink die zich inzet voor borstkanker? Deze vereniging organiseert binnenkort een koers of mars, dit jaar per "bubbel". Moeten de inwoners van onze gemeente aangespoord worden om deel te nemen, met hun eigen bubbel, aan deze vorm van lichaamsbeweging die toegankelijk is voor iedereen? Gelieve mee te delen welke maatregelen genomen worden om lichaamsbeweging opnieuw aan te moedigen en een dringende systematische opsporing te voorzien.

Antwoord :

Door de pandemie zijn we bewust van de noodzaak **om zorg voor onszelf en de ander te dragen**. Er werd vaak gecommuniceerd over de risicogroepen (ouderen, mindervaliden, hart- en longpatiënten, hoge bloeddruk, astma, obesitas, diabetes, ...) voor Covid-19 maar ook andere ziektes.

Omwille van deze risicofactoren heeft het college in de algemene beleidsverklaring aangegeven informatie- en preventiecampagnes rond deze ziektes te willen ondersteunen.

Vorig jaar was er een **conferentiecyclus** over de impact van luchtvervuiling op de gezondheid en dit jaar was er eveneens een cyclus gepland (over de preventie van hersenaandoeningen zoals autisme, burn-out en Alzheimer) maar die werd jammer genoeg uitgesteld tot 2021 wegens Covid-19.

In het kader van preventie was er een bus aanwezig tijdens de jaarmarkt van Sint-Job in september ll. waar talrijke deelnemers zich konden laten testen (gehoor, bloeddruk, suiker, ...). Door het grote succes moest dit initiatief herhaald worden maar dit kon niet wegens Covid-19 ...

U haalt de activiteiten van het gezondheidscentrum aan. Naast gezondheidspreventie op school is het centrum preventief actief voor de gezondheid van onze Ukkelse medeburgers. Tijdens de lockdown en de zomer was er een **telefonische permanentie**. Er waren erg veel oproepen wegens psychologische of lichamelijke problemen. Vandaag krijgen we nog dagelijks oproepen. Het college kan deze permanentie behouden ten dienste van de bevolking.

Inzake preventie organiseren we in het gezondheidscentrum in oktober en november een nieuwe **inrentingscampagne tegen de griep** voor Ukkelaars (60+). Tijdens het voorjaar had het college omwille van de pandemie en het risico om nog meer hospitalisaties door de griep meer dan de gebruikelijke hoeveelheid vaccins besteld voor de meest kwetsbare personen. We zullen over 600 dosissen kunnen beschikken.

We hebben in 2019 een campagne georganiseerd voor jongeren rond het papillomavirus (conferentie, affiches, brochure in sportclubs en middelbare scholen) die veel succes heeft gehad.

Het gezondheidscentrum organiseert al 20 jaar campagnes rond **kankeropsporing** voor mannen (50+) en vrouwen (25+) en dit jaar werd er in februari en maart 168 onderzoeken

uitgevoerd, in samenwerking met het Institut Bordet. Omwille van het succes van deze campagnes worden de aanvragen steeds verhoogd.

Het instituut heeft jammer genoeg in juni laten weten geen consultaties meer buiten het instituut te zullen uitvoeren, omwille van de toekomstige verhuizing eind 2021 naar New Bordet te Anderlecht/Erasmus. We zijn momenteel op zoek naar een vervanger die deze opsporingen binnen het gezondheidscentrum kan overnemen.

In verband met de **opsporing van borstkanker** vermelden we de unanieme motie - initiatief van mevr. Fremault - van 25 juni ll. voor de toetreding van de gemeente tot de nationale campagne rond borstkanker "Think Pink" en om het label "Pink City" toegekend te kunnen krijgen. Het college zal eind deze maand een **samenwerkingsovereenkomst met vzw Think Pink** ondertekenen.

Door het Coronavirus moesten de activiteiten rond "roze oktober" beperkt worden. We zullen via sociale media promotie maken voor de digitale "Race for the Cure" van Think Pink, we zullen deelnemen aan de campagnes met de roze lintjes en het gemeentehuis in het roze verlichten.

Indien de gezondheidstoestand het toelaat, zal er een infosessie over kankeropsporing georganiseerd worden door de gezondheidsdienst op 2 december, in het cultureel centrum van Ukkel.

Er worden talrijke sportieve en andere activiteiten georganiseerd binnen onze gemeente om de bevolking aan te zetten te bewegen ter preventie van ziektes, zoals turnlessen door de Sportdienst, activiteiten van de UDDL voor senioren, schoolbezoeken aan het zwembad Longchamps en de 10 km van Ukkel. Er zijn er nog meer en we raden u aan om de gemeentelijke website regelmatig te raadplegen.

Schriftelijke vraag van Mevr. Margaux over de vertoning op 17 juli 2020 "Uccle fait son cinéma"

Op 17 juli werd in het Wolvendaelpark de komedie Tel Aviv On Fire vertoond die de surrealistische kanten van het Israëliësch-Palestijnse conflict toont van een bevolking die sereniteit wenst en langs beide kanten talrijke gemeenschappelijke aspecten deelt. De regisseur gebruikt komedie om op te voeden en slaagt daar erg goed in. Ik feliciteer u voor deze keuze. Sommige toeschouwers hebben de vertoning niet op een serene manier kunnen aanvatten en sommigen hebben nog vóór de start van de film de plaatsen verlaten. Vóór de vertoning was een aankondiging te zien van de documentaire "Le Char et l'Olivier" <https://www.liberationfilms.be/fiche-film-general.php?films=6242> waarin de staat Israël gedelegeerd wordt om daarna empathie op te roepen voor het leed van de Palestijnen en hun gerechtvaardigd verzet. De aankondiging begon met een citaat van David Ben Gourion waarvan slechts een deel gebruikt werd en de zin ervan volledig veranderd werd: hij zou beweerd hebben dat "de joden" vrijwillig het land van de Palestijnen hebben gestolen, en omdat het David Ben Gourion was die dit zei, zou dit ook waar zijn.

De gemanipuleerde montage van vier uittreksels uit interviews laat schijnen dat de vervanging van Palestijnen door joden een project was, aangestoken door Herzl en het eerste Zionistische Congres in Basel aan het einde van de 19de eeuw, wat volledig fout is! Dit idee bestond, echter bij een erg kleine minderheid, niet bij Herzl. Meer informatie hierover is te lezen in zijn boek "Alte Neue Land".

Daarna komt de eenzijdige onafhankelijkheidsverklaring van Israël van Ben Gourion aan bod waarbij niet vermeld wordt dat er een stemming was in de VN op 27/11/1947 en stelt men de VN-resolutie van 1967 over de terugtrekking uit de grondgebieden op de voorgrond alsof het de eerste resolutie was na 1948!

Tussen 1948 en 1967 waren er een tiental, waaronder deze inzake de erkenning van de Israëliësch grenzen na de oorlog van '48-'49.

Een geïnterviewde bevestigt dat de staat Israël gecreëerd zou zijn op 55% van Palestijns mandaatgebied, wat niet juist is omdat Jordanië niet wordt meegeteld dat deel uitmaakte van het Palestijns mandaatgebied; Nogmaals, de manier waar dit wordt voorgesteld, doet uitschijnen dat Ben Gourion unilateraal akkoord ging met deze fameuze 55%, terwijl de verdeling op 27/11/1947 werd goedgekeurd door de VN.

De term jood komt meermaals voor in de aankondiging. Zoals u weet, krijgen de Brusselse en Ukkelse joden in scholen, op het werk of zelfs ter gelegenheid van de aanslag op het joodse museum de gevolgen te verwerken van handelingen die hen toegeschreven worden, zelfs indien deze op duizenden km's hebben plaatsgevonden. Was het verstandig om deze propaganda tegen de joden en voor de delegitimatie van de staat Israël te vertonen? Hoe kunnen dergelijke aankondigingen in de toekomst vermeden worden? Deze korte kwaadaardige propaganda heeft De film Tel Aviv On Fire erg benadeeld.

Antwoord :

Op 17 juli 2020 hebben we door een verbeterde gezondheidstoestand de film Tel Aviv on Fire kunnen vertonen in het kader van Bruxelles fait son cinéma, een initiatief van Libération films met de steun van de Federatie Wallonië-Brussel, in verschillende Brusselse gemeentes. In 2020 vonden deze vertoningen plaats in 10 i.p.v. 15 gemeentes omwille van COVID.

Bruxelles fait son cinéma, dat is al 20 jaar gratis film in de open lucht in verschillende gemeentes, een gelegenheid om plekken te leren kennen, vaak films van regisseurs uit het Nabije-Oosten of de Maghreb, omdat Libération Film hierin gespecialiseerd is. Deze vertoningen worden gesubsidieerd door de Federatie Wallonië-Brussel en krijgen van de gemeentes de nodige ondersteuning (logistiek, materiaal, personeel en communicatie).

Deze vertoningen hebben veel succes en ik hoop dat we de komende jaren meer film in de open lucht kunnen organiseren en deze mooie samenwerking kunnen voortzetten.

Voor deze avond had ik gekozen voor de Israëlische komedie Tel Aviv on fire en zowel de toeschouwers als ikzelf waren tevreden over deze keuze. Een gevoelig onderwerp wordt via humor aangehaald. Ik heb eveneens de aankondigingen gezien van twee documentaires, geprogrammeerd door Libération Films: "On a le temps" van Luc Deschamps over klimaatacties van jongeren en "Char et olivier, une autre histoire de la Palestine" van Roland Nurier. Over deze laatste gaat uw vraag.

Ik ga geen commentaar geven over de historische inhoud of de vorm van deze aankondiging die de film misschien niet correct weergeeft. Hoewel ik geen klachten hierover heb gehoord, kan ik begrijpen dat deze aankondiging sommige toeschouwers heeft gekwetst, omwille van hun mening, hun identiteit, verleden of de actualiteit. De joden in Brussel en ook daarbuiten krijgen nog altijd te maken met discriminatie voor gebeurtenissen ver buiten onze grenzen. Ik ben daar heel gevoelig voor, net zoals ik gevoelig ben voor het lot van de Palestijnse bevolking in bepaalde regio's en voor alle vormen van discriminatie en geweld tegenover minderheden, welke ook. Ik hecht veel belang aan herinnering. We moeten werk maken van het samenbrengen van volkeren. In het kader van de oproep tot projecten rond internationale solidariteit 2019 heeft de gemeente het project Action in mediteranean gesteund waarbij Ukkelse jongeren naar Israël zijn gegaan en in Palestijnse gebieden om de situaties beter te begrijpen en om ambassadeurs van de vrede te worden.

In een ander leven was ik journalist en reporter. Ik ben in Israël en Gaza geweest en heb het conflict van nabij gevolgd. Daarvoor heb ik aan de universiteit de geschiedenis van het judaïsme gestudeerd. Ik ben dus helemaal niet onverschillig t.a.v. deze kwesties.

Ik heb geen gezag over de aankondigingen die Libération Films vertoont in het kader van Bruxelles fait son cinéma omdat dit een onafhankelijke filmdistributeur is. Er wordt al 15 jaar samengewerkt en de Federatie Wallonië-Brussel steunt deze samenwerking. Het kan steeds voorkomen dat bepaalde toeschouwers geschokt zijn door bepaalde aankondigingen, om welke redenen dan ook, die voor hen ook zeker legitiem zijn. Ik zal uw reactie bespreken met Libération films maar de gemeentes hebben tot op heden geen inspraak in deze aankondigingen.

Schriftelijke vraag van de h. Van de Cauter over schoolkosten en medische tussenkomsten op school

Bij het begin van een schooljaar is het belangrijk om de schoolkosten te verduidelijken. Volgens artikel 24 van de Belgische grondwet is het onderwijs kosteloos. De Franse gemeenschap heeft een decreet van 14 maart 2019 tot versteviging van de kosteloze toegang tot het onderwijs unaniem goedgekeurd omdat er te veel uitzonderingen bleken te zijn (maaltijden, uitstappen, sport en cultuur, ...).

Hoe wordt dit decreet concreet toegepast in de Ukkelse gemeentescholen ? De leerplicht geldt voortaan vanaf 5 jaar, dus de derde kleuterklas. Ik heb begrepen dat de verplichte soep is geschrapt maar kan men ouders nog verplichten te sparen voor schooluitstappen, maaltijden, boeken, ...?

De ouders met kinderen in de derde kleuterklas in Ukkel krijgen een formulier waarop de bijdrage van € 10 per maand voor cultuur en sport al werd aangevinkt. Het is dus een verplichting, of dit geeft toch deze indruk.

In verband met medische tussenkomsten vraagt de school aan de ouders de toelating om de schoolarts elke dringende medische handeling te laten uitvoeren, incl. de toediening van geneesmiddelen tegen meningitis. Dit is te begrijpen in hoge nood maar dit komt zelden voor. Welke procedure wordt gevolgd in geval van ernstige ongevallen op school ? Worden de ouders onmiddellijk verwittigd ?

Is een dergelijke algemene toelating verenigbaar met de wet van 22 augustus 2002 met betrekking tot de rechten van patiënten of ouders in geval van minderjarigen om vrij toe te stemmen in iedere tussenkomst van de beroepsbeoefenaar ?

Antwoord :

Er moet een onderscheid gemaakt worden tussen twee elementen :

Het betrokken decreet verbiedt sommige kosten of legt voorwaarden op. De ouders moeten vóór de start van het schooljaar geïnformeerd worden over de schoolkosten. Verplichte, toegelaten of verboden kosten en een raming van de bedragen moeten verduidelijkt worden (zie bijlage).

De specifieke subsidiëring in het kleuteronderwijs gebeurt in opeenvolgende fases :

- 2019/2020 : M1
- 2020/2021 : M1 + M2
- 2021/2022 : M1 + M2 + M3

De grote principes hiervan :

- • Duidelijk onderscheid tussen bijschoolse kosten (maaltijd, soep, opvang, middagopvang, buitenschoolse activiteiten ...) en schoolkosten (activiteiten en leveringen in het kader van het pedagogische project van de school);
- • Raming van de schoolkosten te overhandigen aan de ouders (zie bijlage);
- • Subsidiëring FWB voor schoolboeken, klasagenda's ...;
- • Allerlei verkopen (foto's, sponsoractiviteiten ...) toegelaten indien deelnemen vrij is;

Kleuterschool :

- • Subsidies voor schoolleveringen tot M2 in 2020-2021 geen kosten geëist van de ouders;
- • Niet van toepassing voor de boekentas, lege pennenzak, luiers, doekjes en zakdoeken, lichte maaltijden, kledij en sportkledij;
- • Verbod op "facultatieve" schoolkosten tijdens de schooltijd (vandaag de schraping van de voorgestelde soep om 10 u.);
- • Uitstappen met overnachtingen: te financieren door de ouders maar plafond van € 100 voor de gehele kleuterschooltijd (van toepassing tot in M2 in 2020-2021);

Basisschool :

- • Toegelaten facultatieve kosten indien verband met het pedagogische project en aan de kostprijs;
- • Schoolleveringen te financieren door de ouders onder voorwaarden (geen merken ...): momenteel geen subsidiëring;
- • Schoolactiviteiten in verband met het pedagogische project te financieren door de ouders: momenteel geen subsidiëring maar plafond tot € 150/jaar);
- • Uitstappen met overnachtingen: te financieren door de ouders - momenteel geen subsidiëring.

Het is verboden om een lichte maaltijd te verplichten of voor te stellen, in welke vorm ook, in een kleuterschool. Deze lichte maaltijd is een voorrecht van de ouders. Het is dus niet meer toegelaten, ook al maakt dit deel uit van het "schoolproject", om soep voor te stellen aan de kinderen van de kleuterschool.

Sportactiviteiten die verband houden met het pedagogische project blijven ten laste van de ouders maar plafond van MAX. € 45/jaar tot in de 2de basisklas. Deze kosten zijn geplafonneerd in M3 vanaf 2021-2022 maar de inrichtende macht heeft beslist ze te plafonneren tot € 100/jaar.

Maaltijden vallen niet in de categorie schoolkosten wegens "buiten de schooltijd" en kunnen dus aangerekend worden.

Schoolboeken worden geleverd door de school (basisschool) maar de school kan de aankoop van pedagogische bronnen voorstellen (facultatieve kosten).

De school kan (en moet) sportieve en culturele activiteiten blijven aanbieden tijdens de schooltijd die gefinancierd worden door de ouders met de volgende plafonds:

- € 45/jaar in M1/M2
- Momenteel geen plafond in M3 en P1 tot P6 maar onze inrichtende macht heeft

beslist deze bedragen al te plafonneren tot max. € 10/maand in M3 en € 15/maand in het basisonderwijs.

Deze kosten zijn verschuldigd bij een deelname aan de activiteit MAAR ouders met financiële moeilijkheden worden systematisch geholpen.

In verband met medische tussenkomsten is het toe te passen principe duidelijk een voorzorgsprincipe.

Ernstig ongeval: de hulpdiensten en de verantwoordelijke personen worden verwittigd.

De ouders worden gecontacteerd zodra de situatie onder controle is (op basis van de toestand: hulpdiensten verwittigd, ...).

Er is geen "schoolarts". De toelating is bestemd voor de arts die in het kader van hulpverlening de patiënt verzorgt.

Omzendbrief 4888:

Les situations de danger potentiel pour l'élève doivent, autant que possible, être anticipées. Les modalités d'intervention seront précisées dans la fiche de prise en charge spécifique. Toutefois, dans le cas où une intervention s'avère nécessaire pour secourir l'élève et qu'il n'est pas possible de respecter ces modalités (par exemple, lorsque l'urgence est telle qu'il est impossible de prévenir les parents ou de présenter l'élève à un médecin), le personnel peut et doit intervenir dans la mesure de ses moyens. C'est le sens de l'article 422bis du Code pénal qui a trait à la non-assistance à personne en danger et de la théorie de l'état de nécessité. Il n'est toutefois pas demandé au personnel de poser des actes médicaux qu'il ne maîtrise pas, ni de se mettre ou de mettre autrui en danger. En d'autres termes, la sécurité de l'élève est primordiale et passe avant toute autre considération. Il ne sera jamais reproché à un membre du personnel d'avoir fait le nécessaire pour le secourir.

Schriftelijke vraag van de h. Desmet : Water

Onze mooie gemeente heeft talrijke groene ruimtes, bloemenperken en aanplantingen die bijdragen aan de esthetiek en ook aan de regulering van hitteperiodes die steeds vaker voorkomen.

Als de temperatuur stijgt, is meer water nodig voor besproeiing. Tot op heden lijkt dit voornamelijk (of uitsluitend) met stadswater te gebeuren, een aanzienlijke kostprijs die toch vermeden kan worden. Planten verkiezen ook regenwater boven het water dat geleverd wordt door Vivaqua.

Hoeveel water wordt er gebruikt voor de besproeiing door de gemeentediensten ?

Kunnen er regenwatertanks voorzien worden zodat dit geheel of gedeeltelijk gratis wordt ?

Antwoord :

Het Natuurplan van Ukkel geeft aan (specifieke doelstelling 2.7) dat de nodige maatregelen genomen moeten worden om gemeentelijke aanplantingen met regenwater te besproeien:

- Verschillende maatregelen ter beheersing van het regenwater zouden progressief geïmplementeerd moeten worden bij elke werfopportunity.
- Op de site van de Groendienst moet waterafvoer volledig herzien worden, omdat de toekomstige riolering in de Paul Stroobantlaan er zal passeren. Er zijn verschillende herinrichtingswerken van de oppervlakte voorzien ten bate van beter regenwaterbeheer. De plaatsing van regenwatertanks voor de besproeiing van

boomgaarden en serres is nodig.

- Op termijn zou het personeel van de Groendienst moeten beschikken over verschillende vulpunten en een kaart hiervan voor een duurzaam waterbeheer voor besproeiing.

Hier is een raming voor het waterverbruik tijdens de zomerperiode:

- 20 000 liter per dag voor besproeiing tijdens de week
- 8000 liter per dag voor besproeiing tijdens het weekend

Hierbij komt nog:

- 2500 liter per dag voor onkruidverdelging met warm water (± 8 maanden per jaar)

Voor de begroting 2021,

De Groendienst heeft aan de dienst Gemeentebouwen gevraagd een bedrag van 30.000 EUR te voorzien voor de installatie van regenwatertanks voor gemeentebouwen en voor de collectieve moestuinen omdat we elk jaar en vooral tijdens droge periodes veel aanvragen krijgen.

Schriftelijke vraag van de h. Desmet : openbaar park Paola

Er werden in augustus 2020 twee nieuwe tuinen geopend voor het publiek: de tuin van het Kunstenhuis (Dekenijstraat) die tot op heden enkel tijdens culturele evenementen toegankelijk was en het Raspailpark, dit laatste op uitdrukkelijk verzoek van de inwoners die ook al zijn gestart met de eerste saneringswerken.

Vlabbij Raspail was ik verbaasd over het aangekondigde erg kleine openbare park Paola. Het lijkt meer op een treurige tuin op een helling naast een privéwoning dan een openbare ruimte.

Is dit wel degelijk een gemeentelijke openbare ruimte ?

Was zijn desgevallend de intenties van het college op korte of middellange termijn om deze ruimte aantrekkelijk in te richten die, buiten het nodige onderhoud, door de overheid vergeten lijkt te zijn ?

Antwoord :

Het betreft effectief een openbare ruimte en het wordt onderhouden door de Groendienst. Met het hoofd van de Groendienst hebben we de nieuwe burens van deze tuin ontmoet voor een ander onderwerp en we hebben met hen gesproken over dit punt.

In de filosofie van het project ARBRES van het Centre d'Ecologie urbaine, die zich inzet voor fruitbomen in de stad en de terbeschikkingstelling van het fruit, willen we een project ontwikkelen voor de aanplanting van fruitbomen, in de vorm van een collectieve boomgaard waar inwoners de bomen kunnen verzorgen en fruit kunnen plukken en verdelen. Het lijkt ons interessant om te kiezen voor klein fruit op lage hoogte, eventueel druiven omdat de helling en de ligging van het terrein hiervoor geschikt is. Deze keuzes moeten gemaakt worden met geïnteresseerden die zich willen inzetten voor dit project dat ontwikkeld zal worden in samenwerking met Pépinière Citoyenne.

De timing van het project zal afhangen van de werklast van de gemeentediensten: indien de

achterstand wegens covid weggewerkt kan worden, zou er al deze winter aangeplant kunnen worden na de voorbereidende vergaderingen.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock over de balans van de lokale handelscheques

Ik wens graag een voorlopige balans sinds de goedkeuring door de gemeenteraad van de lancering van de lokale handelscheques. Hoeveel leden zijn er al? Hoeveel cheques worden of zullen uitgegeven worden ? Wat is de uiteindelijke nominale waarde ? Worden er cheques aan een lagere prijs verkocht ?

Hoeveel kost deze campagne (incl. personeel en diverse kosten)? Wat is het uiteindelijk budget en wat is de kost voor de gemeente ?

Antwoord :

Aantal leden : 46 handelaars (prospectie is bezig)
Hoeveel cheques : 20.000 cheques werden gedrukt
Nominale waarde : 10 euro
Cheques aan een lagere prijs : Nee
Kostprijs van deze campagne ?
Indicatief budget 2020 : ontvangsten : 80.000 eur - uitgaven : 180.000 eur

Details :

Drukwerk 20.000 cheques : € 14471,60 incl. btw
Grafisch ontwerp : € 786,50

De Raad neemt kennis.

11 annexes / 11 bijlagen

20 33 Desmet eau..docx, 20 32 Van de Cauter frais scolaires.docx, 20 28 Cohen 3,5 T rue du Dieweg.docx, 20 32 Van de Cauter frais scolaires bis.docx, 20 24 El Fassi aménagements prévus Homborchveld.docx, 20 34 Desmet parc public Paola.docx, 20 30 Margaux prévention cancer.docx, 20 26 Lederman Bucquet échafaudages sur voie publique.docx, 20 35 De Bock chèques commerces.docx, 20 31 Margaux projection du 17 juillet 2020.docx, 20 29 Desmet bus 70.docx

01.10.2020/A/0037 **Questions orales et interpellations transformées en questions écrites lors du Conseil du 10 septembre 2020. (2)**

Question écrite de Mme El Fassi sur le stationnement devant la crèche communale du Homborch

Il y a près d'un an, je vous ai interpellé sur la question du stationnement devant la crèche communale du Homborch. Celle-ci ne possède, en effet, qu'une seule place de parking pour un total de 36 familles. Par ailleurs, la place de stationnement réservée à la crèche est très souvent exploitée par des parents n'ayant pas d'enfant inscrits à la crèche-même, et aucun contrôle communal n'a été fait à ce sujet jusqu'à ce jour. Cette situation génère, au quotidien, des tensions tant pour les parents que pour les responsables de la crèche communale.

Des mesures doivent être prises et plusieurs options sont possibles pour améliorer le quotidien de chacun. Un ancien espace pour le dépôt d'immondices est actuellement non-utilisé et pourrait être exploité pour augmenter les places de stationnement. Une barrière pourrait aussi être installée pour différencier le stationnement de la crèche des autres établissements, etc.

- Comptez-vous augmenter le nombre de places de stationnement réservé à la crèche ?

- Quelles mesures comptez-vous prendre pour contrôler le bon usage de la place de stationnement réservé à la crèche ?

Réponse :

L'école dispose de 8 emplacements sur son domaine privé, dont une est réservée pour les parents qui déposent leur(s) enfant(s) à la crèche. Les autres emplacements sont aussi accessibles aux parents de la crèche, ils ne sont pas réservés exclusivement au personnel de l'école. De plus, il existe des emplacements en voirie qui peuvent également être utilisés par tous les automobilistes (parents, personnel, riverains).

Cependant, en Groupe de Travail Mobilité (voirie-mobilité-police), il a été décidé de réorganiser la situation sur le parking privé, notamment en plaçant des potelets, car les automobilistes ne respectent pas le dispositif de stationnement. Une deuxième place « crèche » (avec un logo « parent/enfant/landau ») sera également ajoutée.

Etant donné que ces emplacements se situent sur un domaine privé, ni la Police ni les agents constatateurs ne peuvent malheureusement effectuer de contrôle.

L'école pourrait, si elle le sollicite, en collaboration avec le service des bâtiments communaux, récupérer l'espace des immondices ou installer une barrière.

Question écrite de M. Norré sur la circulation avenue du Prince de Ligne

Je suis interpellé par les riverains de l'avenue du Prince de Ligne. Comme vous le savez, il s'agit d'une longue ligne droite qui relie Vivier d'oie à Saint-Job.

Chaque jour et c'est de pire en pire, des automobilistes circulent sur cette chaussée à des vitesses totalement inadaptées. La situation est dangereuse et les riverains craignent un accident grave.

Des mesures sont-elles envisagées par le collège pour veiller au respect des limitations de vitesses ? Si oui lesquelles ?

Des aménagements seront-ils réalisés afin d'apaiser la circulation ?

Je vous remercie déjà pour vos réponses.

Réponse :

Actuellement, la vitesse maximale dans l'avenue du Prince de Ligne est fixée à 50km/h.

Au 1^{er} janvier 2020, elle passera à 30km/h.

Des contrôles de vitesses ont été réalisés par la Police :

- A hauteur du n° 78 le 14/09/18 ;
- A hauteur du n° 80 le 08/10/18 ;

- A hauteur du n° 80 le 16/02/2019.

Vous trouverez le détail des résultats dans le document annexé.

Des relevés de vitesse ont également été effectués par la Commune :

- Du 28/08/2018 au 01/03/2019 au n° 74 - 11 % au-delà de la vitesse autorisée et 3 % au-delà de la tolérance (établie à 56km/h).
- Du 29/03/19 au 14/06/19 au n° 74 – 13 % au-delà de la vitesse autorisée et 4 % au-delà de la tolérance (établie à 56km/h).

Au vu des résultats (qui sont également joints), il n'a pas été décidé d'intervenir pour réaliser des aménagements spécifiques.

Lorsque la ville 30 sera mise en place, nous serons bien évidemment attentifs au respect du 30 km/h sur cette artère. Au besoin, la question de mesures visant à le garantir sera à nouveau examinée.

A noter qu'un passage piétons supplémentaire a été marqué dans le courant de l'année 2019, au milieu de l'avenue, et ce à la demande des habitants (un autre passage étant dessiné Place Saint-Job, face à la salle de sport communale).

Enfin, des marquages cyclables (logos et chevrons) seront réalisés prochainement. La largeur de la voirie ne permet, malheureusement pas, la réalisation d'une piste cyclable marquée.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vragen en interpellaties omgevormd tot schriftelijke vragen tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 10 september 2020. (2)

Schriftelijke vraag van Mevr. El Fassi over parkeren voor het gemeentelijk kinderdagverblijf van Homborch

Een jaar geleden heb ik u geïnterpelleerd over het parkeren voor het gemeentelijke kinderdagverblijf van Homborch. Er is namelijk maar één parkeerplaats voor 36 gezinnen en deze voorbehouden plaats wordt vaak ingenomen door ouders die in dit kinderdagverblijf geen kinderen hebben ingeschreven. De gemeente controleert dit ook niet. De ouders en de verantwoordelijken van het kinderdagverblijf hebben hier hinder van.

Er moeten maatregelen genomen worden en er zijn verschillende opties mogelijk: een oude plaats voor afval die momenteel niet gebruikt wordt, een slagboom om de parkeerplaats van het kinderdagverblijf te scheiden van andere parkeerplaatsen, ...

- Zal u het aantal voorbehouden parkeerplaatsen voor het kinderdagverblijf verhogen ?

- Hoe zal u het goede gebruik van de voorbehouden parkeerplaatsen voor het kinderdagverblijf controleren ?

Antwoord :

De school beschikt over 8 plaatsen op het eigen domein, waarvan één voorbehouden voor ouders die hun kinderen in het kinderdagverblijf komen afzetten. De andere plaatsen kunnen ook door deze ouders gebruikt worden en zijn niet uitsluitend voorbehouden voor het schoolpersoneel. Er zijn ook parkeerplaatsen langs de weg die door iedereen gebruikt kunnen worden.

In de werkgroep Mobiliteit (wegen-mobiliteit-politie) werd echt beslist om de situatie op de privéparking te herorganiseren, meer bepaald via de plaatsing van paaltjes, omdat bestuurders de parkeerplaatsen niet respecteren. Er zal ook een tweede plaats "kinderdagverblijf" met bijbehorend logo) voorzien worden.

Omdat dit privédomein is, kunnen de politie en de gemeentelijke vaststellers geen controles uitvoeren.

De school kan desgevallend aan de gemeente vragen om de vermelde plaats voor afval te recupereren of een slagboom te plaatsen.

Schriftelijke vraag van de h. Norré over het verkeer in de Prins de Lignelaan

Ik werd gecontacteerd door de inwoners van de Prins de Lignelaan omdat steeds meer auto's een totaal onaangepaste snelheid aanhouden. Dit is gevaarlijk en de inwoners vrezen ernstige ongevallen.

- Welke maatregelen overweegt het college om de snelheid te doen respecteren ?

- Zijn er inrichtingen voorzien om het verkeer te kalmeren ?

Antwoord :

De maximumsnelheid in de Prins de Lignelaan is momenteel 50km/h.

Op 1 januari 2020 zal dit 30km/h zijn.

De politie heeft snelheidscontroles uitgevoerd :

- aan nr. 78 op 14/09/18;
- aan nr. 80 op 08/10/18;
- aan nr. 80 op 16/02/2019.

In de bijlage vindt u de details hierover.

De gemeente heeft eveneens snelheidsmetingen uitgevoerd :

- van 28/08/2018 tot 01/03/2019 aan nr. 74 - 11 % boven de toegelaten snelheid en 3 % boven de tolerantie (56km/h).
- van 29/03/19 tot 14/06/19 aan nr. 74 - 13 % boven de toegelaten snelheid en 4 %

boven de tolerantie (56km/h).

Omwille van deze resultaten (eveneens toegevoegd) werd er beslist om geen specifieke inrichtingen uit te voeren.

Wanneer stad 30 ingevoerd wordt, zullen we uiteraard aandacht hebben voor de naleving van 30 km/h in deze weg. Indien nodig, kunnen eventuele maatregelen onderzocht worden. In de loop van 2019 werd er een bijkomende oversteekplaats voor voetgangers aangebracht in het midden van de laan, dit op vraag van de inwoners (een ander oversteekplaats werd voorzien aan het Sint-Jobsplein, tegenover de gemeentelijke sportzaal).

Er worden binnenkort fietsmarkeringen (logo's en strepen) aangebracht. De breedte van de weg laat het jammer genoeg niet toe om een gemarkeerd fietspad te voorzien.

De Raad neemt kennis.

5 annexes / 5 bijlagen

T(S)_Prince de Ligne 74.pdf, Radar.pdf, T(S)_19-076_Prince de Ligne 74.pdf, 20 25 El Fassi stationnement crèche communale du Homborch.docx, 20 27 Cédric Norré circulation avenue du Prince de Ligne..docx

01.10.2020/A/0038 **Interpellation de M. Hayette : la panne de l'Agence Immobilière Sociale Uccloise.**

M. Hayette rappelle que 24 agences immobilières ont reçu leur agrément à Bruxelles.

Selon les projections de l'administration sur l'évolution du parc AIS, le montant des subsides pour 2020 s'élève à 18.066.342,62 € pour un parc locatif de 6.268 logements (et non de 3.500 logements comme l'affirme erronément le site de la commune), ce qui représente une augmentation annuelle de 734 logements (30 logements en moyenne par AIS). La Région bruxelloise a même dû revoir son budget à la hausse en raison de la forte croissance du secteur.

Quasi toutes les AIS ont augmenté leur parc locatif, à l'exception de l'AIS Les Trois Pommiers, située à Etterbeek, dont la situation est inchangée, de l'AIS d'Etterbeek, qui a diminué son parc de 8 logements, et de l'AIS d'Uccle, qui perd 10 logements de son parc et dont le subside, s'élevant à 624.860,79 €, est réduit mécaniquement par rapport à celui de 2019.

Pourquoi l'AISU est-elle une des seules agences immobilières sociales de la Région bruxelloise à perdre des logements ? Est-ce dû au manque d'investissement de l'échevin de tutelle, visiblement plus engagé dans la politique de l'urbanisme et le centre U que dans le logement social ? Est-ce dû à la jeunesse et au manque d'expérience en matière de logement du nouveau conseil d'administration ? Doit-on y voir un manque d'enthousiasme des propriétaires ucclois face à un prix des loyers qu'ils jugeraient trop bas ?

Dans sa Déclaration de politique générale, la majorité a émis la proposition suivante : « L'ambition est d'augmenter le parc de logements afin d'atteindre au moins les 300 unités au cours de la prochaine mandature, tout en veillant à ce que la nette majorité des nouveaux logements pris en gestion soient situés sur le territoire communal. Les missions de l'AISU pourront s'étendre à la promotion du logement intergénérationnel ».

Comment le Collège compte-t-il atteindre son objectif de 300 logements ?

M. Hayette remarque que les deux communes concernées sont dirigées par une majorité libérale. S'agit-il d'un hasard ou d'une volonté politique de se désinvestir de ce mécanisme ?

Lors de la mise en place du conseil d'administration, Défi était le seul parti d'opposition à

y bénéficier d'un représentant. Regrettant l'attitude la majorité, le groupe socialiste a souhaité que les trois groupes de l'opposition soient représentés au sein du conseil d'administration. M. Norré a pu être nommé administrateur pour le groupe socialiste mais M. Hayette réitère son souhait d'une représentation de l'ensemble de l'opposition dans cet organe.

M. l'Echevin Biermann précise que le Collège tente toujours de limiter le nombre d'intervenants dans l'attribution de logements, en parfaite conformité avec un règlement dûment établi.

Pour le reste, la discussion doit avoir lieu au sein de l'ASBL, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une ASBL communale.

M. l'Echevin Biermann reconnaît que des biens ont été soustraits à la gestion de l' AIS mais la situation de cette dernière a pu être équilibrée grâce à l'attribution de la gestion d'autres biens.

Le Collège garde toute sa confiance dans l' AIS, au point qu'il a opté pour le principe du transfert progressif à l' AIS de la gestion des logements sociaux relevant de la Régie foncière.

Par ailleurs, dans le cadre d'une charge d'urbanisme, la commune est devenue propriétaire d'une maison sise rue Vanderkindere, et le Collège a l'intention d'y développer un projet d'« Housing First », dont la gestion sera également confiée à l' AIS.

M. Godefroid signale qu'en raison de la perte d'une trentaine de logements, dont 20 en l'espace de deux mois, l' AIS a sollicité un subside complémentaire de 100.000 € de la part du Conseil communal, qui le lui a accordé.

Suite à cette perte en deux mois de 20 logements, il a fallu procéder à une compensation, c'est-à-dire investir puisque l' AIS doit financer le différentiel au cours des premiers mois. C'est la raison pour laquelle, pour la première fois depuis les années 2010, l' AIS n'a pas été en mesure d'augmenter son parc immobilier.

Pour ce qui concerne le prix des loyers, dont la modicité découragerait les propriétaires uclois, il existe un mécanisme de correction, qui devrait cependant faire l'objet d'une révision.

M. Godefroid conteste l'allégation selon laquelle l'opposition n'aurait jamais été complètement représentée au Conseil d'administration.

Au contraire, celui-ci a toujours compté un voire deux représentants de l'opposition et de sa propre initiative, l' AIS a opté pour une représentation au sein de son conseil d'administration de l'ensemble des formations politiques siégeant au Conseil communal.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Hayette : het stilvallen van het Sociaal Woningbureau van Ukkel.

De h. Hayette geeft aan dat 24 verhuurkantoren erkend zijn door Brussel. Volgens de voorspellingen van het bestuur over de evolutie van het aanbod van de verhuurkantoren bedragen de subsidies voor 2020 € 18.066.342,62 voor een huuraanbod van 6.268 woningen (en niet 3.500 woningen zoals verkeerdelijk vermeld op de website van de gemeente), een jaarlijkse verhoging van 734 woningen (gemiddeld 30 woningen per verhuurkantoor). Het Brusselse gewest heeft zijn budget moeten verhogen door de grote stijging van deze sector.

Bijna alle verhuurkantoren hebben hun aanbod uitgebreid, behalve AIS Les Trois

Pommiers (Etterbeek - ongewijzigd), AIS van Etterbeek (- 8 woningen) en het SWU (- 10 woningen). Waarom is het SWU één van de enigen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat woningen verliest? Is dit te wijten aan een gebrek aan inzet van de schepen van toezicht die zichtbaar meer bezig lijkt te zijn met stedenbouw en het centrum U dan met sociale huisvesting? Is dit te wijten aan het gebrek aan ervaring met huisvesting van de nieuwe gemeenteraad? Is er een gebrek aan enthousiasme van Ukkelse eigenaars omwille van de lagere verhuurprijs?

Volgens de algemene beleidsverklaring wil de meerderheid het woningpark vergroten tot 300 eenheden, waarvan het grootste deel gelegen in Ukkel. Het SWU kan ook intergenerationale huisvesting promoten. Hoe zal het college deze doelstelling van 300 woningen bereiken? Hij merkt op dat de twee betrokken gemeentes geleid worden door een liberale meerderheid. Is dit toeval of een politieke wil om zich niet hiervoor in te zetten?

Tijdens de installatie van de gemeenteraad was Défi de enige oppositiepartij die er kon beschikken over een vertegenwoordiger. De PS wou dat de drie oppositiepartijen vertegenwoordigd zouden zijn binnen de gemeenteraad. De h. Norré herhaalt zijn wens dat de gehele oppositie vertegenwoordigd is binnen dit orgaan.

Schepen Biermann antwoordt dat de discussie binnen de vzw moet plaatsvinden omdat dit geen gemeentelijke vzw betreft. De schepen erkent dat het SWU minder woningen beheert maar dat er wel gecompenseerd werd door de toekenning van het beheer van andere goederen. Het college blijft vertrouwen hebben in het SWU. Het beheer van de sociale woningen die afhangen van de Grondregie zal ook geleidelijk overgedragen worden aan het SWU. In het kader van een stedenbouwkundige last is de gemeente eigenaar geworden van een woning in de Vanderkinderestraat en het college wil er een project "Housing First" ontwikkelen dat beheerd zal worden door het SWU.

De h. Godefroid geeft aan dat het SWU, wegens het verlies van 30 woningen waarvan 20 op 2 maanden tijd, een bijkomende subsidie van € 100.000 aan de gemeenteraad heeft gevraagd, die werd toegekend. Door het verlies van 20 woningen in 2 maanden moest er een compensatie komen, m.a.w. investeren omdat het SWU het verschil moet financieren in de loop van de eerste maanden. Dit is de reden waarom het SWU voor het eerst sinds 2010 het woonaanbod niet kon verhogen. Voor de huurprijs - de bescheidenheid ervan kan Ukkelse eigenaars ontmoedigen - bestaat er een correctiemechanisme dat herzien zou moeten worden.

De h. Godefroid betwist de bewering waarbij de oppositie nooit volledig vertegenwoordigd zou zijn in de gemeenteraad. De gemeenteraad heeft daarentegen steeds één of twee vertegenwoordigers van de oppositie gehad en op eigen initiatief heeft het SWU gekozen voor een vertegenwoordiging binnen zijn raad van bestuur van alle fracties die zetelen in de gemeenteraad.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Hayette - A.I.S.U..pdf

M. Norré rappelle que des animaux sont présents chaque année au Marché annuel de Saint-Job.

M. Norré reconnaît que cette présence animale confère un certain intérêt au marché annuel et comporte aussi un atout éducatif en permettant aux enfants citadins d'avoir un contact avec les animaux de la ferme.

Néanmoins, M. Norré se pose des questions quant au bien-être des animaux présents, car lors du marché de l'année dernière, qui s'est déroulé sous une chaleur caniculaire, il a remarqué que des alpagas sont demeurés toute la journée sur du bitume chauffé par le soleil sans disposer d'un coin d'ombre, que des volatiles ont été enfermés dans des cages de 30 centimètres et que de nombreux animaux n'avaient pas suffisamment d'eau pour se désaltérer.

Cependant, les mentalités évoluent en ce domaine.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'utilisation de poneys est interdite sur le territoire de la Région de Bruxelles-capitale. Et la mandature communale actuelle a vu éclore un échevinat du Bien-être animal.

Que pense Mme l'Echevine du Bien-être animal de la présence d'animaux de ferme lors du Marché annuel de Saint-Job ?

Quelles mesures compte-elle prendre pour assurer leur bien-être ?

Des mesures plus proportionnées ne permettraient-elles d'atteindre l'objectif poursuivi en évitant l'inconfort pour les animaux ?

Mme Vandeputte se réjouit de l'interpellation de M. Norré, qui rejoint sa propre question écrite sur la même thématique.

M. Cohen estime qu'il est important de veiller au bien-être animal.

Néanmoins, il demeure partisan du maintien de la présence d'animaux à la foire de Saint-Job dans la mesure où certains enfants, notamment ceux issus de familles plus défavorisées, ont rarement l'occasion de voir des animaux de ferme.

Mme l'Echevine De Brouwer comprend très bien que les animaux constituent un point d'attraction de la foire de Saint-Job, notamment pour un public qui n'a guère l'habitude de voir des vaches, des moutons, des chèvres, etc.

Néanmoins, cette manifestation doit évoluer de manière à garantir un traitement respectueux des animaux.

À ce jour, l'administration communale n'a pas établi un cahier des charges définissant les conditions de confort pour les animaux mais elle est tout à fait disposée à le faire avec la collaboration de spécialistes.

Dans cette perspective, le Collège a fait appel au conseil du département Bien-être animal de Bruxelles-Environnement, qui était prêt à envoyer des représentants à la Foire de Saint-Job, mais vu qu'il n'y avait pas d'animaux lors de la dernière foire, la commune s'appuiera sur l'expertise de cet organisme pour les éditions ultérieures de cet événement.

Le Collège n'a pas encore pu établir une collaboration avec les associations de défense des animaux mais espère bénéficier de leur concours à l'avenir.

M. Norré n'est pas hostile par principe à la présence d'animaux sur la Foire de Saint-Job, du moment que leur bien-être est garanti.

Selon M. Norré, les espaces verdurisés seraient plus adéquats pour l'accueil d'animaux que du bitume surchauffé.

Interpellatie van de h. Norré : dieren op de Jaarmarkt van Sint-Job.

De h. Norré vermeldt dat er op de jaarmarkt van Sint-Job elk jaar dieren aanwezig zijn, wat bijdraagt aan de sfeer en ook een educatief aspect heeft voor stadskinderen. Hij stelt zich echter vragen over het welzijn van de dieren. Vorig jaar was er in die periode een hittegolf: alpaca's op een hete ondergrond zonder schaduwplek, pluimvee in kooien van 30 cm en onvoldoende drinkwater.

De mentaliteit is wel aan het veranderen. Sinds 1 januari 2019 is het gebruik van pony's op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verboden en de gemeente heeft een dienst Dierenwelzijn opgericht. Wat denkt de schepen van Dierenwelzijn over de aanwezigheid van boerderijdieren op de jaarmarkt en welke maatregelen zal zij nemen om hun welzijn te verzekeren?

Mevr. Vandeputte is tevreden over de interpellatie van de h. Norré die aansluit bij haar eigen schriftelijke vraag hierover.

De h. Cohen vindt het belangrijk om te waken over het dierenwelzijn. Hij blijft echter voorstander van het behoud van de dieren op de jaarmarkt omdat sommige kinderen, uit minderbegoede gezinnen, soms zelden de kans hebben om boerderijdieren te zien.

Schepen De Brouwer begrijpt erg goed dat dieren een aantrekkelijk aspect vormen voor de jaarmarkt, vooral voor een publiek dat nauwelijks in contact komt met boerderijdieren. Dit moet echter gebeuren met respect voor de dieren. Er zijn op dit moment geen specifieke voorwaarden rond het comfort van de dieren van kracht maar ze is bereid hiervoor samen te werken met specialisten. Het college heeft de dienst Dierenwelzijn van Leefmilieu Brussel gecontacteerd en tijdens de komende edities (vorig jaar waren er geen dieren aanwezig) zal er een beroep gedaan worden op hun expertise. Er is nog geen samenwerking tussen het college en verenigingen die dierenrechten verdedigen maar het college zal hen in de toekomst betrekken in dit aspect.

De h. Norré is niet tegen de aanwezigheid van dieren op de markt zolang hun welzijn gegarandeerd is. Groene ruimtes lijken wel gepaster voor de dieren dan een hete harde ondergrond.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Norré - animaux Saint-Job.docx

Patrick Zygas quitte la séance / verlaat de zitting.

01.10.2020/A/0040 **Interpellation de M. Norré : label "Commune respectueuse du bien-être animal".**

M. Norré signale que la Région bruxelloise a décidé de soutenir les communes soucieuses du bien-être animal en lançant un appel à projet destiné aux 19 communes de la capitale. Les communes qui décrocheront le label « Commune respectueuse du bien-être animal » bénéficieront d'un subside pouvant aller jusqu'à 7.000 €.

Les communes désireuses d'obtenir ce label doivent répondre à 6 critères sur une liste qui en comporte 11.

Cette année, les communes pourront aussi concourir pour l'octroi du « Label d'Or », qui récompensera en 2021 la commune bruxelloise ayant manifesté, par le respect d'un maximum de critères, une bienveillance particulière à l'égard des animaux.

Les communes ont la possibilité de soumettre leur candidature pour ce label jusqu'au 30 avril.

Quelles sont les mesures prises pour améliorer le bien-être animal à Uccle ?

À combien de critères la commune répond-elle ?

La commune va-t-elle se poser candidate pour l'obtention du label « Commune respectueuse du bien-être animal » et du « Label d'Or » ?

Mme l'Echevine De Brouwer confirme qu'un dossier a été déposé afin qu'Uccle puisse obtenir ce label l'authentifiant comme une commune amie des animaux.

Sur les 11 critères prévus, la commune en remplit 6, voire 9 si on les évalue avec plus de souplesse.

L'institution d'un échevinat du Bien-être animal constitue en soi un geste important.

Deux agents spécialisés se consacrent à la défense du bien-être animal sur le territoire de la zone de police.

Le Collège désire aménager un espace de liberté pour les chiens sur le territoire communal. Quoiqu'un site ait été pressenti sur l'avenue Paul Stroobant, ce projet n'a pas encore pu être concrétisé, étant donné qu'une série de problèmes avec le propriétaire du terrain a empêché la signature d'une convention.

L'administration communale accorde chaque année un subside à l'ASBL Chats libres, qui procède à la stérilisation des chats errants.

Les campagnes de sensibilisation que les services communaux mènent auprès de la population ont pu être poursuivies malgré la crise du covid.

Sauf autorisation du bourgmestre, les feux d'artifice sont interdits sur le territoire communal, car ils s'avèrent particulièrement nuisibles pour les animaux.

Le Collège a invité le Pr Claire Diederich à faire un exposé dans le cadre des conférences organisées par Bruxelles-Environnement. Mme l'Echevin De Brouwer précise à cet égard que le critère n° 10 pour l'obtention du label concerne l'organisation d'événements dans le domaine du bien-être animal.

Le Collège a voulu organiser une conférence sur la présence du renard en ville mais a été contraint d'y renoncer en raison de la crise sanitaire.

L'offre de produits qui n'ont pas été testés sur des animaux et qui sont dépourvus d'ingrédients d'origine animale est un élément pris en considération pour l'octroi des chèvres-commerce et ceci est de nature à favoriser l'octroi du Label d'Or.

La commune a pu offrir une centaine de primes pour l'adoption d'animaux en refuge grâce au subside régional, qui s'élève à un peu plus de 4.000 €.

Les services communaux étudient la possibilité d'apporter un soutien aux centres qui ne sont pas des refuges agréés mais s'occupent du suivi d'animaux déjà adoptés.

Quoique la convention relative à l'aménagement d'un espace « chiens sans laisse » avenue Paul Stroobant n'ait pas encore pu être signée, le Collège a bien l'intention de réaliser cet objectif avant 2021. Mais Mme l'Echevine De Brouwer n'est pas encore en mesure de déterminer la superficie de l'espace considéré.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Norré : label "Diervriendelijke gemeente".

De h. Norré geeft aan dat het Brusselse gewest gemeentes zal ondersteunen die aandacht hebben voor het dierenwelzijn, via een oproep tot projecten. De gemeente die het label Diervriendelijke gemeente krijgen, zullen kunnen genieten van een subsidie tot € 7.000. Er moet voldaan worden aan 6 van de 11 criteria. Dit jaar kunnen de gemeentes ook dingen naar het “Gouden label” dat in 2021 de Brusselse gemeente zal belonen dat een bijzondere aandacht heeft gegeven aan dieren, in naleving van zo veel mogelijk criteria. De gemeentes kunnen hun kandidatuur indienen tot 30 april.

Welke maatregelen zijn voorzien om het dierenwelzijn in Ukkel te verbeteren? Aan hoeveel criteria voldoet de gemeente? Zal de gemeente zich kandidaat stellen voor het label Diervriendelijke gemeente en het Gouden label?

Schepen De Brouwer bevestigt dat er een dossier werd ingediend om als diervriendelijke gemeente dit label te kunnen bekomen. De gemeente voldoet aan 6 criteria (9 indien er soepeler beoordeeld wordt). De creatie van een dienst Dierenwelzijn draagt hier erg aan bij. Twee gespecialiseerde ambtenaren zetten zich hiervoor in op het grondgebied van de politiezone.

Het college wil in de gemeente ook een losloopzone voor honden inrichten. Een gepland terrein in de Paul Stroobantlaan kon niet geconcretiseerd worden omwille van problemen met de eigenaar van het terrein.

Het gemeentebestuur kent elk jaar een subsidie toe aan vzw Chats libres die zorgt voor de sterilisatie van zwervkatten.

De sensibilisering van de bevolking door de gemeentediensten kon voortgezet worden ondanks covid.

Vuurwerk is enkel toegelaten met een goedkeuring van de burgemeester omdat dieren erg veel hinder hiervan ondervinden.

Het college heeft Claire Diederich gevraagd een uiteenzetting te geven in het kader van de conferentie van Leefmilieu Brussel. De organisatie van evenementen rond dierenwelzijn voldoet aan criterium 10 om het label te kunnen krijgen.

Het college wou een conferentie over de aanwezigheid van vossen organiseren maar dit kon niet doorgaan omwille van de gezondheidscrisis.

Het aanbod aan producten die niet getest zijn op dieren of die geen stoffen van dierlijke oorsprong bevatten is een overweging bij de toekenning van handelscheques en dit is eveneens gunstig om het Gouden label te bekomen.

De gemeente heeft een honderdtal premies voor de adoptie van asiëddieren uitgereikt dankzij een gewestelijke subsidie (iets boven € 4.000).

De gemeente bestudeert een mogelijke ondersteuning van opvangcentra die niet erkend zijn maar die reeds geadopteerde dieren opvolgen.

Het college hoopt de inrichting van een losloopzone in de Paul Stroobantlaan te realiseren vóór 2021. Ze heeft nog geen informatie over de oppervlakte van dit terrein.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Notté - Label « Commune respectueuse du bien-être animal ».docx

Bernard Hayette quitte la séance / verlaat de zitting.

M. Cools évoque la souffrance des commerces, qui pâtissent de la multiplicité des travaux, des problèmes de circulation et des conséquences de la pandémie.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins d'Arlon a opté pour la gratuité des parkings en voirie les samedis de décembre, afin de permettre aux citoyens de procéder à l'achat de leurs cadeaux de fin d'année en toute tranquillité.

Pourquoi ne pas suivre cet exemple à Uccle, et même étendre cette mesure aux périodes de soldes ?

À Arlon, une housse bleue placée sur l'horodateur signale la gratuité du parking considéré. Le Collège est-il favorable à l'adoption d'une telle mesure pour Uccle ? Celle-ci ne permettrait-elle pas d'aider les commerçants, qui ont besoin d'un soutien en ces temps difficiles ?

Quel bilan peut-on tirer de l'instauration d'une heure de stationnement gratuite à Uccle-Centre en raison des travaux menés dans ce secteur ?

Cette mesure était censée être en vigueur jusqu'au 30 juin 2020. Il y a lieu de se demander pourquoi le Collège l'a supprimée pour les mois de juillet et d'août. Comment l'information (ou l'absence d'information) a été mise en œuvre à ce propos ? La gratuité aurait été rétablie jusqu'au 1^{er} septembre. Jusque quand ?

M. l'Echevin Wyngaard admet que le dispositif prévu à Arlon puisse paraître séduisant. Il présente néanmoins l'inconvénient d'empêcher une rotation des véhicules.

Le Collège a eu de nombreux échanges avec les associations de commerçants au lendemain de la période de confinement. Ces entretiens ont permis d'établir que les commerçants étaient favorables à l'adoption d'un stationnement gratuit, à condition que celui-ci soit limité dans le temps, de manière à permettre la rotation des véhicules et donc la circulation de la clientèle.

Le Collège a donc instauré une heure de stationnement gratuit.

M. l'Echevin Wyngaard est bien conscient des difficultés auxquelles sont confrontés les commerçants d'Uccle-Centre. Il en est de même des commerçants du secteur de la rue Edith Cavell, dont l'activité est affectée par le chantier d'égouttage de Vivaqua, quoique celui-ci soit indispensable pour éviter l'affaissement de la voirie. Le principe d'une heure de stationnement gratuit y sera également d'application, en raison du caractère exceptionnel de ce chantier.

Pour ce qui concerne le quartier d'Uccle-Centre, on peut toujours débattre de l'ampleur du périmètre à prendre en considération mais le Collège a assez logiquement inclus dans ce pourtour tout l'îlot correspondant aux voiries Alseberg, Coghén, Brugmann.

La mesure de gratuité, qui avait été désactivée durant la période estivale en raison de l'absence de chantier en juillet et août, demeurera encore en vigueur au cours des prochains mois à Uccle-Centre. Un communiqué sur cette mesure a été publié dans le *Wolvendael* afin d'inciter les citoyens à se rendre à Uccle-Centre pour dynamiser son activité économique.

M. Cools comprend très bien la nécessité d'éviter le phénomène des « voitures-ventouses ».

Il estime néanmoins que la situation est différente le samedi et de toute façon, les riverains disposent de cartes qui leur permettent de se garer dans les zones vertes.

De plus, il serait opportun de prévoir une heure de stationnement gratuit dans tous les centres commerciaux d'Uccle en période de soldes ainsi qu'au mois de décembre.

Selon M. Cools, il conviendrait de revoir le périmètre d'Uccle-Centre car il n'est pas normal que le tronçon de l'avenue Brugmann compris entre la place Emile Danco et le square Georges Marlow en soit écarté.

Mondelinge vraag van de h. Cools : gratis parkeren op zaterdag.

De h. Cools wijst op de problemen die de handel ondervindt door de talrijke werkzaamheden, verkeersproblemen en de gevolgen van de pandemie. Het college van burgemeester en schepenen van Aarlen heeft beslist om parkeren gratis te maken op zaterdagen in december zodat de inwoners in alle rust hun eindejaarsinkopen kunnen doen. Is dit ook mogelijk in Ukkel, met een eventuele verlenging tot de koopjesperiode, om de handelaars te ondersteunen in deze moeilijke periode?

Wat is de balans van de invoering van een gratis uur parkeren (wegens werkzaamheden) in Ukkel-Centrum in deze sector? Deze maatregel was niet van kracht in juli en augustus (hoe werd dit meegedeeld?) maar wel opnieuw vanaf september (tot wanneer?).

Schepen Wyngaard geeft toe dat het systeem in Aarlen verleidelijk is maar dit verhindert wel de rotatie van voertuigen. Het college heeft regelmatig contact met handelsverenigingen en daaruit is gebleken dat zij voorstander zijn van gratis parkeren als dit beperkt is in de tijd om de parkeerrotatie te behouden. Het college heeft daarom een uur gratis parkeren ingevoerd.

De schepen is bewust van de problemen die de handelaars van Ukkel-Centrum ondervinden. Dit geldt ook voor de sector Edith Cavellstraat door de rioleringswerken van Vivaqua (die noodzakelijk zijn om een inzakking te voorkomen). Door de uitzonderlijke aard van deze werken zal daar ook een uur gratis parkeren ingevoerd worden. Voor de wijk Ukkel-Centrum kan men discussiëren over de perimeter maar het college heeft gekozen voor de zone die overeenkomt met de wegen Alseberg, Coghén en Brugmann.

Gratis parkeren was niet van kracht tijdens de zomermaanden omdat er geen werven waren. Het blijft van kracht de komende maanden in Ukkel-Centrum. Er werd hierover gecommuniceerd in de Wolvendael.

De h. Cools begrijpt dat het belangrijk is langparkeerders te voorkomen. De toestand is echter anders op zaterdag en de inwoners beschikken over kaarten om te kunnen parkeren in groene zones. Het zou gepast zijn een uur gratis parkeren in te voeren in alle Ukkelse handelscentra tijdens de koopjesperiode en in de maand december. De perimeter van Ukkel-Centrum zou ook herzien moeten worden. Het is niet normaal dat het gedeelte van de Brugmannlaan tussen het Emile Dancoplein en de Georges Marlowsquare niet inbegrepen is.

De Raad neemt kennis.

01.10.2020/A/0042 **Question orale de M. Cools : l'augmentation des demandes d'aide au C.P.A.S..**

M. Cools rappelle que lors de la dernière séance, le Conseil communal a voté à l'unanimité une motion relative aux graves conséquences de la crise sanitaire sur la situation des allocataires sociaux, des personnes les plus pauvres et sur les manières d'y remédier.

M. Cools regrette qu'elle n'ait pas été publiée dans le Wolvendael, comme il est de coutume pour les motions votées à l'unanimité.

Cette motion demande notamment au Collège de « soutenir le CPAS dans cette période de crise en réservant une suite favorable aux demandes de modifications budgétaires du CPAS motivées par l'émergence de nouveaux besoins sociaux et l'accroissement du nombre de personnes aidées ».

Y a-t-il actuellement une recrudescence des demandes d'aide auprès du CPAS ? Si c'est le cas, de quel type et dans quelle proportion ?

Le Collège envisage-t-il de renforcer l'encadrement en assistantes sociales dans le cas où l'augmentation du nombre de demandes d'aides serait effectif ?

Si les « fonds Covid » provenant de l'Etat fédéral étaient prolongés, pourraient-ils servir à financer, au moins partiellement, le renforcement de l'équipe des assistantes sociales ?

Comment le CPAS utilise-t-il ou compte-t-il utiliser ces « fonds Covid » ?

M. l'Echevin Lambert-Limbosch confirme que la crise sanitaire a entraîné une augmentation des demandes d'aide auprès du CPAS mais au stade actuel, il n'est pas nécessaire de renforcer le cadre pour gérer cette augmentation.

Selon les statistiques fournies, 127 décisions d'aide spéciale « covid » ont été prises en 2020, le nombre d'utilisateurs du CPAS concernés par ces décisions « covid » s'élève à 60. En moyenne, 14 % des aides octroyées sont des aides « covid ». Les deux tranches de subsides spéciaux reçus s'élèvent respectivement à 105.834 € et 811.403 €.

L'affectation de ces subsides est débattue au sein du Comité spécial du service social (CSSS), dont les séances se tiennent à huis clos. Les membres du Conseil de l'Action sont tenus informés de l'évolution de la situation.

De manière générale, ces fonds sont destinés à des aides financières individuelles en faveur d'étudiants et de personnes âgées, à la réduction de la fracture numérique, à la fourniture d'équipements de protection sanitaire.

Même si elle demeure mesurée, l'augmentation des demandes d'aides a eu des conséquences sur l'organisation du CPAS, et notamment sur la fréquence des réunions du CSSS.

Vu que le CPAS travaille en bonne intelligence avec l'administration communale, le Collège est informé de ces changements.

Néanmoins, M. l'Echevin Lambert-Limbosch regrette que la nouvelle réglementation ne lui permette plus d'assister aux séances du Conseil de l'Aide sociale en tant qu'échevin de tutelle.

M. Cools n'était pas au courant de ces nouvelles dispositions réglementaires.

Dans le cas où le bourgmestre ne pourrait déléguer ses compétences en la matière, il conviendrait qu'il assiste aux réunions du CPAS.

M. le Bourgmestre fait totalement confiance au Président du CPAS.

Mais selon lui, il est tout à fait absurde d'empêcher l'Echevin de l'Action sociale d'assister aux séances du Conseil de l'Action sociale.

M. Cools considère également qu'il s'agit d'une aberration.

Lorsque M. Cools occupait le poste de bourgmestre faisant fonction, le Collège avait opté pour la participation systématique de l'Echevin de l'Action sociale (il s'agissait à l'époque de Mme Delwart) aux réunions du CPAS, non pour nuire à l'autonomie du CPAS par un contrôle excessif mais pour garantir une bonne collaboration.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : toename van de vragen om hulp bij het

O.C.M.W..

De h. Cools geeft aan dat de vorige gemeenteraad unaniem een motie heeft goedgekeurd inzake sociale ondersteuning omwille van de gevolgen van de gezondheidscrisis. Hij betreurt dat deze motie niet in de Wolvendael werd gepubliceerd, wat toch gebruikelijk is met unanieme moties. De motie vraagt het college om het OCMW financieel te ondersteunen in deze crisisperiode wegens nieuwe sociale noden en meer hulpbehoevenden.

Is er een stijging van de aanvragen voor OCMW-hulp? Zal het college de omkadering door maatschappelijke assistenten versterken indien er een effectieve stijging vastgesteld zou worden? Als het federale covidfonds verlengd zou worden, kan dit gebruikt worden, minstens gedeeltelijk, voor de financiering van de versterking van het team maatschappelijke assistenten? Hoe gebruikt het OCMW deze covidfondsen of hoe zullen deze gebruikt worden?

Schepen Lambert-Limbosch bevestigt dat er meer OCMW-hulp gevraagd wordt door de gezondheidscrisis maar in dit stadium is het niet nodig om het huidige kader te versterken om deze stijging te beheersen.

Volgens de statistieken werden er in 2020 127 beslissing inzake bijzondere covidsteun genomen en het aantal betrokken OCMW-begunstigden door covidbeslissingen was 60. Gemiddeld 14% van de toegekende hulp betreft covidhulp. De twee delen van de ontvangen bijzondere subsidies bedragen € 105.834 en € 811.403.

De bestemming van deze subsidies wordt besproken binnen het bijzonder comité voor de sociale dienst (BCSD). De raad voor maatschappelijk welzijn wordt op de hoogte gehouden van de evolutie van de toestand.

In het algemeen worden deze fondsen gebruikt voor individuele financiële ondersteuning voor studenten en ouderen, de vermindering van de digitale kloof en de levering van beschermend materiaal.

De stijgende vraag heeft organisatorische gevolgen voor het OCMW, meer bepaald in de frequentie van de vergaderingen van het BCSD.

Door de goede samenwerking tussen het OCMW en het gemeentebestuur wordt het college op de hoogte gehouden van deze wijzigingen.

De schepen Lambert-Limbosch betreurt dat de nieuwe reglementering hem niet meer toelaat om als schepen van Toezicht deel te nemen aan de zittingen van de raad voor maatschappelijk welzijn.

De h. Cools was niet op de hoogte van deze nieuwe reglementering.

Als de burgemeester zijn bevoegdheden ter zake niet kan delegeren, zou hij de vergaderingen van het OCMW moeten bijwonen.

De burgemeester heeft het volste vertrouwen in de OCMW-voorzitter.

Hij is voor hem absurd dat de schepen van Sociale Actie niet kan deelnemen aan de zittingen van de raad voor maatschappelijk welzijn.

De h. Cools vindt dit eveneens onbegrijpelijk.

Toen hij waarnemend burgemeester was, had het college gekozen voor de systematische deelname van de schepen van Sociale Actie aan de vergaderingen van het OCMW, niet om de autonomie van het OCMW te benadelen maar om een goede samenwerking te

garanderen.

Hij begrijpt dat de burgemeester een drukke agenda heeft maar vraagt toch dat hij aanwezig zou zijn op belangrijke vergaderingen, waaronder degenen waarbij beraadslaagd wordt over het OCMW-budget.

De Raad neemt kennis.

01.10.2020/A/0043 **Question orale de M. Hayette : la chasse à la pollution.**

Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. Hayette : de jacht op de vervuiling.

Omgevormd tot schriftelijke vraag.

01.10.2020/A/0044 **Question orale de M. De Bock : la non-transparence des PV des Collèges et le refus de les transmettre par mail.**

M. De Bock souhaite, suite à la réponse transmise par la Secrétaire communale, obtenir des explications sur le non-respect de la loi communale quant aux délais des réponses données aux demandes des conseillers communaux, sur les déplacements non-essentiels imposés aux conseillers communaux pour prendre connaissance des procès-verbaux des séances du Collège ainsi que sur l'opacité organisée résultant du refus de transmission de ces mêmes procès-verbaux.

M. De Bock s'interroge notamment sur la légalité de points proposés au Conseil communal sur base de procès-verbaux du Collège qui n'avaient pas été signés, vu qu'on a tiré argument de l'absence de signature pour ne pas les transmettre.

Mme l'Echevin Delwart est très soucieuse de garantir le droit à l'information des conseillers communaux, notamment pour leur permettre de préparer les séances du Conseil communal. Il n'y a en aucun cas une mauvaise volonté de la part du Collège sur ce point. Les documents relatifs au dossier du Bois de la Cambre, traités dans un point inscrit à l'ordre du jour du prochain Conseil communal, ont d'ailleurs été transmis aux membres de l'assemblée.

La secrétaire communale, garante de la légalité du règlement d'ordre intérieur (R.O.I.), veille à le respecter scrupuleusement. Les documents sont transmis dès qu'il y a moyen de le faire en toute légalité.

Cependant, Mme l'Echevin Delwart confirme qu'un débat aura lieu très prochainement en vue d'une modification du règlement d'ordre intérieur, de manière à ce que les objections que M. De Bock a eu l'occasion d'émettre puissent être discutées.

La crise du covid ne doit évidemment pas servir d'excuse en toute circonstance, mais il n'en demeure pas moins que cette crise sanitaire a entraîné des perturbations dans toute une série de services, qui se sont traduites par un retard dans les signatures. Mais à présent, tout est rentré dans l'ordre : les procès-verbaux sont signés dans un délai de deux semaines.

L'avis de la tutelle a été sollicité, et celle-ci a avalisé la vision du Collège quant à la manière d'appréhender la nouvelle loi communale et le règlement d'ordre intérieur.

Toutefois, Mme l'Echevin Delwart veut éviter toute polémique avec M. De Bock, qui pourra faire valoir ses demandes légitimes dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle version du règlement d'ordre intérieur.

M. De Bock n'est pas du tout satisfait de la réponse fournie par Mme l'Echevin Delwart, étant donné que les délais stipulés dans la nouvelle loi communale n'ont pas été respectés. De plus, la transmission par mail des documents relatifs au dossier du Bois de la Cambre, certes demandée et obtenue, le laisse néanmoins dubitatif, car il n'identifie pas l'article du règlement d'ordre intérieur en vertu duquel une exception prévaudrait quant au mode de communication de ces données par rapport à d'autres éléments des procès-verbaux.

Mme l'Echevin Delwart rappelle que le dossier du Bois de la Cambre relève d'un point inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal, et selon le règlement d'ordre intérieur, seules les pièces se rapportant à des points mis à l'ordre du jour peuvent être envoyés par la voie électronique aux conseillers communaux qui en font la demande par écrit. Ce n'est pas le cas des autres types d'information.

Mais la prochaine révision du règlement d'ordre intérieur doit justement tendre à harmoniser les processus et résoudre ce genre de contradiction.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : ondoorzichtigheid van de Processen-verbaal van het College en de weigering om ze door te sturen via e-mail.

De h. De Bock wil na het antwoord van de gemeentesecretaris verduidelijkingen krijgen over de niet-naleving van de gemeentewet wat betreft de termijnen van de antwoorden op de vragen van de gemeenteraadsleden, de niet-essentiële verplaatsingen die aan de gemeenteraadsleden opgelegd worden om kennis te nemen van de processen-verbaal van de zittingen van het college en de systematische non-transparantie als gevolg van de weigering om deze processen-verbaal door te sturen.

Hij stelt zich meer bepaald vragen bij de wettelijkheid van punten die aan de gemeenteraad voorgelegd worden op basis van processen-verbaal van het college die niet ondertekend werden, aangezien als reden om ze niet door te sturen aangevoerd werd dat ze niet ondertekend waren.

Schepen Delwart is erg bezorgd om het recht op informatie van de gemeenteraadsleden te garanderen, meer bepaald zodat ze de zittingen van de gemeenteraad kunnen voorbereiden. Er was in geen geval kwaadwilligheid van het college over dit onderwerp. De documenten met betrekking tot het dossier van het Ter Kamerenbos, die behandeld worden in een agendapunt van de volgende gemeenteraad, werden overigens bezorgd aan de leden van de vergadering.

De gemeentesecretaris, die garant staat voor de wettelijkheid van het huishoudelijk reglement (HR), waakt erover dit nauwgezet na te leven. De documenten worden bezorgd zodra dit in alle wettelijkheid kan gebeuren.

Schepen Delwart bevestigt echter dat er heel binnenkort een debat zal plaatsvinden om het huishoudelijk reglement te wijzigen, zodat de bezwaren van dhr. De Bock besproken kunnen worden.

De COVID-crisis mag uiteraard niet als uitvlucht dienen, maar dat neemt niet weg dat deze gezondheids crisis onze diensten verstoord heeft, wat zich vertaalt in een vertraging bij de ondertekening. Momenteel is alles opnieuw in orde: de processen-verbaal worden ondertekend binnen een termijn van twee weken.

De Voogdij stemt in met de visie van het college wat betreft de aanpak van de Nieuwe Gemeentewet en het huishoudelijk reglement.

Schepen Delwart wil echter elke polemieek met dhr. De Bock vermijden, die zijn wettige vragen kan doen gelden bij het opstellen van een nieuwe versie van het huishoudelijk reglement.

De h. De Bock is helemaal niet tevreden met het antwoord van mevr. Delwart, aangezien de termijnen van de Nieuwe Gemeentewet niet nageleefd werden.

Hij heeft bovendien twijfels bij de bezorging per mail van de documenten met betrekking tot het dossier van het Ter Kamerenbos, aangezien hij niet inziet krachtens welk artikel van het huishoudelijk reglement een uitzondering zou gelden voor de communicatiewijze van deze gegevens in vergelijking met andere elementen van de processen-verbaal.

Schepen Delwart herinnert eraan dat het dossier van het Ter Kamerenbos een agendapunt van de gemeenteraad vormt en volgens het huishoudelijk reglement kunnen enkel de stukken met betrekking tot punten op de agenda elektronisch verstuurd worden naar de gemeenteraadsleden die dit schriftelijk aanvragen. Dit is niet het geval voor de andere types informatie.

Bij de volgende herziening van het huishoudelijk reglement moeten de procedures wel geharmoniseerd en dit soort tegenstellingen opgelost worden.

De Raad neemt kennis.

01.10.2020/A/0045 **Question orale de M. De Bock : les travaux avenue de la Floride et la rehausse des trottoirs.**

M. De Bock signale que de nombreux riverains du quartier Floride ont vu avec plaisir les travaux de réfection des trottoirs effectués dans leur rue. Toutefois, les accès carrossables prévus ont soudain été revus en cours de chantier, et les ouvriers des entreprises travaillant pour la commune ont reçu l'ordre de rehausser les trottoirs d'un certain nombre d'entrées carrossables.

Certaines de ces entrées carrossables, datant de plus d'un siècle, empêchaient les riverains concernés de stationner leur véhicule devant leur maison. Cette situation entraînait un report du stationnement sur la voirie et raréfiait encore davantage l'offre de parkings, qui est déjà sous pression en raison des activités de l'hôpital Sainte-Elisabeth.

Qui a donné l'ordre de rehausser les trottoirs ? Sur quelle base ces travaux ont-ils été entrepris ? Pourquoi les plans soumis et la décision adoptée ne font pas état de la suppression de places de parking ou de la création de places de parking en voirie par la suppression de places privatives ?

Certes, il faut lutter contre les situations de faux parking, mais il n'en demeure pas moins que la commune n'a prévenu aucun des riverains sur ses intentions et n'a pas tenu compte des éventuelles prescriptions en la matière.

Comment des plans de réfection de trottoirs aboutissent à des changements qui n'ont fait l'objet d'aucune concertation en amont avec le comité de quartier ni d'une diffusion d'informations en aval auprès des habitants ?

Quelle est la nature des échanges entre le comité de quartier et la commune ? Plusieurs riverains mentionnent que ce point n'a jamais fait l'objet d'une information préalable.

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'un toutes-boîtes a été distribué auprès des habitants. Suite à une demande des riverains, une réunion a été organisée sur place et M. l'Echevin Wyngaard y a participé, en compagnie d'un agent du service.

Mme l'Echevine De Brouwer s'est également rendue sur place cette semaine afin de déterminer, en concertation avec les habitants, la meilleure manière de verduriser cette artère.

Pour ce qui concerne la problématique de l'accès carrossable, le Collège veille à ce que le cadre réglementaire soit respecté, de manière à être équitable envers tous les citoyens.

Les axes carrossables réguliers, tels que par exemple, les entrées de garages conformes, sont dotés de bordures adaptées, et les sites carrossables irréguliers, résultant de la transformation induite de zones de recul en espaces de parking, ont donné lieu à l'installation de bordures classiques.

M. De Bock constate que les ouvriers ont placé des bornes carrossables pour les entrées carrossables et des bornes hautes pour les entrées non-carrossables. Mais qui a pris cette décision ?

Selon M. De Bock, il y a lieu de s'interroger sur le fait que des citoyens manifestement en infraction par rapport aux dispositions urbanistiques n'ont pas reçu la moindre information. M. De Bock se demande si la commune ne commet pas un abus de droit en prenant l'initiative de mettre des bornes hautes chez des riverains qui n'ont pas fait l'objet d'une procédure d'infraction urbanistique. Si une anomalie a perduré sans être signalée, on se trouve dans le cas de figure d'un acquis de droit qui, en l'occurrence, n'autorise pas un agent communal ni même un échevin à prendre la décision de rehausser un trottoir.

Il y aurait un problème dans le cas où les riverains de l'avenue de la Floride n'auraient pas été tous traités à la même enseigne parce que l'action des services communaux aurait été ciblée sur les habitants ayant fait l'objet d'une dénonciation de la part de leur voisinage.

M. l'Echevin Wyngaard ne cache pas un certain étonnement face aux positions défendues par M. De Bock, dans la mesure où ce dernier semble d'une part contester l'illégalité et d'autre part prendre la défense de citoyens qui sont dans l'illégalité depuis longtemps et, pour certains d'entre eux, le savent pertinemment bien.

Les bordures de l'avenue de la Floride étaient pratiquement toutes du même type auparavant, en l'occurrence des bordures droites plutôt basses. Et lorsqu'il y a lieu de les remplacer, l'entrepreneur a opté pour des bordures présentant une certaine déclivité lorsqu'il y a un accès carrossable et des bordures droites plus classiques dans les autres cas.

M. l'Echevin Wyngaard reconnaît que quelques cas litigieux ont suscité des polémiques et amené l'entrepreneur à modifier ses positions initiales.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : werken Floridalaan en het verhogen van de voetpaden.

De h. De Bock geeft aan sommige auto-inritten in de Floridawijk in het kader van de renovatie van de trottoirs werden verhoogd. Sommige van deze inritten verhinderen de betrokken inwoners om hun voertuig voor hun woning te parkeren. Dit zorgt voor een parkeerverschuiving en nog meer parkeerdruk die al hoog is door de activiteiten van het ziekenhuis Sint-Elisabeth.

Wie heeft bepaald dat de trottoirs verhoogd moeten worden? Waarom was er in de plannen

en de beslissing geen melding gemaakt van de schrapping van parkeerplaatsen of de creatie van parkeerplaatsen op de openbare weg door de schrapping van private plaatsen? Foutparkeerders moeten bestreden worden maar de gemeente heeft de bewoners niet geïnformeerd over haar intenties en heeft geen rekening gehouden met eventuele voorschriften ter zake. Waarom werden de aanpassingen niet besproken met het wijkcomité en werd er hierover niet geïnformeerd bij de bewoners? Hoe verloopt de uitwisseling tussen het wijkcomité en de gemeente? Meerdere bewoners hebben aangegeven dat ze over dit punt nooit op voorhand werden ingelicht.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de bewoners een huis-aan-huisbericht hebben ontvangen. Op vraag van de bewoners werd er ter plaatse een vergadering georganiseerd, waarop hij en een ambtenaar van de dienst aanwezig waren. Schepen De Brouwer was deze week ter plaatse om in overleg met de bewoners de beste manier te bepalen om deze weg groener te maken.

Inzake de problematiek van de auto-inritten waakt het college erover dat het reglementair kader gerespecteerd wordt zodat alle burgers gelijk behandeld worden. De regelmatige auto-inritten, zoals aan conforme garage-inritten, hebben aangepaste boorden en aan onregelmatige auto-inritten, het resultaat van de onrechtmatige omvorming van inspringende zones tot parkeerplaatsen, werden klassieke boorden geplaatst.

De h. De Bock stelt vast dat de arbeiders autoborden hebben geplaatst voor auto-inritten en hoge boorden voor onberijdbare inritten. Wie heeft deze beslissing genomen? Burgers die manifest in overtreding zijn met de stedenbouwkundige bepalingen hebben geen enkele informatie hierover ontvangen. De h. De Bock vraagt zich af of de gemeente machtsmisbruik heeft gepleegd door hoge boorden te plaatsen bij bewoners die niet het onderwerp hebben uitgemaakt van een procedure rond bouwovertredingen. Wanneer een onregelmatigheid aanhoudt zonder gesignaleerd te worden, geeft dit niet een gemeentebestuur of schepen het recht om een trottoir te verhogen. Het probleem is dat de bewoners van de Floridalaan niet allemaal op dezelfde manier behandeld werden omdat de actie van de gemeentediensten gericht zou zijn op de bewoners die het onderwerp hebben uitgemaakt van een aanklacht vanwege hun burens.

Schepen Wyngaard is enigszins verbaasd over de standpunten van de h. De Bock omdat hij de illegaliteit lijkt te betwisten en burgers lijkt te verdedigen die al lang in deze illegaliteit zijn. De boorden van de Floridalaan waren vroeger bijna allemaal lage boorden. Bij de vervanging ervan heeft de aannemer gekozen voor aangepaste boorden bij auto-inritten en rechte klassieke boorden in de andere gevallen. Schepen Wyngaard erkent dat enkele geschillen de aannemer hebben aangezet om zijn oorspronkelijke standpunten te wijzigen.

De Raad neemt kennis.

01.10.2020/A/0046 **Question orale de M. De Bock : les bornes de recharge vélo.**

M. De Bock rappelle que l'ancienne et la nouvelle majorités se sont engagées à installer des points d'accès électrique gratuits sur le territoire communal. Entre-temps, la Région a installé des points d'accès pour les voitures sur le territoire

ucclois.

Pour ce qui concerne les vélos, la volonté exprimée dans la Déclaration de politique générale (DPG) a-t-elle pu être concrétisée ? Quels sont les sites retenus ? Comment le Collège évalue-t-il cette expérience ?

M. l'Echevin Wyngaard confirme que le projet relatif à l'installation de bornes vélos a été initié par la majorité précédente.

Quatre sites ont été prévus : la salle de sport de Saint-Job, la piscine, le parvis Saint-Pierre et le quartier des Griottes.

Les abords de la salle de sport de Saint-Job sont pourvus de bornes depuis quelques jours. Il en sera de même pour les autres sites prochainement.

L'installation de bornes près de la piscine a été retardée en raison de problèmes techniques dus à la présence d'une cabine de haute tension.

Pour ce qui concerne le secteur des Griottes, le Collège n'a pas encore décidé si les bornes seraient installées dans ou hors de l'enceinte du complexe sportif. L'installation de ces bornes dans le complexe sportif les rendrait inaccessibles en dehors des heures d'ouverture.

M. De Bock s'étonne du temps qu'il a fallu pour concrétiser ce projet, lancé il y a deux ans.

M. l'Echevin Biermann reconnaît que le délai a été très long, et précise qu'il a fallu attendre l'installation de la cabine à haute tension avant de mettre en place le dispositif de bornes dans le quartier Saint-Job.

M. De Bock demande quel est le coût de l'opération.

M. l'Echevin Biermann répond que le montant requis par borne se situe entre 5.000 € et 6.000 €.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de oplaadpunten voor elektrische fietsen.

M. De Bock rappelle que l'ancienne et la nouvelle majorités se sont engagées à installer des points d'accès électrique gratuits sur le territoire communal.

Entre-temps, la Région a installé des points d'accès pour les voitures sur le territoire ucclois.

Pour ce qui concerne les vélos, la volonté exprimée dans la Déclaration de politique générale (DPG) a-t-elle pu être concrétisée ? Quels sont les sites retenus ? Comment le Collège évalue-t-il cette expérience ?

M. l'Echevin Wyngaard confirme que le projet relatif à l'installation de bornes vélos a été initié par la majorité précédente.

Quatre sites ont été prévus : la salle de sport de Saint-Job, la piscine, le parvis Saint-Pierre et le quartier des Griottes.

Les abords de la salle de sport de Saint-Job sont pourvus de bornes depuis quelques jours. Il en sera de même pour les autres sites prochainement.

L'installation de bornes près de la piscine a été retardée en raison de problèmes techniques dus à la présence d'une cabine de haute tension.

Pour ce qui concerne le secteur des Griottes, le Collège n'a pas encore décidé si les bornes seraient installées dans ou hors de l'enceinte du complexe sportif. L'installation de ces bornes dans le complexe sportif les rendrait inaccessibles en dehors des heures d'ouverture.

M. De Bock s'étonne du temps qu'il a fallu pour concrétiser ce projet, lancé il y a deux ans.

M. l'Echevin Biermann reconnaît que le délai a été très long, et précise qu'il a fallu attendre l'installation de la cabine à haute tension avant de mettre en place le dispositif de bornes dans le quartier Saint-Job.

M. De Bock demande quel est le coût de l'opération.

M. l'Echevin Biermann répond que le montant requis par borne se situe entre 5.000 € et 6.000 €.

De Raad neemt kennis.

01.10.2020/A/0047 **Question orale de M. De Bock : l'absence de coordination des travaux et la sécurisation des chantiers pour les piétons, cyclistes et automobilistes ?**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de afwezigheid van coördinatie van de werken en de beveiliging van de werven voor de voetgangers, fietsers en automobilisten ?

Het punt wordt verdaagd.

Vanessa Issi quitte la séance / verlaat de zitting.

Nicolas Clumeck quitte la séance / verlaat de zitting.

01.10.2020/A/0048 **Question orale de Mme Czekalski : l'entretien du Parc de la Sauvagère.**

Mme Czekalski rappelle que le parc de la Sauvagère, espace vert ucclois de biodiversité, convient aux plus petits comme aux plus grands car, nonobstant la présence d'un étang et d'enclos à animaux, qui en font un agréable cadre de promenade, il comporte aussi des plaines de jeux.

La plaine de jeux pour les petits est composée d'un bac à sable, d'une maisonnette et d'une structure avec toboggan. Celle qui est destinée aux plus grands est dotée des infrastructures suivantes : balançoires, maisonnette, toboggan, pont de pirate, pont suspendu, filet de grimpe, terrains de basket.

Néanmoins, cette belle description ne reflète pas l'état de délabrement actuel du parc. Les lapins sont bien malheureux, seuls dans leur cage sans le moindre contact. Les poules vivent dans un espace peu attrayant, où elles n'ont pas grand-chose à manger. Pourquoi ce parc est-il laissé à l'abandon ? Une intervention est-elle prévue prochainement ?

La gestion de ce parc a été transférée à Bruxelles-Environnement car cet organisme dispose

de moyens suffisants et de l'expertise pour assurer une gestion optimale de ce parc. La situation actuelle du parc de la Sauvagère déçoit profondément les Ucclois.

À quoi ont abouti les contacts du Collège avec Bruxelles-Environnement sur ce thème ? Bruxelles-Environnement a-t-il prévu des investissements sur le site du parc de la Sauvagère ?

Mme l'Echevine De Brouwer confirme l'existence de contacts entre ses services et Bruxelles-Environnement. Outre les réunions annuelles, qui ont eu lieu en 2019 et 2020, il y a des contacts plus ponctuels lorsque la situation l'exige.

Un plan pluriannuel est en cours d'élaboration.

Les travaux programmés d'ici le printemps prochain comprennent la sécurisation des arbres par une série d'abattages, le curage de l'étang, le déplacement des moutons, des chèvres, des poules et le réaménagement rationnel de l'enclos des ânes, dont la grille proche du chemin de fer est tombée.

Le déplacement des animaux va permettre une régénération du sol, qui, par endroits, est biologiquement mort en raison du piétinement. De plus, l'ombrage important entrave le développement des plantes.

Quoique le parc semble à l'abandon, il est entretenu par Bruxelles-Environnement, dont les gardiens et jardiniers sillonnent le site quotidiennement.

Bruxelles-Environnement, qui a repris la gestion de ce parc, partage le jugement de la commune selon lequel l'état actuel du site n'est pas satisfaisant.

Mais vu que cet organisme a également été chargé de la gestion du Kauwberg, il a dû mobiliser des ressources qui n'ont pu être utilisées pour le parc de la Sauvagère. Néanmoins, des travaux seront effectués en 2021 et 2022 en fonction des disponibilités budgétaires.

L'étang exige une rénovation en profondeur. L'abattage partiel garantira la luminosité car il n'est pas bon pour un étang d'être trop à l'ombre. L'introduction de cygnes et de canards a fait disparaître les batraciens qui s'y déployaient naguère.

Les soins et le suivi quotidiens des animaux sont assurés selon les règles sanitaires les plus strictes et en parfaite conformité avec les besoins de chaque espèce, grâce à la collaboration des équipes d'entretien et de gardiennage du parc.

Mme l'Echevine De Brouwer conçoit très bien que les promeneurs ne se réjouissent guère de voir des lapins dans des cages. Mais vu que les lapins domestiques ne sont pas dotés d'un instinct qui leur permettrait d'échapper aux prédateurs, l'absence d'enclos les exposerait à être la proie des fouines et des renards. Reconnaissant que la solution actuelle n'est pas idéale, Bruxelles-Environnement s'est engagée à réfléchir à un nouvel équilibre.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Czekalski : het onderhoud van het Sauvagèrepark.

Mevr. Czekalski geeft aan dat het Sauvagèrepark, waar ook speelterreinen voor kinderen zijn, aan zijn lot wordt overgelaten. De konijnen zitten alleen in hun kooi en de kippen leven in een weinig aantrekkelijke ruimte waar ze weinig te eten hebben. Waarom wordt dit park verwaarloosd? Komt er binnenkort een tussenkomst ?

Het beheer van dit park werd overgedragen aan Leefmilieu Brussel omdat deze instelling over de nodige middelen en expertise hiervoor beschikt. De huidige toestand van het Sauvagèrepark stelt de Ukkelaars erg teleur. Heeft Leefmilieu Brussel investeringen gepland in het Sauvagèrepark?

Schepen De Brouwer bevestigt dat er contacten zijn tussen haar diensten en Leefmilieu Brussel. Naast de jaarlijkse vergaderingen zijn er contacten wanneer de toestand dit vereist. Er wordt momenteel een meerjarenplan opgesteld. De geplande werken voor het komende voorjaar omvatten de beveiliging van de bomen door enkele kapwerken, de schoonmaak van de vijver, de verplaatsing van de schapen, geiten en kippen en de herinrichting van de omheining van de ezels. Dankzij de verplaatsing van de dieren kan de bodem herstellen die op bepaalde plaatsen biologisch gezien dood is en volledig aangestampt is. De schaduw verhindert bovendien de ontwikkeling van planten.

Hoewel het park verwaarloosd lijkt, wordt het onderhouden door Leefmilieu Brussel. De parkwachters en tuiniers zijn elke dag aanwezig op de site. Leefmilieu Brussel is eveneens van mening dat de huidige toestand van het park ontoereikend is. Omdat deze instelling eveneens belast is met het beheer van de Kauwberg, werden middelen ingezet die niet gebruikt konden worden voor het Sauvagèrepark. De werken zullen uitgevoerd worden in 2021 en 2022 volgens de beschikbare budgetten. De vijver moet grondig gerenoveerd worden. De kapwerken zullen meer licht bieden. De introductie van zwanen en eenden heeft gezorgd voor de verdwijning van de amfibieën.

De dagelijkse zorgen en de opvolging van de dieren verlopen volgens de meest strikte gezondheidsregels en op basis van de noden van elk ras, dankzij de samenwerking tussen de onderhoudsteams en de parkwachters.

Schepen De Brouwer begrijpt dat het niet leuk is om konijnen in kooien te zien maar het gaat om huisdieren die zich niet kunnen verweren tegen roofdieren. De huidige toestand is niet ideaal maar Leefmilieu Brussel zal nadenken om dit te verbeteren.

De Raad neemt kennis.

01.10.2020/A/0049 **Question orale de Mme Delvoye : le décret gratuité dans l'enseignement : Quel coût pour la gratuité ?**

Mme Delvoye signale qu'une information relative aux frais scolaires 2020-2021 est parvenue aux parents. Bien que les éléments communiqués soient clairs, Mme Delvoye souhaiterait obtenir des précisions sur le « décret gratuité », qui a amené la commune à diffuser ces informations.

À quelles plages horaires ce décret s'applique-t-il ?

Il semble que les 1^{ère} et 2^{ème} maternelles ne doivent ou ne peuvent plus acheter aucune fourniture scolaire. S'agit-il de toutes les fournitures à l'exception du cartable, du plumier... ? La subvention reçue par les écoles suffit-elle à couvrir tous les frais ou la commune dit-elle y suppléer ? Si c'est le cas, dans quelle proportion ?

Les classes depuis 3^{ème} maternelle jusqu'à la 6^{ème} primaire bénéficieront de subventions à l'avenir. Mais elles reçoivent déjà certaines fournitures (journal de classe, manuels scolaires, bulletins, ...). Celles-ci sont-elles subventionnées par la Fédération Wallonie-Bruxelles ou prises en charge par la commune ?

Cette communication aux parents indique également que la piscine reste dans les frais obligatoires à charge des parents. En sera-t-il toujours ainsi ? La commune ne sera-t-elle pas obligée dans le futur à assumer cette charge ? Si c'est le cas, quel en sera le coût ?

Le coût pour les activités culturelles et sportives et les séjours pédagogiques avec nuitées est plafonné. Ce plafond correspond-il au maximum que l'école peut demander aux parents

ou au maximum que la Fédération Wallonie-Bruxelles subventionne avec interdiction d'exiger davantage de la part des parents ? Pourra-t-on continuer à emmener les enfants au musée, au théâtre, au Centre culturel,... ? Pourra-t-on maintenir les classes de neige ou les classes vertes ?

Certains frais font partie intégrante du projet d'école. C'est notamment le cas des frais requis pour la distribution de lait ou de soupe à la récréation. Si les établissements scolaires ne peuvent plus les réclamer aux parents, la commune envisage-t-elle de les prendre en charge ? Si c'est le cas, quel en serait le coût ?

Dans le cas où la commune déciderait de prendre en charge certains frais, il s'agirait d'avantages sociaux dont, normalement, les écoles des autres réseaux situées sur le territoire communal devraient aussi pouvoir bénéficier.

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond que la notion de scolarité obligatoire s'applique aux heures de cours, c'est-à-dire 5 matinées et 4 après-midi par semaine. Cela signifie que la participation des parents peut être sollicitée pour des frais relatifs à des initiatives menées avant ou après les heures de cours ou durant la pause de midi.

Suite à une décision de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la gratuité est obligatoire pour les classes d'accueil P1 et P2 et a été étendue aux classes M1 et M2. Ce dispositif sera probablement encore élargi à l'avenir.

Les parents sont encore tenus de fournir un cartable vide et un plumier vide, ainsi que les lingettes, mouchoirs et langes pour les tout-petits. Les écoles peuvent proposer mais non imposer l'achat du t-shirt de l'école. Les autres frais sont à charge des établissements scolaires.

En fonction du nombre d'enfants inscrits dans la classe le 30 septembre de l'année précédente, la commune reçoit une subvention d'un montant indexé de 50 € x 1,2, qui permet de couvrir les frais requis pour l'achat de crayons, feutres, pots de peinture, etc., du moins pour les classes de M1 et M2. Lorsque les enfants passent en section primaire, la commune doit leur fournir bics, stylos, etc. L'administration communale n'a pas encore reçu de directive de la part de la Fédération Wallonie-Bruxelles sur les mesures à prendre en cas de perte de stylo, détérioration de latte, etc. Les frais requis pour l'achat des manuels scolaires sont couverts en partie par la Fédération Wallonie-Bruxelles et pris en charge pour le reste par la commune.

La participation des parents peut être sollicitée pour l'accès à la piscine. Le montant requis s'élève à 3 € par enfant pour les classes de P1 et P2 et 1,5 € pour les classes ultérieures car, vu que la natation est alors intégrée dans les cours obligatoires, une partie des frais est assumée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Selon le décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les frais annuels demandés aux parents pour les activités culturelles et sportives ne peuvent dépasser 45 € par enfant. Jusqu'à présent, la commune demandait aux parents une participation d'environ 100 € par an (par des versements mensuels d'environ 10 €) pour les sorties culturelles et sportives. Elle ne pourra plus le faire à l'avenir.

Le décret précité limite à 100 € la participation des parents pour les séjours avec nuitées destinés aux enfants des classes maternelles.

Ceci aura des répercussions, puisqu'actuellement, les parents doivent déboursier 230 € par enfant pour les excursions au « Chat Botté » destinées aux classes de 3^{ème} maternelle.

Mais l'échevinat ne manque pas d'imagination et s'efforcera de réfléchir à des solutions alternatives qui assureront le maintien de séjours avec nuitées, sans doute plus courts et différents.

Le décret limite à 400 € les frais demandés aux parents pour l'intégralité des 6 années primaires.

Ce plafond va rendre problématique l'organisation des classes de neige au Val d'Uccle,

étant donné que, malgré le financement communal, il faut demander aux parents le versement d'un montant de 590 € pour les 13 jours que les enfants passent sur ce lieu de villégiature.

Vu que tous les partis commencent à prendre conscience des effets pervers du décret gratuité, Mme l'Echevin Gol-Lescot suppose que les positions évolueront sur ce point.

En raison des contraintes de ce décret, les enfants issus de milieux moins favorisés perdent souvent l'unique occasion de voir la mer ou la montagne ou de découvrir le théâtre.

Mme l'Echevin Gol-Lescot précise toutefois qu'à sa connaissance, aucun enfant n'a jamais été privé de classes de neige, de classes de mer ou de classes de dépaysement pour des raisons financières, grâce à une entraide organisée par un système de bourses ou une caisse de solidarité via les associations de parents.

La distribution de potage aux enfants des écoles communales exigerait une dépense annuelle de 359.139,60 €. Etant donné que tout avantage social concédé aux écoles communales doit également être accordé aux écoles libres, il a fallu renoncer à ce projet pour l'instant.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Delvoye : het decreet betreffende de kosteloosheid van het onderwijs : hoeveel kost het gratis zijn ?

Mevr. Delvoye geeft aan dat de ouders informatie hebben gekregen over de schoolkosten voor 2020-2021. Ze wenst meer informatie over het "decreet gratis onderwijs". Op welke uren is dit decreet van toepassing? Het lijkt erop dat de eerste twee jaren van het basisonderwijs geen schoolgerief (meer) moeten kopen. Gaat dit om alle materialen, met uitzondering van de boekentas, de pennenzak ...? Is de subsidie die de scholen hebben ontvangen voldoende om alle kosten te dekken of moet de gemeente bijspringen?

De klassen vanaf het derde tot het zesde jaar basisonderwijs zullen in de toekomst subsidies krijgen. Ze krijgen nu al bepaalde materialen (klasagenda, schoolboeken, rapporten, ...). Worden deze gesubsidieerd door de Federatie Wallonië-Brussel (FWB) of de gemeente? De mededeling aan de ouders meldt eveneens dat het zwembad een verplichte kost ten laste van de ouders blijft. Zal dit zo blijven of zal de gemeente dit in de toekomst ten laste nemen? Wat zal de kostprijs hiervan zijn?

De kostprijs van culturele en sportieve activiteiten en pedagogische verblijven met overnachtingen is geplafonneerd. Komt dit plafond overeen met het maximum dat de school aan de ouders mag vragen of met het maximum dat de FWB subsidieert met verbod meer te vragen aan de ouders? Zullen bezoeken aan musea, het theater, het cultureel centrum, ... mogelijk blijven? Zullen sneeuw- of bosklassen kunnen blijven?

Sommige kosten zijn verbonden aan het schoolproject, zoals de verplichte kosten voor melk of soep. Als de scholen deze kosten niet meer kunnen aanrekenen aan de ouders, zal de gemeente deze ten laste nemen? Wat zou de kostprijs hiervan zijn? Als de gemeente bepaalde kosten op zich zou nemen, zou het gaan om sociale voordelen waarvan ook de andere netwerken in Ukkel van zouden moeten kunnen genieten.

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat de leerplicht van toepassing is op de lesuren (5 voormiddagen en 4 namiddagen per week). Dit houdt in dat de bijdrage van de ouders gevraagd kan worden voor kosten met betrekking tot initiatieven voor en na de lesuren of tijdens de middagpauze.

De FWB heeft beslist dat de klassen P1 en P2 gratis zijn en dat dit uitgebreid werd naar de klassen M1 en M2. Dit zal in de toekomst wellicht nog uitgebreid worden. De ouders moeten nog zorgen voor een boekentas en een lege pennenzak, en doekjes, zakdoeken en luiers voor de allerkleinsten. De scholen kunnen de aankoop van het T-shirt van de school voorstellen maar niet verplichten. De andere kosten zijn ten laste van de scholen.

Op basis van het aantal ingeschreven kinderen in de klas op 30 september van het afgelopen jaar ontvangt de gemeente een subsidie van een geïndexeerd bedrag van € 50 x 1,2 voor de dekking van de verplichte kosten voor de aankoop van potloden, viltstiften, verfpotten, enz., minstens voor de klassen M1 en M2. Wanneer de kinderen naar de basisafdeling gaan, moet de gemeente hen balpennen enz. leveren. Het gemeentebestuur heeft nog geen richtlijn gekregen van de FWB over de maatregelen bij verlies van een balpen, beschadiging van een lat, De vereiste kosten voor de aankoop van schoolboeken worden gedeeltelijk gedekt door de FWB en voor de rest door de gemeente.

De bijdrage van de ouders kan gevraagd worden voor de toegang tot het zwembad. Het vereiste bedrag is € 3 per kind voor de klassen P1 en P2 en € 1,5 voor de latere klassen omdat, aangezien zwemmen geïntegreerd is in de verplichte lessen, een gedeelte van de kosten ten laste genomen wordt door de FWB.

Volgens het decreet van de FWB mogen de jaarlijkse kosten voor de ouders voor culturele en sportieve activiteiten niet hoger zijn dan € 45 per kind. Tot op heden vroeg de gemeente aan de ouders een bijdrage van ± € 100 per jaar voor culturele en sportieve activiteiten. Dit zal in de toekomst niet meer gevraagd mogen worden.

Het decreet legt een limiet van € 100 op voor de bijdrage van de ouders aan verblijven met overnachtingen voor kinderen van kleuterklassen. Dit zal gevolgen hebben omdat ouders tot op heden € 230 per kind moeten betalen voor de excursies "Chat Botté" voor de klassen van het 3de jaar kleuteronderwijs.

Het schepenkantoor zal nadenken over alternatieve oplossingen om verblijven met overnachtingen te kunnen behouden.

Het decreet legt een limiet van € 400 op voor de kosten die gevraagd worden aan de ouders voor de integraliteit van de 6 basisjaren. Dit plafond zal problemen geven voor de organisatie van de sneeuwklassen (Val d'Uccle) omdat er bovenop de gemeentelijke inbreng aan de ouders € 590 gevraagd wordt voor 13 dagen. Wegens de verplichtingen van dit decreet verliezen kinderen uit minder gegoede gezinnen de enige kans om naar zee of naar de bergen te gaan of om het theater te ontdekken. Schepen Gol-Lescot zegt dat zij geen kennis heeft van een kind dat niet naar sneeuwklassen e.d. kon gaan om financiële redenen, dankzij ondersteuning via een beurssysteem of de medewerking van ouderverenigingen.

De verdeling van soep aan de kinderen van de gemeentescholen kost jaarlijks € 359.139,60. Omdat elk sociaal voordeel ook toegekend moet worden aan het vrij onderwijs, moest er momenteel afgezien worden van dit project.

De Raad neemt kennis.

01.10.2020/A/0050 **Question orale de M. Cools : le développement du co-voiturage à Uccle.**

Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de ontwikkeling van het autodelen te Ukkel.

Omgevormd tot schriftelijke vraag.

01.10.2020/A/0051 **Question orale de M. Hayette : suppression du port de masque obligatoire. (exposé par M. Norré)**

La question orale de M. Hayette est présentée par M. Norré.

M. Norré rappelle qu'à partir d'aujourd'hui 1^{er} octobre, le port du masque n'est plus obligatoire sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les communes sont censées déterminer les rues dans lesquelles cette obligation est maintenue.

Le Collège a publié hier la liste des rues dans lesquelles le port du masque resterait obligatoire.

Quels sont les critères permettant de déterminer les rues où le port du masque s'impose ?

En vertu de l'article 2 de l'arrêté, le port du masque est obligatoire dans toutes les situations où les distances de sécurité ne peuvent être respectées.

Cela implique-t-il que les citoyens doivent toujours avoir un masque sur eux ?

Le Collège envisage-t-il de publier un plan des rues où le masque est obligatoire ?

Quel est l'état du stock de masques ? La commande décidée par le Conseil en séance du 30 avril 2020 doit-elle être renouvelée ? Des mesures spécifiques seront-elles prises pour fournir des masques aux populations défavorisées de la commune ?

M. le Bourgmestre répond que le Collège a tenu à imposer le port du masque dans les quartiers commerçants et à proximité des écoles.

Des horaires ont également été fixés car il serait absurde d'imposer le port du masque à un promeneur qui arpente la rue Xavier De Bue à minuit.

Le Collège mise sur l'intelligence collective et le bon sens des citoyens.

Une signalétique adaptée a été mise en place aux endroits stratégiques.

Le stock actuel comprend 162.290 masques, dont 4.900 masques pour enfant. Ceux-ci sont distribués en fonction de la demande.

La distribution de trois masques supplémentaires à tous les ouvriers, décidée par le Collège, aura lieu dans les prochains jours.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté impliquent que les citoyens doivent toujours avoir un masque sur eux et sont susceptibles d'être verbalisés s'ils n'en ont pas.

M. Norré, tout en se félicitant de l'installation de certains panneaux, regrette que le Collège ait attendu la veille de l'entrée en vigueur de l'obligation du port de masque pour indiquer les voiries où cette norme serait appliquée.

Vu que cette information était connue depuis le 23 septembre, le Collège aurait pu réagir plus rapidement.

Par ailleurs, les nombreux commentaires publiés sur la page Facebook de la commune montrent que les citoyens ne comprennent pas bien pourquoi le port du masque est

obligatoire sur une voirie plutôt que sur une autre. Par exemple, comment peut-on expliquer le masque soit obligatoire sur le tronçon de la chaussée d'Alseberg compris entre l'Altitude Cent et l'avenue du Silence, et non sur les autres tronçons de cette même voirie ?

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Hayette : intrekking van de mondkemperplicht. (uitleg door de h. Norré)

De mondelinge vraag van de h. Hayette wordt voorgesteld door de h. Norré.

De h. Norré geeft aan dat het vanaf vandaag 1 oktober niet meer verplicht is een masker te dragen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De gemeentes moeten bepalen in welke straten de maskerplicht behouden moet worden. Het college heeft gisteren de lijst van deze straten gepubliceerd. Welke criteria werden hiervoor gebruikt? Krachtens artikel 2 van het besluit is een masker verplicht op de plaatsen waar social distancing niet gerespecteerd kan worden. Betekent dit dat de burgers altijd een masker bij zich moeten hebben? Zal het college een plan publiceren van de straten waar er een maskerplicht geldt?

Wat is de toestand van de maskervoorraad? Moet de bestelling van het college van 30 april 2020 vernieuwd worden? Zijn er specifieke maatregelen om maskers te voorzien voor de behoeftige bevolkingsgroepen?

De burgemeester antwoordt dat het college maskers verplicht in handelswijken en vlakbij scholen. Er zijn ook uren vastgelegd omdat het absurd is een masker te verplichten voor iemand die om middernacht in de Xavier De Buestraat wandelt. Het college rekent op het gezond verstand van de burgers. Er werd signalisatie aangebracht op strategische plaatsen. De voorraad bedraagt momenteel 162.290 maskers, waarvan 4.900 maskers voor kinderen. Deze worden verdeeld volgens de vraag. De komende dagen worden er drie bijkomende maskers verdeeld onder alle arbeiders.

De burgers moeten inderdaad steeds een masker bij zich hebben. Indien niet, kunnen ze hiervoor geverbaliseerd worden

De h. Norré betreurt dat het college tot de vooravond heeft gewacht om in de wegen aan te geven dat er een maskerplicht geldt. Deze informatie was gekend op 23 september dus het college kon sneller reageren.

Talrijke Facebookberichten tonen aan dat de burgers niet begrijpen waarom een masker verplicht is in bepaalde straten of niet. Waarom is een masker verplicht in het gedeelte van de Alsebergsesteenweg tussen Altitude Cent en de Stillelaan en niet in de andere gedeeltes van dezelfde weg ?

De Raad neemt kennis.

01.10.2020/A/0052 **Question orale de Mme El Fassi : action de solidarité avec le Liban. (exposé par M. Norré)**

La question orale de Mme El Fassi est présentée par M. Norré.

M. Norré, s'exprimant au nom de sa collègue, Mme El Fassi, rappelle que le 4 août dernier, Beyrouth, la capitale du Liban, a été touchée par une terrible explosion ayant coûté la vie à 200 personnes et fait des milliers de blessés.

Bien que ce drame se soit déroulé à plus de 4.000 km d'Uccle, de nombreux citoyens en ont été affectés parce qu'ils comptent des amis, des proches, des parents parmi les victimes directes ou indirectes de cet événement et que le Liban est un pays ami de la Belgique.

Suite à cette double explosion, plus de 300.000 personnes se retrouvent sans abri. Les dégâts et les pertes économiques sont estimés à plus de 6 milliards d'euros. La monnaie nationale a perdu 80 % de sa valeur en quelques mois et l'envolée des prix, notamment des biens de première nécessité, frappe de plein fouet les plus vulnérables. Le taux de pauvreté frôle les 50 % de la population.

La Déclaration de politique générale (DPG) de la majorité fait de la solidarité internationale un des enjeux à part entière de la politique communale, notamment par la poursuite d'initiatives et d'actions concrètes dans des réseaux internationaux.

Le groupe socialiste souhaiterait que, dans le cadre de cette politique, la commune contribue à son échelle au relèvement du Liban.

Le Collège envisage-t-il une action en ce domaine et si oui, laquelle ?

Mme l'Echevine Ledan confirme l'importance accordée par le Collège à la solidarité internationale dans sa Déclaration de politique générale.

Désormais, l'échevinat de Mme Ledan est chargé de la coordination des différentes actions menées par la commune en ce domaine, quoique le service de l'Action sociale ait encore géré cette année-ci le budget voué à la lutte contre les calamités, en raison de la persistance de certaines anomalies administratives.

Le montant de 2.000 € prévu dans ce cadre a permis dans le passé à la commune de fournir une aide aux pays atteints par des catastrophes.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch a proposé de verser ce montant à une association venant en aide au peuple libanais. Il s'agirait en l'occurrence de l'Unicef.

Même s'il peut être jugé purement symbolique en raison de sa modicité, ce subside de 2.000 € permettra à la commune d'Uccle d'exprimer sa compassion envers la population de Beyrouth et le peuple libanais en général.

M. Norré invite le Collège à faire le point sur la situation dans les prochaines semaines pour déterminer si d'autres initiatives pourraient être lancées en fonction des besoins sur place.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. El Fassi : solidariteitsactie voor Libanon. (uitleg door de h. Norré)

De mondelinge vraag van Mevr. El Fassi wordt voorgesteld door de h. Norré.

De h. Norré vermeldt - in naam van zijn collega - de enorme explosie in Beiroet van 4 augustus die 200 doden en duizenden gewonden heeft veroorzaakt. Hoewel dit drama zich op meer dan 4.000 km van Ukkel heeft afgespeeld, heeft dit ook gevolgen voor talrijke burgers omdat ze er vrienden of familieleden hebben die direct of indirect tot de slachtoffers behoren. Door deze dubbele explosie zijn meer dan 300.000 personen dakloos geworden. De schade en de economische verliezen worden geschat op meer dan 6 miljard euro. De nationale munt heeft 80% van zijn waarde verloren in enkele maanden tijd en de

hoge prijzen van basismiddelen treffen de allerzwaksten. De armoedegraad ligt rond de 50% van de bevolking.

De algemene beleidsverklaring geeft aan dat internationale solidariteit een van de uitdagingen van de gemeente in, meer bepaald via concrete initiatieven in internationale netwerken. De PS wenst dat de gemeente in dit kader een bijdrage zou leveren voor de wederopbouw van Libanon. Overweegt het college een actie in dit domein?

Schepen Ledan bevestigt de aandacht voor internationale solidariteit in de algemene beleidsverklaring. Het bedrag van € 2.000, dat in dit kader voorzien werd, heeft in het verleden de gemeente toegelaten om hulp te bieden aan landen die een ramp te verwerken kregen. Schepen Lambert-Limbosch heeft voorgesteld dit bedrag te doneren aan een vereniging die de Libanese inwoners hulp biedt (Unicef). Ook al is dit een symbolisch bedrag, het is een manier van de gemeente Ukkel om haar medeleven te betuigen met de bevolking van Beiroet en het Libanese volk in het algemeen.

De h. Norré vraagt het college op de toestand op te volgen de komende weken om te bepalen of nog andere initiatieven genomen kunnen worden op basis van de plaatselijke noden.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 01:30
Opheffing van de zitting om 01:30

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj